

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°346**

**JANVIER 2014**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **KURDISTAN : DÉSACCORD PROFOND ENTRE ERBIL ET BAGDAD SUR LE BUDGET ET LA QUESTION DU PÉTROLE.**
- **SYRIE : PEU DE PAS CONCRETS APRÈS LA PREMIÈRE SESSION DE GENÈVE 2.**
- **PARIS : MYSTÉRIEUSES « FUITES » IMPLIQUANT LES SERVICES TURCS DANS L'ASSASSINAT DE LA RUE LA FAYETTE.**
- **IRAN : DES PRISONNIERS EN GRÈVE DE LA FAIM SONT DANS UN ÉTAT CRITIQUE.**
- **DROITS DE L'HOMME : RAPPORT ANNUEL DE HUMAN RIGHTS WATCH.**
- **Canada : UN KURDE À L'ORIGINE DU PREMIER CŒUR ARTIFICIEL.**

---

### **KURDISTAN D'IRAK : DÉSACCORD PROFOND ENTRE ERBIL ET BAGDAD SUR LE BUDGET ET LA QUESTION DU PÉTROLE**

**A**u début de l'année, le Kurdistan d'Irak a commencé d'exporter son brut en Turquie via le nouveau pipe-line les reliant directement. Deux millions de barils doivent être vendus lors d'un appel d'offre, et le ministre kurde des Ressources naturelles a annoncé que 6 millions de barils seraient vendus en février et mars prochains.

Le gouvernement irakien, sans surprise, a aussitôt fait part de son opposition à cette exportation qu'il qualifie d'illégale, puisque décidée sans son aval. Le ministre irakien du pétrole a fait part de son « profond regret et étonnement de cette violation flagrante de la constitution irakienne ». Comme toutes les fois que les Kurdes se passent du gouvernement central pour leurs accords avec des compagnies

étrangères, l'Irak a menacé les sociétés qui traiteraient avec les Kurdes de poursuites judiciaires pour « contrebande ».

Cela semble peu effaroucher les investisseurs étrangers, comme l'a déclaré à l'agence Reuters Todd Kozel de Gulf Keystone : « Nous attendons de lire et d'entendre ces mots depuis 2007. C'est de la musique aux oreilles de n'importe quel opérateur dans le Kurdistan. C'est la monétisation de nos actifs ».

Mais en plus de menacer les sociétés pétrolières, Nouri Maliki, le Premier ministre irakien a envisagé de couper les fonds à la Région kurde, en supprimant les 17% du budget qui lui revient, ce qui, selon lui, aurait pu être fait auparavant, puisque les Kurdes n'avaient pas remis à l'Irak les 250 000 barils

par jour sur lesquels ils s'était engagés en 2013.

Enfin l'adjoint du Premier Ministre en charge de l'Énergie, Hussein Sharistani, adversaire de longue date des Kurdes sur cette question du pétrole, a convoqué le consul turc pour lui faire part de ses « objections » à l'accord turco-kurde :

« Le gouvernement de l'Irak tient la partie turque pour légalement responsable de cette action et se réserve le droit de demander réparation pour tous les dommages qui en résulteraient. »

Quant au ministre irakien du Pétrole, Abdelkarim Al-Luaybi, il a qualifié l'exportation du pétrole vers la Turquie de « ligne rouge » et a déclaré que son gouvernement envisageait plusieurs réponses, notamment le boycott

de toutes les sociétés turcs et l'annulation de tous les contrats en cours entre les deux pays.

Les Kurdes, eux, affichaient une plus grande sérénité, en assurant qu'ils étaient parvenus à un accord avec Bagdad, le 25 décembre 2013, comme le faisait savoir le 13 janvier dernier, à Reuter, le porte-parole du Gouvernement de la Région, Safeen Diyazee, assurant que « Le cadre [de l'accord] est déjà accepté à Bagdad – ce sont plus que des questions d'ordre technique. »

Mais le conflit a rebondi le 15 janvier sur la question du budget 2014, quand le conseil des ministres irakiens a adopté une loi contre l'avis de son vice-président, le kurde Roj Nouri Shaweys, soutenu par les autres Kurdes du conseil, alors que les ministres arabes et turkmènes approuvaient cette proposition de budget. Selon une source anonyme publiée par le journal Shafaq News, le désaccord porte sur le paragraphe indiquant le montant des exportations à l'Irak du pétrole en provenance du Kurdistan. Arabes et Turkmènes ont souhaité que la Région exporte 400 000 barils par jour, sous peine de voir réduire le budget que lui alloue le gouvernement central. Roj Nouri Shaweys a alors rappelé que le gouvernement d'Erbil n'avait pas reçu les années précédentes le budget prévu pour la solde de ses Peshmergas (forces armées) et qu'il s'opposait à ce paragraphe. Refusant de débattre plus avant, le conseil des ministres a voté la loi à la majorité, incitant tous les ministres kurdes à quitter la réunion.

Le 17 janvier, le ministre-adjoint aux finances du Gouvernement kurde, Rashid Tahir, avertissait que les Kurdes pourraient décider de se séparer de l'Irak si ce

dernier coupait leur budget, en répliquant que depuis 2007, jamais le Gouvernement central n'avait vraiment alloué 17% de son budget aux Kurdes, seulement 10% :

« Si Bagdad fait un tel pas, alors nous enverrons les revenus du pétrole à Bagdad en y soustrayant la part prévue pour la solde des Peshmergas. Si cette solution ne satisfait pas Bagdad, alors nous n'aurons d'autre choix que nous séparer (Rudaw).

D'après Rashid Tahir, la Région kurde peut se financer elle-même, avec ses revenus internes et ceux de ses exportations de pétrole, revenus qu'il a estimés à environ 10,5 billions de dinars irakiens pour l'année passée, et qui pourrait augmenter les prochaines années.

Le gel des revenus pétroliers kurdes pourrait avoir de graves conséquences sur les finances irakiennes. Hayder Al-Abadi, qui est à la tête de la Commission du Trésor au Parlement irakien, et est un membre du parti du Premier ministre Nouri Maliki, a expliqué le 19 janvier à l'agence Reuters, que son pays ne pourrait pas financer le budget 2014 si les Kurdes n'envoyaient pas les revenus tirés de l'exportation de leur pétrole.

De même, le refus de payer les 17% du budget dus aux Kurdes auraient aussi des raisons financières, en plus des conflits en cours. Haydar Al-Laybi affirme en effet que le budget 2014 « s'effondrerait » si ces 17% étaient versés à la Région kurde, d'autant que les dépenses publiques irakiennes ont fortement augmenté, avec l'augmentation des pensions et du salaire minimum dans le secteur public, celle des allocations familiales et des bourses d'études. Même si l'on prévoit que les Kurdes

paient au Trésor irakien des recettes d'exportations de pétrole calculées sur un nombre de 400 000 barils par jour – ce que certains jugent irréaliste, en indiquant un montant plus probable de 255 000 barils par jour – le projet de budget envoyé au Parlement de Bagdad présente un déficit d'environ 21 billions de dinars irakiens (18 milliards de dollars). Hayder Al-Abadi entient d'ailleurs les Kurdes responsables, avec la suspension des paiements en 2013, quand le Gouvernement régional kurde réclamait le paiement des sociétés pétrolières opérant dans ses provinces.

Le 19 janvier, Nêçirvan Barzani, le Premier Ministre du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) arrivait à Bagdad pour tenter de résoudre la crise. Mais les deux réunions entre les deux Premiers ministres et Hussein Sharistinani, le Vice-Premier ministre irakien en charge des questions énergétiques, n'ont pas abouti à des conclusions très franches, et les trois hommes en ont même fait un compte-rendu très contradictoire.

S'exprimant ainsi sur cette rencontre auprès du journal Rudaw, le 20 janvier, le Premier Ministre kurde Nêçirvan Barzani, a déclaré qu'il y avait un désir réciproque de parvenir à un accord, mais que les problèmes ne pouvaient être résolus « en une ou deux réunions ». Évoquant les menaces de Nouri Maliki de couper le budget de la Région du Kurdistan, M. Barzani aurait répondu au chef du gouvernement irakien que le langage de la menace était « inacceptable et dans l'intérêt d'aucune des deux parties ». Sur le budget qui doit être voté au Parlement de Bagdad, le Premier ministre kurde se déclare « fortement opposé » à « un certain nombre

de mesures contre la Région du Kurdistan ». Enfin, il a assuré n'avoir donné aucune garantie que le GRK n'exportera ni ne vendra son pétrole sans le consentement de Bagdad.

Le même jour, son homologue irakien s'exprimait aussi sur un ton plus modéré, insistant sur la nécessité d'un « langage de la compréhension ». Mais il a par contredit Nêçirvan Barzani en niant avoir jamais laissé entendre que le budget des Kurdes pourrait être coupé, et en assurant aussi avoir obtenu des Kurdes qu'ils ne vendraient pas leur pétrole sans l'accord du gouvernement central.

Mais Hussein Sharistani, ne semble guère prêt, pour sa part, à adopter le mode de l'apaisement et de la conciliation. Le 28 janvier, il a ainsi réitéré ses menaces de représailles, notamment fiscales, contre la Région du Kurdistan, si cette dernière vendait son pétrole avant d'être parvenue à un accord avec l'Irak, selon l'agence Bloomberg.

Les propos de Nêçirvan Barzani se sont alors durcis et il a comparé, lors d'une conférence de presse, le comportement actuel de l'Irak avec celui de l'ancien régime avec le Kurdistan, alors que ce dernier « favorisait la résolution de tous les problèmes avec Bagdad ».

Le Premier Ministre kurde a nié, par ailleurs, que la Région du Kurdistan avait vendu son pétrole au rabais et en dehors des cours mondiaux, insistant, au contraire, sur la transparence avec laquelle le forage et l'exportation avaient lieu.

« Nous n'accepterons aucun langage de menace, de quiconque. Le pétrole du GRK est vendu au cours mondial et nous n'acceptons aucune justification de couper le budget de la Région du Kurdistan [...] Aujourd'hui, dans la Région du Kurdistan, nous pouvons produire et exporter du pétrole et le pipeline pour l'envoyer en Turquie est prêt. Mais jusqu'ici, nous n'avons pas vendu un seul baril. Nous voulons parvenir à un accord avec Bagdad sur cette question. »

Nêçirvan Barzani a mis aussi en avant la présence des nombreuses sociétés étrangères qui travaillent dans la Région pour étayer la constitutionnalité de l'exploitation et de la vente par les Kurdes de leur propre pétrole, affirmant que si tout cela n'était pas légal, ces sociétés n'auraient pas signé de contrat avec le gouvernement d'Erbil.

« Après 2 ans de pourparlers étendus, le gouvernement kurde

a signé un accord solide avec la Turquie et des dizaines d'avocats ont été impliqués dans la rédaction de cet accord. »

Peut-être pour convaincre davantage de la « transparence » des affaires pétrolières au Kurdistan, le site de son ministre des Ressources naturelles [vient de mettre en ligne son premier rapport mensuel](#), avec les « dernières informations sur la production et l'exportation dans la Région du Kurdistan, le raffinage et la consommation interne, l'activité des puits, la carte et le nombre des plate-formes, les chiffres de l'emploi et les dernières mises à jour sur les contrats de partage de production. »

Ce rapport couvre les activités d'octobre 2013, et le ministère indique que les rapports de novembre et décembre 2013 seront en ligne à la mi-février. Ensuite, les rapports seront diffusés chaque mois en anglais et en kurde. Une version en arabe est aussi en préparation.

Quant au gouvernement irakien, il vient d'embaucher un cabinet d'avocats prêts, selon lui, à engager des poursuites contre tout acheteur éventuel du pétrole kurde.

## SYRIE :

### PEU DE PAS CONCRETS APRÈS LA PREMIÈRE SESSION DE GENÈVE 2

**P**eu d'observateurs politiques jugeaient que la conférence de Genève II avait des chances de mettre fin à la guerre syrienne, surtout lorsque le 7 janvier, alors que les invitations de l'ONU commençaient d'être envoyées, on apprit que l'Iran ne ferait pas partie des participants, à la satisfaction de la Coalition nationale syrienne ( qui menaçait, dans le cas contraire, de ne pas venir) et du Premier Ministre

turc, Recep Tayyip Erdoğan.

Autre groupe non invité, les Kurdes du PYD, ceux du Conseil national kurde (CNK) y assistant comme membres de la Coalition. Le PKK syrien réclamait que les Kurdes soient représentés par une délégation « indépendante » mais n'a reçu pour cela ni l'accord des Nations Unies ni le soutien de la Russie, malgré une campagne médiatique et via les réseaux sociaux, notamment sur

twitter, avec le hastag #KurdsMustBeInGeneva2, protestant contre le péril d'un nouveau « Traité de Lausanne », où l'idée d'un État kurde, envisagée dans le Traité de Sèvres (1920), avait été définitivement enterrée en 1923, par les Puissances alliées et la Turquie.

Mais l'inefficacité prévue de Genève II et le fait qu'en Syrie même, la Coalition exerce peu d'influence, car éloignée des

champs de bataille, rendaient un nouveau « Traité de Lausanne » très improbable, la Syrie étant actuellement entre les mains de différents groupes armés (l'armée syrienne et les milices du Hezbollah, l'Armée syrienne de libération, les milices djihadistes, les forces YPG du PYD). Ce qui n'a pas empêché la question d'aller ou non à Genève en tant que membres de l'opposition syrienne de diviser les Kurdes depuis décembre, le CNK étant plus ou moins enclin à s'y rendre, le PYD l'accusant pour cela de « haute trahison ».

Le 22 janvier, la conférence était ouverte à Montreux par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. Dans un discours qui se voulait optimiste, ou à tout le moins encourageant, il s'est adressé aux 40 nations représentées et aux parties syriennes qui pouvaient, selon lui, « prendre un nouveau départ » en assurant que cette conférence était l'occasion de « montrer leur unité » et qu'après trois années de conflit et de souffrance en Syrie, c'était un jour d'espoir : « Vous avez une occasion énorme et la responsabilité de rendre un service au peuple syrien. »

Le même ton modérément optimiste était de rigueur dans les déclarations des pays « amis de la Syrie », qui relevaient que le simple fait d'avoir pu amener les belligérants à la même table était un pas important, même si, comme l'indiquait William Hague, le ministre britannique des Affaires étrangères : « il serait erroné de s'attendre à des progrès dans les prochains jours, en termes de percées. Néanmoins, des choses peuvent être obtenues lorsque la diplomatie commence, quand on essaie la diplomatie - nous avons vu cela sur beaucoup d'autres sujets, y compris avec l'Iran sur son programme nucléaire. »

Mais le « pas important » consistant à amener les parties adverses autour de la même table a été fortement minoré par le fait que les représentants du président Bashar Al Assad et ceux de la Coalition ont refusé justement de siéger face à face et se sont réunis dans des salles différentes, obligeant le médiateur de l'ONU, Lakhdar Brahimi, à faire le va-et-vient entre les uns et les autres.

Le chef de la Coalition, Ahmed Jarba, n'a cessé de poser en condition non négociable le départ de Bashar Al Assad, alors que les officiels syriens répliquaient que le président syrien n'avait pas du tout l'intention de quitter le pouvoir, ce qu'a confirmé le Secrétaire d'État américain, John Kerry, à la TV Al-Arabiyya.

Campant sur leurs positions, les deux délégations ont menacé à plusieurs reprises de quitter les pourparlers si leurs demandes respectives n'étaient pas acceptées et se sont rejetées mutuellement les responsabilités des atrocités de la guerre et des crimes commis contre la population civile, le gouvernement syrien répliquant aux accusations d'exactions en tenant l'opposition responsable du terrorisme.

Aussi, la séance s'est achevée le 31 janvier sans résultat concret, un deuxième round de pourparlers devant démarrer le 10 février. L'ONU n'a pu obtenir qu'un convoi humanitaire à destination de Homs soit débloqué, alors que ses habitants souffrent d'une sérieuse famine, et Lakhdar Brahimi a fait part, à ce sujet, de sa grande « déception ».

Par contre, le communiqué de Genève I, datant de juin 2012, et ses 10 points énoncés pour mettre fin au conflit et établir un processus de transition politique, a été accepté par les deux parties

comme base de travail, ce qui est présenté comme un pas positif par les diplomates, même si ce texte envisage le départ de Bashar Al Assad, ce qui est pour le moment refusé catégoriquement du côté gouvernemental.

Les autres points forts de ce texte sont, entre autre, l'arrêt bilatéral des violences armées, la libération des personnes détenues arbitrairement, la liberté de mouvement pour les journalistes et les aux organisations humanitaires, et permettre l'évacuation des civils et des blessés.

Sur le processus politique, un corps gouvernemental de transition devra instaurer « un climat neutre » afin que le peuple syrien puisse se déterminer sur l'avenir du pays, notamment en approuvant une nouvelle constitution.

Le fait que ce document doive servir de base de discussion pour la prochaine séance du 10 février donne des raisons à Lakhdar Brahimi de ne pas désespérer : « les deux camps savent qu'ils doivent conclure un accord sur la formation d'une instance de gouvernement transitoire dotée des pleins pouvoirs ».

Mais il ressort des déclarations mutuelles que l'opposition syrienne voit dans cet accord la condition du départ de Bashar Al Assad, alors que le camp de ce dernier continue d'y voir la formation d'un nouveau gouvernement, toujours présidé par Bashar Al Assad qui ne renonce pas à se porter candidat aux présidentielles de l'été 2014.

Tant que sur le terrain du conflit, le statu quo demeure entre les deux forces armées, l'opposition ne croit pas à un départ volontaire de Bashar Al Assad, et s'attend même à une recrudescence des offensives, de part et d'autre, chaque camp espérant

ainsi peser plus lourd au cours des prochaines rencontres en fonctions de ses victoires militaires. Loin d'apaiser la situation l'effet de Genève II pourrait être donc être, dans un premier temps, d'aggraver la guerre et la situation humanitaire.

Quant aux Kurdes, quel que soit leur camp, pro-PYD ou pro-CNK, ils attendaient peu de cette conférence et la veille même de son ouverture, le 21 janvier, le président de la Région du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, avait fait part de son scepticisme alors qu'il se trouvait devant la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen à Bruxelles : « La conférence de Genève II sera l'occasion pour le peuple syrien de décider de son propre destin même si, personnellement, je ne nourris pas un optimisme excessif. Je n'ai pas beaucoup d'attentes concernant cette conférence. »

Le président kurde a aussi évoqué la menace terroriste qui pèse sur la Région du Kurdistan comme sur l'Irak, en raison de l'activité intense de groupes tels qu'Al Qaïda et État islamique en Irak et au Levant (EIL) : « Pour l'heure, il n'est pas évident de dire que les forces démocratiques, l'Armée libre de Syrie, seront l'alternative du pouvoir en place à Damas, car ce sont les organisations terroristes qui tiennent le haut du pavé. »

De leur côté, le PYD et les partis proches de sa mouvance ont poursuivi leur « processus d'autonomie » en annonçant la formation de conseils cantonaux (un pour chaque « canton » du Kurdistan syrien), en commençant par celui de Djézireh, pour-

vu de 22 membres aux fonctions ministérielles, chargés, tout au moins sur le papier, de gérer la défense, l'économie, les finances, etc. de leur toute petite localité. Si ces conseils comprennent aussi bien des Kurdes que des chrétiens ou des Arabes, les opposants au PYD dénoncent l'uniformité politique de cette administration.

Ainsi, pour Hêvidar, un journaliste kurde syrien, opérant en Turquie, et s'exprimant à l'AFP, ce conseil de Djézireh est composé de « soit des membres du PYD, soient des gens ayant peur du PYD. Je suis pour tout ce qui aide à garantir les droits des Kurdes, mais le PYD ne s'intéresse pas à nos droits, il veut imposer son pouvoir via les armes ... Comment peuvent-ils annoncer la création d'un conseil local s'ils ne peuvent même pas fournir de l'électricité ou des soins de base à la population? »

Le 27 janvier, Kobane (au centre du pays, sur la frontière turque) a formé l'assemblée de son canton et le 29 janvier, c'est Afrin, à l'autre bout du pays, au nord-ouest d'Alep, qui a tenu son assemblée et a élu son président. De futures « élections générales » ont été annoncées dans 4 mois afin d'élire de nouvelles assemblées, sans que l'on en connaisse exactement la modalité ni la possibilité dans une situation de guerre et de crise humanitaire, d'autant que les autres partis kurdes syriens font toujours état d'arrestations, d'enlèvement et de tortures sur leurs membres restés sur place, de la part des Asayish du PYD.

Les partis Yekitî, Al Partî et Azadî ont rejoint la Coalition syrienne sous une nouvelle for-

mation, « Unité politique ». Le président d'Al Partî, Abdulhakim Bashar, a aussi réitéré son opposition à la formation des « cantons du Kurdistan occidental », qu'il a qualifiée de « déclaration de guerre », sur la chaîne arabe Al-Jazeera. Mustafa Oso, secrétaire général du parti Azadî, a déclaré que les membres du CNK ayant choisi d'occuper des fonctions dans l'administration du PYD devraient être exclus.

Le PYD, sur le terrain, tente maintenant de nouer des liens avec les puissances régionales, l'Irak et l'Iran (avec qui il est en bons termes) et surtout la Turquie dont, jusqu'ici, dont le soutien à l'opposition syrienne lui servait à discréditer les Kurdes du CNK, accusés de « collaborer avec l'ennemi ». Salih Gedo, le tout nouveau « ministre » des Affaires étrangères du Canton de Djézireh, a ainsi annoncé vouloir entamer une série de rencontres avec le gouvernement kurde d'Erbil, et de se rendre en visite à Bagdad, Téhéran et Ankara (le président du PYD, Salih, s'est rendu déjà à Ankara en 2013, pour y rencontrer Ahmet Davutoglu mais c'était avant l'annonce unilatérale de l'autonomie).

Asia Abdullah, coprésidente du PYD, arrivée à Istanbul pour assister à une conférence organisée par la toute nouvelle formation kurdo-turque HDP, a même affirmé qu'ils étaient prêts à exporter leur pétrole en Turquie, que son parti cherchait le soutien turc et ne souhaitait pas affronter Ankara (selon le journal turc Milliyet, le PYD serait déjà en pourparlers à ce sujet avec Ahmet Davutoglu).

## PARIS : MYSTÉRIEUSES « FUITES » IMPLIQUANT LES SERVICES TURCS DANS L'ASSASSINAT DE LA RUE LA FAYETTE

**A** lors qu'il y a un an, trois militantes du PKK, Sakine Cansiz, co-fondatrice du PKK, Fidan Dogan, représentante du Congrès national kurde (KNK) et Leyla Soylemez, jeune militante, étaient assassinées à Paris, dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan, rue La Fayette, de mystérieuses « fuites » et « révélations » se sont succédées ce mois-ci, sans que l'on ait encore pu déterminer la véracité et la provenance réelle des documents et vidéos soudain révélées au public.

Le principal suspect, inculpé d'homicide, Ömer Güney, continue de nier obstinément les faits. Mais le 9 janvier, le magazine l'Express, assurait, dans un article d'Éric Pelletier, que « de rapides progrès » avaient été fait dans l'enquête et que les soupçons pesant sur l'unique inculpé s'étaient considérablement renforcés, étayant davantage la thèse d'un meurtre politique sur « d'espionnage ».

Les laboratoires de police ont, en effet, pu récupérer des clichés pris avec le téléphone portable d'Ömer Güney, qui avaient été détruits et qui prouvent que la nuit précédant le meurtre, Güney s'était introduit dans les locaux d'une association kurde à Villiers-le-Bel et avait photographié les fichiers des adhérents, soit 329 formulaires d'adhésion. Interrogé à ce sujet, le suspect a répondu qu'il avait fait cela sur ordre du PKK : « Au petit matin, il aurait apporté cette liste à un sympathisant du mouvement en région parisienne (dont il ne connaît pas l'identité et dont il a oublié l'adresse). Il aurait effacé le tout pour ne pas encombrer "la mémoire pour rien. » (Express).

Il a aussi été établi qu'Ömer Güney était en possession de 5 téléphones portables (dont 2 ont disparu), et qu'il avait passé une dizaine d'appels à des numéros « atypiques pouvant s'apparenter à des numéros techniques ».

Le 23 janvier, le journal turc Vatan affirmait que les juges français en charge de l'enquête, Jeanne Duye et Christophe Teissier, avaient envoyé une commission rogatoire internationale (409/13/2) auprès des responsables turcs, afin d'obtenir des « informations cruciales » pour le déroulé de l'instruction.

La première partie de la lettre fait état des éléments rassemblés par les enquêteurs français, notamment le lien entre le suspect et les armes à feu utilisées pour les meurtres. La commission demande les noms des propriétaires des 57 numéros de téléphones que Güney appelait fréquemment en Turquie, ainsi que des renseignements sur sa famille, la fréquence de leurs contacts et de leurs rencontres physiques.

Auparavant, le 13 janvier, un enregistrement audio a été diffusé sur plusieurs réseaux sociaux, dont une vidéo présentée, dans une introduction écrite, comme étant une conversation entre Ömer Güney et deux membres supposés du MIT, qu'un « parent d'Ömer Güney, qui lui aurait confié cet enregistrement devait diffuser si « quelque chose » lui arrivait.

Dans l'enregistrement, les deux hommes présentés comme des agents des services secrets turcs promettent à Güney des fonds pour acheter des armes en Belgique. Les assassinats de res-

ponsables du PKK, comme Nedim Seven ou Remzi Kartal sont discutés et planifiés.

Des membres de l'association kurde infiltrée par Güney auraient identifié sa voix, selon l'agence Firat News. Reste à ce que le juge d'instruction, à qui il a été transmis une copie, reçoive les conclusions de l'expertise des laboratoires judiciaires pour une identification formelle.

Enfin, un document, intitulé « Sakine Cansız, nom de code Sara », publié à la fois par des media turcs et kurdes, font aussi mention de l'assassinat programmé de militants kurdes. Il porte les signatures du chef du département du MIT, Ugur Kaan Ayik, et de trois autres officiers des services : O. Yüret, S. Asal, H. Özcan. Classé 'secret' et daté du 18 novembre 2011, le document relate les informations obtenues sur Sakine Cansiz par un agent surnommé « Légionnaire ».

Un autre document mis en ligne, daté du 18 novembre 2012, évoque un agent, appelé « La Source » qui aurait reçu 6000 €, servant à « financer les frais » nécessaires à l'élimination de Sakine Cansiz.

Ömer Güney, a nié, lors de l'audition avec la juge Jeanne Duye, être sur l'enregistrement et clame toujours son innocence.

Les services turcs ont réfuté toutes les accusations dans un démenti officiel écrit et diffusé aux media : « Notre organisation n'a aucun lien avec les meurtres de Sakine Cansiz, Leyla Soylemez et Fidan Dogan. Nous avons lancé l'enquête administrative requise au sein de notre structure interne au sujet de ces allégations. »



Les motifs du MIT, s'il était à l'origine des meurtres, seraient assez complexes, puisque son chef, Hakan Fidan, était à l'époque, chargé par le Premier Ministre Erdogan d'entamer des négociations avec le PKK. L'assassinat de la rue La Fayette avait même alors été pointé comme une tentative de saboter le processus de paix. L'apparition soudaine de ces documents sur les réseaux Internet pose de nombreuses questions : pourquoi, cette révélation, un an

après, alors que Güney n'a toujours pas reconnu les faits ?

Certains ont fait le lien entre la lutte interne que se livrent le gouvernement AKP et le réseau religieux Gülen, au sein de la police et des services de sécurité. L'implication des Gulenistes dans les meurtres est, en tout cas, la thèse défendue par certains hauts responsables du PKK, et ce assez tôt : Murat Karayilan, dès le printemps 2013, y avait dénoncé la main de la confrérie, ancien-

nement alliée à l'AKP et devenue, entre temps, son pire ennemi. Le 19 janvier 2014, la co-présidence de l'Union démocratique des communautés du Kurdistan (KCK) a clairement accusé la confrérie Gülen d'être impliquée dans les assassinats, en plus des services du MIT, avant la rupture entre Erdogan et Fethullah Gülen, et les fuites et révélations qui se succèdent en cascade en ce début d'année seraient un des effets du conflit politique interne qui secoue la Turquie.

## IRAN :

### DES PRISONNIERS EN GRÈVE DE LA FAIM SONT DANS UN ÉTAT CRITIQUE

**P**lusieurs prisonniers kurdes observent une grève de la faim depuis plus de 60 jours, afin de protester contre la peine de mort à laquelle ils sont condamnés ainsi que contre leurs conditions de détention.

Jamshid et Jahangir Dehghani, Hamed Ahmadi et Kama; Molayyee ont cessé toute alimentation depuis le 4 novembre, ne buvant que de l'eau, refusant toute alimentation par intraveineuse. Ils sont à présent dans un état critique et perdent régulièrement connaissance. Selon la Human Rights Activists News Agency (HRANA) les autorités de la prison ont ordonné l'injection de sérum sous la contrainte.

Ils ont été condamnés à mort par la 28e chambre de la Cour révolutionnaire de Téhéran le 14 novembre 2010 sous le chef d'accusation d'être « ennemi de Dieu » et d'apporter la « corruption sur terre », ce qui leur a valu la peine capitale.

Les prisonniers avaient été arrêtés en 2009 avec six autres, peu de temps après une visite du Guide Ali Khamenei dans la province du Kurdistan. Les dix Kurdes s'étaient rassemblés devant la mosquée pour protester contre les propos du régime contre les musulmans sunnites.

En décembre 2010, six avaient été exécutés sous les charges de « trafic de drogue et viols ». D'après les organisations de

défense des droits de l'homme en Iran, extorquer sous la torture des aveux de crimes de droit commun permet de discréditer les prisonniers politiques. Les procès n'avaient duré qu'une dizaine de minutes et ont eu lieu sans présence d'un avocat.

Sedigh Mohammadi et Hadi Hosseini, qui suivaient aussi la même grève de la faim, l'ont cessée le 28 décembre, après que leur peine de mort a été annulée. Selon Amnesty International, la Cour suprême a statué en raison de l'état de santé mentale des deux hommes et a ordonné un nouveau procès.

D'après Amnesty International, plus de 40 personnes ont été exécutées en Iran depuis le début de l'année.

## DROITS DE L'HOMME :

### RAPPORT ANNUEL DE HUMAN RIGHTS WATCH

**H**uman Rights Watch a publié son rapport annuel sur l'état des droits de l'homme dans le monde en 2013.

#### Turquie

Le gouvernement a fait des pas importants dans un processus de paix avec les Kurdes, annonçant au début 2013 des négociations

avec le leader du PKK, Abdullah Öcalan, se traduisant par un cessez-le-feu.

Par contre, la Turquie continue de poursuivre ses journalistes en 2013 et plusieurs dizaines d'entre eux sont toujours sous les verrous. 44 journalistes et personnes travaillant pour différents media et 20 d'entre eux en détention

depuis décembre 2011, accusés d'être liés à l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), interdite en Turquie car accusée de liens organiques avec le PKK.

Les réformes entreprises en 2013 n'ont pas amélioré le sort des milliers de citoyens accusés d'« appartenance à une organisation terroriste » en vertu de

l'article 314 du code pénal, pour avoir simplement participé à des activités militantes pacifistes, ce que permet un usage abusif des lois anti-terrorisme en Turquie. Des centaines d'activistes politiques kurdes, des maires élus, des parlementaires, des cadres du Parti de la paix et de la démocratie (BDP) ont effectué de longs séjours en prison, certains plus de 4 ans et demi, alors qu'ils étaient jugés pour appartenance au KCK.

Les victimes des brutalités policières, des violences de la part des militaires et des agents de l'État peinent à ce que justice leur soit rendue. Si la prescription a été levée en avril 2013 concernant les cas de torture, elle est toujours de 20 ans pour les exécutions extra-judiciaires, de qui soulève des inquiétudes au sujet des disparitions et des meurtres survenues dans les régions kurdes dans les années 1990.

En juin 2013, le bureau du procureur de Diyarbakir s'est déclaré incompetent pour le dossier de l'attaque des villageois de Roboski-Uludere par l'armée de l'air turque en décembre 2011, qui a fait 34 victimes, mineures pour la plupart. Le dossier a été envoyé au procureur militaire, mais l'absence d'enquête sérieuse fait craindre que toute cette affaire soit enterrée.

En septembre 2013, la Cour de cassation a décidé d'annuler le verdict rendu en janvier 2007 à l'encontre des assassins du journaliste arménien Hrant Dink, pour raisons de procédure. HRW souligne l'absence d'enquête poussée sur la responsabilité de

l'État, voire d'implication, dans cet assassinat.

#### **Iran :**

Depuis les élections de juin 2013, certains prisonniers politiques ont été libérés mais de nombreux militants de la société civile restent emprisonnés, pour des motifs politiques.

L'Iran continue d'exécuter des condamnés à un rythme soutenu. Pour l'année 2013, 16 personnes ont été pendues pour « inimitié envers Dieu » ou avoir « répandu la corruption sur terre », car accusées d'appartenance à des groupes d'opposition armée, ou bien en « représailles », tel le cas de ces 8 Baloutches exécutés après la mort d'une dizaine de gardes sur la frontière Iran-Pakistan. Des dizaines d'autres attendent dans les couloirs de la mort pour « terrorisme », après des procès iniques visant les activités politiques. Des Iraniens appartenant à la minorité arabe sont ainsi accusés d'attaques envers les forces de sécurité. Quant aux Kurdes, 40 d'entre eux ont été condamnés pour terrorisme, soit en raison de leur engagement politique ou religieux (sunnite) et ils attendent leur exécution.

De façon générale, la politique de l'Iran envers ses minorités ne s'est pas du tout améliorée. Principaux groupes visés : les Kurdes, les Azéris, les Arabes et les Baloutches.

#### **Kurdistan d'Irak :**

Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak a voté une loi contre les violence domestiques en 2011, mais peu de choses ont été faites pour en appliquer les

dispositions et lutter contre la violence familiales et les crimes d'honneur. Des dizaines de victimes féminines ont été maltraitées ou tuées par des membres de leur famille. Les ONG locales se plaignent de l'absence de tribunaux spéciaux pour juger les auteurs de violences intra-familiales. Elles réclament aussi le recrutement supplémentaire d'officiers de police féminins et d'agents de sécurité formés à ces questions et au fait des nouvelles lois.

#### **Syrie :**

Selon le bureau des Nations unies chargé des Affaires humanitaires (OCHA) 4, 25 millions de Syriens ont fui leur pays. L'aide humanitaire peine à arriver sur place en raison des sièges militaires imposés à la fois par le gouvernement et l'opposition armée. Le régime continue de refuser l'ouverture de ses frontières aux équipes médicales et humanitaires et l'Armée syrienne de libération a échoué à garantir leur sécurité.

Sur place, les attaques contre les médecins et le personnel de soin n'ont pas faibli et sur les 88 hôpitaux syriens, 32 ont dû fermer. Les forces gouvernementales ont emprisonné, torturé et tué des centaines de membres du personnel médical et ont délibérément attaqué leurs véhicules et ambulances.

Un récent rapport du Conseil des droits de l'homme (CDH) a conclu que « le refus de soins médicaux utilisé comme une arme de guerre est une réalité particulière et glaçante de la guerre en Syrie. »

## CANADA : UN KURDE À L'ORIGINE DU PREMIER CŒUR ARTIFICIEL

**T**ofy Mussivand dirige le Programme d'appareils cardio-vasculaires de l'Institut de cardiologie de l'université d'Ottawa. Il est l'inventeur d'une pompe cardiaque artificielle, en plus d'autres inventions médico-technologiques, a publié plus de 250 livres et articles et a reçu de nombreux prix scientifiques tout au long de sa carrière. Un organisme américain l'avait même sélectionné pour figurer au rang des 7 cerveaux plus brillants de la planète.

Né il y a 71 ans dans le petit village kurde de Varkaneh, près de Hamadan, Tofy Mussivand a commencé par être berger dans les montagnes du Kurdistan iranien. Son village ne possédait

qu'une école religieuse où il apprit d'abord le coran et à lire le persan.

Devant sa curiosité et son goût pour les sciences son père, un Kurde originaire d'Irak, l'inscrit finalement à l'école de la ville où il obtint son diplôme d'études secondaires, et puis revint au village en tant qu'instituteur, où, dit-il, « j'étais à la fois le professeur, le principal et le concierge ».

Mais voulant étudier davantage, Tofy Mussivand partit pour Téhéran et commença des études d'ingénieur. Après avoir obtenu un master d'ingénieur agricole, il écrit à l'auteur du manuel d'études qu'il avait le plus apprécié et celui-ci, un Canadien,

lui permit de venir étudier à l'université d'Alberta, muni d'une bourse.

Interviewé par Rudaw, Mussivand affirme que son « héritage kurde » l'a influencé de façon significative au cours de sa carrière et souhaite que plus d'occasions soient données à des « cerveaux » kurdes d'être reconnus dans le monde et le message qu'il adresse aux jeunes Kurdes est de ne « jamais renoncer » : « Ne dites pas « je suis pauvre, je suis kurde et je n'ai aucune chance. Je n'ai jamais cru que le manque d'argent pouvait m'arrêter. Il y a eu un moment, dans ma vie, où je n'avais pas un morceau de pain à manger, mais cela ne m'a pas arrêté.

---

# LES SYRIENS DANS L'ÉQUATION KURDE

La guerre en Syrie a jeté sur les routes des Kurdes de la région de l'ouest de la Syrie venus se réfugier chez leurs frères d'Irak.



(Estelle des Dorides)

Camp de 15 000 réfugiés kurdes syriens de Kawergosk, au Kurdistan irakien.

AGNÈS ROTIVEL (au camp de Kawergosk)  
www.la-croix.com

Les trombes d'eau ont transformé le camp de réfugiés de Kawergosk en patinoire. Chaussés de bottes en plastique, des enfants pataugent en riant dans la boue, d'autres font leur possible pour se maintenir en équilibre. Les adultes pestent contre les autorités régionales du nord de l'Irak pour ne pas avoir encore bétonné les allées de ce camp de réfugiés kurdes de Syrie.

« Les travaux sont prévus, il faut simplement nous laisser un peu de temps. Nous avons installé ce camp en urgence, il y a seulement quatre mois que la mairie a appelé les autorités du gouvernement régional du Kurdistan pour dire que plus de 5 000 personnes arrivaient », explique Omed Babashekh, directeur du camp, en guise d'excuses. En août, plus de 12 000 réfugiés kurdes étaient déjà passés de la région kurde de Syrie à la région autonome kurde d'Irak, venant principalement de la région de Qamichli, dans le gouvernorat de Hassaké.

## 15 000 KURDES SYRIENS AU CAMP DE KAWERGOSK

Dans le camp, chaque famille possède une

tente équipée d'un réservoir d'eau, de couvertures et d'un chauffage au pétrole. « Au début, l'armée a fourni les plats chauds. Ensuite, on a distribué des plaques chauffantes pour que les femmes puissent faire elles-mêmes leur cuisine, poursuit Omed Babashekh. Les enfants vont à l'école, les cours sont assurés en arabe par des réfugiés, car le kurde n'était pas enseigné dans les écoles syriennes. Les livres viennent de Syrie, parce qu'on ne les trouve plus à Erbil, où l'arabe n'est plus enseigné. »

Situé aux abords du village de Kawergosk, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de la capitale économique et administrative du Kurdistan irakien, le camp abrite aujourd'hui plus de 15 000 personnes. Des travaux sont en cours pour en augmenter la capacité d'accueil. Car, au fur et à mesure que les combats s'intensifient dans la région kurde de Syrie, de plus en plus de familles partent se réfugier chez leurs frères irakiens. Les affrontements opposent, d'un côté, les partis kurdes syriens entre eux, de l'autre, les Kurdes contre les groupes islamistes liés à Al-Qaïda.

## LES KURDES IRAKIENS, D'ANCIENS RÉFUGIÉS EN SYRIE

Abdel Kawi Ibrahim, originaire de la province de Hassaké, a fui avec sa femme et ses quatre enfants les violences des groupes islamistes d'Al-Qaïda. « On a eu peur, on est parti. » En Syrie, il travaillait dans l'in-

dustrie du pétrole et du gaz. « Je gagnais bien ma vie, dit-il. Aujourd'hui, j'atteins à peine 20 000 dinars par jour (13 €) en réparant les télévisions du camp. » Du travail, il en a, car chaque tente dispose d'une antenne satellite. « La télévision est indispensable pour les enfants, surtout quand il pleut, on ne sait pas comment les occuper autrement. »

Apparemment, les réfugiés et les habitants du village cohabitent sans trop de problème. « On se met à leur place, explique le directeur du camp. En 1991, nous aussi nous avons connu l'exil quand Saddam Hussein nous a attaqués. Les Kurdes de Syrie et d'Irak nous avaient alors accueillis chez eux. La première nuit de leur arrivée, les femmes du village ont cuisiné pour nourrir les familles et le camp a été bâti sur un terrain qui appartient à la commune. »

Toutefois, les rations de nourriture distribuées par les autorités du camp et la Fondation Barzani ne suffisent pas. « On en a marre de manger tous les jours du riz et des lentilles, on n'est pas habitué à cette nourriture », se plaint une mère de famille, qui a pu se procurer des œufs, des épinards et autres légumes verts.

## LES HOMMES EN QUÊTE DE TRAVAIL

Les hommes du camp sont tous à la recherche de petits boulots. Un bureau des embauches a ouvert. Des réfugiés proposent leurs services selon leur spécialité pour participer aux travaux d'extension et d'amélioration du camp. Les contrats sont d'un mois seulement pour que tous les hommes du camp puissent en bénéficier, chacun à leur tour.

D'autres ont trouvé un job sur les nombreux chantiers de construction de la capitale. Ils logent à plusieurs dans des habitations fournies par l'employeur et reviennent en fin de semaine voir leur famille dans le camp. C'est le cas du mari de Samia, ouvrier à Erbil. La jeune femme est mère de jumelles, Evin et Ivda, âgées de 1 an. En l'absence de son mari, elle a improvisé devant sa tente une épicerie où elle vend des légumes, des friandises, de la lessive, des produits achetés dans le village afin d'améliorer le quotidien. Deux jeunes ont ouvert un salon de coiffure pour hommes d'où retentissent les décibels d'une radio syrienne.

## DES RÉFUGIÉS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX ET PAUVRES

« Le nombre de réfugiés syriens ne cesse d'augmenter et ceux qui arrivent sont de plus en plus pauvres, explique Bayman, un jeune d'Erbil volontaire dans le camp. Il est difficile de contrôler qui entrent en Irak. Il y a neuf mois, le gouvernement régional →

→ avait installé un pont sur le Tigre pour faire transiter l'aide humanitaire, côté syrien. Mais le Parti de l'union démocratique (PYD) – principal parti kurde de Syrie, affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement marxiste lancé en Turquie par Abdullah Öcalan – a pris le contrôle du pont et prélevait des taxes sur l'aide humanitaire. »

Le gouvernement régional du Kurdistan, dirigé par le Parti démocratique du Kurdistan (PKK) de Massoud Barzani, a alors fermé le pont. Mais les réfugiés ont continué à s'amasser, chaque jour plus nombreux, espérant sa réouverture, qui s'est effectivement produite. Aujourd'hui, quatre camps au Kurdistan irakien abritent près de 185 000 Syriens, sans compter tous ceux qui ont choisi de se débrouiller par eux-mêmes.

C'est le cas de deux copains, Sabir et Hassan. Deux jeunes Kurdes de 20 ans. Originaires de Qamichli, ils étaient étudiants à Damas. Depuis plus d'un an, ils servent dans un des nombreux cafés du centre commercial Family Mall d'Erbil. « La plupart des employés sont syriens. On leur coûte moins cher et nous, ça nous permet d'envoyer de l'argent à la famille », explique Sabir.

#### LA QUESTION SYRIENNE

À la pause, ils se retrouvent à plusieurs autour d'un café pour discuter de la situation en Syrie et des tentatives de Massoud Barzani pour fédérer les nombreux groupes kurdes syriens. Une tentative jusque-là vouée à l'échec. Un premier accord avait permis de les réunir au sein d'un comité suprême composé de cinq membres issus des seize partis kurdes et de cinq personnes du PYD.

« L'objectif était de s'entendre sur une armée commune, des frontières et une stratégie économique », explique Hamid Ahmad Darbandi, vice-ministre chargé de ce dossier à la présidence du Kurdistan d'Irak. Mais le PYD semble vouloir faire cavalier seul. Il a, depuis, annoncé que la région du Kurdistan (syrien) serait divisée en trois provinces autonomes : celle de Kobani (dans le centre), celle d'Afrine (dans l'ouest) et celle de Qamichli (dans l'est). « Le but n'est pas de faire sécession, mais les Kurdes demandent un système fédéral en Syrie », indiquait récemment Salih Muslim, responsable du PYD.

Aux yeux d'Abdelhakim Bachar, président du Conseil national du Kurdistan syrien (CNKS), qui se rendra à la réunion de Genève 2, le 22 janvier 2014, « le PYD n'est qu'un satellite du gouvernement syrien. Il travaille pour Bachar. »

« Les dissensions et manœuvres entre partis kurdes de Syrie sont affligeantes, estime

Sabir qui, bien que kurde, se sent d'abord syrien et qui soutient l'idée d'un État fédéral en Syrie. On a déjà connu la dictature de Bachar, on ne veut pas passer sous la coupe d'un autre homme autoritaire comme Barzani, on veut rester au sein d'une Syrie libre. »

#### LES DIFFÉRENTS STATUTS DES KURDES

En Irak, les 4,5 millions de Kurdes ont connu une relative stabilité depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. La Constitution irakienne de 2005, élaborée alors que l'armée américaine contrôlait le pays, leur a donné un statut d'autonomie.

En Syrie, 1,6 million de Kurdes, marginalisés par le régime de Bachar Al Assad, pourraient, du fait de la guerre, obtenir un certain degré d'autonomie.

En Iran, rien ne change pour les 7 millions de Kurdes. S'ils ont des droits attachés à leur statut de minorité, ils sont sous étroite surveillance du régime.

En Turquie, les Kurdes (14 à 17 millions) sont en négociation avec le gouvernement turc pour un élargissement de leurs droits. ♦



3 January 2014

## Pipeline Bombing Halts Kirkuk-Ceyhan Oil Flow

rudaw.net

**ERBIL, Kurdistan Region**—An explosion that targeted a major pipeline in Saladin province on Thursday has halted the flow of oil to the Turkish port of Ceyhan, officials said.

“Oil pumping operations stopped from the Kirkuk oilfields to the Turkish port of Ceyhan after it was subjected to an act of sabotage at 6:00 pm on Thursday near the Baiji refinery,” Kirkuk Now website quoted a North Oil Company official as saying.



**Iraqi officials say that in 2013 the Kirkuk-Ceyhan pipeline has been attacked more than 50 times. Photo: AP**

Baiji 45 kilometers north of Tikrit has been a hotbed of Sunni insurgents in the past decade. Iraqi officials say that in 2013 the Kirkuk-Ceyhan pipeline had been attacked more than 50 times.

Citing unnamed sources,

Reuters reported last month that Baghdad had raised its flow of oil through the Kirkuk-Ceyhan to lessen the capacity of Kurdish oil export to Turkey.

Thursday's attack came hours after Turkish Energy Minister Taner Yildiz confir-

med in a press conference the arrival of crude oil from the Kurdistan Region in Turkish storage hubs.

“The flow of crude oil from Iraq has begun. It is being stored. It will not be exported without the consent of the Iraqi government,” said Yildiz.

According to the Turkish minister, oil flows at 300-400,000 bpd, but that it would be held until Baghdad and Erbil have reached a final agreement on oil exports.

Meanwhile, after a meeting between Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani and his Iraqi counterpart, Nuri al-Maliki in Baghdad last month, both sides said they were optimistic about finalizing an agreement in the coming days. □

# LE PUZZLE DISPERSÉ DE L'IDENTITÉ IRAKIENNE

**Pour les Kurdes, l'Irak n'est plus qu'une fiction et, si le principe d'une fédération ne parvient pas à s'imposer, l'identité kurde saura s'organiser.**

AGNÈS ROTIVEL (à Erbil)  
www.la-croix.com

Attablé dans l'un des nombreux cafés à l'occidentale qui essaient dans toute la ville d'Erbil, Qassim Khidhir, journaliste indépendant, raconte son dernier passage à la frontière en Allemagne, alors qu'il venait rendre visite à son frère : « Arrivé devant le douanier, il a pris mon passeport irakien, m'a regardé d'un drôle d'air et m'a soumis à une litanie de questions. Je voyais dans ses yeux défiler les images de kamikazes, d'explosions, d'attentats, d'islamistes et par la même occasion d'Al-Qaïda. Pour calmer le jeu, j'ai expliqué que j'étais kurde et que je venais du Kurdistan d'Irak, ce qui est différent de l'Irak. Mais autant prêcher dans le désert, le Kurdistan pour lui n'existait pas. "Irak", c'est un nom très lourd à porter. J'ai honte de ce passeport, c'est une véritable malédiction de voyager avec. »

## L'ARABE N'EST PLUS ENSEIGNÉ DANS LES ÉCOLES KURDES

Le statut actuel d'autonomie accordé par la Constitution de 2005 au Kurdistan n'enlève pas aux Kurdes la nationalité irakienne, même si le Kurdistan dispose par ailleurs de ses propres frontières, de son armée, de son drapeau – trois bandes horizontales rouge, blanche et verte, orné d'un soleil à 21 branches. Ce dernier date des années 1920. Il est apparu pendant la lutte pour l'indépendance kurde contre l'Empire ottoman, avant de devenir le drapeau de l'éphémère République de Mahabad, c'est-à-dire du Kurdistan iranien, dont la révolte a été durement réprimée par le Chah d'Iran en 1946.

Dans la vie de tous les jours, les Kurdes se sont affranchis du reste de l'Irak. Ils parlent le kurde, l'arabe n'est plus enseigné dans leurs écoles, au point de poser des problèmes de communication avec la population arabe réfugiée au Kurdistan.

Leurs yeux sont tournés vers la Turquie, synonyme de prospérité et de modernité, alors que l'Irak les renvoie à une histoire douloureuse dont ils ne veulent plus faire partie. « L'Irak est un État déchu, faible, reconnaît un diplomate à Erbil. Et les Kurdes ne s'en réjouissent pas forcément, car les actions de déstabilisation représentent un risque de contagion pour eux. »

« Si demain on me demande de choisir entre la nationalité kurde ou irakienne, conclut



*De jeunes activistes irakiens se forment au dialogue entre les communautés, lors d'un séminaire organisé par l'ONG Pax Christi, à Ankawa, au Kurdistan irakien. (Estelle des Dorides)*

Qassim, je n'aurai aucun état d'âme. Pour moi l'Irak, c'est terminé, ce pays n'existe plus. » Les identités religieuses remplacent l'identité nationale

Barzan Yassin est originaire de Sulemanieh. Dans le passé, il fut forcé à l'exil parce qu'il était kurde. Pour lui, l'identité irakienne a été inventée, créée de toutes pièces par les puissances occidentales, après la Première Guerre mondiale. « Aujourd'hui, l'identité nationale irakienne est morte. Elle a été remplacée par des identités religieuses, chiite, sunnite, chrétienne, yazidi, shabak, etc. », poursuit cet ethnomusicologue.

Les Kurdes veulent-ils pour autant faire sécession ? « Je pense que beaucoup de Kurdes sont pour un Irak fédéral, mais si la Constitution qui nous accorde l'autonomie n'est pas respectée, ce sera la séparation, le Kurdistan fera sécession. Il n'y aura pas d'autre choix, s'il n'y a pas de paix stable, reconnaît Barzan Yassin. Dans la situation où se trouve le Kurdistan, pris entre une Syrie en guerre, une dictature iranienne et la guerre au sud de ses frontières en Irak, notre avenir est fragile. »

Bayman Abdulrahman Shawqi, qui n'a pas loin de 30 ans, a beaucoup réfléchi à cette question : « Notre identité est en construction. De plus en plus, les historiens kurdes cherchent à reconstruire "l'histoire perdue" des Kurdes, parce que celle-ci est principalement orale et parce que notre histoire a toujours été racontée par nos ennemis. »

## « LES CHRÉTIENS GARDENT LA PASSION DE L'IRAK »

La première étape décisive dans la « construction » de cette identité est, selon lui, la création en 1991 de la zone d'exclusion aérienne défendue par les Américains, les Britanniques et les Français pour empêcher les bombardements de Saddam Hussein sur le Kurdistan. « Elle a mis fin à notre peur d'être assimilés par les pays de la région. La seconde étape est

venue avec la création de la région autonome du Kurdistan, contenue dans la Constitution de 2005. »

L'identité kurde a toujours existé, ajoute l'intellectuel Omar Moshen, c'est un peuple, une langue, un héritage culturel. S'ajoute aujourd'hui, le désir qu'une population dispersée éprouve de vivre ensemble.

Les rares à s'accrocher encore à l'idée d'un État irakien, ce sont les minorités, et particulièrement les chrétiens. Mgr Bachar Warda, évêque chaldéen du diocèse d'Erbil, en est convaincu : « Les chrétiens gardent la passion de l'Irak, ils le pensent encore comme un pays, une nation. Ils savent sans doute que ce n'est plus qu'un rêve. Mais qu'on le veuille ou non, il y a encore un drapeau irakien. »

## UNE HISTOIRE AGITÉE

11 septembre 1961 : les Kurdes se soulèvent en Irak. En 1964, un cessez-le-feu est signé. Il est refusé par une partie du mouvement kurde. La révolte reprend en 1965.

11 mars 1970 : accord kurdo-irakien sur l'autonomie du Kurdistan. En mars 1974, Bagdad promulgue unilatéralement une « loi sur l'autonomie du Kurdistan », rejetée par les Kurdes. La révolte reprend.

17-18 mars 1988 : Saddam Hussein ordonne à son armée d'utiliser l'arme chimique contre la ville kurde d'Halabja, faisant entre 3 200 et 5 000 morts.

1991 : la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, décidée par le Conseil de sécurité de l'ONU, empêche l'aviation irakienne d'attaquer la région kurde.

2003 : renversement de Saddam Hussein. Installation d'un nouveau régime par les États-Unis.

2005 : Jalal Talabani, ancien chef rebelle kurde, devient président de l'Irak. ♦

AFP

## Turquie: la justice libère les trois derniers députés kurdes de prison

ANKARA, 04 janvier 2014 (AFP)

**LA JUSTICE turque a décidé samedi de libérer de prison trois députés kurdes soupçonnés de liens avec la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au lendemain d'un arrêt similaire concernant deux autres parlementaires kurdes, a-t-on indiqué de source judiciaire.**

Kemal Aktas, Selma Irmak et Faysal Sariyildiz seront libérés "dans la journée" des pénitenciers de Mardin et de Diyarbakir, deux villes du sud-est kurde de Turquie, a-t-on souligné de même source.

Vendredi soir, deux autres députés, Ibrahim Ayhan et Gülser Yildirim, ont été relâchés de prison.

Ces cinq personnes sont toutes des élus du Parti de la paix et de la démocratie (BDP, pro-kurde) qui se trouvaient en détention provisoire depuis leur arrestation en 2010 pour liens supposés avec le PKK.

La Cour constitutionnelle a jugé leur détention trop longue.

Les parlementaires pro-kurdes estimaient que leur maintien en détention nuit au processus de paix engagé en 2012 entre Ankara et le PKK pour mettre fin à l'insurrection du mouvement armé kurde, qui a coûté la vie à 45.000 personnes depuis 1984.

Ces pourparlers se trouvent dans l'impasse. Le PKK a suspendu en septembre le retrait de ses combattants du sol turc entamé quelques mois plus tôt, jugeant que le gouvernement islamo-conservateur ne respectait ses promesses de réformes en leur faveur.

Le mois dernier, la Cour constitutionnelle avait déjà ordonné pour les mêmes motifs la libération d'un député du principal parti d'opposition, en détention depuis plus de quatre ans dans le cadre d'une affaire de complot contre le gouvernement.

La Turquie est fréquemment épinglée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour outrepasser la durée tolérable des détentions provisoires.

Le Monde.fr 7 janvier 2014

## Le Kurdistan irakien tisse des liens étroits avec Ankara en lui livrant pétrole et gaz

Par Jean-Michel Bezat

Fichkhabour, lieu perdu à la frontière de la Turquie et du Kurdistan irakien, est devenu un symbole pour les Kurdes d'Irak : c'est en effet au niveau de cette station de pompage que l'oléoduc venu du gisement pétrolier de Tak Tak, au sud d'Erbil, siège du gouvernement régional du Kurdistan (GRK), rejoint le grand pipeline Kirkouk-Ceyhan pour livrer le pétrole sur les marchés mondiaux.

Jusqu'à présent, seul le brut du Sud irakien était acheminé vers le port turc de Ceyhan par cet oléoduc. En novembre, le GRK a conclu un accord d'exportation de pétrole et de gaz avec la Turquie et, depuis la fin décembre, cette région autonome exporte ses barils vers son grand voisin du Nord par cet oléoduc, malgré le conflit qui l'oppose au pouvoir central de Bagdad sur la répartition des revenus pétroliers.

Ce conflit interne à l'Irak a incité

Ankara à une certaine prudence pour ne pas froisser Bagdad. « Le flux de brut entre l'Irak et Ceyhan a démarré et il est stocké dans des citernes », a déclaré le ministre turc de l'énergie en annonçant la mise en service du « pipe ». Mais Taner Yildiz a immédiatement précisé que ces premiers barils ne seraient pas vendus sur les marchés internationaux sans le feu vert du gouvernement irakien, qui insiste pour contrôler directement toutes les exportations de pétrole et de gaz de son territoire. Ankara joue même les « M. Bons-Offices » pour favoriser le règlement du différend pétrolier entre Bagdad et Erbil.

### FORTE DÉPENDANCE À LA RUSSIE ET L'IRAN

Le gouvernement turc y a intérêt. Au carrefour des voies d'acheminement des grands pays producteurs d'hydrocarbures (Russie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan, Iran et Irak) et aux portes de l'Europe, la Turquie a deux préoccupations. La première est de renforcer la sécurité de ses approvision-

nements énergétiques. Le pays, qui importe 92 % de son pétrole et 98 % de son gaz, est en effet trop dépendant de la Russie et de l'Iran. Plus de pétrole kurde est donc bienvenu.

Mais la Turquie, qui possède près de 20 000 kilomètres de pipelines, veut également confirmer sa position de « hub » énergétique par lequel transite une partie des hydrocarbures d'Asie centrale et du Moyen-Orient destinés à l'Europe. Cela renforce son poids politique grandissant dans la région et lui assure des rentrées de devises. De nombreux oléoducs ou gazoducs (Blue Stream depuis la Russie, le BTC depuis l'Azerbaïdjan...) arrivent déjà en Turquie, même si Nabucco, le projet de gazoduc défendu par l'Union européenne, est mal en point.

L'oléoduc venu d'Irak qui débouche à Ceyhan – loin d'être utilisé à sa pleine capacité de 1,5 million de barils par jour – est une autre porte d'entrée impor-



« Le flux de brut entre l'Irak et Ceyhan a démarré et il est stocké dans des citernes », a déclaré le ministre turc de l'énergie, Taner Yildiz.

tante. Le branchement en provenance des gisements kurdes pourrait dans un premier temps accroître le débit de 300 000 barils et renforcer le rôle stratégique de la Turquie. Fort d'une situation sécuritaire bien meilleure que dans les régions sunnite et chiïte d'Irak, le GRK voit plus grand : estimant ses réserves d'or noir à 45 milliards de barils (et de 3 000 à 6 000 milliards de mètres cubes de gaz), il pense pouvoir exporter plus de 3 millions de barils par jour vers la Turquie à partir de 2019.

Il y a quelques années, seules de petites compagnies se risquaient à forer au Kurdistan, rappelait récemment au Monde le premier ministre kurde. « Aujourd'hui, tous les grands noms du secteur sont là : ExxonMobil, Total, Chevron, Gazprom », se félicite Netchirvan Barzani. Et la Turquie, rappelle-t-il, a été « le premier pays à manifester son intérêt pour nos ressources ». ■

# As Iraq spirals, the Kurds take advantage

Josh Wood  
www.globalpost.com

**ERBIL, Iraq** — As sectarian violence in Iraq reaches new heights and threatens to return the country to civil war, the semi-autonomous Kurdish north could be set to capitalize on the instability.

An estimated 6,818 people were killed in Iraq's violence last year, according to Agence-France Presse, making 2013 the deadliest year since 2008.

Rarely a day passes in Iraq without an attack adding to the body count.

"Maybe it will go to civil war," said Jafaar Mustafa Ali, the minister of Iraqi Kurdistan's armed forces, the Peshmerga. "Day after day, the violence can make it bigger."

After a long history of subjugation at the hands of others, many of the Middle East's 30 million or so Kurds spread across Iraq, Iran, Turkey and Syria dream of an independent state. In Iraq, where the Kurds have established the greatest level of freedom so far, the Kurdistan Regional Government is taking steps to lessen dependence on Iraq's central government. While pushing for greater autonomy, this does not necessarily mean agitating for independence, at least not now.

If the situation in the rest of Iraq decays further, the weakening of the central government could help the country's Kurds gain the edge in longstanding territorial disputes and curtail Baghdad's ability to counter pushes for greater autonomy.

Under the Iraqi constitution, Iraq's oil revenues are meant to pass through Baghdad with the Kurds allocated a 17 percent portion of profits based on the ethnic group's population size. Right now, the Kurdistan Regional Government relies on that money for nearly all of its budget. But this could change in the near future.

A new oil pipeline between Iraqi Kurdistan and Turkey could bypass Baghdad and give the Kurds an independent source of revenue. Oil began flowing through the pipeline this week, but is being held from world markets until a deal with Baghdad can be agreed upon, according to Turkey.

While much of Iraq has been trapped in continuous cycles of violence since the 2003 US-led invasion, the Kurdish north has been prosperous and largely sheltered from the bloodshed. In this protected enclave that has been under Kurdish



Iraqi Kurdish girls carry a large Kurdistan flag during the celebration of Flag day in the northern city of Erbil on Dec. 17, 2013. (Safin Hamed/AFP/Getty Images)

control since 1991, the Kurds have established an entity that is a state in everything but name. Few here consider themselves Iraqi. Some even cover the word "Iraq" on their car's license plates with stickers of the sun-emblazoned Kurdish flag. And when they look south, many see a failure of leadership in Baghdad that has sealed the fate of the country they are tied to.

"There are fundamental flaws in the way Iraq is governed," said Barham Salih, the former prime minister of Iraqi Kurdistan and the former deputy prime minister of the federal government in Baghdad.

"Iraq, at the moment, is a tragic failure sustained only by high oil prices" with a leadership "bogged down in sectarian and ethnic tensions" and a security apparatus "deeply mired in corruption," he added.

A Kurdish politician, Salih advocates maintaining the current relationship with federal Iraq in spite of major problems.

"We want to be part of a federal, democratic Iraq, we genuinely do, that is in our interests," he said. "But if [federal] Iraq moves decidedly in another direction, we will have to look at our options."

While many of Iraqi Kurdistan's officials echo Salih, publicly saying they want to continue their relationship with Baghdad despite longstanding disputes on oil revenues and land, many Kurds voice support for a split.

Speaking offhand, one senior Iraqi Kurdistan official said the Kurds were eagerly awaiting their "divorce" from Baghdad.

But forming a separate state isn't necessarily high on their agenda.

"When the Kurds are thinking about independence, they are thinking about economic independence, self sufficiency," said Michael Knights, a fellow with the Washington Institute for Near East Policy.

While the central government's atten-

tions are currently focused on combatting a Sunni Arab insurgency, the Kurds are now also potentially able to assert more control over territory claimed by both sides, such as the oil-rich city of Kirkuk. Baghdad is "so distracted by insurgency that they have probably taken their eyes off of the disputed territories temporarily or at least partially," said John Drake, an Iraq specialist with risk management firm AKE.

Last year the Peshmerga and central government forces were involved in several tense standoffs in disputed territories. In one incident, the forces clashed in the town of Tuz Khurmatu, leaving one dead.

The destabilization of federal Iraq is made even more threatening by the conflict's growing relationship with the civil war raging next door in Syria. In recent months, once rare violence has arrived in Iraqi Kurdistan.

On Sept. 29, a series of bombs hit Erbil, killing six. The attacks were the first in six years to hit Iraqi Kurdistan's capital and were claimed by the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIS). Born out of Al Qaeda in Iraq, ISIS has gained notoriety in Syria for its effective, deadly attacks and strict implementation of Islamic law in areas it has captured.

In early November, two more alleged members of the Islamic State of Iraq and the Levant were arrested in Iraqi Kurdistan's Dohuk province. Authorities there said the militants were preparing for suicide bombing missions.

In Arab Iraq, ISIS is much more active.

In the past week, ISIS captured the city of Fallujah, just 40 miles west of Baghdad, as well as parts of Ramadi.

"A dangerous dynamic is Syria and Iraq are merging into one theater of conflict with extreme sectarian polarization associated with it," said Salih, the former Iraqi Kurdistan prime minister. ■



# Iran offers aid to Iraq in fight against Qaeda unit

TEHRAN, IRAN

Following a U.S. move, the assistance would be matériel, but not troops

BY THOMAS ERDBRINK

A senior Iranian commander said Monday that Iran was ready to send military equipment to Iraq, where the Shiite government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki is battling Sunni insurgents linked to Al Qaeda in the western province of Anbar.

Gen. Mohammad Hejazi, the deputy commander of Iran's armed forces, told local journalists that Iran was ready to support the Iraqi government in fighting the "terrorists" but was not planning on sending troops.

"Such a request has not been officially made," General Hejazi said, according to the Islamic Republic News Agency. "Equipment and advice will be

given if they ask for it, but as for forces, the Iraqis are very powerful themselves."

On Sunday, Secretary of State John Kerry offered similar assistance to the Iraq government, while emphasizing that the United States would not send in any military forces.

Fighters from the Islamic State of Iraq and Syria, or ISIS, a Qaeda-affiliated group that is also a combatant in the Syrian civil war, have taken control of large sections of the cities of Falluja and Ramadi in recent days.

Tensions erupted into deadly clashes in Anbar in late December following a raid by government security forces on the home of a prominent Sunni lawmaker in Ramadi. Days later, government security forces and tribal gunmen clashed when the police moved to dismantle a Sunni protesters' camp in Ramadi, leaving more than 15 people dead.

Lt. Gen. Rasheed Fleih, who leads the Iraqi Army's Anbar Military Command, told state television that "two to three days" were needed to push the militants out of Falluja and parts of Ramadi.

General Hejazi said Iran would not engage in any form of a joint mission with the United States in trying to aid a common ally, the Iraqi government, to drive out Sunni insurgents from the towns of Ramadi and Falluja, due west of Baghdad. "Since we have no official relationship with America, I do not think we will be conducting any joint operations," the general said.

Tensions between the United States and Iran have eased this year following

the election of Hassan Rouhani as president. Mr. Rouhani has pushed for a deal concerning Iran's nuclear ambitions, an effort that produced a six-month interim agreement in November.

When the United States invaded Iraq in 2003 and overthrew Saddam Hussein, Shiite-dominated Iran benefited as exiled politicians long groomed by Tehran and Kurds friendly to the Iranian government quickly formed the backbone of the new Iraqi leadership.

The Sunni minority, which under Mr. Hussein ruled the country, were marginalized while majority Shiites took the reins of the new government.

The fighting in Anbar continued on Monday along the highway that links Baghdad to Syria and Jordan, The Associated Press reported. Militias from ISIS and their supporters maintained control of central Falluja, fanning out into the streets and surrounding government buildings.

Black flags signifying Al Qaeda have been seen on government and police vehicles captured by the militants during the clashes.

Sporadic clashes erupted in some parts of Ramadi on Monday, residents there said. Dozens of families fled the two cities to nearby towns, crammed in cars loaded with their belongings.

In remarks that could signal an imminent military move, Mr. Maliki urged residents and tribes in Falluja to "expel" the militants to avoid an all-out battle, according to The A.P. Iraqi government troops have surrounded the city.

# U.S. suggests Syrian peace talks could include Iran

AMMAN, JORDAN

BY MICHAEL R. GORDON

Secretary of State John Kerry suggested on Sunday that Iran might play a role at the peace talks on Syria that are scheduled to take place this month.

It was the first time that a senior American official had indicated that Iranian diplomats might participate in the

session, which is to convene in Switzerland on Jan. 22.

But Mr. Kerry also made clear that there would be limits on Iran's role if Tehran did not formally accept that the goal of the conference would be to work out arrangements for a transitional authority that would govern Syria if President Bashar al-Assad could be persuaded to give up power.

"Now, could they contribute from the sidelines? Are there ways for them conceivably to weigh in?" Mr. Kerry said, referring to the Iranians. "Can their mission that is already in Geneva be there in order to help the process?"

"It may be that that could happen, but that has to be determined by the secretary general," he added, referring to Ban Ki-moon of the United Nations. "It has to be determined by Iranian intentions themselves."

Mr. Kerry made the comments at a news conference in Jerusalem before he headed to Jordan to continue his consultations with King Abdullah on the Middle East peace talks. Mr. Kerry planned to head to Saudi Arabia later Sunday to meet with the Saudi monarch before returning to Israel.

Russia has argued that Iran should be present at the peace conference, as has Lakhdar Brahimi, the United Nations special envoy. But France and the United States previously insisted that Iran first make clear that it supports the goal of the meeting: a transition to a governing structure that would exclude Mr. Assad.

Iran has been one of Mr. Assad's main supporters and has been supplying his government with arms and supporting his war efforts with military advisers.

International New York Times

MONDAY, JANUARY 6, 2014

# Key Iraqi city nearly seized by rebels tied to Al Qaeda

BAGHDAD

BY YASIR GHAZI AND TIM ARANGO

Sunni militants fighting under the banner of Al Qaeda appeared to make gains across the Iraqi province of Anbar over the weekend, using snipers and rocket-propelled grenades in heavy street fighting to secure nearly full control of Falluja and capture the strategic town of Karma. Iraqi government forces and the tribal militias fighting with them seemed unable to resist the militants' advances.

"Falluja is completely under the control of Al Qaeda," one senior police official in Anbar said Saturday.

Other reports suggested that some areas on the city's outskirts were still being contested, while government forces positioned themselves outside Falluja. They shelled the city throughout Friday night and into Saturday morning, killing at least 19 civilians and wounding dozens more, according to a hospital official in Falluja. Civilians, terrified and running low on food, were fleeing the major cities to desert villages and, in some cases, to the homes of relatives in Baghdad.

Falluja was quiet on Saturday night and into Sunday, The Associated Press said, citing residents, but sporadic clashes were reported on Sunday in and around Ramadi.

A wave of bombings hit Baghdad on Sunday, The A.P. reported, killing at least 20 people. The deadliest attack took place in Shabab, a Shiite neighborhood in the city's north, when two parked car bombs exploded simultaneously near a restaurant and a tea house. Officials said those blasts had killed 10 people and wounded 26.

The fighting in Anbar has proved to be a crucial test for Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki's Shiite-led government, which is facing an escalating Sunni-led insurgency that threatens to tear Iraq apart.

The unrest — and the seeming inability of the Iraqi government forces to quell it — underscore the steady deterioration of Iraq's security since the last American troops left in December 2011.

Since the withdrawal of the United States, which had spent billions of dollars to train and equip the military in Iraq, Sunnis in the country have become increasingly disenchanted with the



The Iraqi city of Falluja on Sunday. It has been the scene of fighting between Qaeda-linked Islamists and Sunni tribal fighters backed by the Iraqi government.

**"This is a fight that belongs to the Iraqis." The United States is "going to do everything that is possible to help them."**

policies of Mr. Maliki's government. It has alienated Sunni leaders and carried out mass arrests of Sunni citizens in an effort to find insurgents. Such actions have made it harder for the government to halt the resurgence of Al Qaeda.

On Sunday, Secretary of State John Kerry expressed serious concern about the militants' recent gains. He described the Qaeda-affiliated group, the Islamic State of Iraq and Syria, often referred to as ISIS, as "the most dangerous player in the region."

Mr. Kerry, who spoke in Jerusalem on a Middle East peace trip, said the United States had been in contact with Sunni tribal leaders and would try to help them and the Iraqi government in their fight with the militants. But Mr. Kerry provided no specifics about what assistance the United States would provide.

"This is a fight that belongs to the Iraqis," he said. "We are going to do everything that is possible to help them."

While many Sunnis may not be sympathetic to the militants, they are also reluctant to support the central government in ways that could help improve security, such as providing intelligence.

At the same time, while some Sunni tribal militias are fighting against the militants alongside the security forces, in other cases tribesmen are reportedly battling the government with Al Qaeda, creating a complex, three-way fight in some areas.

Now that militants control nearly all of Falluja and have secured major areas of Ramadi, the province's largest city, Sunni insurgents essentially control most of Anbar. The province stretches west to Syria, where the Iraqi militants' allies in ISIS are waging their own insurgency.

International New York Times

FRIDAY, JANUARY 10, 2014

# Bomber kills 22 poised to join Iraqi Army

BAGHDAD

BY DURAID ADNAN

A suicide bomber in Baghdad on Thursday detonated his explosives in a line of recruits who were joining the Iraqi Army to fight militants aligned with Al Qaeda in Anbar Province, killing 22 of them, the police said.

The recruits had gathered at Al Muthana airfield military base when the attacker joined the line just outside the entrance gate and blew himself up. Thirty-one people were injured, the police said.

"We came to join the army to fight Al Qaeda and this will not stop us," Ali Jasim, one of the recruits, said in a telephone interview after the blast.

The government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki has called for new recruits to join the battles in Anbar, which have been focused mainly on Falluja and Ramadi, the two main cities in the province.

The fighting in Anbar has become increasingly complex as alliances shift amid escalating sectarian tensions. Some of the fighters from the Sunni tribes in the region are siding with the government to oust Qaeda-affiliated militias, while other tribal forces oppose the government's push, seeing it as a heavy-handed attempt by Mr. Maliki's Shiite-dominated government to extend Iranian influence into the region.

## Five released Kurdish lawmakers take oath in Turkish Parliament

ANKARA – Anadolu Agency  
www.hurriyetaidailynews.com

Five lawmakers who were recently released from prison took their Parliamentary oaths in Ankara on Jan. 7.

The Peace and Democracy Party (BDP) Şanlıurfa deputy İbrahim Ayhan, BDP Mardin Deputy Gülser Yıldırım, BDP Şırnak deputies Selma İrmak and Faysal Sarıyıldız, as well as independent deputy from Van Kemal Aktaş have taken their

oaths in Parliament. All five deputies were detained as part of the Kurdish Communities Union (KCK) trial and were elected as lawmakers in the June 2011 elections. However, they failed to take their oaths at the time because they were being tried under arrest.

On Jan. 3, a court in the southeastern province of Diyarbakır released two jailed Kurdish lawmakers, Ayhan and Yıldırım, hours after announcing a Constitutional Court ruling on Jan. 2, which established



that the two's lengthy detention violated their rights. The other three lawmakers were also released by the court in the following days.

The Constitutional Court ruled in favor of the complaints filed by both lawmakers on the grounds that their detention violated the rights of an elected person and was excessive in duration. ■

## Parliament voted on the official languages Act. National anthem soon

www.investorsiraq.com/

The House voted Tuesday, the official language Act, promised in Arabic and Kurdish are the official languages of the country, amid protests by deputies of the Turkomen and Christian "Syriac".

Committee on culture and information back the Parliamentary Committee of culture and information, the adoption of the official languages Act confirms the democratic Iraq and respect for its ingredients, noting that "the power factor and the richness and breadth of human civilization".

Said the Chairman of the Committee on culture and information on parliamentary Shallah told a press conference at the headquarters of the Chamber of Deputies with a number of representatives of the various nationalities and attended "new morning", "we, in the Committee, our colleagues in other parliamentary committees, we have launched the official language act in Iraq".

Shell said that "Iraq is a country of civilization, and we believe that the power factor and the richness and breadth of human civilization", pointing out that "the implementation of law, a democratic Iraq and will reaffirm its respect for its ingredients."

The Iraqi Parliament voted on Tuesday, during the fourth session of the second legislative term legislative year fourth official language Bill. During a press conference held at the Parliament building after the vote.

A good supporter, said spokesman of the Kurdistan Alliance in the House of representatives, seeking a mass so-called male chauvinist whose orientation within the Iraqi Council of representatives during discussion of the official languages Act.

And OK, he is a member of the



Parliamentary Committee on culture and information that the Kurdish language will remain the official Arabic and that the adoption of the law on languages under the Constitution and we as Parliament are bound by the legislation provided for in items aldsor and the official languages Act will pave the legal national anthem and flag as constitutional laws» that «in both Arabic and Kurdish are the two official in the country as well as other languages in place in areas dominated by Turkomans, Christians».

Surprised at the good objection some deputies to this important law and who abstained, returned not to vote on the law is unjustified.

He said we found «route chauvinist .... inside the House is reminiscent of earlier decades, and vote on the Bill is a victory for these sounds, adding that "law put Iraq among the best States that deal with multilingualism and cultural diversity.

He pointed out that "adoption of the official languages Act comes under the application of article IV of the Constitution, which provides more than the official language, Arabic, Kurdish, Syriac and Turkoman languages are official in areas where population

density of these components'».

And on differences about the good that the law "there are parliamentarians astonished of how Iraq's currency was printed in both Arabic and Kurdish or passports, and there is disagreement on the Turkmen and Syriac languages.

Referring to the absence of justification for invoking the House surprised the currency paper in India with 22 languages and the languages of the language used in official correspondence and official documents.

The deputies said the Turkmen, that component of the official languages Act the Council is contrary to the Constitution and the decision of the Federal Court.

Arshad al-Salihi said we "felt in the official languages Act, which was given to the Turkmen, Syriac components to speak their language on the units that formed where the population density is rejected by some deputies who seem to have violated article 4 of the Constitution is not familiar.

Salehi said "we would like to point out that the official languages Act of 1931 had given to Turkmen official address and the right to speak with an overview of Turkmen in Turkmenistan and the League of Nations was imposed on Iraq and the binding condition for recognition of convictions in both Kurdish and Turkmen as an official language", noting that "there are parties in the political process and democracy are trying not to listen.

The meeting yesterday, the second interrupt the iraqiya lawmakers, with the third session of the second legislative term of the 4th legislative year, on Saturday, in the absence of the deputies of iraqiya Coalition to protest against the conditions that accompany military operations in Anbar.

◆◆◆

# Irak : al-Qaida a pris le contrôle de zones sunnites

Les forces spéciales ont dû intervenir à Faloudja et Ramadi. La fronde contre le premier ministre Maliki ne fait que grossir.

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr

**MOYEN-ORIENT** Le « pays » sunnite flambe. De Faloudja à Ramadi, des insurgés liés à al-Qaida et d'autres à des tribus armées contrôlaient, jeudi, certains secteurs des deux principales villes de l'ouest de l'Irak.

Dans la journée, les forces spéciales ont reçu l'ordre d'entrer dans Faloudja. Ailleurs, dans la province d'al-Anbar, les policiers étaient priés de regagner leurs postes qu'ils avaient abandonnés, tandis qu'un attentat suicide faisait une dizaine de morts près de Baqouba. « La moitié de Faloudja est entre les mains de l'État islamique en Irak et au Levant (ex-al-Qaida en Irak), et l'autre partie est sous le contrôle » de membres de tribus, soulignait à l'AFP un responsable du ministère de l'Intérieur.

À Ramadi, à 80 kilomètres plus à l'ouest, policiers et tribus joignaient leurs forces pour combattre des rebelles pro-al-Qaida, qui ont pris le contrôle de certaines rues de cet ancien bastion de l'insurrection antiaméricaine après la chute de Saddam Hussein en 2003. Aujourd'hui, une colère sunnite généralisée explose contre le gouvernement du premier ministre chiite Nouri al-Maliki, accusé de marginaliser la minorité sunnite et d'accaparer le pouvoir.

Lancinante depuis un an, la bronche des sunnites a redoublé de violence lundi, lorsque l'armée a démantelé le plus important camp de protestataires anti-Maliki, installé à Ramadi depuis décembre 2012, date des premières manifesta-



tions contre le premier ministre. Le coup de force a entraîné des heurts entre l'armée et des groupes rebelles, à Ramadi d'abord, puis à Faloudja. Une quinzaine de personnes sont mortes dans ces violences, qui n'ont fait qu'attiser la colère sunnite. D'autant qu'après avoir affirmé mardi qu'il allait alléger la présence militaire autour des villes d'al-Anbar, comme le demandait une quarantaine de députés sunnites, Maliki est revenu mercredi soir sur sa décision, annonçant au contraire un renforcement de l'armée à Faloudja et Ramadi. Pour le premier ministre, le camp de Ramadi est devenu « le quartier général d'al-Qaida » en Irak, qui a multiplié les attentats ces derniers mois, au point de faire de 2013 l'année la plus meurtrière depuis cinq ans, avec 9 475 civils tués.

## La bataille des législatives

En riposte à cet engagement non tenu, des hommes armés ont attaqué le principal commissariat de Faloudja pour y libérer une centaine de détenus et voler des armes, tandis qu'à Ramadi, quatre autres commissariats étaient incendiés. Une autre promesse, faite mardi par le gouvernement, de livrer de l'aide sous forme de nourriture, carburant et médi-

caments, n'a en rien apaisé la situation. Jeudi matin, des dizaines de camions acheminaient vers Ramadi des hommes lourdement armés. Ils scandaient des charisons à la gloire d'al-Qaida, qui a profité du conflit en Syrie voisine pour renforcer sa capacité d'action, des deux côtés de la frontière. « Notre État (islamique) sera victorieux », pouvait-on lire sur les drapeaux noirs frappés de la profession de foi islamique.

## Les sunnites, 20 % de la population, ont été maîtres de l'Irak pendant le règne de Saddam Hussein

Quelques heures après, on apprenait l'arrestation à Bagdad du chef de « l'Armée de Moktar » - un groupuscule chiite pro-iranien, bête noire des manifestants sunnites - qui avait revendiqué des tirs d'obus de mortier sur l'Arabie saoudite, en novembre. Mais cette mesure d'apaisement prise par Maliki lui-même - qui concentre l'essentiel des pouvoirs sécuritaires - ne suffira pas à calmer ses adversaires. Dix ans après sa « libération » par une coalition militaire dirigée par les États-Unis, l'Irak continue de saigner, victime de la guerre sunnites-chiïtes qui déchire le Moyen-Orient, sur fond de mal-gouvernance et de corruption abyssale.

Les sunnites - 20 % de la population et maîtres de l'Irak jusqu'à Saddam Hussein - s'estiment victimes d'une stigmatisation de la part d'un gouvernement qui multiplie les arrestations de ses opposants, en abusant d'une législation antiterroriste taillée sur mesure. D'où le forcing d'al-Qaida pour prendre d'assaut des prisons et relâcher des détenus.

Inquiète de cette dérive, l'ONU sonne l'alerte, pressant Maliki d'apaiser les provinces sunnites, attirées par les sirènes du séparatisme, grâce à l'appui des monarchies voisines du Golfe, soucieuses de faire pièce à l'Iran chiite, qui sponsorise le premier ministre. Mais depuis le départ des troupes américaines il y a deux ans, les forces de sécurité, encore mal formées, peinent à endiguer les sicaires d'al-Qaida, qui rackettent les commerçants pour financer leurs crimes et recruter des partisans. La spirale des violences risque de se prolonger jusqu'aux élections législatives, fin avril, que le premier ministre fera tout pour remporter. Quitte à accroître encore la fureur des sunnites. ■

# L'Irak et le Liban contaminés par la guerre en Syrie

Le conflit syrien et le chaos régional permettent à Al-Qaïda de renforcer ses positions dans la région

**E**n Syrie, il y aura désormais une guerre dans la guerre. Après des mois d'affrontements larvés, les rebelles anti-Assad et les miliciens d'Al-Qaïda sont entrés en conflit ouvert. Choqués par les exactions que ces extrémistes perpétrent dans les zones sous leur contrôle et redoutant l'ascendant croissant qu'ils prennent sur l'insurrection, les principaux groupes armés syriens ont lancé, vendredi 3 janvier, une série d'attaques contre les positions de Da'ech, le surnom de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), l'incarnation d'Al-Qaïda au Proche-Orient.

Cette réaction risque cependant d'être beaucoup trop tardive pour endiguer la montée en puissance du djihad transnational dans la région. Le même jour en effet, quelques centaines de kilomètres plus à l'est, en Irak, des combattants de Da'ech, en guerre contre l'autoritarisme et le sectarisme du premier ministre chiite Nouri Al-Maliki, se sont emparés de Fallouja et de plusieurs quartiers de Ramadi, les deux grosses villes de la province sunnite de l'Anbar. Porté par le climat de haine entre les deux principales branches de l'islam, que la guerre civile syrienne a libéré, l'EIL fait un retour en force dans le pays où il a été fondé, dans la foulée de l'invasion américaine de 2003, sous le nom d'Etat islamique en Irak.

Il est même possible que cette organisation soit en train de prendre pied au Liban, puisqu'elle a revendiqué l'attentat à la voiture piégée qui a fait cinq morts, mercredi 1<sup>er</sup> janvier dans la banlieue sud de Beyrouth, le quatrième attentat perpétré contre les secteurs chiïtes de la capitale depuis le début de l'été. « Un arc de crise est en train d'émerger, de l'Irak au Liban, qui atteste de la contamination de la région par la tragédie syrienne, analyse Peter Harling, de l'International Crisis Group. Cet arc est composé d'une multitude de conflits qui s'imbriquent l'un

dans l'autre, avec une coloration confessionnelle très forte, même si l'on ne peut pas réduire l'embrassement actuel à un affrontement chiite-sunnite. Toutes ces crises profitent de l'affaiblissement des structures étatiques, de l'érosion des frontières, de l'interpénétration des sociétés et du désengagement américain au Moyen-Orient. »

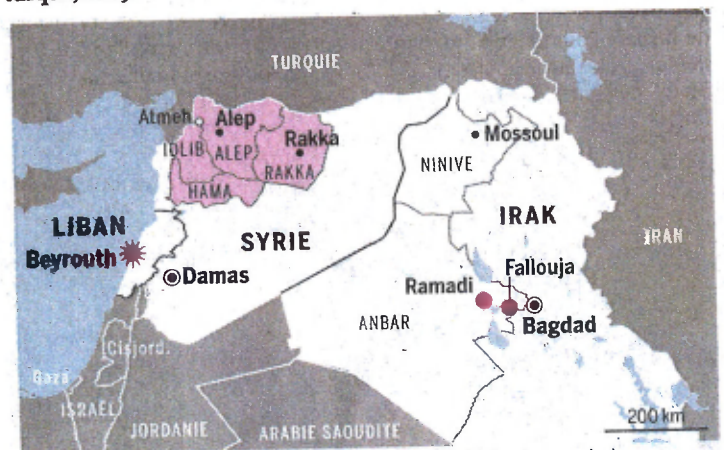
En Syrie, la guerre contre l'EIL, qui a déjà fait plusieurs dizaines de morts, a éclaté après que des résidents des environs d'Alep ont accusé certains de ses membres d'avoir tué un médecin. Implanté surtout dans le nord, ce groupe composé de nombreux combattants étrangers s'est vite attiré l'hostilité des populations civiles en raison de ses pratiques ultraviolentes, comme les décapitations infligées aux soldats du régime de confession alaouïte, une branche dissidente du chiisme.

Si ses distributions d'aide alimentaire l'ont rendu momentanément populaire dans certaines zones, sa réputation pâtit de l'intolérance souvent manifestée par ses membres: saccage d'églises, imposition du voile, arrestation de journalistes, etc.

Devant le refus des chefs de Da'ech de livrer les assassins du médecin, des brigades affiliés au Front islamique, un mouvement rebelle d'obédience salafiste, ont alors ouvert les hostilités. Très vite, d'autres groupes armés se sont joints à cette attaque, y compris le Front Al-Nosra, un mouvement affilié à Al-Qaïda, mais composé principalement de combattants syriens, beaucoup mieux intégrés à la rébellion. Partis de la province d'Alep (nord), les affrontements se sont propagés à celles d'Idlib (nord-ouest), Rakka (est) et Hama (centre). Sous la pression, l'EIL a abandonné quelques-unes de ses places fortes, comme Atmeh, une localité à la frontière turque, point de passage de juteux trafics, où il a été remplacé par Ahrar Al-Cham, une brigade islamiste. Une cinquantaine de rebelles ont été tués en représailles,



Des djihadistes défilent à Tel-Kabyad, en Syrie, près de la frontière turque, le 2 janvier. YASSER AL-KHODOR/REUTERS



- Provinces où des combats ont éclaté entre l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et les rebelles syriens.
- Villes prises par l'EIL en Irak
- ★ Attentat revendiqué par l'EIL au Liban

dans la journée de dimanche, par des exécutions sommaires et des attentats à la voiture piégée, une pratique que l'EIL réservait jusque-là aux zones sous le contrôle des forces loyalistes.

Qualifiée de « deuxième révolution » par des militants convaincus que ces djihadistes font le jeu du régime, l'offensive est soutenue par la Coalition nationale

syrienne. Le principal rassemblement d'opposants y voit une occasion de redorer son image auprès de l'Occident, à quelques semaines d'une possible conférence de paix, à Montreux, en Suisse, programmée pour le 22 janvier.

En Irak, l'EIL, retranché dans Fallouja, joue une partie non moins délicate. L'armée irakienne, qui a entrepris d'assiéger la ville,

appelle ses habitants à l'évacuer, avant une éventuelle attaque frontale. A Ramadi, 50 kilomètres plus à l'ouest, les frappes aériennes se sont multipliées dimanche, tuant 25 islamistes. Le ministère de la défense a dévoilé des photos aériennes laissant penser que des armes et des équipements modernes sont arrivés de Syrie jusque dans l'Anbar et dans Ninive, l'autre province à majorité sunnite de l'Irak. « L'EIL a réussi à tirer profit de ses réseaux et capacités en Irak pour avoir une présence forte en Syrie et il a utilisé sa présence en Irak », explique Daniel Byman, un analyste au Brookings Center. Pour mettre fin à ces vases communicants, le pouvoir central tente de rallier à son combat les grandes tribus sunnites, acteurs clés de cette

région. La manœuvre lui avait permis de mater une première insurrection djihadiste, en 2007-2008, avec l'aide des troupes américaines qui ont évacué le pays en 2011. Mais la tâche de M. Maliki est aujourd'hui compliquée par la haine que lui voue une grande partie de la communauté sunnite qui,

### Le 3 janvier, les principaux groupes armés syriens ont lancé des attaques contre l'Etat islamique en Irak et au Levant

depuis un an, manifeste en vain contre sa marginalisation au sein de l'appareil d'Etat. Ce mouve-

ment de contestation a viré progressivement à la révolte armée, l'EIL n'étant qu'un acteur parmi d'autres du chaos qui sévit dans le pays, où 9 500 civils ont été tués en 2013.

En tournée au Proche-Orient pour soutenir les pourparlers israélo-palestiniens en cours, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a écarté l'hypothèse d'un renvoi de troupes au sol par les Etats-Unis. « Nous aiderons [les autorités de Bagdad] dans leur combat, mais c'est un combat qu'elles doivent à terme gagner elles-mêmes et j'ai confiance dans le fait qu'elles peuvent y parvenir », a-t-il déclaré depuis Jérusalem.

De son côté, l'Iran, le grand voisin chiite, a annoncé être prêt à fournir des équipements militaires, tout en réfutant, lui aussi,

l'idée d'une aide en hommes. Téhéran semble confiant. Conforté par l'accord intérimaire signé avec les Etats-Unis sur son programme nucléaire, le régime iranien estime pour l'instant avoir le dessus, dans son épreuve de force à distance avec l'Arabie saoudite, le champion de la cause sunnite.

« Le sentiment de persécution qui a longtemps structuré le monde chiite est train de changer de camp », souligne M. Harling. « Les sunnites les plus sectaires ont l'impression qu'après avoir pris Bagdad et Beyrouth, placé sous la coupe du Hezbollah, l'Iran s'apprête à leur prendre Damas. Ils craignent un effet domino. Et comme ils se sentent lâchés par leur allié traditionnel, les Etats-Unis, ils sont prêts à tout pour s'y opposer. » ■

BENJAMIN BARTHE

## Le Monde

Mardi 7 janvier 2014

# Des milices chiites venues d'Irak combattent désormais aux côtés de l'armée de Bachar

LE HEZBOLLAH ET LES PASDARANS iraniens ne sont pas les seules forces étrangères à combattre aux côtés du régime de Bachar Al-Assad. Une quinzaine de milices chiites irakiennes sont également impliquées dans les combats, contribuant à la professionnalisation accélérée du conflit syrien. Preuve de leur importance croissante, ces volontaires qui étaient initialement assignés à la seule défense du sanctuaire chiite de Sayed Zeinab ont participé à deux des plus importantes batailles des derniers mois : la prise de Qoussair, une place forte de la rébellion, au mois de juin, et l'offensive dans le massif du Qalamoun, début décembre 2013.

Selon les bons connaisseurs de ce phénomène qui est en plein essor, le total de ces différents groupes armés oscillerait entre 5 000 et 10 000 hommes. « Les vannes sont ouvertes en grand », dit Peter Harling de l'International Crisis Group. « Il ne s'agit plus de défendre des poches de population chiite. Ces milices sectaires sont dans une logique de conquête, de fuite en avant, qui stimule évidemment l'extrémisme sunnite en face. »

La présence de miliciens chiites irakiens en Syrie a commencé à être décelée dans le courant de l'année 2012. Mais c'est seulement en 2013 qu'elle a été rendue publi-

que, par le biais de vidéos téléchargées sur YouTube, destinées manifestement à recruter des volontaires. La plus puissante de ces brigades, ou du moins celle qui fait le plus parler d'elle, est Abou Al-Fadl Al-Abbas, dont les effectifs sont estimés à environ 2 000 hommes.

### Appoint non négligeable

Trois autres brigades ont une taille relativement importante : Zul Fikar, qui a participé en décembre au massacre d'une trentaine d'habitants d'Al-Nabk, dans le Qalamoun ; Badr, qui revendique 1 500 combattants et qui est étroitement liée à l'appareil d'Etat irakien ; et les Bataillons du Hezbollah,

dont le logo est une quasi-copie du sigle du Hezbollah libanais. Très peu d'informations sont disponibles sur les autres milices chiites irakiennes qui s'apparentent souvent à de simples officines des pasdarans, l'unité d'élite du régime iranien. Leurs hommes sont des volontaires, fanatisés par les prêches de dignitaires chiites, qui taxent les rebelles de l'Armée syrienne libre de « juifs », « impies » ou « wahhabites », ou bien des mercenaires rémunérés quelques centaines de dollars par mois.

Pour le régime Assad, tous ces groupes constituent une force d'appoint non négligeable. Ils l'aident à faire face à l'un de ces

principaux défis opérationnels : la préservation de ses gains sur le terrain. Facilement dominatrice dans le combat frontal, en raison de sa puissance de feu nettement supérieure à celle des rebelles, l'armée syrienne prête le flanc à des opérations d'infiltration et de harcèlement dès lors qu'elle est en position de défense. « Le régime a longtemps puisé dans les rangs du Hezbollah pour combler ses manques », dit Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie à l'Université d'Edimbourg. « Mais les capacités de ce mouvement ne sont pas infinies et vis-à-vis de l'opinion publique libanaise, il ne peut pas se permettre n'importe quoi. Ses effectifs en

Syrie se sont stabilisés autour de 10 000 hommes. Quand le pouvoir syrien a besoin de renforts, c'est du côté de l'Irak qu'il doit désormais chercher. »

L'un des principaux gisements de mobilisation est l'Armée du Mahdi, la force paramilitaire de Moqtada Al-Sadr. Le tribun de Bagdad, chef des déshérités chiites, a fait savoir au début du conflit syrien, qu'il entendait rester neutre. Mais depuis quelques semaines, plusieurs indices, comme des photos de combattants portant l'écusson « Jaish Al-Mahdi », incitent à penser que certains de ses hommes sont passés en Syrie. ■

B. BA.

**Recep Tayyip Erdogan**

**Une vraie fête de Turc**

*Le Premier ministre turc, à qui Hollande va rendre visite, se débat dans un gros scandale de corruption.*

**I**NVITÉ en visite d'Etat en Turquie les 27 et 28 janvier (si tout ne dégénère pas d'ici là), Hollande saura-t-il apprivoiser l'ombrageux Premier ministre islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan, âgé de 59 ans, usé par près de onze ans de pouvoir ?

Après trois législatives remportées crescendo en 2002, en 2007 et en 2011, cet animal politique aujourd'hui aux abois se voit désormais comparé à un « *Poutine turc* » et à un « *sultan* », tant s'accroche sa dérive autoritaire, voire mégalo, tandis que son programme d'islamisation de la société s'accroît... Il se vante d'avoir « *triplé le revenu des Turcs* », mais la croissance s'essouffle.

En juin, il a réprimé durement le mouvement de Gezi, qui a fait descendre 2,5 millions de Turcs dans la rue. Du nom d'un jardin public d'Istanbul, sur lequel il voulait reconstruire une caserne ottomane. Mais cette révolte sociétale a débordé, coalisant étudiants, opposants à la restriction de l'alcool, femmes contre la restriction de l'avortement... Un mouvement que Cohn-Bendit lui-même a comparé à Mai-68.

Fidèle soutien des Frères musulmans en Egypte et des djihadistes en Syrie, Erdogan a alors hurlé au « *complot* » ourdi par des « *terroristes* » venus de l'étranger... Sans varier sur sa ligne d'ordre moral : il a voulu, en novembre, légiférer pour interdire la mixité jusque dans les colocations en ville (tout comme il avait voulu pénaliser l'adultère dès 2004). Mai-68, je réécris ton nom !

Depuis le 17 décembre, Erdogan dénonce de nouveau une « *conspiration* » internationale fomentée par les Etats-Unis et Israël. Car deux procureurs ont fait arrêter 37 de ses proches, au nombre desquels trois fils de ministres, pour des affaires de trafic d'or avec l'Iran et de commissions sur des marchés immobiliers. Alors qu'Erdogan s'était fait élire en 2002 sur un programme anti-corruption...

Trois ministres ont dû démissionner, mais l'un d'eux a dit avoir agi sur ses ordres... Erdogan a forcé un nouveau gouvernement, tout en déclenchant aussitôt une purge dans la police et en dessaisissant le procureur ! Il a ainsi stoppé de justesse une deuxième vague d'arrestations, au cours de la



quelle son propre fils Bilal aurait dû être interpellé. Six députés ulcérés ont déjà quitté son parti, l'AKP. Et il tend désormais la main à l'armée, qu'il avait pourtant matée...

Derrière l'opération du 17 décembre, Erdogan voit la main de son ex-allié Fetullah Gülen, un imam réfugié en Pennsylvanie depuis 1999, à la tête d'une puissante confrérie qui a infiltré l'appareil d'Etat...

Gare, cependant, à la manie turque du complot ! « *Entre l'exécutif, la police et la justice, il est toujours difficile de démêler le vrai du faux dans les accusations* », explique Marc Pierini, ex-ambassadeur de l'Union européenne à Ankara (2006-2011). Et l'hostilité européenne à l'adhésion de la Turquie à l'Union n'a pas aidé à l'évolution d'Erdogan : « *Le processus a été freiné par l'Union, par le président Sarkozy, puis par Chypre. Du coup, Erdogan s'est mis à avoir des rêves d'ailleurs : Chine, Russie, Iran...* » Sans compter une visite de Sarkozy de cinq heures, en 2008, jugée humiliante.

De fait, Erdogan s'est tourné vers Poutine pour commander une première centrale nucléaire. Et il songe désormais à acheter des missiles antimissiles chinois plutôt que ceux d'un consortium franco-italien, que Hollande va venir défendre.

« *Il faut sortir de la situation*

absurde dans laquelle Sarkozy a placé la relation franco-turque, explique un conseiller de l'Elysée. *Nous sommes d'accord avec les Allemands : le processus doit continuer, même si la perspective de l'adhésion n'a rien de certain. Car les règles européennes permettent aux Turcs de réformer en interne.* »

« *Tayyip* », comme l'appellent ses fidèles, est un bagarreur, un tribun islamiste pur sucre : issu d'un quartier populaire d'Istanbul, il cachait ses crampons car son père lui interdisait de jouer au foot. Après avoir suivi les cours dans un lycée pour futurs imams, il a été joueur de foot semi-professionnel, ce qui lui a valu le surnom d'« *Inam Beckenbauer* » !

Mais, depuis la mort de sa mère et une double opération du côlon il y a deux ans, il a viré mystique et parano. Le président turc, Abdullah Gül, confondateur avec lui de l'AKP,

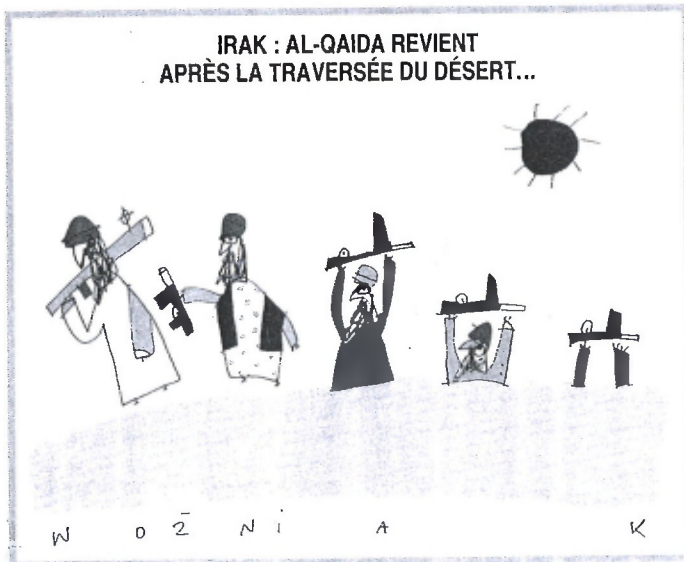
**Un nouveau sultan ?**

en 2001, avait alors publié son bulletin de santé ! Gül, qui est plus pro-européen et tempéré, se pose en rival d'Erdogan. Même s'il n'a pas son charisme.

Car Erdogan se verrait bien remplir à l'été 2014 comme président élu avec des pouvoirs élargis... Sans avoir réussi, pour l'instant, à modifier la Constitution. Il veut construire la plus grande mosquée du monde sur une colline d'Istanbul. Il rêve du « *projet fou et magnifique* » de doubler le Bosphore par un canal, a lancé des marchés (truqués) pour un troisième aéroport, un troisième pont... Et veut former une « *jeunesse religieuse* », à qui il cite en exemple Mehmet II le Conquérant, tout en appelant Soliman le Magnifique son « *ancêtre* » !

Hollande pensera-t-il à lui rappeler que François 1<sup>er</sup> était l'allié de Soliman ?

**David Fontaine**



International New York Times JANUARY 8, 2014

# Conflicts reshape Mideast alliances

TEHRAN

A common enemy brings the U.S. and Iran closer on several key issues

BY THOMAS ERDBRINK

Even as the United States and Iran pursue negotiations on Tehran's nuclear program, they find themselves on the same side of a range of regional issues surrounding an insurgency raging across the Middle East.

While the two governments quietly continue to pursue their often conflicting

## NEWS ANALYSIS

interests, they are being drawn together by their mutual opposition to an international movement of young Sunni fighters, who with their pickup trucks and Kalashnikovs are raising the black flag of Al Qaeda along sectarian fault lines in Syria, Lebanon, Iraq, Afghanistan and Yemen.

The United States, reluctant to intervene in bloody, inconclusive conflicts, is seeing its regional influence decline, while Iraq, which cost the Americans \$1 trillion and more than 4,000 lives, is growing increasingly unstable.

At the same time, Iran, the magnetic pole for the Shiite minority in the region, has its own reasons to be nervous, with the ragtag army of Sunni militants threatening Syria and Iraq, both important allies, and the United States drawing down its troops in Afghanistan.

On Monday, Iran offered to join the United States in sending military aid to the Shiite government in Baghdad, which is embroiled in street-to-street fighting with Sunni militants in Anbar Province, a Sunni stronghold. On Sunday, Secretary of State John Kerry said he could envision an Iranian role in the coming peace conference on Syria, even though the meeting is supposed to plan for a Syria after the resignation of President Bashar al-Assad, an important Iranian ally.

To some, the Iranian moves reflect the clever pragmatism of Iran's new president, Hassan Rouhani, and his foreign minister, Mohammad Javad Zarif, aimed at building their country into a regional power. To others critical of the potential rapprochement, the moves are window dressing aimed at lulling the West into complacency while Tehran pursues nuclear weapons and supports its own jihadis throughout the region.

Yet, even Iranians outside the reformist camp see the shared interests as un-

deniable. "It is clear we are increasingly reaching common ground with the Americans," said one of them, Aziz Shahmohammadi, a former adviser to Iran's Supreme National Security Council. "No country should have an eternal enemy, neither we nor the United States."

With Iran as an island of stability in a region plagued by violent protests, sectarian clashes and suicide bombers, there are not that many options left for Washington, experts in Tehran say.

"We face the same enemy, and the enemy of my enemy is my friend," said Mashallah Shamsolvaezin, a prominent Iranian reformist journalist who closely follows the Arab world. He recalled how in 2001 Iranian intelligence operatives gave reliable information to American Special Forces troops battling the Afghan Taliban, an enemy of Iran.

While the Obama administration acknowledges that Iran has the potential to be an influential player on regional issues from Afghanistan to Syria, senior officials have said they are keeping their focus tightly on the nuclear negotiations. Cooperation on any other issues, they said, hinged largely on coming to terms on Iran's nuclear program.

The administration has concluded that Mr. Rouhani and Mr. Zarif have been empowered to negotiate on the nuclear program, but officials said it remained unclear whether their policy-making authority extended to regional issues like Syria. There, the Islamic Revolutionary Guards Corps holds vast influence through its Quds Force, and it is supplying weapons to Hezbollah in an effort to prop up Mr. Assad's government.

The thaw in relations extends back almost a year, with the two countries making overtures long thought impossible, deeply angering Washington's closest regional allies, Saudi Arabia and Israel.

As early as last spring, a series of secret talks in Oman and Geneva laid the groundwork for re-establishing relations, cut 34 years ago after Iranian students took American diplomats hostage in revolutionary Tehran.

In September came the agreement — credited to Russia's president, Vladimir V. Putin, but fully backed and partly engineered by Iran — to remove Syria's chemical weapons. Not long afterward, President Obama and Mr. Rouhani held a historic phone conversation, and in late November the United States and other world powers struck a temporary nuclear deal with Iran, the first in 10 years.

Iran has been presenting itself as the voice of reason, pointing at the extremely graphic videos of beheadings and other executions produced by some

of the insurgent groups in Syria, while Mr. Rouhani wished a happy new year to all Christians on his Twitter account.

"Now extremists are once again threatening our security, and as in 2001, both countries will cooperate with each

other in Iraq, and potentially elsewhere, too," said Mr. Shamsolvaezin, the reformist journalist. "This is the beginning of regional cooperation."

The thaw presents dangers to Mr. Obama and Mr. Rouhani, who will remain vulnerable to criticism from conservatives in both countries. Mr. Kerry's invitation on Sunday for Iran to join "on the sidelines" of the Geneva conference was angrily rejected by Iranian hard-liners.

"The Americans are confessing Iran stands for peace and stability in this region," said Hamid Reza Tarraghi, a hard-line political analyst. "But when they invite us for a conference on Syria we are 'allowed' to be present on the 'sidelines.' This is insulting."

Even Mr. Zarif, the foreign minister, rebuffed Mr. Kerry, saying that "everybody must be unified in order to fight the terrorists," the official Islamic Republic News Agency reported.

Critics of United States policy say that the Obama administration is strengthening Iran at the expense of traditional allies, particularly Saudi Arabia and Israel. They say that Iran has not cut back on its support of its regional allies, like Hezbollah, the militant Shiite group in Lebanon, and Mr. Assad, and is deeply involved with Iraq's predominantly Shiite government. Moreover, they say, a final nuclear agreement with Iran, should it be reached, would relieve Iran of crippling economic sanctions, reviving its economy and giving it more resources to spread its influence in the region, while depriving the West of diplomatic leverage to restrain Iran.

Analysts in Iran say that Tehran is pursuing a clever strategy, using the United States to undermine its greatest regional rival, Saudi Arabia.

"Cooperating skillfully with Russia, Iran has managed to change the game both in Iraq and in Syria," said Hooshang Tale, a Tehran-based nationalist activist and a member of Parliament before the 1979 Islamic Revolution. "If we play our cards well, we will end up outsmarting both the U.S. and Saudi Arabia."

He and others note that Iran has managed to keep Mr. Assad in power and wields considerable influence over its neighbors Iraq and Afghanistan. Rightly or wrongly, the Iranians view their regional enemy Saudi Arabia as being on the verge of collapse, saying in Friday Prayer speeches and in televised debates that the kingdom is ruled by old men who have lost their way.

"We are worried for Saudi Arabia, which seems weak and potentially unstable," said Mr. Shahmohammadi, the former adviser, who heads an institute that promotes dialogue between Sunni and Shiite Muslims. "Even we, as their competitor, see all the horrible consequences if things go wrong there."



# Purge of Ankara police raises stakes in Turkey

PARIS

BY DAN BILEFSKY  
AND SEBNEM ARSU

About 350 police officers in Ankara, the Turkish capital, were removed from their posts overnight, the state news agency reported on Tuesday, the largest single purge of the police force since a corruption investigation plunged the government into crisis last month.

The dismissals were seen by analysts in Turkey as part of a continuing effort by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's government to marginalize those it believes are driving the investigation. The government has already dismissed more than a dozen high-ranking police officials, prompting accusations of interference in the judicial process.

The intervention in the ranks of law enforcement for what appear to be political motives, analysts said, underlines Mr. Erdogan's encroaching authoritarianism after nearly a decade in power as well as his sense of panic ahead of pivotal local elections in March.

Once a darling of the West committed to linking Turkey's future to the European Union, Mr. Erdogan has since sought to fashion Turkey as a regional power in the Middle East, while the European Union's influence in Turkey has waned.

"This is a panic attack by a government acting in haste to prevent further corruption probes," Kadri Gursel, a columnist for *Milliyet*, a daily Turkish newspaper, said in an interview. "By law, the government has no jurisdiction to remove judges or prosecutors, so it is cracking down on the police force, which falls under its authority."

The corruption inquiry, focused on cabinet ministers' sons, municipal workers and a major construction tycoon with links to Mr. Erdogan, has already prompted the resignation of three cabinet ministers and spurred a cabinet reshuffle. The corruption allegations are centered on claims of bribery involving vast real estate projects, many of them in Istanbul, that have become a hallmark of Mr. Erdogan's time in power. Many Turks, especially Istanbul residents, have become increasingly resentful over the fast pace of development and wealth amassed by a new economic elite with a strong hand in the construction industry, which rose to power alongside Mr. Erdogan and his associates.

The newly announced reshuffle affected at least 80 directors and other senior officers in the intelligence, organized crime, fiscal crime and cybercrime units of Ankara's police force. Among

those reassigned was Mahmut Azmaz, who led the antiriot police division that critics accused of using excessive force during antigovernment protests in June.

The removed police officials were reassigned to traffic police departments and district police stations, and about 250 replacement officers, mostly from outside Ankara, have been appointed to take their place, the broadcaster NTV reported.

The investigation, a subject of daily reports in Turkish newspapers, has captured the public imagination in a country fascinated by real or imagined conspiracies. Turks have been riveted by lurid details and murky clues, like photographs of piles of cash in the bedroom of one minister's home and reports that the chief of a state-owned bank had \$4.5 million in cash stored in shoe boxes.

Mr. Erdogan's government has condemned the inquiry as a politically motivated plot against his government by a "criminal gang" within the state, and Mr. Erdogan himself has warned that those seeking to ensnare him will fail.

The investigation has been attributed by government allies, fairly or not, to Fethullah Gulen, a reclusive and powerful Muslim preacher who lives in Pennsylvania. Mr. Gulen has millions of followers, including influential sympathizers within Turkey's police and judiciary. Once an ally of Mr. Erdogan's, Mr. Gulen appears to have had a recent falling out with the prime minister that analysts say is reverberating

in Turkish politics.

Observers have suggested that the inquiry was undertaken in retaliation for a government decision to close down university preparatory schools, where the Gulen movement has recruited many of its followers. Mr. Gulen's sympathizers have begun a huge campaign on social networks like Twitter to protest the closure of the schools.

Mr. Gulen's followers deny accusations that his adherents control state institutions. They say that his sympathizers have risen in the ranks of the police and the judiciary on the strength of their qualifications and talents.

Mr. Gulen, in a letter addressed to President Abdullah Gul and published over the weekend, suggested cooperating to end the conflict and insisted that he had no control over public servants.

But the battle shows little sign of abating. Mr. Erdogan said over the weekend that the government was preparing a legal

framework to allow the retrial of dozens of military officers who were recently convicted of plotting to overthrow the government. The trials are believed to have been spearheaded by sympathizers of Mr. Gulen, with the tacit approval of the government.

The power of the military, the traditional upholder of Turkey's secular state, has been tamed under Mr. Erdogan, a religious conservative, with the help of Gulen sympathizers in the police and the judiciary. The clampdown on the military, which has staged coups against three previous governments, has been praised by many in Turkey for helping to cement civilian rule over a once untouchable force. But legal experts contend that the legal process has been tainted by overzealousness, including accusations that evidence has been fabricated.

Dan Bilefsky reported from Paris, and Sebnem Arsu from Istanbul.



Analysts said that Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, once a darling of the West, is trying to marginalize those who are driving a corruption inquiry by purging them from the police.

# Turkey's power struggle affects Kurdish issue

**The current political crisis in Turkey could slow negotiations with the Kurdistan Workers Party.**



Author Wladimir van Wilgenburg  
www.al-monitor.com

**WASHINGTON** — The power struggle between Turkey's Justice and Development Party (AKP) and Islamic scholar Fethullah Gülen's movement has shaken the political landscape in Turkey and could result in major changes for the Kurdish minority in Turkey.

The political clash between the Gulen movement and Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan was actually first exposed when Hakan Fidan, Turkey's intelligence chief, was summoned to court for collaborating with the Kurdistan Workers Party's (PKK) Kurdish Communities Union (KCK).

PKK's rebel leaders blame the Gulen movement for the KCK case that led to the imprisonment of hundreds of Kurds, targeting Fidan and leaks of the talks. Recently, five pro-Kurdish lawmakers were sworn in after they were released from prison.

The Gulen movement fears the peace process would strengthen the PKK in Turkey's Kurdish southeast. Therefore, they argue for the so-called Sri Lankan model: destroying the PKK while carrying out democratic reforms to ease Kurdish demands.

Erdogan's AKP, on the other hand, prefers talks and small concessions to fighting the PKK militarily. In March 2013, the PKK decided to withdraw.

In an October 2011 speech, Gulen called for the destruction of the PKK and for the government to allow Kurds to be educated in their mother tongue. "Destroy their unity, burn their houses and exterminate them," Gulen said during his speech to his followers.

The PKK sees the Gulen movement as a bigger threat to its support base than the AKP since the movement has a school in nearly every Kurdish town and city in Turkey, as well as several schools in Iraqi Kurdistan. The movement tries to attract poor Kurds by providing them with education. The PKK sees this as an attempt to assimilate Kurds and promote a version of Turkish Islam.

"In fact, the PKK has suffered at some point from Gulen's influence in Turkey and still sees its growing religious appeal as a looming threat that could force it to lose ground to the movement in the Kurdish southeast," said Roman Zagros, editor of Insight Kurdistan.

**B**ut now, both the AKP and the PKK see these prep schools and Gulen's influence in the police and judiciary as a threat to their power.

In November, AKP announced they were preparing a bill to close down the schools. In response, the Gulen movement targeted Erdogan's allies through a corruption probe.

Now, Gulen applied the exact same wording he used to invoke God's punishment on the PKK to those who purged police officials for being involved in corruption investigations against the AKP.

Although the PKK and the AKP now share similar interests to weaken the Gulen movement, Istanbul-based analyst Gareth Jenkins said he doubted Erdogan would change his policy toward the Kurds. "It is now getting very close to the local elections, and he will be reluctant to lose the support of the Turkish nationalists amongst

the AKP's supporters. [Erdogan] appears convinced that he has already made enough concessions to hold onto the Kurds who voted for the AKP at the last election," he told Al-Monitor.

Kani Xulam, director of the American Kurdish Information Network, said, "The leaders of the Peace and Democracy Party (BDP) and the PKK are hoping for the AKP to prevail in its fight with Hizmet [Gulen movement]. That is not because they 'like' Erdogan per se, it is more because they believe it is better to deal with the devil you know than the devil you don't."

But he says the competition between the two could benefit the Kurds in the long run, just as the Kurds in Iraq benefit from political competition in Baghdad.

"As to the plight of Kurds, when Shiites and Sunnis are at each others' throats in Baghdad, they allow the Kurds in Hawler [capital of the Kurdistan Region of Iraq] to invest in their future. The same can be said of AKP and the followers of Gulen. We can only be the beneficiaries of their complicated relationship," said Xulam.

The pro-Kurdish BDP party co-chair Selahattin Demirtas called on the Turkish prime minister to put on trial those who were behind the murder of civilian Kurds in Geveer and Uludere on trial and called on an end to special courts jailing Kurdish civilians. If not fulfilled, the Kurdish movement wouldn't mind the demise of the AKP.

"If you do this we will believe you are against the parallel state. Close the special courts, and we will support you. You put children in jail for throwing stones at armored cars. Now there is a clash of interests between you and the Gulen movement, you claim there is a state within a state. The Kurds know this better than anyone, and we will struggle against this."

**A**liza Marcus, an expert on Turkey's Kurds, said the clash might benefit the BDP in the March 2014 local elections: "It might give them a visual boost in the local elections since the Gulen Kurds would most likely boycott the elections." But she pointed out that the PKK doesn't see many differences between Gulen and the AKP.

Zagros Hiwa, a spokesman for the PKK rebels, told Al-Monitor, "[As far as] the Kurdish Freedom Movement is concerned, both Erdogan and the Gulen movement shared — and still share — the same mentality: annihilating the Kurds and Kurdish Freedom Movement."

The PKK blames both the Gulen movement and AKP for the deaths of 34 Kurdish civilians by Turkish warplanes in December 2011 Uludere incident. "It was a feat achieved by their collaboration. It followed the Gulen's famous curses," he said, referring to Gulen's anti-PKK speech of October 2011, which is now used against the AKP.

Zagros Hiwa said the Gulen movement prefers a military solution, while the Turkish prime minister knows this is outdated. "Therefore, [Erdogan] favors rather different methods to extend this annihilation over a period of time, and resort to other tactics as deception, delay and distraction."

Moreover, the PKK complains that despite purges and replacement of police chiefs, not much has changed in the Kurdish southeast. "Their repression system ... has been left intact," Hiwa said. "Although the recent conflict gives many advantages to the democratic and peaceful struggle of the Kurds, the Kurds are not so naive to prefer one oppressor to the other. Erdogan tries to win the support of the Kurds in this conflict, but the historical memory of the Kurdish people tells them to depend on their own resources to gain their rights."

Therefore, Turkey-based expert Jenkins believes that although Kurdish nationalists secretly enjoy the conflict between AKP and Gulen, their frustration over the slow pace of the peace process might lead the PKK to resume the armed struggle in 2014 ♦

*Wladimir van Wilgenburg is a columnist for Al-Monitor and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. On Twitter: @vvanwilgenburg*

International New York Times

JANUARY 9, 2014

# To battle Assad, Saudis are taking risks

RIYADH, SAUDI ARABIA

Kingdom is determined to unseat Assad but fears the rise of Qaeda allies

BY ROBERT F. WORTH

On his eighth trip to fight with the rebels in Syria, in August, Abu Khattab saw something that troubled him: two dead children, their blood-soaked bodies sprawled on the street of a rural village near the Mediterranean coast. He knew right away that his fellow rebels had killed them.

Abu Khattab, a 43-year-old Saudi hospital administrator who was pursuing jihad on his holiday breaks, went to demand answers from his local commander, a notoriously brutal man named Abu Ayman al-Iraqi. The commander brushed him off, saying his men had killed the children "because they were not Muslims," Abu Khattab recalled recently during an interview here.

It was only then that Abu Khattab began to believe that the jihad in Syria — where he had traveled in violation of an official Saudi ban — was not fully in accord with God's will. But by the time he returned to Riyadh, where he now volunteers in a program to discourage others from going, his government had overcome its own scruples to become the main backer of the Syrian rebels, including many hard-line Islamists who often fight alongside militants loyal to Al Qaeda.

The disillusionment of Abu Khattab — who asked that his full name be withheld because he still fears retribution from jihadis — helps illustrate the great challenge now facing Saudi Arabia's rulers: how to fight an increasingly bloody and chaotic proxy war in Syria using zealot militia fighters over whom they have almost no control.

The Saudis fear the rise of Al Qaeda's affiliates in Syria, and have not forgotten what happened when Saudi militants who had fought in Afghanistan returned home to wage a domestic insurgency a decade ago. They officially prohibit their citizens from going to Syria for jihad, but the ban is not enforced; at least a thousand have gone, according to Interior Ministry officials, including some from prominent families.

But the Saudis are also bent on ousting Syria's president, Bashar al-Assad, and his patron, Iran, which they see as a mortal enemy. Their only real means of fighting them is through military and financial support to the Syrian rebels. And the most effective of those rebels



A war-damaged street in Homs, Syria. A Saudi who fought there and in other Syrian cities with the rebels has returned home and volunteers in a program to discourage others from going.

are Islamists whose creed — rooted in the Puritanical strain of Islam practiced in Saudi Arabia — is often scarcely separable from that of Al Qaeda.

Abu Khattab embodies some of these paradoxes. He now volunteers here once a week to warn young men about the false glamour of the Syrian jihad at the government's rehabilitation center for jihadis. "There is a shortage of religious conditions for jihad in Syria," he said. Many of the fighters kill Syrian civilians, a violation of Islam, he added.

But as Abu Khattab talked about Syria, his own convictions seemed scarcely different from the jihadis he had carefully denounced (two officials from the Interior Ministry were present during the interview). He made clear that he considered Shiite Muslims and Mr. Assad's Alawite sect to be infidels and a terrible danger to his own people.

"If the Shiites succeed in controlling Syria, it will be a threat to my country," Abu Khattab said. "I went to Syria to protect my country." At times, his fury at the enemy seemed to outshine his unease about the excesses of some of his more extreme comrades. He did not deny that he had often fought alongside members of the Islamic State of Iraq and Syria, or ISIS, the brutal jihadi group affiliated with Al Qaeda.

Abu Khattab also stated proudly that he was no stranger to jihad. He fought as a teenager in Afghanistan ("With the government's permission!"), and a few years later, in Bosnia. He chose not to fight the Americans in Iraq "because there are too many Shiites there," he said, with a look of distaste on his face.

Yet this is a man who lectures inmates

at the rehabilitation center every week about ethics and war. The center, like many Saudi institutions, has been somewhat embarrassed by the contradictions of Saudi policy with regard to Syria. Although the center incarcerates some men who have been arrested for

trying to travel to Syria, last summer the nephew of Abdelrahman al-Hadlaq, its director, was killed while fighting there. His mother posted statements on Twitter saying she was proud of him.

More recently, the center suffered an even more stinging disappointment involving one of its best-known graduates, a reformed jihadi named Ahmed al-Shayea. He became famous in Saudi Arabia after surviving his own suicide bombing in Iraq in 2004, a bombing arranged by militants with Al Qaeda's Iraqi branch.

Mr. Shayea was burned and disfigured, but after months in the hospital he emerged and proclaimed himself cured of the jihadist mind-set. He was known as the "living suicide," and in 2009 the American author Ken Ballen devoted an entire chapter to a glowing portrait of him in his book, "Terrorists in Love."

In November, Mr. Shayea slipped out of Saudi Arabia to Syria, where he is now fighting with ISIS. He proudly trumpets his return to jihad on his Twitter feed, which features a picture of him clutching a rifle with his mangled hands.

The Saudi authorities say that they have urged their citizens not to go to Syria, but that they cannot keep track of every Saudi who wants to go fight there. "We try to prevent it, but there are lim-

its to what we can do," said Mansour al-Turki, a spokesman for the Saudi Interior Ministry. "You cannot prevent all young men from leaving the kingdom. Many of them travel to London or other places, and only then to Turkey, and Syria."

Abu Khattab's path to Syria was similar to that of many others here and across the Arab world. He read about the uprisings in 2011, but it was Syria that touched his heart. It was not just because of the bloodshed, he said, but because his Sunni brothers were being killed by Alawites and Shiites.

When he first went, in the summer of 2012, he flew directly from Riyadh to the

**"If the Shiites succeed in controlling Syria, it will be a threat to my country. I went to Syria to protect my country."**

Turkish city of Antakya, near the Syrian border, he said. There were other Saudi men heading for the battlefield on the flight with him, he said, and no sign of a Saudi government effort to monitor or restrain them.

In Turkey, he found many other foreign fighters, and Syrian rebels who were eager to bring them to the battlefield.

"They especially like Saudis, because the Saudis are more willing to do suicide operations," he said.

Over the next year, Abu Khattab said, he returned to Syria seven more times, usually on holidays, leaving his wife to care for their four children and staying for 10 days to two weeks each time. He fought with a variety of groups, seeing battle many times — in Aleppo, in Homs and in the countryside of Latakia, near the coast. He wielded a Kalashnikov rifle most of the time, but sometimes a heavier Russian-made machine gun known in the field as a 14.5.

Gradually he became disillusioned with the chaos of the battle. He often found himself among men who openly branded the rulers of Saudi Arabia and other Gulf states infidels, deserving slaughter. He said this bothered him, but it did not stop him from returning to the battlefield.

In the end, it was the slaughter of innocents that made him decide to quit, he said, and a broader feeling that the rebels alongside him were not doing it for the right reasons.

"If the fight is not purely to God, it's not a real jihad," he said. "These people are fighting for their flags."

But there was another reason he gave up the fight.

"Bashar has started to put Sunnis on the front line," he said of Syria's leader. "This is a big problem. The rebels do not want to fight them. The real war is not against Bashar himself, it is against Iran. Everything else is just a false image."

## Nusra Front calls for end to Syrian rebel clashes

BEIRUT, LEBANON

**Leader says infighting could help government forces take back territory**

BY ANNE BARNARD AND BEN HUBBARD

The leader of the Nusra Front, an affiliate of Al Qaeda in Syria, on Tuesday proposed an initiative aimed at halting the worst infighting yet between the armed opponents of President Bashar al-Assad since the start of the country's conflict nearly three years ago.

Deadly battles have raged in recent days across northern Syria between rebel forces that took up arms to topple Mr. Assad and another Qaeda affiliate, known as the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS, that also wants to end Mr. Assad's government but aims to replace it with a monolithic Sunni extremist government that rules both countries.

Angered by what they call ISIS's tendency to take over resources, impose strict social codes and kidnap and kill opponents, rebel groups have been attacking ISIS bases and trying to drive out the group's fighters from towns and villages where they once held sway.

More than 270 people have been killed in four days of fighting as of Monday, according to the Syrian Observatory for Human Rights, an opposition group based in Britain with a network of contacts in Syria. The dead include 46 civilians, 129 rebel fighters and 99 ISIS fighters. Both sides have also executed prisoners, said the opposition group.

In an audio recording released online on Tuesday, the head of the Nusra Front, known as Abu Mohammed al-Jolani, blamed the infighting on the "incorrect policies" of ISIS that had angered other rebel groups. Mr. Jolani called for a cease-fire on all sides and the establishment of an Islamic court for disputes, saying the violence could give Mr. Assad's forces the chance to gain territory.

"The whole battlefield, including the foreign and local fighters, will pay the price of losing a great jihad because the regime will rebound when it was so close to vanishing," Mr. Jolani said.

While rebel forces have in the past established Islamic courts to administer individual towns and villages, the movement has never had a unified leadership that could impose discipline and unite

the anti-Assad forces. The authenticity of Mr. Jolani's statement could not be immediately confirmed.

The Syrian Observatory has reported that more than 130,000 people have been killed since the conflict began in March 2011. But the United Nations, which has been saying for months that the death toll has exceeded 100,000, announced on Tuesday that it had decided to stop up-

**"The whole battlefield, including the foreign and local fighters, will pay the price of losing a great jihad."**

dating its own tally because of the difficulties in verifying information.

The decision reflects the problem of gathering accurate information inside Syria — not only for human rights workers but also for foreign governments, aid agencies, journalists and Syrians themselves.

These groups' inability to survey the situation themselves is creating an information deficit at the very time that the conflict is becoming more complex.

Rupert Colville, a spokesman for the United Nations High Commissioner for Human Rights, said the organization lacked access to Syria for its own investigators and could no longer continue the painstaking process by which it had sought to verify death counts provided by nongovernmental organizations in Syria and the region.

The number of such organizations able to work on the ground has been reduced by the increasing violence. Civilian groups that report events considered unfavorable to any of the warring parties have been targeted. Recently, Razan Zeitouneh, a rights activist who ran the Violations Documentation Center, and her colleagues were abducted from their office in a Damascus suburb.

Mr. Jolani's proposal for a cease-fire came as the first batch of the most dangerous materials in Syria's banned chemical weapons stockpile was exported from the country. The material was loaded onto a Danish commercial vessel in the Syrian port of Latakia in an operation overseen jointly by the United Nations and the group responsible for ensuring the arsenal's destruction.

In a statement, the United Nations and the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons, a group based in The Hague that monitors the treaty Syria agreed to join in September, said the Danish vessel had departed Latakia and would remain at sea until the second cargo of chemicals reaches Latakia, when it will return to load them.

*Hwaida Saad and Mohammad Ghanam contributed reporting from Beirut, Lebanon, Karam Shoumali from Istanbul, and Rick Gladstone from New York.*

LE FIGARO

mercredi 8 janvier 2014

# Washington tente d'endiguer la fièvre djihadiste en Irak

Deux ans après avoir quitté le pays, les États-Unis ont annoncé de nouvelles livraisons de drones et de missiles Hellfire.

LAURE MANDEVILLE lmandeville@lefigaro.fr  
CORRESPONDANTE A WASHINGTON

**MOYEN-ORIENT** Voir le drapeau noir d'al-Qaïda flotter sur les immeubles de Faloudja est un choc pour l'Amérique. Deux ans après avoir quitté l'Irak, le pays n'a pas oublié le sang versé par ses propres boys pour écraser l'insurrection de cette ville sunnite stratégique de la province d'Anbar, à 60 kilomètres à peine de Bagdad. Aujourd'hui, le retour des insurgés sous la bannière des djihadistes sunnites de l'État islamique en Irak et au Levant, pulvérise la trompeuse façade de stabilité que l'armée américaine avait construite de haute lutte en terre irakienne à la faveur du « surge » (sursaut militaire américain), entre 2007 et 2009. Elle confirme, si besoin était, l'ubris de l'intervention en Irak et la naïveté du diagnostic posé par Barack Obama sur « le reflux de la guerre », lors de l'annonce du retrait total des GI en 2011.

« Ce qui se passe montre l'absurdité de nos efforts. Nous avons couvert notre retraite avec le surge, en favorisant la purification ethnique au profit des chiïtes afin de parvenir à une certaine stabilité, mais les fractures sectaires n'avaient jamais disparu. Ce qui se passe est la continuation de l'anarchie et de la guerre civile que nous avons provoquée en intervenant », explique Chas Freeman, un ancien ambassadeur, spécialiste du Moyen-Orient. La situation est d'autant plus volatile qu'elle est directement liée à la violence sectaire qui nourrit la guerre civile syrienne. « C'est tout le système régional mis en place par les accords secrets Sykes Picot de 1916, qui est en train de voler en éclats. L'Amérique n'y peut plus grand chose », poursuit l'ex-diplomate, très pessimiste.

Prolongement du conflit syrien, le spectre d'une nouvelle guerre civile irakienne est un souci réel, pour une Amérique qui se demande quel type de politique elle doit mener dans une région moyen-orientale dont la déstabilisation déborde sur l'Afrique, la Turquie, et menace aussi potentiellement l'Europe, qui « exporte » des bataillons de djihadistes musulmans vers la Syrie. « Nous sommes très très inquiets », a déclaré dimanche le secrétaire d'État John Kerry, tout en s'empressant de préciser que l'Amérique n'avait pas l'intention d'envoyer de troupes en Irak. Le vice-président Joe Biden, qui depuis le début de la présidence Obama est en charge du dossier, a eu des conversations intenses avec le



Les djihadistes d'EIL, la branche irakienne d'Al-Qaïda, se sont emparés de la ville.



« Nous sommes très très inquiets », a déclaré dimanche le secrétaire d'État John Kerry, tout en s'empressant de préciser que l'Amérique n'avait pas l'intention d'envoyer de troupes en Irak. POOL/REUTERS

premier ministre irakien Nouri al-Maliki, le pressant notamment de prendre langue avec les tribus sunnites de la région d'Anbar, afin que ces dernières expulsent elles-mêmes les légions d'al-Qaïda de leurs villes. « Washington travaille étroitement avec les Irakiens pour isoler les groupes affiliés à al-Qaïda », a expliqué le colonel Steven Warren, porte-parole du Pentagone.

## Flottement et impuissance

Les Américains, qui restent le premier partenaire militaire de l'Irak, ont également annoncé la poursuite de la livraison de drones et de missiles Hellfire à Bagdad. Mais beaucoup d'experts doutent de l'efficacité de telles armes, en l'absence d'une flotte aérienne suffisante. Le Congrès américain a en effet bloqué l'exportation d'avions F16 et d'hélicoptères Apache, craignant que l'armée irakienne ne les utilise pour réprimer la minorité sunnite. Nombre d'observateurs affirment que ces livraisons servent surtout de paravent à l'impuissance américaine. « Le succès des insurgés est

lié au refus d'al-Maliki d'inclure la minorité sunnite dans le processus politique. Elle est systématiquement réprimée et aliénée par un gouvernement chiïte de plus en plus dictatorial », note Chas Freeman, qui estime que les armes américaines ne feront « qu'aggraver les choses ». « Ce qu'il faudrait, c'est un médiateur entre chiïtes et sunnites et les Américains ne sont pas bien placés pour jouer ce rôle, pas plus d'ailleurs que les Européens. Je ne vois que les Russes, mais en ont-ils envie ? », ajoute-t-il. « Les livraisons d'armes vont encourager Maliki à penser qu'il y a une solution militaire au problème, ce qui va perpétuer la guerre civile », confirme Kenneth Pollack de la Brookings Institution.

Prompts à tout politiser, les républicains affirment qu'Obama aurait dû laisser un contingent sur place à Bagdad, pour garder une marge de manœuvre. Mais derrière ces critiques, qui comportent sans doute une part de vérité, le sentiment général de la communauté de politique étrangère américaine, exprime un flottement et une impuissance. Après s'être battue dix ans dans les sables d'Irak, l'Amérique se demande si elle a encore un rôle à jouer dans une région où elle n'est plus tellement prise au sérieux. « Franchement, les forces qui comptent sont locales, l'exemple de l'Irak illustre l'échec total de la politique occidentale au Moyen-Orient », tranche Freeman. Certains estiment que ce n'est plus si grave, vu la dépendance de plus en plus réduite de l'Occident vis-à-vis du pétrole moyen-oriental et le pivot vers l'Asie. Mais les plus clairvoyants réalisent que les soubresauts du Liban, de la Syrie ou de l'Irak doivent être pris au sérieux. « Soyons clairs, résume le vice-président du Wilson Center, David Aaron Miller. Nous sommes piégés dans une région que nous ne pouvons ni réparer ni quitter ». ■

## Un an après le triple meurtre de Paris de trois militantes kurdes

## Kendal Nezan « L'ébauche de solution politique était visée »

*Kendal Nezan est directeur de l'Institut culturel kurde de Paris, créé en 1983.*

**Quel enseignement tirez-vous de l'enquête en cours sur l'assassinat des militantes kurdes ?**

**Kendal Nezan.** Il semble clair que le principal suspect avait été infiltré par des services de renseignements turcs. Officiels ou pas ? On l'ignore. Mais on peut se demander si certains services ne voulaient pas saboter la négociation engagée entre le premier ministre turc Erdogan et le PKK (1) pour une solution politique du problème kurde.

**Cette solution politique semble plutôt piétiner, non ?**

**Kendal Nezan.** Après tant d'années de guerre, de massacres, de trêves rompues, on ne fait pas la paix en un jour. Il faut qu'un climat de paix s'instaure. Il y a eu des gestes d'apaisement comme, samedi encore, la libération de cinq députés du parti kurde BDP. Et aussi ce meeting

inimaginable, le 17 novembre à Diyarbakir, du président du Kurdistan d'Irak Barzani avec Erdogan. Ils ont marié des centaines de couples kurdes dans une ambiance qui peut faire espérer que des avancées sérieuses sont possibles.

**N'est-ce pas plutôt un calcul électoral d'Erdogan pour les municipales de mars ?**

**Kendal Nezan.** Il y a sans doute de cela, car beaucoup de Kurdes pieux et conservateurs qui ne partagent pas l'idéologie marxiste du PKK votent pour l'AKP, proche du PDKI de Barzani qui est aussi un parti conservateur. Il y a également les intérêts communs : depuis quelques jours le pétrole kurde d'Irak arrive directement en Turquie par oléoduc au terme d'un accord signé alors. Mais je pense qu'il voulait surtout asseoir un processus de paix qui reste fragile. Le PKK dit que le gouvernement ne rem-

plit pas ses engagements, et c'est vrai : on n'enseigne pas le kurde dans les écoles publiques et il n'y a pas eu l'amnistie promise pour le retrait de ses troupes vers l'Irak.

**Partout les Kurdes, qu'ils soient d'Irak, de Turquie ou de Syrie, sont dans des situations très dangereuses. Et en même temps leur autonomie s'affirme, notamment en Syrie. Que pensez-vous de ce paradoxe ?**

**Kendal Nezan.** Les Kurdes ont beaucoup souffert en Syrie. Ils sont 250 000 réfugiés en Irak. Mais ils sont largement restés à l'écart des combats entre les djihadistes et l'armée, sauf quand ils ont été attaqués. Il est vrai qu'ils ont acquis une certaine autonomie. Si demain la Syrie éclate, ils resteront ensemble dans des territoires largement autonomes, comme en Irak. En Turquie, cela prendra plus de

temps, mais le processus est en cours et il y a déjà une autonomie municipale.

**Quelle est l'influence du djihadisme chez les Kurdes ?**

**Kendal Nezan.** Elle est très limitée. En Irak, les tentatives de l'Arabie saoudite ont échoué. En Turquie, au temps de la sale guerre, l'État avait encouragé l'implantation d'un parti Hezbollah. Il a encore quelques centaines d'adeptes dont certains font le djihad en Syrie. Un ami diplomate me disait : le Kurdistan est comme une rue calme dans une ville en guerre. ●

*(1) Parti des travailleurs du Kurdistan dont le chef, Abdullah Ocalan, est en prison depuis 1999 en Turquie.*

*Entretien réalisé par Françoise Germain Robin*

## De la Turquie à l'Iran, vol au-dessus du Kurdistan

**Dans les quatre pays où est établie la population kurde (Turquie, Iran, Irak et Syrie), les situations sont totalement différentes, même si la revendication autonomiste est commune.**

**L**es Kurdes sont principalement établis sur près d'un demi-million de kilomètres carrés aux confins de la Turquie (au sud), de l'Iran (à l'ouest), de l'Irak (au nord) et de la Syrie (dans deux enclaves), même si cette zone n'a jamais été exclusivement kurde. Leur nombre total est évalué, selon les sources officielles ou kurdes, entre 25 et 35 millions de personnes. Le plus grand nombre vit en Turquie (près de 15 millions),

suivie de l'Iran (environ 10 millions), de l'Irak (plus de 4,5 millions) et de la Syrie (quelque 2 millions).

Indéniablement, l'expérience du Kurdistan irakien – autonome de fait depuis 1991 et de plus en plus indépendant de Bagdad – sert d'exemple aux Kurdes de la région puisqu'il connaît une construction étatique. Le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud

Barzani, cherche d'ailleurs à jouer le grand unificateur, pour mieux imposer ses choix économiques et stratégiques. « Avoir son propre État est un droit naturel pour le peuple kurde, mais cela ne peut se réaliser par la violence », affirme-t-il. Ce qui ne l'empêche pas de se montrer aux côtés du premier ministre turc, Tayyip Recep Erdogan, dans la capitale du Kurdistan de Turquie, Diyarbakir, à la grande colère

des adhérents du BDP (Parti pour la paix et la démocratie) dont les élus sont régulièrement emprisonnés par Ankara. Il faut dire que Barzani a su s'entendre avec son voisin turc pour le commerce du pétrole...

C'est ce qui explique les liens pour le moins tendus entre, d'un côté, Barzani et son parti, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de l'autre, le PYD syrien. Ce dernier dénonce l'attitude turque dans le conflit qui ensanglante la Syrie et n'entend pas se laisser dicter sa conduite, serait-ce par Barzani, alors que les peshmergas (combattants) du PYD ont su repousser les islamistes syriens. « Le PYD veut créer un Kurdistan autonome dans le cadre d'une Syrie fédérale », explique son dirigeant, Salih Muslim. ●

• Une Constitution (qui reconnaît le droit des femmes et prône l'enseignement gratuit) vient d'ailleurs d'être adoptée par l'assemblée législative de l'Autorité démocratique et autonome du Kurdistan occidental (Kurdistan syrien).

Il n'est pas étonnant que des liens se soient créés entre le PYD et le PKK du Kurdistan de Turquie. Le parti d'Abdullah

Ocalan (toujours emprisonné), après avoir pris les armes, cherche aujourd'hui une voie négociée. Mais le pouvoir turc souffle le chaud et le froid, annonçant l'ouverture de discussions mais ne tenant aucun de ses engagements, et semble vouloir forcer les combattants du PKK à rester dans les montagnes. Les quelques gestes, comme la libération de députés du BDP, ne sont évidemment pas

suffisants pour que la confiance s'installe. D'autant qu'Erdogan, en mauvaise posture à quelques mois de l'élection présidentielle à laquelle il sera candidat, pourrait choisir la confrontation.

Dans cette géographie kurde qui se redessine à la faveur des développements politiques régionaux, les Kurdes d'Iran font figure de parents pauvres. La guérilla des années 1980 a été

décapitée. Une organisation proche du PKK, le Parti de la vie libre au Kurdistan (Pjak) a pris le relais et se renforcerait au sein de la jeunesse. Mais, là encore, la revendication kurde se heurte à la répression et à la violence de Téhéran.●

P. B.



10 January 2014

## PUK Indecision and the Delay in Kurdistan Cabinet Formation

By Nawzad Mahmoud  
rudaw.net

**SULAIMANI,** Kurdistan Region – Nearly four months after legislative elections, formation of the Kurdistan Regional Government's (KRG) new cabinet still seems a distant reality and some political parties blame the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) for the delay.

"We are all waiting for the PUK to make up its mind. It seems that the PUK is demanding too much to avoid getting too little," said Ali Awni, leadership member of the dominant Kurdistan Democratic Party (KDP).

There was some cause for optimism when the KDP met with PUK, then with the Change Movement (Gorran), the Kurdistan Islamic Union and the Kurdistan Islamic League. But hopes of an agreement over the next KRG formation were dashed after revelations that the PUK was demanding more government posts than it would be entitled under the 18 seats won in last September's legislative elections.

Meanwhile, PUK head Barham Salih denied that his party was to blame for the delay.

"The accusations that are directed at the PUK for hindering the formation of the new KRG cabinet are not justified," Salih said. "A KRG cabinet that would achieve national unity is the goal of the PUK," he said.

Salih said his party is ready to accept the election results, "But PUK has its own power and



*A source close to the PUK told Rudaw that the party failed to reach an agreement in the Sunday meeting, "Because one wing within the PUK demands the deputy prime minister's post, while the other wing demands the post of the speaker."*

weight in the Kurdistan Region and the talks will resume soon." He claimed that, "the PUK could get more posts if it wished, but posts in the KRG are not our goal."

PUK officials confirm that Gorran head Nawshirwan Mustafa has proposed a unity front with the PUK in talks with the KDP and the other parties, which would give both a stronger position for negotiations.

"Yes, the PUK received this proposal from Gorran, which included offering the deputy premiership post to the PUK, but the PUK declined," said Suleiman Abdullah Younis, member of the PUK's Coordination Bureau.

Despite the election results, in which the PUK lost its place as the second-largest party to Gorran.

"The PUK and the KDP cannot abandon each other," said Younis. "Both parties have their

own controlled territories and geographies and both have Peshmarga forces. These factors must be considered," he added.

As the crisis over the cabinet formation deepens, so do contradictory and opposing statements from the KDP and PUK.

Awni went back to the primary stages of the parliamentary elections: "It was the PUK which wanted to run on a separate list in the elections. It was also the PUK that accepted the outcome of the elections and said that all the political parties must take part in forming the new government. But now, they are demanding all those posts which would leave no place for Gorran, the Islamic Union and the Islamic League in the new government.

"I expect the PUK to make the current situation drag on in this manner to prevent the formation of a new government until it holds its own party congress,"

Awni said, stressing this was his personal view

Meanwhile, Gorran member Safain Malaqara blamed the 2007 Strategic Agreement between the KDP and PUK for causing the delay.

"What causes delay in forming the government is not Gorran, but the Strategic Agreement that exists between the PUK and the KDP. The two are free to make deals with each other, but that should not be at our expense," he complained.

"It is up to (KRG Premier) Nechirvan Barzani. He is the one assigned with forming the new government, and people cannot wait any longer," he said.

Last Sunday the political bureau of the PUK met in Sulaimani and part of that meeting was dedicated to sorting out posts that the PUK should demand in the new cabinet. The PUK is expected to pick between the posts of deputy prime minister and speaker of the Kurdish parliament.

A source close to the PUK told Rudaw that the party failed to reach an agreement in the Sunday meeting. "Because one wing within the PUK demands the deputy prime minister's post, while the other wing demands the post of the speaker."

The KDP's Awni said the PUK must decide what it wants to do.

"Since it was the PUK that demanded the participation of all the political parties in the new cabinet, then we must use the numbers produced by the election results when dealing with the other political parties," he said.

"Is there another way that would allow the other parties to participate in the government?" he asked, openly expressing his party's stance. □

## EIIL, un mouvement proche d'Al-Qaïda, en perpétuelle recombinaison

APPARU sur le théâtre syrien au printemps 2013, l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL ou « Da'ech ») s'est imposé, par la force, comme groupe le plus puissant des zones rebelles du nord du pays. Cette ascension, rebattant les cartes au sein de la rébellion, a contrarié les ambitions unificatrices de l'Armée syrienne libre (ASL) et de ses soutiens occidentaux. Le projet de création d'un Etat islamique à cheval sur le Liban, la Syrie et l'Irak, a attiré une armée de djihadistes étrangers, qui ont donné à l'insurrection un caractère sectaire et une dimension internationale.

L'avènement de Da'ech en Syrie signe la résurgence d'Al-Qaïda en Mésopotamie, l'entité djihadiste créée dans le sillage de l'invasion américaine en Irak en 2003 par le Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui. Des centaines de combattants étrangers, principalement saoudiens, yéménites, libyens, jordaniens et égyptiens, rejoignent la filiale islamiste.

Mais, en 2006, le « lion de Mésopotamie », réputé pour ses excès sanguinaires et sa haine antichiiite, est désavoué par Al-Qaïda. « Son numéro deux, Ayman Al-Zawahiri, remet en cause la stratégie du chaos de Zarkaoui », explique Dominique Thomas, spécialiste des mouvements djihadistes à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Rebaptisée Etat islamique en Irak (EII), l'entité se repositionne sur des bases et un commandement irakiens derrière l'émir Abou Omar Al-Baghdadi, à la mort de Zarkaoui, en juin 2006.

Jusqu'en 2009, l'EII multiplie les attentats-suicides jusqu'au cœur de Bagdad, avant d'être repoussé par l'armée irakienne, les forces américaines et les milices sunnites antidjihadistes vers les zones rurales et désertiques des provinces sunnites d'Anbar et de Ninive. Quand l'émir Abou Bakr Al-Baghdadi prend la tête de l'EII, à la mort d'Abou Omar en mai 2010, l'organisation est affaiblie. Mais elle dispose encore d'une capacité opérationnelle qui lui permet de défier, sitôt achevé le retrait américain fin 2011, les autorités irakiennes

par des attentats meurtriers.

La montée de la contestation sunnite contre la politique sectaire du premier ministre chiite, Nouri Al-Maliki, en 2013 remet sur le devant de la scène l'EII, qui multiplie les attaques et facilite l'évasion de ses militants emprisonnés.

### Alliances volatiles

Le soulèvement dans la Syrie voisine a donné à l'EII une nouvelle dynamique. Ses combattants affluent à la frontière, désormais tenue par la rébellion et les tribus, pour renforcer les rangs du Front Al-Nosra, créé en 2012 avec des djihadistes syriens libérés de prison par le président Bachar Al-Assad en 2011. « Les deux groupes mutualisent leurs effectifs, leur logistique et l'expérience acquise en Irak », note M. Thomas.

Mais la rupture est consommée au printemps 2013 lorsque Al-Baghdadi décide de réunir les deux groupes au sein de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). L'« OPA » est immédiatement rejetée par le chef du Front Al-Nosra, Abou Mohamed Al-Jolani, qui officialise son ralliement à Al-Qaïda.

Pour l'expert, « il y a eu un conflit de personnes, de pouvoir et d'agenda. Al-Nosra voulait conserver un agenda clairement syrien et rester dans la stratégie de dissimulation du projet d'Etat islamique. »

Al-Baghdadi ne renonce pas à ses ambitions régionales et place l'Irakien Abou Mohammed Al-Adnani à la tête de la branche



Des prisonniers exécutés dans l'un des hôpitaux d'Alep, en Syrie, par des djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL),

mercredi 8 janvier. REUTERS

syrienne de l'EIIIL. Cet « ancrage syrien offre à l'EIIIL un accès à la frontière turque, important pour les ravitaillements, et lui permet de mettre la main sur les ressources de cette région pétrolière », souligne M. Thomas. Ces revenus lui permettent d'animer une armée de 5 000 à 6 000 combattants djihadistes de tous horizons, de contrôler la distribution de nourriture et le système scolaire en zone rebelle et de se forger de solides alliances dans les clans de l'est de la Syrie et à Rakka, dont elle fait son bastion.

### Des relations conflictuelles avec les autres groupes

**2004** Le Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui crée Al-Qaïda en Mésopotamie pour mener le djihad contre l'occupant américain.

**2006** Le commandement central d'Al-Qaïda désavoue la « stratégie du chaos » d'Al-Zarkaoui.

**2007** Après la mort de Zarkaoui dans un bombardement américain en juin 2006, le nouvel émir, Abou Omar Al-Baghdadi, renomme le groupe Etat islamique en Irak (EII). Il sera tué en mai 2010

et remplacé par Abou Bakr Al-Baghdadi.

**2012** L'EII envoie ses combattants en Syrie pour lutter aux côtés de djihadistes syriens, au sein du Front Al-Nosra.

**Printemps 2013** Al-Baghdadi annonce la réunion de l'EII et de Jabhat Al-Nosra au sein de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). L'OPA est rejetée par l'émir du Front Al-Nosra, qui se rallie à Al-Qaïda.

Mais l'EIIIL répète en Syrie les erreurs commises en Irak. Il expulse d'autres forces rebelles, exécute publiquement des soldats alaouites, commet des exactions contre les sanctuaires chrétiens, enlève et tue des chefs et militants rebelles, s'approprie les ressources locales et impose ses interdits religieux. Les accrochages se multiplient avec la population et les groupes insurgés qui l'accusent de faire le jeu du régime syrien, soupçonné d'avoir infiltré le groupe par le jeu de collusions nées pendant la guerre d'Irak.

En janvier, il entre dans le jeu libanais en perpétrant un attentat contre le mouvement chiite Hezbollah et reconquiert d'anciens fiefs dans la province irakienne d'Anbar. Ses projets sont rapidement contrariés. En Syrie, Da'ech voit ses bastions assaillis par des groupes rebelles. En Irak, l'armée cherche à le déloger de Fallouja et des quartiers qu'il tient à Ramadi en alliance avec des tribus locales sunnites. Ces alliances, volatiles, pourraient rapidement se défaire. « Les combattants de l'EIIIL et les tribus locales ne partagent pas la même vision de l'Etat ou de la société, estime M. Thomas. Leur adhésion tient à une solidarité contre un même ennemi » : le premier ministre, qui espère racheter les loyautés tribales. ■

HÉLÈNE SALLON



## Iraq's Maliki threatens to cut funds if Kurds pipe oil to Turkey

By Suadad al-Salhy and Alistair Lyon (Reuters)

**B**AGHDAD - Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki threatened on Sunday to cut central government funding for Iraq's autonomous Kurdistan region if the Kurds pursued a drive to pipe oil exports to Turkey without Baghdad's approval.

The Kurdistan Regional Government said last week that crude had begun to flow to Turkey and exports were expected to start at the end of this month and then rise in February and March.

"This is a constitutional violation which we will never allow, not for the (Kurdistan) region nor for the Turkish government," Maliki told Reuters in an interview.

He reiterated Baghdad's insistence that only the central government has the authority to manage Iraq's energy resources.

"Turkey must not interfere in an issue that harms Iraqi sovereignty," Maliki said.

The central government and the Kurds differ over how to interpret the constitution's references to oil and how revenues should be shared. The Kurdish share was set at 17 percent after the U.S.-led invasion in 2003, although the Kurds frequently complain that they get less than that.



Maliki said the Kurds had not met their budgeted commitment to export 250,000 barrels per day of oil, with the revenue going to the national treasury, but that so far the government had not retaliated by reducing their share of the budget.

"We did not do that as we did not want to affect the Kurdish people and we were looking to find acceptable solutions...that would preserve national unity and the national wealth, but this year the situation looks difficult," Maliki declared.

Referring to a dispute over the costs of oil companies operating in Iraqi Kurdistan, he said: "We have been telling these companies...give us the oil and we will pay your costs, but they did not deliver, so there will be no payments."

Maliki said it was unfair to expect Baghdad to pay the oil firms' costs, plus

the Kurds' 17 percent budget share, when the oil revenue was not being channelled through the government.

In October 2012, the Kurds agreed to export an average of 250,000 bpd in 2013 if Baghdad paid the operators in the region. As the wrangling went on, the Kurds stopped pumping oil via the Baghdad-controlled pipeline to Turkey, instead exporting smaller quantities by truck and taking the revenue directly.

Iraqi Kurdistan has prospered over the past decade, largely escaping the violence unleashed in the rest of the country after the U.S. invasion that toppled Saddam Hussein.

Kurdish leaders say they prefer the region to remain part of a federal Iraq, rather than seeking secession, but oil is a highly sensitive issue in volatile relations with Baghdad.

Companies that have risked exploring for oil in Iraqi Kurdistan had welcomed its plans to pipe oil to Turkey as a signal they might begin to generate export income from their investments, despite Baghdad's objections.

Those companies include Gulf Keystone, Genel Energy, Norway's DNO, Hungary's MOL and Britain's Petroceltic and Afren.



## Syria's Kurdish dilemma

www.euronews.com

**O**ne of the important questions surrounding the conference on the future of Syria, coming up in a week is the plight of the Kurds, and how this could affect regional map-lines.

Two million Syrian Kurds are concentrated in the north of the country. Many fled the fighting and sought refuge in Iraq and Turkey. In Turkey, they have demonstrated regularly at its border with Syria, demanding solidarity with their counterparts still in Syria.

The Chairman of the Peace and Democracy Party representing the separatist Kurdistan Workers' Party in parliament (Turkey brands the PKK a terrorist group),

told our correspondent the Kurds of Syria want to be at the Geneva conference.

Demirtas said: "All the Kurdish groups decided to act together after discussions among themselves. They want to join the meetings with a separate delegation composed of representatives of all Kurdish groups. If this is not possible, they want the Syrian opposition to recognise and guarantee their rights as Kurds so that they can attend the conference within the Syrian opposition. If the Syrian opposition does not guarantee Kurdish rights or if the Kurds are not represented as a separate delegation, it makes no sense to attend Geneva."

Syria's Kurds are divided and geographically separated into three regions. Since the start of the fighting in Syria they have struggled to promote their interests, some with the regime of President Bashar al-Assad, and others with rebel forces. Outside sceptics says it's hard for them to speak with a single voice. Their only common enemy is radical Islamists in the region who are at odds with their separa-



tist ideas.

Demirtas said: "The Kurdish region in Syria is entirely surrounded and besieged by radical militants belonging to Al Qaeda and Al Nusra. The Turkish side has also been blocked since Turkey closed its border posts. Therefore, the Kurdish region is isolated and faces an embargo. We Kurds are collecting aid by ourselves and trying to get it there with great difficulty. International aid never reaches that place. Al Qaeda and other groups prevent aid from reaching the Kurdish region, because they are fighting against the Kurds." ♦

# Iranian Kurdish parties prefer dialogue with government

The Kurdish national parties in Iran, which boycotted Iran's presidential election last year, may be losing support.



Author Wladimir van Wilgenburg  
www.al-monitor.com

Despite a recent wave of executions, mass arrests of Kurdish activists and the banning of newspapers, Kurdish parties in Iran prefer dialogue over taking up arms against the Iranian government. While Syrian Kurds are taking steps toward more Kurdish autonomy, in Iran, Kurdish parties are slowly losing support in exile.

The Kurds make up an estimated 15-17% of the population in Iran and suffer from human rights abuses.

Although the Kurdish nationalist parties called for a boycott of the Iran elections in June, President Hassan Rouhani received 71% of the votes in Kurdistan as a result of the weakness of the Kurdish parties.

"People do not follow the parties, they have no connection to them. In the past, the parties had a lot of people, but when they were exiled to London, Sweden and Hawler [Erbil], they lost much of their representation in Iran. They gave up their military activities," said a Kurd from the town of Mariwan, who wished to remain anonymous for security reasons.

The Kurdish parties in Iran are weak as a result of internal disunity, political repression and the dependence of Iranian Kurds on government jobs. Many Kurds have left Iran for job opportunities elsewhere.

According to the International Campaign for Human Rights in Iran, since Rouhani took office in August, Iran has executed more than 200 people, especially drug traffickers and Kurdish activists.

This led to demonstrations and small-scale clashes between Kurdish rebels and the Iranian government. But the situation calmed again after many were arrested.

"The recent wave of executions of Kurdish political prisoners proved what our party and other Kurdish organizations had said the whole time, namely that the new tone of the new president in Iran will not change the violent persecution of Kurdish activists," Loghman H. Ahmedi, head of foreign relations for the Democratic Party of Iranian Kurdistan, told Al-Monitor.

The Iranian Kurdish parties lost their own opportunity for more autonomy in Iran after they failed to gain influence following the Islamic revolution in 1979.

In the past, the Syrian Kurds were ignored just as the Iranian Kurds are, but after the Syrian crisis in 2011, the Syrian Kurds managed to control major Kurdish cities in Syria's northeast.

The main Kurdish parties in Iran, the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) and the Marxist group Komala, fragmented into several factions after losing the war against the Iranian Revolutionary Guards in the 1990s, moving into exile in the Kurdistan Region of Iraq.

According to the BBC Persian journalist Jiyar Gol, the Kurdistan Regional Government (KRG) allows these Kurdish parties to stay if they do not attack Iran.

Ammar Goli, a Kurdish journalist based in Iraqi Kurdistan, says the Kurdish parties made an agreement with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in 1996 to maintain bases and camps inside Iraqi Kurdistan: "If they fight against the Iranian government, they do not get economic support from the PUK."

As a result, their activities are limited.

This is also because of Iran's political influence in Kurdistan. While Turkey is making business and oil deals with the KRG, Iran employs



An Iranian Kurd walks at a bazaar while shopping in Marivan, Kurdistan province, Iran, May 12, 2011. (photo by REUTERS/Morteza Nikoubazl)

many intelligence agents in the KRG and even influences political party leadership and government formation in Iraqi Kurdistan during political crises in Kurdistan. For instance, on Jan. 12, a high-level KRG delegation from KRG's two ruling parties, the PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP), visited Iran to negotiate over the formation of the Kurdish government, which has been in deadlock as a result of the weakening of the PUK and the rise of the Kurdish opposition party Change (Gorran).

As a result, the only Kurdish party that managed to grow and is not dependent on the KRG is the Party of Free Life of Kurdistan (PJAK), based in the Kandil Mountains in the border areas between Iran, Iraq and Turkey, where the KRG has no control.

The PJAK, affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK), managed to attract many Kurds even outside of the traditional support base of Kurdish parties in the Sunni Muslim Kurdish areas of Iran, among Shiite Kurds who share religious affiliation with the Iranian government.

But in 2011, the PJAK decided to sign a cease-fire with Iran after major clashes between its fighters and the Iranian government. The PKK decided to focus on Syria, where there were more opportunities than fighting Iran, which could result in a Turkish-Iranian alliance against the PKK despite their differences over Syria.

"The PJAK knows that with limited arms they are unable to have any major accomplishment; therefore they do not cause problems, apart from [executed] prisoners in Iran," said Golli.

During the PKK's congress last summer, it decided to work "for the maintenance of the present cease-fire between the PJAK and the Iranian state in Rojhelat [Iranian Kurdistan]," while doing everything to achieve Kurdish autonomy in Syria.

Thus, Kurds did not take up arms after the execution of three Kurdish activists last fall, apart from some small-scale clashes. Reportedly, there are 21 Kurdish activists on death row.

Some Iranian Kurds worry that Iran's executions could lead to new battles without achieving more rights for Kurds.

"They don't want to start a war again; a lot of Kurdish people do not support the PJAK fighting [Iran]. They know the idea is not good [fearing repression]," said an anonymous Kurd from the city of Mariwan.

This is very different from Syria, where there is a lot of support for the fight of the Kurdish rebels of the People's Protection Units (YPG) against Islamists in northern Syria.

Evindar Renas, a senior PJAK member, told the Kurdish news →

⇒ agency ANF that it would uphold the cease-fire and stick to the "strategy of self-defense," not an active war against the Iranian government: "These actions of Iran would alter the cease-fire agreement, but we still want to act sensitively and carefully."

Ziryayn Rojhelati, an Iranian Kurdish journalist based in KRG territory, says that the PJAK's decision to uphold its cease-fire is related to its PKK affiliation.

"The PKK is maybe going to fight again in Turkey, so it does not want to destroy its relations with Iran," he told Al-Monitor.

The PKK is worried that Iran wants the PKK again to fight against Turkey. In 2012, news reports suggested that Iran offered the PKK logistical support and weapons to fight against Turkey, but that the PKK rejected this.

PKK military chief Cemil Bayik warned, "Iran wants to collaborate again

with Turkey. Thus, it executed Kurdish political prisoners."

Germany-based PJAK leader Haji Ahmedi told the Belgian webzine Uitepers that the PJAK wants to have a peace process in Iran, similar to the one in Turkey.

"We do not want to wage a war, we want to fight a political struggle. It's not our goal to completely eradicate the Iranian army, we fight for peace. We insist that we solve the Kurdish question in Iran through dialogue." ♦

*Wladimir van Wilgenburg is a columnist for Al-Monitor and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. On Twitter: @vvanwilgenburg*



15 January 2014

## Kurds Stand Behind Baghdad's Al-Qaeda War, MPs Say

By Adel Fakhir

**BAGHDAD, Iraq** – As the Iraqi government continues a crackdown on al-Qaeda militants in Anbar province, Kurdish lawmakers in Baghdad said that the autonomous Kurdistan Region is ready to do its part in the clean-up operation by building a security zone to stop infiltration by fleeing jihadis.

The parliament's Kurdistan Alliance pledged its support to the central government's war on terrorism, provided it differentiates between terrorist elements and innocent citizens.

"The Kurdistan Regional Government (KRG) supports the federal government in its war against terrorism," said Muhammad Khalil, an MP and member of the Kurdish alliance. He called for "distinction between the innocent citizens who have legitimate and constitutional demands, and the terrorist elements that target the innocent people of Anbar."

Iraq's military is locked in a massive sweep-up in the Sunni Anbar province against the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), which is seen as the

regional branch of al-Qaeda.

Although the Kurdistan Region does not share borders with Anbar, it does with vast tracts of so-called "disputed territories" that are claimed both by the Shiite-led central government and the KRG, particularly in the provinces of Diyala and Nineveh.

Analysts and lawmakers say that, as they flee, al-Qaeda militants are believed to be in search of safe havens to regroup and that the KRG worries they might head for disputed regions with weak security.

An independent lawmaker noted that Kurdistan's Asayish security forces are constitutionally part of the Iraqi military, and it is natural for them to work with Baghdad on this threat to security.

"The Regional Government is obliged to take the necessary security precautions to prevent infiltration by the ISIS elements who might attempt to enter the Kurdish provinces," the lawmaker said.

He said that the Asayish plans to strengthen its presence in the disputed territories, and that the decision followed



*A Kurdish Peshmarga stands guard near the Syria-Kurdistan border. Photo: Rudaw*

reports that ISIS jihadis were planning to target "security points" in Diyala province.

"A strong coordination between Asayish and the local security apparatus is needed in order to face any emergency," the lawmaker said.

Muhammad Lazim al-Kaabi, an analyst and strategy expert, said that security in parts of western and central Iraq was inseparable from security in the Kurdish regions.

"It seems that there is no alternative to cooperation between the federal government and the KRG to contain terrorism. Missing the opportunity would mean taking no action to stop (ISIS) retaliation, targeting innocent people, whether inside or outside the Kurdistan Region," he said.

Al-Kaabi explained that, "The ISIS is expected to retreat and head towards the borders of Kurdistan. The (Kurdish) Peshmarga forces must be wary, as it is not implausible that the militants might try to gain control of the disputed areas and convert them into their head-

quarters, posing a threat to Kurdistan's security."

The chief of staff of the Peshmarga Ministry, Jabbar Yawar, had earlier declared that his forces had ordered a security belt to protect the disputed areas and prevent infiltration by terrorist groups.

Meanwhile, Jawad Albzony, an independent member of the Iraqi parliament, warned that Mosul province was also in danger of falling to the extremists.

"They fled from Anbar and turned toward Mosul. The Asayish is here to demonstrate its role in the protection of Kirkuk and Nineveh in collaboration with the army," he said.

"The war being waged by the Iraqi army against ISIS is internationally supported, and Iraq has to muster all its forces. Therefore, the Asayish should be under the command of the commander-in-chief of the Iraqi armed forces when confronting the armed groups," he added. □

# Obama's losing bet on Iran

**Michael Doran  
Max Boot**

**WASHINGTON** A great deal of diplomatic attention over the next few months will be focused on whether the temporary nuclear deal with Iran can be transformed into a full-blown accord. President Obama has staked the success of his foreign policy on this bold gamble. But discussion about the nuclear deal has diverted attention from an even riskier bet that Obama has placed: the idea that Iran can become a cooperative partner in regional security.

Although they won't say so publicly, Mr. Obama and Secretary of State John Kerry surely dream of a "Nixon to China" masterstroke. They are quietly pursuing a strategic realignment that, they believe, will end decades of semi-open warfare between Iran and the United States and their respective allies. In our view, the Obama administration wants to see in its place a "concert" of great powers — Russia, America, the European nations and Iran — working together to stabilize the Middle East as in the 19th century, when the "Concert of Europe" worked together to stabilize that Continent.

As a first step, Mr. Kerry has made no secret of his desire to involve Iran in Syrian peace talks, scheduled to convene next week in Geneva. And much more than previous administrations, this one has refrained from countering Iranian machinations in Iraq, Syria and Lebanon.

There are two main reasons for this attempted shift. One is simply the desire of the president to extricate the United States from the Middle East. The other reason, arguably more important, is fear of Al Qaeda: The White House undoubtedly sees Iran and its Shiite allies as potential partners in the fight against Sunni jihadism.

The Obama strategy is breathtakingly ambitious. It is also destined to fail.

First, it ignores the obvious fact that, unlike China at the time of President Richard M. Nixon's diplomacy in the 1970s, Iran does not share a common enemy that would force it to unite with America. Though Iran's proxies are fighting Sunni extremists in a number of theaters, Iran itself has cooperated with Al Qaeda and other Sunni extremists, such as Hamas and the Taliban, when it has served its interests to do so. Iran's rulers simply do not regard Al Qaeda as an existential threat on a par

with the "Great Satan" (as they see the United States). By contrast, Mao did see the Soviet Union as a sufficient

threat to justify an alliance with the "capitalist imperialists" in Washington.

The second major problem is that Iran has always harbored dreams of regional hegemony. There is no sign that the election of the "moderate" cleric Hassan Rouhani as president has changed anything.

On the contrary, Iran is stepping up its support for militants in the region. There have been reports recently that Iran is smuggling sophisticated long-

**American hopes for a new Middle East alliance against Al Qaeda are dangerously misplaced.**

range missiles to Hezbollah via Syria and that it sent a ship, intercepted by the Bahraini authorities, loaded with armaments intended for Shiite opponents of the Sunni government in Bahrain. Iran under President Rouhani has done nothing to lessen its support for the regime of Bashar al-Assad in Syria either. It has, in fact, gone "all in," sending large numbers of its own operatives and its Hezbollah allies, along with copious munitions, to help the regime stay in power.

Iran's power play is engendering a violent pushback from Sunnis increasingly radicalized in the process. This is the third and final problem that will doom Obama's outreach to Tehran.

In Iraq, the Shiite prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, who is surrounded by aides with ties to the Iranians, has been arresting prominent Sunnis in Anbar Province, thereby driving many of the tribal fighters who once fought Al Qaeda in Iraq back into an alliance with the terrorist group. Al Qaeda-linked fighters have now taken control of Falluja, a town that American forces secured in 2004 after a costly campaign.

Jihadist influence now extends from western Iraq into neighboring Syria, where Sunnis are reacting just as violently to the Iranian-orchestrated offensive to keep Assad's Alawite regime in power. With the United States providing little or no support to moderate opposition elements, extremist groups such as the Nusra Front and the Islamic State of Iraq and Syria (an offshoot of Al Qaeda in Iraq) are increasingly prominent among the rebel forces.

The spillover from Syria is also affecting Lebanon, where Hezbollah has long been the dominant force. But now Hezbollah's ruthlessness has been matched by Sunni terrorists who, on Nov. 19, bombed the Iranian Embassy

in Beirut. Hezbollah is presumed to have retaliated when Mohamad B. Chatah, a leading opponent of Syrian and Iranian interference in Lebanon, was killed by a car bomb on Dec. 27 close to the spot where a former Lebanese prime minister, Rafik Hariri, was also killed by a car bomb in 2005.

This shows what happens when the United States stands aloof and refuses to do more to counter Iranian power: America's allies in the region take matters into their own hands. The result is the polarization of the entire region into pro- and anti-Iran blocs that feed a mushrooming cross-border civil war.

The situation will only get worse if Iran is allowed to maintain its nuclear program with international blessing. Saudi Arabia has made clear that it is prepared to build its own bomb, while Israel has threatened to launch a unilateral strike on Iranian nuclear facilities.

Mr. Obama's hopes of using an opening to Iran to stabilize the Middle East will almost certainly backfire. Before long, America is likely to be forced back into its traditional, post-1979 role as the leader of a coalition to counter Iranian designs. The place to begin is in Syria, which is now ground zero in the struggle between the two regional blocs.

Trying to draw the Iranians into a negotiated solution will almost certainly mean keeping Mr. Assad in power. That, in turn, will only play into the hands of Sunni extremists.

The United States must work, together with its allies, to build up a non-Qaeda alternative to the Assad regime by providing moderate rebel fighters with arms, training, coordination — and, if necessary, the support of Western air power. It would have been better if we had done this at the beginning of the civil war when extremists were less prominent in the rebel camp. But even now, there is no better alternative.

*MICHAEL DORAN is a senior fellow at the Saban Center for Middle East Policy at the Brookings Institution. MAX BOOT is a senior fellow at the Council on Foreign Relations and the author of "Invisible Armies: An Epic History of Guerrilla Warfare From Ancient Times to the Present."*

# L'offensive extrémiste sunnite en Irak rapproche Washington et Téhéran

Deux ans après le retrait des troupes américaines d'Irak, Barack Obama est critiqué pour avoir abandonné le Proche-Orient aux djihadistes

## Analyse

Le symbole est terriblement lourd pour les Américains et remet en cause la réticence de Barack Obama à s'engager au Proche-Orient. En plantant leur drapeau noir sur la ville irakienne de Fallouja, vendredi 3 janvier, les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), affiliés à Al-Qaïda, ont rendu vains, aux yeux de l'opinion américaine, les sacrifices humains et financiers consentis de 2003 à 2011, selon la volonté de George W. Bush, pour « libérer » puis « reconstruire » et « pacifier » l'Irak.

La prise de Fallouja par les GI, en novembre 2004, avait représenté une avancée militaire décisive contre l'insurrection sunnite lors de la longue guerre d'Irak. Depuis lors, elle est gravée dans les mémoires comme la plus grande victoire en huit années d'une guerre irakienne qui a fait 4 000 morts américains et coûté des milliers de milliards de dollars, mais aussi comme la bataille la plus sanglante depuis l'époque du Vietnam.

Alors que Barack Obama a fait de la fin des engagements guerriers son principal argument électoral, ses opposants ne se privent pas de pointer aujourd'hui sa responsabilité dans la montée en puissance des islamistes sunnites radicaux en Irak, aujourd'hui dirigé par le premier ministre chiite Nouri Al-Maliki.

Pourfendeur du retrait total d'Irak en 2011, le sénateur républicain John McCain vient de dénoncer une situation « aussi tragique que prévisible » : « Nombre d'entre nous avaient prédit que le vide serait comblé par les ennemis de l'Amérique », a-t-il accusé. L'ancien challenger du président à l'élection de 2008 n'a pas masqué sa fureur d'entendre le secrétaire d'Etat John Kerry assurer que cette bataille était « l'affaire des Irakiens ». « Beaucoup des Irakiens qui se font massacrer étaient nos supporters », a souligné John McCain, en faisant allusion au ralliement des tribus sunnites en 2006, décisif dans la victoire militaire américaine.

Mais mourir pour Fallouja n'est plus dans l'air du temps, dans une

Amérique lassée du Proche-Orient et dont le président a les yeux tournés vers l'Asie. Si le sénateur suggère que « des Américains devaient combattre et mourir à Fallouja, qu'il le dise », a répliqué lundi sèchement Jay Carney, porte-parole de Barack Obama. *Le président ne le croit pas.* Pourtant, afin de lutter contre l'Etat islamique en Irak et au Levant, l'administration américaine a livré, fin décembre, des missiles Hellfire et des drones de surveillance.

Mais la fourniture décisive de chasseurs F-16 et d'hélicoptères d'attaque Apache, réclamés avec insistance par Bagdad, reste bloquée par le Sénat où les démocrates disposent pourtant de la majorité. La commission des affaires étrangères de la Chambre haute, s'y oppose. Son président, Robert Menendez, sénateur du New Jer-

## Mourir pour Fallouja n'est plus dans l'air du temps dans une Amérique tentée par le repli et tournée vers l'Asie

sey et ses collègues, estiment que Nouri Al-Maliki, par son refus de partager le pouvoir et les revenus pétroliers avec les minorités sunnite et kurde, nourrit le conflit et qu'il pourrait utiliser ces armes contre ses opposants intérieurs.

Une analyse fustigée par la Maison Blanche : « Il est difficile de concevoir pourquoi des élus pensent que c'est le bon moment pour refuser au gouvernement irakien les armes dont il a besoin pour lutter efficacement contre Al-Qaïda », a commenté, mercredi, un responsable de l'exécutif sur le site de la revue *Foreign Policy*.

La controverse sur la politique du président au Moyen-Orient et le relatif déclin américain dans la région ne se limite pas à l'Irak : l'exportation, par les extrémistes sunnites, de la guerre civile syrienne dans les pays voisins (Irak et Liban) relance les critiques sur le refus de M. Obama d'armer les rebelles syriens modérés. Pour les détracteurs du président, ses atermoi-

ements ont favorisé la montée en puissance régionale des djihadistes radicaux d'EIIL, qui contrôlent désormais un territoire à cheval sur l'ouest de l'Irak et le nord-est de la Syrie. L'Etat islamique chercherait même à s'implanter au Liban où il a récemment revendiqué un attentat.

La menace djihadiste favorise un rapprochement inattendu entre Washington et deux puissances considérées, il y a peu, comme ses deux adversaires les plus résolus : l'Iran et, dans une moindre mesure, la Russie. Ils affrontent désormais tous une menace commune : la mouvance des djihadistes sunnites radicaux aux ambitions régionales désormais affichées. « Entre l'ouverture sur le nucléaire iranien, le changement en Syrie, où les Américains considèrent Al-Qaïda comme plus menaçante que Bachar Al-Assad, et l'Irak, où Américains, Russes et Iraniens défendent le régime Al-Maliki, les intérêts communs se multiplient », analyse Paul Salem, vice-président de l'Institut du Moyen-Orient basé à Washington. *La perception par Washington de la menace et de l'hostilité est en train de changer.*

Moscou, qui a déjà permis à Barack Obama de sortir de l'impasse où l'avaient conduit ses réticences à riposter aux attaques chimiques en Syrie en proposant un plan d'élimination des armes en question, s'appête à livrer des dizaines d'hélicoptères Mi-35 au régime irakien. De son côté, Téhéran a proposé à Bagdad de fournir des troupes au sol pour lutter contre Al-Qaïda. « Nous avons de plus en plus de terrains communs avec les Américains », reconnaît Aziz Shahmohammadi, ancien conseiller du Conseil suprême de la sécurité nationale iranien dans le *New York Times* du 6 janvier. « Cette détente américano-iranienne peut hisser l'Iran au rang d'acteur dans tout le Moyen-Orient », complète Paul Salem.

Ce rapprochement avec l'Iran chiite nourrit les inquiétudes de l'Arabie saoudite, puissance tutélaire des sunnites, que l'Amérique, bientôt autosuffisante en pétrole, regarderait désormais d'un œil plus distant. ■

PHILIPPE BERNARD

Reportage

Reyhanli (sud de la Turquie)  
Envoyé spécial

# Pourchassés par les rebelles syriens, les djihadistes se réfugient en Turquie

**A** l'heure de la grande prière, vendredi 10 janvier, la mosquée centrale de Reyhanli se remplit de fidèles. Moustafa, lui, ne prend pas garde aux appels du muezzin. Main dans la main avec sa femme, gantée et recouverte d'un niqab dont seule une paire d'yeux émerge, ce jeune Tunisien de 22 ans, qui porte une longue barbe, un pantalon bouffant et un gilet à poches en tissu camouflage, savoure un bref moment de répit en déambulant, rêveur, dans la rue commerçante. La veille, il était encore en Syrie.

Depuis sept mois, il combattait dans les rangs de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), un groupe djihadiste proche d'Al-Qaïda qui rassemble nombre de volontaires étrangers venus faire la guerre au régime de Bachar Al-Assad. Mais depuis le 3 janvier, « Da'ech », l'acronyme arabe de l'EIL, subit de cuisantes déconvenues dans le Nord syrien où il avait pris ses quartiers.

D'Alep à Deir ez-Zor, ses hommes sont sous le feu conjoint d'une coalition rebelle formée de l'Armée syrienne libre (ASL), du Front islamique et de Jabhat Al-Nosra, une autre formation djihadiste. Les combats ont fait plus de 500 morts en dix jours. Chassés de leur base d'Alep, assiégés à Rakka, qu'ils ont contrôlée pendant plusieurs mois, les djihadistes de l'EIL refluent vers la frontière turque. Le village syrien d'Al-Dana qui leur servait de base arrière a été encerclé. Moustafa a profité de la débâcle pour se faire la belle. Avec sa femme, venue l'attendre côté turc, il veut maintenant reprendre l'avion pour Tunis au plus vite.

« On ne quitte pas l'EIL. C'est comme changer de religion. Le résultat, c'est la mort. » Yassine en sait quelque chose, lui qui a abandonné l'EIL avec toute sa brigade pour rejoindre les rangs du Liwa al-Islam, une faction salafiste soutenue par l'Arabie saoudite. Ce Syrien de Deir ez-Zor, installé depuis quelques semaines dans un hôtel du centre-ville de Reyhanli, ne veut pas retourner sur la ligne de front pour ne pas risquer de se retrouver face à ses anciens compagnons d'armes. « Il n'est pas question que je tue mes frères. Notre ennemi c'est Bachar, soufflé-t-il. Mais eux ont d'autres objectifs. Ils sont là pour installer le califat. »



©Ankara

La frontière turco-syrienne (ici le 12 février 2013), près de Reyhanli, est fermée. UMIT BEKTAS/REUTERS



Dans les rangs de l'Etat islamique, Yassine a croisé des combattants de toutes les nationalités. « Des pays du Golfe, du Yémen, d'Egypte, du Maghreb, de Grande-Bretagne, de France, de Belgique... Beaucoup d'"eurosalafristes", des Blancs convertis. Mais à Deir ez-Zor, le plus gros contingent, 62 personnes, venait d'Azerbaïdjan, raconte-t-il. Aujourd'hui, beaucoup ont rejoint d'autres groupes comme Al-Nosra ou ont fait défection. »

Les combattants djihadistes en déroute sont de plus en plus nombreux dans les provinces d'Antakya et d'Urfa. Notamment dans les villes turques frontalières, à Kilis ou à Reyhanli, dont la population a triplé depuis le début de la guerre et qui font office de base arrière. Les chancelleries européennes sont assaillies de coups de téléphone de familles sans nouvelles.

Dans le même temps, des volontaires continuent d'arriver. L'employé de l'aéroport de Hatay est formel. Chaque matin, de petits grou-

pes de combattants étrangers débarquent en provenance d'Istanbul. « Parfois trois ou quatre, parfois plus. L'autre jour, trente sont venus d'Allemagne », affirme cet homme qui souligne que « les autorités turques pourraient facilement les empêcher de débarquer ». Mais depuis trois jours, toutes les zones frontalières ont été reprises par l'Armée syrienne libre et les passages de la Turquie vers le front sont beaucoup plus compliqués pour les djihadistes. L'EIL a été repoussé de Tal Al-Abyad, au sud d'Akçakale. Ainsi que de Bab Al-Hawa, à quelques encablures de Reyhanli.

## Dans les villes frontalières turques, la population a triplé depuis le début de la guerre

Quelques hôtels occupés par les réfugiés servent de points de ralliement pour les djihadistes qui font étape à Reyhanli. Dans l'un d'eux, un immeuble rouge dont les entrées ont été réaménagées pour séparer les femmes des hommes, un groupe d'Egyptiens et de Yéménites est reparti mercredi. Plus loin, on croise deux combattants étrangers, qui entrent dans une agence bancaire. Le plus âgé des deux, vêtu d'un pantalon court et d'une calot-

te de dévot, jette des regards méfiants. Son compagnon, crâne rasé et longue barbe, qui porte en bandoulière une imitation de sac Vuitton, se montre plus avenant. Les deux hommes sont britanniques et veulent quitter Reyhanli « au plus vite », après trois semaines à errer dans la région. A la banque qui visiblement en voit passer des dizaines, ils sont venus récupérer de l'argent envoyé par leurs proches, pour se payer le billet retour vers Londres. « Nous n'avons pas pu entrer en Syrie, raconte le plus jeune dans un anglais parfait. Les passages sont trop compliqués en ce moment. » Avant de confier : « Nous étions en contact avec l'organisation humanitaire turque IHH. Ils devaient nous faire passer la frontière dans une ambulance mais cela n'a pas marché. »

Cette ONG islamiste turque controversée, basée à Istanbul, est régulièrement accusée d'entretenir des relations troubles avec les combattants les plus radicaux. Fin décembre, l'IHH a été mise en cause après l'interception par la gendarmerie d'un camion, près de Reyhanli. Officiellement, le véhicule transportait de l'aide humanitaire. Selon la presse turque, il était bourré d'armes et de munitions. L'IHH a démenti tout lien avec ce convoi et a affirmé avoir déjà affrété 35 camions d'aide vers la Syrie depuis le 1<sup>er</sup> janvier. ■

GUILLAUME PERRIER

LE FIGARO

14 janvier 2014

# Le nouveau visage de la rébellion syrienne

Dominée par les salafistes, l'insurrection souffre de l'absence de représentation politique.



MAHMUD AL-HALABI/AFP

Des corps de prisonniers, abattus devant le QG de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), à Alep, ont été retrouvés, le 8 janvier dernier, après la prise de la ville par les rebelles du Front islamique.

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr  
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAMAS

**MOYEN-ORIENT** Moins djihadiste, moins modéré, mais plus salafiste. Le nouveau visage de la rébellion anti-Bachar el-Assad prend forme. En coulisses, il est façonné par l'Arabie saoudite, qui parraine le Front islamique, la nouvelle force dominante de cette insurrection, en remplacement des combattants modérés de l'Armée syrienne libre (ASL), défaits. Mais cette coalition d'une douzaine de brigades fondamentalistes devra relever de nombreux défis avant d'emporter le soutien des Occidentaux et vaincre les djihadistes avec lesquels une guerre à l'issue incertaine a été déclarée, il y a dix jours dans le nord et l'est de la Syrie.

Forts d'environ 60 000 hommes, les rebelles du Front islamique ont certes marqué des points dans la région d'Idlib et d'Alep face aux 10 000 à 15 000 djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), lié à al-Qaïda. Mais ces derniers, aguerris après des années de guerre sainte en Irak, en Tchétchénie ou en Afghanistan, viennent de reprendre le gros du terrain perdu dans leur bastion de Raqqa, et dans d'autres villes à la frontière turque. Les « fous de Dieu » n'hésitent pas à lancer leurs voitures piégées, non plus contre les pro-Assad, mais contre leurs anciens frères d'armes. Ces luttes intestines ont fait plus de 700 morts en une semaine : 250 chez les djihadistes, 300 chez les autres insurgés et des dizaines de civils. Ce bilan lourd profite au pouvoir, qui la plupart du temps, observe ses ennemis s'entre-tuer.

Après s'être emparés le 6 décembre – soit deux semaines après sa création – du quartier général de l'ASL et de ses stocks d'armes à Atmech près de la frontière turque, les dirigeants du Front islamique cherchent désormais à édulcorer leur charte fondatrice pour ne plus effrayer les Occidentaux. « Pas de démocratie, un islam dur régi par la charia, c'était le langage d'al-Qaïda », constate un intermédiaire en contact avec ces leaders salafistes. Le régime jubilait en disant : « Regardez ce qui attend la Syrie ! »

**60 000**  
rebelles  
font partie  
du Front islamique

Conscient de cette erreur, le Front œuvre désormais à la rédaction d'une nouvelle « feuille de route ». « La communauté internationale nous a mal compris. On va

vous expliquer ce qu'on veut en éliminant certains éléments de notre charte », plaignent ses dirigeants, qui reconnaissent avoir sollicité « des experts d'un pays ami », sans doute saoudiens.

Amer mais réaliste, l'ambassadeur américain Robert Ford, en charge du dossier Syrie au Département d'État, cherche désespérément à nouer un contact avec les groupes armés salafistes. Ce qu'ils ont refusé jusqu'à maintenant. « Ils ne veulent pas de la conférence de Genève », explique un diplomate européen. Pour qu'une transition négociée du pouvoir puisse être lancée à partir du 22 janvier en Suisse, les États-Unis ont besoin de nouveaux interlocuteurs ayant une réelle influence sur des rebelles capables de faire respecter un cessez-le-feu. « Les Américains s'emploient à convaincre les Saoudiens qui livrent armes et argent au Front de les faire rentrer dans le jeu politique », ajoute cette source.

Mais les différentes brigades fondamentalistes – Armée de l'Islam, Alhrar al-

Cham, Soqour al-Cham, Liwa al-Tawhid – ne sont pas forcément d'accord entre elles. « N'oubliez pas une caractéristique importante du conflit : l'indépendance des groupes armés, relève Mokhtar Lamani, représentant de l'ONU à Damas. Les chefs se méfient des donneurs d'ordres. Certains ont en effet beaucoup souffert lorsqu'au début, le Qatar les a affamés, sous prétexte qu'ils refusaient de jouer son jeu. »

L'issue de cette bataille interne à la rébellion dépend en grande partie d'une troisième composante, le puissant Front al-Nosra, représentant officiel d'al-Qaïda en Syrie, dont les 15 000 combattants hésitent souvent entre leur serment djihadiste, de solides amitiés locales et une certaine respectabilité à acquérir avec le Front islamique. Depuis sa création, ses brigades ont la plupart du temps coopéré

avec al-Nosra pour attaquer l'armée régulière, comme lors de l'offensive contre Adra près de Damas que les loyalistes assiègent depuis plusieurs semaines.

Théoriquement, al-Nosra et son écrasante majorité de rebelles syriens sont plus proches du Front islamique que des djihadistes étrangers qui kidnappent, exécutent aveuglément et soumettent la population à la plus obscurantiste des versions de l'islam. « Mais c'est oublier que c'est l'EIL qui a financé au début al-Nosra », rappelle Mokhtar Lamani, qui voit dans le regain de vigueur des djihadistes le signe qu'ils bénéficient toujours d'appuis importants chez leur ex-allié.

« Al-Nosra, c'est al-Qaïda qui s'adapte, prévient le diplomate onusien, il a la même stratégie finale que l'État islamique mais avec une touche un peu plus fine pour

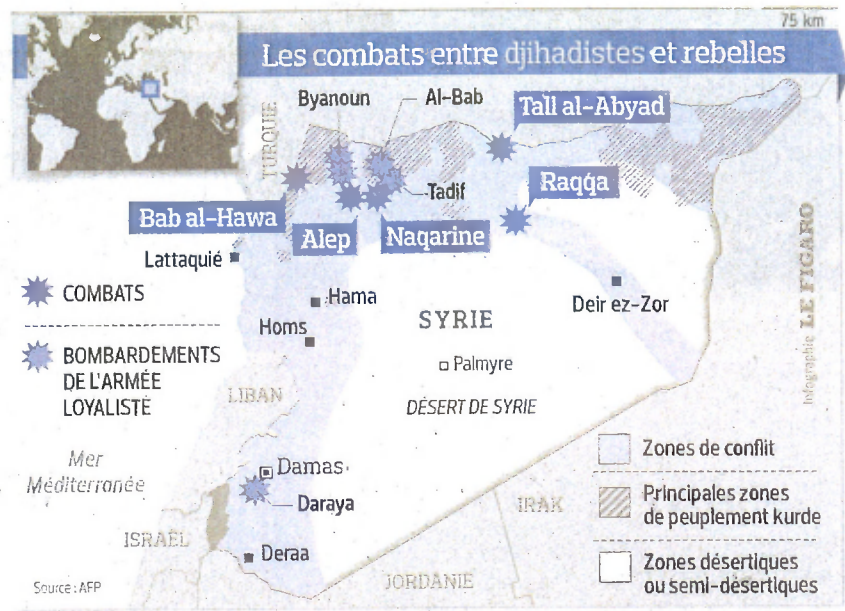
parvenir ». En parallèle à son allégeance à Ayman al-Zawahiri, le chef d'al-Qaïda, au printemps, al-Nosra a renforcé l'Armée de l'Islam, la plus importante brigade salafiste de ce qui allait devenir des mois plus tard le Front islamique. Objectif : que cette vitrine lui épargne les conséquences de l'inscription sur la liste noire américaine. La ruse trompera-t-elle les Occidentaux, réticents à alimenter en armes un magma en fusion quasi perpétuelle ?

## Recomposition dans le sang

Cette recomposition dans le sang est rendue encore plus complexe par le double jeu de certains parrains de la révolution, avides de récupérer le reliquat de combattants de l'ASL pour peser politiquement. « L'Armée libre reçoit toujours de l'argent du Golfe, soutient un observateur

à Damas, cela veut dire que le Qatar et probablement l'Arabie saoudite continuent de payer avec l'objectif d'attirer ses membres vers le Front islamique. »

Mais une fois encore sur le terrain, c'est un autre son de cloche. Les relations entre le haut commandement de l'ASL et le Front islamique sont exécrables. « Nous avons 60 % à 70 % de la totalité des combattants (120 000 environ), c'est à vous de nous rejoindre, pas à nous », ont martelé les chefs salafistes aux cadres de l'ASL pendant une semaine de négociations houleuses le mois dernier à Istanbul. Ayant le sentiment d'être abandonnés, certains rebelles modérés, inquiets de la dérive djihadiste, déposent les armes et se rendent au gouvernement. Ils sont encore peu nombreux. D'autres songent à partir, comme en atteste le nombre croissant de demandes de départ déposées par des combattants auprès du Haut Commissariat aux réfugiés à Damas, selon une source interne à l'ONU. ■



## Une guerre par procuration entre l'Iran et l'Arabie saoudite

D'UN CÔTÉ, l'Iran et le Hezbollah en soutien du régime. De l'autre, l'Arabie saoudite, sponsor du Front islamique contre Assad. La guerre syrienne par procuration ne cesse de s'accroître. Le conflit a commencé au printemps 2011 par des manifestations pacifiques, sévèrement réprimées par l'armée, avant de se militariser et de devenir un affrontement régional entre l'Iran, parrain des chiïtes, et l'Arabie saoudite, protectrice des sunnites et ennemi juré de Bachar el-Assad. Conséquences : sur le terrain, la marge de manœuvre des rebelles est en grande partie liée à leurs donneurs d'ordres, qui disposent des leviers financiers (argent) et logistiques (armes) pour les contraindre de suivre leur stratégie.

Ces derniers mois, la nature des attaques s'est sensiblement modifiée. Aux escarmouches répétées des insurgés contre l'armée ont succédé de plus larges batailles, notamment dans la Ghouta, cette région agricole autour de Damas. Le régime syrien est convaincu que ces affrontements de plus grande ampleur sont planifiés par des services de renseignement étrangers, conduits par ceux de l'Arabie saoudite et du prince Bandar Ben Sultan, leur chef, qui a fait de la chute de Bachar el-Assad une question personnelle.

« C'est vrai que les Saoudiens, depuis un certain recul du Qatar, ont pris le relais », affirme Louaï Hussein, un opposant toléré par le régime. Ryad a été notamment à l'origine du Front islamique, dont la principale brigade - l'Armée de

l'Islam - est dirigée par un de ses alliés, Zahran Alloush, l'homme fort de la région de Douma près de Damas, auquel ses parrains saoudiens ont récemment livré des missiles d'une portée de 60 km. Deux offensives rebelles témoignent de cette guerre par procuration. Celle lancée tout d'abord mi-novembre dans la Ghouta orientale, grâce à l'arrivée de plusieurs milliers d'insurgés formés en Jordanie, qui a ébranlé l'armée. « Les terroristes ont défoncé nos quatre premières lignes de défense », reconnaît un haut gradé syrien. Les loyalistes ont mis plusieurs jours pour récupérer, grâce aux renforts du Hezbollah, le terrain perdu. Certains affirment qu'il s'agissait en fait de l'attaque massive qui devait accompagner les frappes américano-françaises, reportées fin août après le règlement de la crise sur les armes chimiques employées par le régime contre ses adversaires.

### Acteurs multiples

L'autre offensive, qui ne doit rien au hasard, est celle qui oppose actuellement rebelles salafistes et djihadistes, dans le nord frontalier de la Turquie. « Elle a été décidée fin novembre lors d'une réunion des services secrets saoudiens et turcs », révèle au Figaro une source diplomatique onusienne au Liban. S'en est suivie quelques jours plus tard la prise du QG de l'Armée syrienne libre pour marginaliser un partenaire gênant. Et une campagne médiatique de délégitimation de l'État islamique en Irak et au Levant,

accusé d'être « une marionnette » entre les mains d'Assad. Elle a enfin coïncidé avec l'offensive d'al-Qaïda à Faloudja et Ramadi en Irak contre les forces loyales au premier ministre chiïte Nouri al-Maliki dans l'espoir que les djihadistes ne puissent pas tenir deux fronts à la fois.

En Syrie, « le prince saoudien Bandar veut montrer aux Occidentaux qu'il peut vaincre à la fois al-Qaïda qui leur fait peur et le régime d'Assad », affirme un diplomate arabe à Beyrouth. Mais dans cette sale guerre aux acteurs multiples qui en compliquent le règlement, Ryad doit encore compter avec son turbulent voisin le Qatar, qui n'a pas renoncé à jouer sa propre partition. « Quand le Qatar n'arrive pas à faire élire ses hommes dans les instances de l'opposition, nous affirmons depuis Istanbul un opposant, les émissaires de Doha essaient de se venger en livrant des armes aux groupes (islamistes, NDLR) qui nous sont hostiles. Nous essayons actuellement de les calmer », dit-il avant d'ajouter que « leur ministre des Affaires étrangères, Khaled al-Attiyah, nous a promis quelque chose ». ■ G.M. (À DAMAS)



# Syrian Kurds aim to benefit from Islamist infighting

Syrian Kurdish forces navigate the fighting between the Free Syrian Army and the Islamic State of Iraq and al-Sham to gain ground in northern Syria.



Author Wladimir van Wilgenburg  
www.al-monitor.com

Clashes erupted between Islamist groups in the north of Syria on Jan. 3, leaving at least 700 dead. For more than a year, armed groups have imposed a blockade on the isolated Kurdish enclaves in Afrin and Ain al-Arab (Kobani) to pressure the Syrian Kurdish fighters to give up their territory. Syrian Kurds now hope the clashes between the Islamist groups will end the siege on their regions.

Last summer, clashes erupted between Kurdish forces, the People's Protection Units (YPG) — which are close to the Democratic Union Party (PYD) — and al-Qaeda-affiliated battalions and other Islamist groups. This led to a siege on the isolated Kurdish regions of Afrin and Kobani by Islamist groups accusing the YPG of working with the Syrian regime. Moreover, several civilians were kidnapped and others executed on charges of working with the Kurdistan Workers Party (PKK), to which the PYD is affiliated.

Despite a shared secular ideology of the YPG and the Free Syrian Army (FSA), the FSA joined forces with other Islamist rebel groups to attack the Syrian Kurdish groups. This led to the expulsion of the PYD-linked FSA, Jabhat al-Akrad (Kurdish front), from several mixed areas by the FSA and al-Qaeda groups last summer.

As a result, the Kurdish front largely stopped their joint operations with other armed groups against the Syrian government in the provinces of Raqqa and Aleppo, but now it cooperates again with the FSA against the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS), carrying out operations in Tel Ebyad, Jarabulus and Aleppo.

PYD UK-based representative Alan Semo told Al-Monitor that al-Qaeda-affiliated battalions drove out Kurds in mixed areas such as Tel Ebyad and Al-Bab, where fighting is now taking place between Islamist battalions, to "keep access to the Turkish border, where they got their weapons from."

He claimed the Islamist groups imposed a blockade on Kobani and Afrin, since the Kurdish YPG forces increasingly made gains to connect the Kurdish enclaves of Afrin, Kobani and Hassakeh, which are separated from one another by mixed areas in Azaz, Jarabulus and Tel Ebyad close to the Turkish border.

"These areas are very strategic and if the Kurdish forces manage to get control, this would mean the ISIS and [Jabhat al-] Nusra would cease to exist, since access to the Turkish border areas would be cut," Semo said.

Recently, clashes erupted between the hard-line ISIS and the Islamic Front, the Syrian Revolutionaries Front and Jabhat al-Nusra. As a result, the crippling ISIS blockade has been lifted and fighters of the FSA and the Islamic Front were allowed to be treated in the hospital in Afrin by the Kurds, and food and medication were allowed to enter Afrin and Kobani again.

Moreover, several Kurds and Arabs were freed from ISIS prisons in Jarabulus, which was achieved through a joint cooperation between the FSA, Jabhat al-Akrad and the Islamic Front.

Zaniar Ali, a member of the Kurdish Youth Movement (TCK) in Afrin, told Al-Monitor that the situation has improved. "It's kind of better, because the ISIS lost control of the road between Aleppo and Afrin and vaccines have arrived for the children."

Aymenn al-Tamimi, an expert on jihadists with the Middle East Forum, told Al-Monitor, "The Kurds can feel more secure in their positions in Aleppo province. But to be frank, they were doing well anyway; the ISIS had been having a hard time to make any breakthroughs in Afrin.



Members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) walk together in Al-Rmelan, Qamishli province, Syria, Nov. 11, 2013. (photo by REUTERS/Stringer)

At this time, the ISIS has stopped mortar rounds into YPG territory because it is distracted by infighting."

Edris Salem, a TCK member in Kobani, told Al-Monitor that the fighting would help the Kurds and decrease the pressure on them.

"The Islamic Front may try to forge an alliance with the Kurds, especially after they found out about the strong relationship between the regime and the ISIS. And also when they saw Jabhat al-Akrad ally with the Islamic Front against the ISIS in Aleppo and Raqqa."

Sheruan Hassan, a member of the PYD's diplomatic relations in Europe, told Al-Monitor that the relationship between Kurds has improved in Aleppo province but not in Raqqa and Hassakeh, as a result of "Arab chauvinism."

"In Kobani and Afrin there are many groups that practice soft Islam and the real FSA. They fight against the ISIS. They also think it's good that Jabhat al-Akrad and the YPG fight against the ISIS," he said.

But he noted that the main opposition bloc, the Syrian National Coalition, has a double position despite the fact that Kurds have been fighting the ISIS for more than a year.

"The opposition fights them [in Aleppo, Raqqa], and we support this because they are a terrorist group. But sadly, the opposition sees the ISIS in Hassakeh province as its opposition, but we think the Syrian coalition should see the ISIS as a terrorist group in Hassakeh, too."

In January, the Syrian coalition accused the YPG of holding a joint offensive with Assad's forces in the town of Tel Hamis, in Hassakeh. "We call on the FSA to close ranks and to fend off attackers attempting to take control of the strategic town, across which oil supply lines run."

The YPG reacted in a press statement accusing the opposition of "fighting ISIS in Aleppo, Idlib and many other places in Syria, but at the same time, it [the coalition] supports the ISIS in its fight against the Kurds in the liberated areas." The YPG denies any relation with the Syrian regime.

An anonymous activist told the Kurdish nongovernmental organization Kurdwatch that not only the ISIS fights against the YPG in the countryside of Qamishli but also FSA groups; while in Aleppo, Idlib and Raqqa, the FSA-affiliated units fight against the ISIS.

The YPG withdrew from Tel Brak and Tel Hamis after suffering severe losses, and 39 fighters were buried in Qamishli on Jan. 15.

After the fighting, the Hassakeh ISIS branch and four rebel groups including the Islamic Front announced they would form a joint operations room against the YPG and the Kurds. Moreover, the Islamic Front released a statement accusing the PYD of "aiding the

⇒ oppressor to increase the administrative and military privileges granted to it by the regime.”

“It is not concealed from you that what is happening in the [Jazira] region is a revolution against oppression and tyranny, and there is no ethnic face to this conflict.”

Therefore, it is unlikely that the cooperation would last between Islamist groups and the Kurds in Syria in their fight against the ISIS. While the Kurdish nationalist groups agree on a federal secular Syria with autonomy for Kurds, the Islamist groups want to build a state

based on Islamic law and oppose any form of ethnic nationalism.

“They are fighting for their interests — who controls the land — and it’s not connected to the Kurds. ... Both are against the Kurds, but maybe we will reap some benefits from this conflict,” said Zara Saleh, a representative of the Kurdish Unity Party based in Britain. ♦

*Wladimir van Wilgenburg is a columnist for Al-Monitor and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. On Twitter: @vvanwilgenburg*



January / 16 / 2014

# Oil Games in Baghdad

## Opinion

By DAVID ROMANO



<http://rudaw.net>

This week the Council of Minister in Baghdad passed a new 2014 budget, despite the walkout of Kurdish members of the government and the absence of Sunnis. Although the budget still needs to be voted on by the Iraqi Parliament, which is on recess for ten days, its proposals represent a slap in the face of Kurdistan. The budget’s provisions declare that if Kurdistan does not export 400,000 barrels of oil per day (bpd) through the central government controlled pipeline network, it will not receive its share of the national budget. The budget also fails to mention anything about payments for oil companies operating in Kurdistan, even if Kurdistan does pump 400,000 bpd into the national pipeline network, or anything about the promised reparations to Kurdistan for actions of previous regimes (as stipulated in Article 112 of the Constitution). The budget even fails to provide governorates their \$5 fee per barrel of oil produced from their territory, as stipulated in last Spring’s amended Provincial Powers law, instead promising them only \$1 per barrel.

This occurs in the context of an increasingly independent hydrocarbons industry in Kurdistan, as I discussed in previous columns and Rudaw reports on regularly. Even governorates like Nineveh, Wasit and Basra have been pursuing a more and more “Kurdish style” independent hydrocarbons

policy lately, meeting on their own with oil companies to talk about exploration in new fields.

Article 111 of the Constitution of course stipulates that Iraq’s oil and gas belongs to all Iraqis, and Kurdistan and governorate leaders have always accepted that oil revenues should therefore be distributed proportionately throughout the country, no matter where the oil is actually extracted from. For the Kurds, that means the agreed upon formula of 17% of revenues. So contrary to what we often heard in the media, no one was ever talking about the Kurds and the Shiites in Basra making off with all the oil revenues and leaving Sunnis to eat sand in Anbar. In Article 112, the Constitution also stipulates that the central government and regions and governorates need only work together (together, not Baghdad by itself) on oil extracted from “present fields,” leaving future fields to regional and governorate control. Kurdistan is willing to remit its oil money to Baghdad, but given past central government failures to pay Erbil all it is due, wants to deduct its expenses, some reparations (within limits) and if necessary, its 17% first. The Kurds also insist on controlling their own newly discovered fields and oil contracts.

In his 2009 book on Iraq, Brendan O’Leary explains that “Iraq’s present fields have long lives ahead of them. As and when regions other than Kurdistan develop, there will be a corresponding reduction in the necessary revenues for the federal government to execute its functions, especially if the regions exercise their constitutional right to monopolize internal

security.” During this time, new fields will be explored, discovered and brought on-line by Kurdistan, the governorates and future regions of Iraq, increasing their independence from Baghdad. Therefore, O’Leary says, “The Constitution spells the death warrant of a highly centralized Iraq, but it delays the execution—to enable the regions and provinces to grow.” This is as it should be, in order prevent the re-emergence of authoritarianism in Baghdad and to allow the different nations, communal groups, religious communities and regional identities in Iraq the space to live with each other.

Yet the usual suspects in the media, American think tanks and the academic community will no doubt cast the latest events as a bold effort by Prime Minister Maliki to keep Iraq together. “If Kurdistan gets to export its own oil,” they will say, “then every governorate will want to do the same.” Exactly – this is the point of federalism and decentralization, which is what more than 78% of Iraqis voted for in the Constitutional referendum of 2005.

The Maliki government’s actions actually represent the best way to break Iraq apart. Although I believe Mr. Maliki is presently engaged more in a bargaining attempt than a serious effort to form a budget for 2014, the threat this year is the most significant salvo yet against the Kurds. Baghdad’s previous threats to blacklist oil companies signing contracts with Kurdistan or sue them proved hollow. Last time I checked, Exxon signed a deal with Kurdistan and still has its stake in southern oil fields, while Genel Energy, DNO and

Keystone’s lawyers sit idle and have no legal issues to deal with from Baghdad. Maliki government officials actually had to practically beg Exxon to stay in southern Iraq and not sell off all of its stake in the fields there, as Exxon apparently wanted nothing more to do with the Iraqi Oil Ministry in Baghdad.

Kurdistan’s 17% share of the Iraqi national budget equals about 300,000 bpd of oil exported per year, a capacity which the Kurds should have within a month or so. Given the threat from Baghdad, what if the Kurds managed to up their production to the requested 400,000 bpd by the end of 2014? Estimates are that Kurdistan could manage 1 million bpd by 2016. That’s a lot more than they would get from their share of the national budget, even if Baghdad did not engage in accounting shenanigans for its own expenses and remit a good deal less than 17% to Erbil, as it has in the past. Might the Kurds be tempted to just say “Keep your budget, and keep your state for that matter – we’re leaving and we are taking the ‘disputed territories’ we already control with us.” Today’s government in Turkey looks like it just might accept this kind of thing as well, especially given all the cheap oil and gas it would get in the process.

Given the situation in places like Falujah and Ramadi, this kind of response from the Kurds at this time would be much worse news for Baghdad than for Erbil. Which is why I don’t think it will come to this. Mr. Maliki and his ministers are bluffing. □

*David Romano has been a Rudaw columnist since August 2010. He is the Thomas G. Strong Professor of Middle East Politics at Missouri State University and author of The Kurdish Nationalist Movement (2006, Cambridge University Press).*

# From His Refuge in the Poconos, Reclusive Imam Fethullah Gulen Roils Turkey

Religious Leader Lashes Out at Prime Minister Erdogan, a Onetime Ally

By Joe Parkinson and  
Ayla Albayrak  
<http://online.wsj.com>

**T**he reclusive imam whose crumbling political marriage of convenience with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has threatened the stability of the West's biggest ally in a turbulent region lashed out Monday at his onetime partner, the strongest sign yet of an irreparable split.

In comments he made to The Wall Street Journal, Fethullah Gulen, a charismatic cleric who preaches a message of tolerance to his millions of followers from his self-imposed exile in Pennsylvania's Pocono Mountains, accused Mr. Erdogan of abandoning the path of reform after more than a decade in power.

"Turkish people...are upset that in the last two years democratic progress is now being reversed," Mr. Gulen said in emailed answers to questions—his first such exchange since a corruption probe plunged Mr. Erdogan's government into crisis last month.

"Purges based on ideology, sympathy or world views was a practice of the past that the present ruling party promised to stop," he wrote.

Mr. Gulen hinted that his movement—known internally as Hizmet, which means service, and externally as Cemaat, which means congregation—would like to see a challenge to Mr. Erdogan's Islamist-leaning Justice and Development Party, or AKP.

He didn't rule out members of his flock shifting their support to the opposition Republican People's Party—Mr. Erdogan's secularist nemesis, which was established by modern Turkey's founder, Mustafa Kemal Atatürk. Delegations from the two sides met in New York in early December, but no announcements resulted.

"When the opportunities come, Cemaat participants, just like any other citizen will make their choices based on their values," the cleric said in the interview. "It is possible that people who share core values will make choices along the same lines."

Mr. Gulen's move appears to represent an unraveling of the broad, Islamist-rooted coalition that has governed Turkey since 2002—a decade during which the economy boomed, living standards rose and Ankara's international influence grew.

Mr. Erdogan ushered in a rare period of stability for Turkey, reining in the military and pursuing membership in the European Union. The country was often cited as a model of how Western-style democracy could flourish in the Muslim world.



*Fethullah Gulen, shown, accused his onetime political partner Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of abandoning the path of reform. Zaman Daily / European Pressphoto Agency*

As the only majority Muslim member of the North Atlantic Treaty Organization, with the largest land force after the U.S., Turkey also has acted as a bridgehead for Washington to retain influence as it scales back the U.S. military presence.

Now as Turkey approaches a series of elections, starting in March, that could set its political direction for the next decade, Mr. Erdogan has suddenly found himself in the midst of a corruption scandal that has ensnared dozens of his political allies.

He accuses Gulenists in the police and judiciary of trying to force him from power and creating what he calls a "parallel state" within the bureaucracy.

"This conspiracy eclipses all other coup attempts in Turkey. It is a virus bent on taking power," Mr. Erdogan said to AKP lawmakers in Ankara last week. "Fortunately our body is healthy. We will triumph."

Mr. Erdogan's spokesman didn't respond to messages left for comment Monday night.

**T**he disarray is spooking investors and aggravating a glut of economic problems, threatening to undermine the premier's chief political achievement: years of steady growth.

With the U.S. Federal Reserve winding down its stimulus efforts at the same time, the Turkish currency has sunk to record lows, borrowing costs have surged and stocks have slumped.

Private savings, foreign investment and exports are shrinking, meaning local businesses that prospered under Mr. Erdogan are taking a hit. The central bank—politically constrained by a prime minister who has decried raising interest rates as "un-Islamic"—has little room to stem the declines.

For years Cemaat was a crucial partner underpinning the AKP, even though the movement is officially nonaligned. "We have never formed an alliance or partnership with a political party or candidate," Mr. Gulen said in the interview.

The outcome of their clash could dictate both Mr. Erdogan's political future and the shape of political Islam in Turkey.

"Mr. Gulen's statements confirm that this turf war has gone beyond the point of no return, and we are looking at the battleground which could shape the next generation of Turkish politics," said Sinan Ulgen, chairman of the Center for the Study of Democracy, an Istanbul-based think tank.

Mr. Gulen, 72 years old, leads his flock from a leafy, 25-acre estate in the Poconos, where he landed more than a decade ago after seeking medical treatment in the U.S.

Known to cry during sermons, he preaches a Calvinist-style work ethic and has built a world-wide movement that operates charter schools in 160 countries, including the U.S., where Cemaat has forged ties with local and national political leaders, paying for congressional trips to Turkey.

**R**eferred to as Hodjaefendi, or "honorable teacher," Mr. Gulen has an estimated two million disciples and a further two million sympathizers at home and abroad. Many of them occupy senior jobs in government and law enforcement in Turkey.

His followers also run one of the biggest Turkish business organizations, Tuskon,



*Prime Minister Recep Tayyip Erdogan Reuters*

which represents more than 55,000 companies, and publish Zaman, the largest-circulation daily.

Private rifts between Messrs. Gulen and Erdogan exploded into public view in December after the government announced a plan to shutter private schools that help students prepare for college exams. Many of the schools are owned by the Gulen movement, generating revenue and new members.

Less than two weeks later, authorities unveiled the corruption investigation, arresting dozens of people. The prime minister responded by shuffling his cabinet and shaking up the police and the judiciary.

Mr. Gulen has complained that his followers were targeted in the purges, and denies involvement in any conspiracy. "We will never be a part of any plot against those who are governing our country," the imam said.

One of the biggest mysteries about

Mr. Gulen is how much sway he holds over his followers and how his influence is transmitted through the movement's nebulous hierarchy.

Members of Cemaat deny that they are seeking to take over state institutions, insisting that the structure is informal and they are merely "inspired" by Mr. Gulen's teachings.

The imam gained a broad following for his moderate sermons in the 1960s and '70s. He benefited from Turkey's economic liberalization in the 1980s, which allowed his followers to found companies that have become among the country's largest.

In 2000, a video surfaced showing Mr. Gulen saying: "You must move into the arteries of the system, without anyone noticing, until you reach all the power centers." The military-backed government charged him with threatening the integrity of the Turkish state. Mr. Gulen denied the charges and claimed the video had been tampered with.

The following year, he left for the U.S., opting to convalesce on a sprawling Amish country estate in the town of Saylorsburg, Pa. In 2001 he secured a green card and remains on U.S. soil despite

being acquitted in Turkey in 2006.

By then, the secular elites that had long dominated Turkish politics were being elbowed aside by the popular Mr. Erdogan. The Gulenists joined him, supplying his AKP with well-educated cadres to manage state institutions as well as a supportive media.

The government gave Gulenist schools, charities and companies access to opportunities at home and abroad. The army, a once-invincible secularist force and instigator of four coups since 1960, was brought to heel through a series of cases known as Sledgehammer and Ergenekon, spearheaded by Gulenist prosecutors and backed by the government.

Proponents of the trials saw them as the definitive break with military influence; opponents said they were selective justice based on weak or trumped-up evidence.

The confirmation of the split between the two men comes as the premier has appeared to gain the upper hand. Last week he blocked a new corruption probe implicating his son by reassigning more than 2,000 police commanders and seeking to seize control of judicial appoint-

ments.

"It is ironic that members of the police force and judiciary who were applauded as heroes a few months ago are now being shuffled in the middle of winter without any investigation," Mr. Gulen said.

According to Mr. Gulen, government attacks on his business interests, including Bank Asya, a lender with some \$20 billion in assets, are "already a reality."

Senior AKP politicians say that forming an alliance with the Gulenists was a mistake that Mr. Erdogan is determined to correct.

"These purges should continue, because Cemaat members do not conform with the state hierarchy but take orders from the movement. They run their own political system inside the institutions within the state," said Osman Can, a member of AKP's executive board.

Mr. Gulen said it was Mr. Erdogan's government that has changed. "Our values or stance have not changed," he said. "Whether the stance or actions of the political actors are consistent with their earlier record should be decided by the Turkish people and unbiased observers." ♦

## Erbil and Baghdad discuss pending issues

by : Salih Waladbagi  
kurdishglobe.net

Barzani is set to meet with his Iraqi counterpart Prime Minister Nouri al-Maliki, his deputy for energy affairs, Hussein Shahrastani and other Iraqi senior officials during his visit.

The Kurdish delegation consisted of the deputy to Premier Maliki, Rush Nouri Shows, Azad Barwari, the Kurdistan Regional Government's (KRG) official spokesman, Safin Dizayee, KRG's Minister of Natural Resources, Ashti Hawrami and Amanj Raheem.

KRG's spokesman, Dizayee, said that the meetings would be positive, and they might reach an agreement at the end.

Dizayee stated that the KRG had already sent two suggestions to Baghdad about the pen-



Prime Minister Nechirvan Barzani headed a high level Kurdish delegation to Baghdad to discuss oil exports, the country's budget for 2014 and Peshmarga issues on January 19, 2014.

ding issues.

He further added that the meetings would be based on the two suggestions.

One of the suggestions was that the KRG would keep 17% of its own oil revenue and would send the rest to Baghdad.

The second was that the KRG would also keep the salary

of the past years of the Peshmarga forces that the Iraqi government did not pay before as well as the payment of the international oil companies that operating in the Kurdistan Region of Iraq, which is estimated to be around IQD eight trillion.

In addition, the KRG fur-

thermore suggested that if Baghdad won't reach an agreement with Erbil over the oil exports, then it would keep all the money, which is already deposited in the Turkish Halk Bank.

The KRG reached an agreement with Turkey over that issue, according to KRG official.

The KRG spokesman reaffirmed the KRG's good will about oil exports, adding that the KRG would not mind if the Iraqi federal government observe the Kurdistan's oil export process.

The visit came after PM Maliki warned the KRG to cut off its budget from the national share if the KRG would export oil through the newly launched pipeline to Turkey and from there to international oil market independently and without prior permission from Baghdad.

Deputy to PM Barzani, Imad Ahmed, was expected to be the member of the Kurdish delegation, but he could not attend the meetings due to sickness, according to Dizayee.

○○○

# Assassinat des Kurdes: la piste d'un tueur d'Etat

Le tireur présumé, Omer Güney, est soupçonné d'être un agent turc infiltré dans la mouvance kurde en France.

Par **PATRICIA TOURANCHEAU**  
Photos **VINCENT NGUYEN.**  
**RIVA PRESS**

La police judiciaire et la juge Jeanne Duyé considèrent désormais Omer Güney, 31 ans, mis en examen pour le triple «assassinat en relation avec une entreprise terroriste» des militantes kurdes à Paris le 9 janvier 2013 comme le «bras armé d'une entreprise téléguidée par des tiers extérieurs au milieu kurde», nous assure un enquêteur. Les témoignages de ses anciens collègues en Allemagne le dépeignent en Turc d'extrême droite et les analyses de ses portables révèlent des échanges vers des «numéros techniques» en Turquie, comme l'a dévoilé l'Express.

**«Je ne donnerai aucun nom, je ne crois pas en la justice française.»**

Omer Güney à la juge Jeanne Duyé

La scène de crimes trahit l'œuvre «d'un tueur professionnel», selon M<sup>e</sup> Antoine Comte pour la famille de Fidan Dogan: «Dix balles de 7,65mm, toutes tirées dans la tête, aucune dans le plafond.» Les caméras de surveillance ont révélé un second passage de Güney au Centre d'information kurde après y avoir accompagné en voiture Sakine Cansiz vers 11h30. Les vidéos le montrent revenant sur les lieux à 12h11. Les communications des trois militantes dans ce bureau s'in-

terrompent brutalement à 12h43. Güney ressort à 12h56, avec une sacoche qui supporte des résidus de poudre de tir. Des traces de sang ont été relevées sur sa chaussure et l'ADN de Leyla Soylemez sur sa parka militaire.

**CHEVALIÈRE.** D'après des éléments du dossier dont Libération a eu connaissance, d'anciens proches d'Omer Güney, qui a vécu en Allemagne de 2003 à 2011, le situent politiquement au parti ultranationaliste turc (MHP) et «contre le PKK, ces terroristes». Son beau-frère Murat et son ami Ali le disent fan de la série télévisée *la Vallée des loups* et porteur d'une chevalière avec «trois demi-lunes représentées sur l'ancien drapeau du royaume ottoman, symbole des Loups gris». Son

avocate, Anne-Sophie Laguens, soutient le contraire: «Il n'a jamais eu d'affiliation extrémiste.» Divorcé en Allemagne, Omer Güney revient en région parisienne, où habitent ses parents, puis se présente en *born again* à la maison culturelle kurde de Villiers-le-Bel en novembre 2011. Agent d'entretien par intérim à Roissy, Omer Güney renonce à cet emploi en juin 2012 à cause de crises d'épilepsie. Les enquêteurs s'étonnent qu'avec 900 euros d'allocations par mois jusqu'en décembre, Güney puisse se payer neuf voyages inconnus en Turquie, des chambres



Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Soylemez (en ht, de g. à d.) ont été tuées le 9 janvier 2013. Les parents de Fidan Dogan (en b. à g.) et des proches de Sakine Cansiz à Paris vendredi.

d'hôtels 4 étoiles et «une quarantaine de costards» planqués dans son logement à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Il n'empêche que le suspect numéro 1, né le 16 avril 1982 à Sarkisla en Turquie, continue à nier et à se définir comme un partisan du PKK. A la juge d'instruction, Jeanne Duyé, qui l'interroge le 14 novembre sur des photos de militant(e)s du PKK et du drapeau du Kurdistan mis en fond d'écran sur son Nokia, Omer Güney rétorque avec aplomb: «C'est normal que j'ai ces photos, puisque je suis kurde.» La magistrate le tacle: «Mais vous n'êtes pas kurde.» Le Turc persiste: «Je suis kurde à 100%. La seule différence entre les combattants et moi, c'est qu'eux ont une kalachnikov dans le dos et que, moi, je porte des documents.»

La juge Duyé est intriguée par les 500 fichiers effacés de son téléphone que l'expertise fit réapparaître: «Le 8 janvier 2013, entre 4h23 et 5h33, ont été photographiées 329 fiches d'adhésion à l'association kurde de Villiers-le-Bel.» Sans se démonter, Omer Güney: «Oui, normal. Je vous ai dit cent fois que je suis un homme de l'association kurde.

— Pourquoi avez-vous pris ces photos?

— Pour les transférer à l'extérieur.

— Les transférer où?

— J'écoute les ordres.

— De qui?

— Des cadres.»

Omer Güney prétend qu'un res-

ponsable de l'association, «par crainte d'une descente de police», l'a appelé «en pleine nuit» pour copier les fiches, mais il n'y a pas de trace de cet appel et l'intéressé refuse de donner le nom du responsable : «Demandez à mes amis kurdes.» La magistrate lui renvoie la balle : «A votre avis, que vont dire vos "amis kurdes" sur cette pratique que vous dites habituelle de "nettoyage" et de transfert de documents?» Güney : «Bien sûr, ils vont nier, parce qu'ils ne déclarent pas aux impôts les cotisations et que, depuis 1993, nous sommes considérés comme terroristes.» La juge n'est pas dupe : «Ne doit-on pas considérer que vous avez pris ces photos pour le compte d'un tiers qui vous aurait sollicité pour ce faire mais ne serait pas cadre du PKK?» Réponse négative de Güney : «Il n'y a jamais eu de tierce personne entre moi et le PKK. Même si la France voudrait être la troisième personne.»

Lassée, la magistrate lui demande de coopérer. «Et vous, est-ce que vous m'aidez ? lui rétorque-t-il. Moi, je sais que je vais sortir, car je ne suis pas coupable, je ne donnerai aucun nom, je ne crois pas en la justice française.» Pas la peine d'insister sur ces deux cartes mémoire cachées dans sa trousse de toilette, Güney soutient qu'il en «avait plein» et lance : «Vous n'avez pas besoin de psychologue pour moi. Je suis la boîte noire du PKK.»

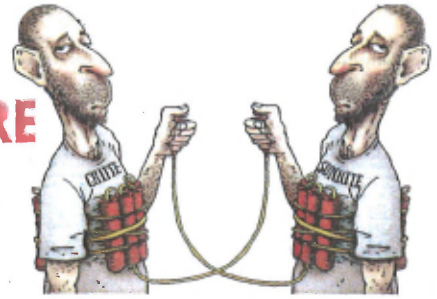
**LIGNE CELLULAIRE.** L'expertise de l'un de ses cinq portables, un Samsung associé à une ligne mobile turque a démontré qu'entre le 30 août et le 24 décembre 2012, il a échangé «avec une dizaine de numéros répondant à une nomenclature atypique» qui, selon les enquêteurs, peuvent «s'apparenter à des numéros dits techniques», de services secrets, dont l'un «de renvoi de messages écrits». J.a.P.J observe que «la ligne turque de Güney paraît dédiée aux échanges avec des correspondants précis qu'il ne contacte jamais de sa ligne officielle» et note 107 communications en quatre mois avec une ligne cellulaire turque non identifiée.

La France sollicite l'aide de la Turquie pour démasquer les titulaires de ces numéros. Pour M<sup>e</sup> Comte, il s'agit d'une «infiltration» afin de commettre des assassinats politiques : «Toute la procédure pointe vers des commanditaires en Turquie. Mais qui ? L'Etat profond, ces ultranationalistes laïcs qui noyautent l'armée, la gendarmerie et la justice depuis 2002 ? Des gens liés aux services secrets turcs ou bien des groupes extrémistes de tueurs ?»



du 16 au 22 janvier 2014

## ISLAMISTES CONTRE ISLAMISTES



# Bras de fer entre les deux communautés

Le sectarisme du gouvernement irakien, à majorité chiite, renforce les rebelles d'Al-Qaida dans les zones sunnites.

—Deutsche Welle (extraits) Berlin

Les violents affrontements opposant les forces gouvernementales et des membres du groupe djihadiste de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL, lié à Al-Qaida) devraient se poursuivre après que les rebelles, liés à Al-Qaida, ont pris fin décembre [les villes sunnites de] Falloudjah et de Ramadi. Le 3 janvier, les rebelles ont décrété un Etat islamique et hissé leurs drapeaux noirs dans le centre-ville de Falloudjah. Le 5 janvier, un porte-parole du gouvernement irakien a déclaré que l'Irak préparait «une attaque de grande ampleur» afin de les en déloger.

L'EIIL a commencé à opérer en 2006 et 2007, au plus fort de la résistance contre l'invasion américaine du pays. L'EIIL, qui ne bénéficiait pratiquement d'aucun soutien auprès de la population, a été repoussé lorsque les soldats américains se sont alliés aux chefs tribaux sunnites. Mais depuis, l'EIIL a renforcé sa position en Syrie comme en Irak. En Syrie, il a profité de l'affaiblissement de l'Armée syrienne libre (ASL), le groupe rebelle modéré qui a brièvement été soutenu par les Etats-Unis dans la guerre civile syrienne.

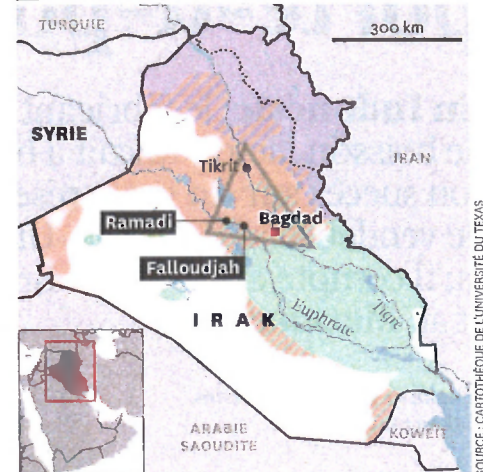
En Irak, en revanche, c'est la ligne dure adoptée par le Premier ministre chiite Nouri Al-Maliki, qui a contribué à stabiliser l'EIIL, explique Jochen Hippler, spécialiste de sciences politiques à l'université de Duisburg-Essen. La main de fer d'Al-Maliki, sa politique de discrimination à l'égard des sunnites et la violence avec laquelle

il a réprimé les manifestations ont permis aux groupes djihadistes de se repositionner.

Rares sont pourtant ceux qui soutiennent l'EIIL car, comme le souligne Hippler, «le groupe est connu pour les méthodes brutales qu'il emploie afin de préserver son pouvoir régional». «Les militants de l'EIIL constituent toutefois la première force militaire dans certaines régions des deux pays, ajoute-t-il. Ses combattants sont bien entraînés, bien armés, très motivés et bien organisés».

### Le triangle sunnite

Arabes sunnites (20 %) Kurdes sunnites (17 %)  
Arabes chiïtes (60 %) Zones peu peuplées



SOURCE : CARTOTHEQUE DE L'UNIVERSITE DU TEXAS

«Incursion». Pour Günter Meyer, de l'université de Mainz, l'EIIL essuie depuis quelques jours plusieurs revers et il est persuadé que, pour l'heure, sa progression a été stoppée et que son occupation de Falloudjah et de Ramadi ne sera qu'«une incursion de courte durée».

La suite du conflit dépend maintenant des mesures qu'adoptera Al-Maliki et des prochaines initiatives des rebelles. Meyer attend de voir si le Premier ministre chiite Al-Maliki est prêt à s'allier aux chefs tribaux sunnites ou s'il compte rester sur ses positions intransigeantes. «J'imagine qu'il se montrera un peu plus souple, prédit-il. Ce qui permettra à Bagdad et aux chefs tribaux sunnites d'unir leurs forces contre les combattants d'Al-Qaida – avec un petit coup de pouce du renseignement américain.» Si Al-Maliki adoptait une autre position à l'égard des chefs tribaux sunnites, conclut Meyer, «la partie serait très difficile à jouer pour les combattants d'Al-Qaida en Irak».

—Jennifer Fraczek  
Publié le 6 janvier

Le Monde  
Vendredi 17 janvier 2014

# La piste d'un crime d'Etat turc à Paris relancée

Istanbul  
Correspondance

Les révélations se multiplient en Turquie, un an après l'assassinat de trois militantes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez, le 9 janvier 2013 à Paris, et renforcent un peu plus la thèse d'un agent infiltré, en service commandé pour l'Etat turc. Depuis un an, après ce qui apparaissait dès le départ comme un crime politique, commis au moment où le gouvernement turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) entamaient de périlleuses négociations, l'enquête semblait piétiner. Le tueur présumé, Ömer Güney, un jeune homme au profil mystérieux, continue de clamer son innocence.

Dimanche 12 janvier, premier coup de tonnerre, un enregistrement sonore était mis en ligne sur YouTube. Révélé par une personne affirmant être « un proche d'Ömer Güney », le document est une conversation de dix minutes entre un homme présenté comme Güney et deux de ses supérieurs hiérarchiques, qui seraient des officiers des services de renseignement turcs (MIT).

Les trois protagonistes y évoquent la « mission », passent en revue les cibles potentielles, citent même les noms de hauts responsables du mouvement kurde en Europe, détaillent le mode opératoire choisi, la fourniture d'armes et d'un téléphone crypté... Des précisions qui rendent crédible l'authenticité de cet enregistrement.

« Après avoir écouté cet enregistrement, nous pouvons affirmer avec certitude qu'il s'agit bien de la voix d'Ömer Güney », a réagi, lundi, la Fédération des associations kur-

des de France (Feyka), proche du PKK. Parallèlement à sa publication, cet enregistrement nous a également été envoyé par mail. Nous avons transmis l'adresse e-mail de l'expéditeur, ainsi que toutes les autres informations en notre possession aux autorités chargées de l'instruction de cette affaire. »

Le ministre de la justice turc, Bekir Bozdog, a rejeté lundi tout lien entre cette affaire et le MIT, parlant de « campagne de dénigrement ». Les services turcs sont dirigés par Hakan Fidan, un très proche du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan. C'est lui qui a été mandaté pour conduire les négociations avec le PKK et qui a rendu visite à plusieurs reprises au leader kurde Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali.

L'enregistrement sonore diffusé dimanche confirmerait aussi que le tueur visait plusieurs personnalités du mouvement kurde. Sakine Cansiz, l'une des fondatrices du PKK en 1978, aux côtés d'Öcalan, symbole de la lutte des femmes, emprisonnée et torturée par la junte militaire dans les années 1980. Mais aussi Nedim Seven, le financier du mouvement en France, chargé de collecter l'impôt révolutionnaire, et Adem Uzun, un haut politicien kurde arrêté par les services français en 2012 pour un invraisemblable « trafic d'armes ».

Uzun était surtout l'un des interlocuteurs des officiels turcs pendant une première série de négociations secrètes, le processus dit d'Oslo, entre 2009 et 2011. Ou encore Remzi Kartal, ancien député et haut responsable du PKK en Europe, qui vit en exil à Bruxelles. Présent à Paris en janvier 2013, ce dernier expliquait au Monde que des tentatives d'assassinat avaient été déjouées en Allema-

gnie et en Belgique: « Une bande de tueurs liés au MIT circule dans les pays européens. »

quarante-cinq minutes dans l'appartement avec les trois femmes, au moment de leur assassinat.

11 janvier 2014 Des milliers de Kurdes défilent à Paris pour marquer le premier anniversaire de la mort des trois militantes. Le lendemain, un enregistrement sonore mis en ligne sur YouTube relance l'hypothèse de liens entre Ömer Güney et les services secrets turcs.



Le 11 janvier, plus de 10 000 manifestants ont défilé à Paris pour protester contre l'assassinat de trois militantes kurdes dans la capitale, un an plus tôt. ANTHONY DEPERRAZ/CITIZEN SIDE

gnie et en Belgique: « Une bande de tueurs liés au MIT circule dans les pays européens. »

L'enregistrement pourrait aussi apporter des éléments compromettants pour les services français, peu avant la visite du président François Hollande en Turquie les 27 et 28 janvier. Interrogé par l'agent présumé du MIT sur une possible surveillance par « les forces de sécurité françaises, de la police ou de la gendarmerie », Ömer Güney répond sans hésiter: « Oui, il y a une surveillance étroite. Les renseignements me suivent seconde par seconde. »

Dès mardi, la thèse d'un assassinat politique commandité par les services turcs prenait encore plus d'ampleur avec la publication par le quotidien turc Sol, virulent opposant au gouvernement de Recep

Tayyip Erdogan, d'un document confidentiel du MIT: une note des services rédigée comme un ordre de mission. La lettre, datée du 18 novembre 2012, soit moins de deux mois avant l'assassinat, fait la synthèse des informations recueillies auprès du « légionnaire », un nom de code qui selon le journal cacherait l'identité d'Ömer Güney. La démarche du MIT s'inscrit « dans l'objectif de déchiffrer les activités du PKK à Paris et en France, et de rendre inactifs les hauts membres de l'organisation », préci-

se le document, qui accredit la thèse d'une opération d'infiltration.

« La dernière fois qu'il est venu nous voir, nous lui avons donné 6 000 euros pour les frais "possibles", ainsi que des instructions pour qu'il se montre extrêmement attentif lorsqu'il correspond avec nous, pour qu'il obtienne l'équipement nécessaire à la mission et pour qu'il effectue les préparatifs au sujet des personnes qui ont été désignées », poursuit la note attribuée aux services de renseignement. Ömer Güney a multiplié les allers-retours avec la Turquie. Une bonne dizaine rien qu'en 2012: en août, il était revenu pour faire refaire son passeport et, en décembre, il avait séjourné trois jours à Ankara.

Le tueur présumé, Ömer Güney, continue de se présenter comme un militant kurde

Mardi, le MIT a démenti être à l'origine de ce document et a rejeté tout lien avec cette affaire.

Ömer Güney continue de se présenter comme un militant kurde. Originaire du district de Sarkisla, une ville dirigée par un parti d'extrême droite, le jeune homme

## Un an d'enquête

9 janvier 2013 Assassinat de trois militantes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez, au bureau de représentation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), 174, rue Lafayette (Paris 10°).

21 janvier 2013 Mise en examen d'Ömer Güney pour assassinat, quatre jours après son interpellation. Le système de vidéo-surveillance prouve qu'il est resté

n'est pourtant pas originaire d'une région kurde. Au contraire, la province de Sivas est connue pour ses militants ultranationalistes turcs. Selon son oncle, Zekai Güney, la famille n'a rien à voir avec le PKK. « Nous sommes une famille nationaliste », s'est-il défendu, après l'arrestation de son neveu.

Ces révélations en série, si elles renforcent l'hypothèse la plus crédible en mettant possiblement en évidence un complot d'Etat mené par les services turcs, doivent être prises avec précaution. Elles surviennent en effet à un moment particulièrement critique de la vie politique turque, en pleine bataille au sommet de l'Etat entre les hommes du premier ministre Erdogan, dont le patron du MIT, Hakan Fidan, et les partisans de la confrérie Fethullah Gülen, particulièrement influente dans la police et la justice. Le contrôle des services secrets est en jeu.

La bataille a déjà donné lieu à quelques manipulations et crises retentissantes : notamment la convocation par un procureur de M. Fidan pour être interrogé sur ses rencontres avec des responsables du PKK. Des procureurs soupçonnés d'être liés à la confrérie Gülen sont aussi à l'origine de l'ouverture d'une enquête pour « corruption et blanchiment » le 17 décembre contre des proches de M. Erdogan.

Sur la question kurde, les deux courants qui s'opposent au sein de l'AKP, le parti au pouvoir, ont toujours montré des approches opposées. Les partisans de Gülen se montrent réticents à toute négociation avec le PKK, considéré comme un mouvement terroriste. Le chef militaire du PKK, Cemil Bayik, avait d'ailleurs mis en cause la confrérie, le mois dernier, pour le triple meurtre de Paris. ■

GUILLAUME PERRIER

## La mystérieuse personnalité d'Ömer Güney, unique suspect de l'enquête

**QUI EST ÖMER GÜNEY ?** L'information judiciaire ouverte pour « assassinats en relation avec une entreprise terroriste » ouverte après la mort des trois militantes kurdes, le 9 janvier 2013, à Paris, se heurte depuis un an à la personnalité complexe du seul mis en examen du dossier. Un homme mystérieux, qui ne cesse de filer entre les doigts de la juge d'instruction Jeanne Duyé. Les experts psychiatriques eux-mêmes s'y sont cassé les dents.

« Il avait une vie parallèle », confie une source proche de l'enquête, avant de tempérer : « Mais, pour l'instant, il n'y a aucun élément probant dans le dossier qui permette de le rattacher à des commanditaires. » Les enquêteurs vont désormais examiner les nouveaux éléments révélés en Tur-

quie, et notamment tenter d'authentifier l'enregistrement supposé d'une conversation entre Ömer Güney et des membres des services de renseignement turcs. L'objectif est de confirmer qu'il s'agit bien de la voix du suspect, bien sûr, mais aussi de s'assurer qu'il n'y a eu ni manipulation ni montage. Le timing de ces révélations, alors que la situation politique est tendue en Turquie, laisse les policiers perplexes.

A ce stade des investigations en France, trois éléments laissent planer le doute sur les motivations exactes d'Ömer Güney, 31 ans. Les témoignages sur son passage en Allemagne, où il a résidé huit ans avant d'arriver en France en 2011, dressent le portrait d'un homme qui n'a aucun lien avec la commu-

nauté ou la cause kurde. Au contraire, même, puisque plusieurs personnes assurent qu'il affichait davantage un comportement « nationaliste turc ».

Ömer Güney aurait donc embrassé la cause kurde à son arrivée en France. Francophone, aimable et de bonne volonté, il joue volontiers les traducteurs ou les chauffeurs. S'absente parfois. Il assure à ses nouveaux amis qu'il s'agit de séjours à l'hôpital. Touché par une tumeur au cerveau, il est sujet à de nombreuses crises d'épilepsie et doit d'ailleurs arrêter de travailler à l'été 2012. Mais, en réalité, les enquêteurs sont parvenus à établir qu'Ömer Güney se rendait en Turquie.

Autre élément suspect, les experts informatiques sont parve-

nus à retrouver la trace, sur le téléphone d'Ömer Güney de 329 photos de fiches d'adhérents à l'association kurde de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Les fichiers avaient été transférés puis effacés. Les photos avaient été prises durant la nuit qui a précédé les assassinats, comme l'a révélé *L'Express* du 24 décembre 2013. Un acte d'espionnage ? Devant la juge, il a affirmé l'avoir fait à la demande de « cadres » du mouvement kurde.

### « Vision idéaliste »

« Tout cela relie clairement M. Güney à la Turquie », assure M<sup>e</sup> Antoine Comte, l'un des trois avocats des parties civiles, qui défend la thèse du crime d'Etat, alors que les enquêteurs n'ont pas encore écarté la piste du règle-

ment de comptes interne à la communauté kurde. Les parties civiles souhaiteraient en savoir plus sur la surveillance par les services de renseignement français dont M. Güney aurait pu faire l'objet. Une demande d'acte a été rejetée par la juge en septembre 2013. Mais c'était avant que les retours de la commission rogatoire envoyée en Allemagne et de l'expertise du téléphone d'Ömer Güney – sans même parler des rebondissements en Turquie – ne jettent un nouvel éclairage sur le suspect. Un appel est en cours.

En France, la mouvance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé parmi les organisations terroristes par l'Union européenne, est suivie de près par le renseignement. Elle fait l'objet

d'enquêtes judiciaires, pour terrorisme ou financement du terrorisme. La sous-direction anti-terroriste de la police judiciaire – qui a été co-saisie des investigations sur les assassinats du 9 janvier 2013 avec la brigade criminelle parisienne – entretient des liens avec les policiers turcs pour ses enquêtes sur le PKK.

Ömer Güney continue à clamer son innocence. Pour son avocate, Anne-Sophie Laguens, « il y a une incompatibilité entre les objectifs et la stratégie qu'on lui prête et sa vision idéaliste ». M<sup>e</sup> Laguens pointe également les « problèmes comportementaux » liés à l'état de santé de son client : « Comment aurait-on pu lui confier une telle mission ? » ■

LAURENT BORREDON



ROJBIN ( FIDAN DOĞAN) Sakine CANSIZ Leyla SÖYLEMEZ

Les victimes des assassinats du 9 janvier 2013 : Fidan Dogan, présidente du Centre d'information kurde, Sakine Cansiz, une des fondatrices du PKK en 1978, et Leyla Saylemez, une jeune activiste.



Ömer Güney.



## Les Kurdes désignent une assemblée locale dans le nord-est de la Syrie

**BEYROUTH, 21 jan 2014**  
(AFP) — Les Kurdes de Syrie ont désigné mardi une assemblée locale dans un des trois cantons majoritairement kurdes du nord-est du pays dont ils avaient annoncé la création il y a deux mois, a indiqué un responsable.

"Nous avons nommé un conseil cantonal pour le secteur de Jazira", a déclaré à l'AFP Saleh Muslim, chef du puissant Parti de l'union démocratique (PYD, principal parti kurde syrien). "Bientôt d'autres conseils similaires seront nommés à Afrin et Kobani, les deux autres cantons des régions kurdes".

En novembre, des formations kurdes avaient annoncé l'établissement d'une administration autonome de transition. En vertu de cette décision, la région kurde de Syrie devait être divisée en trois zones appelées cantons, dotées chacune d'une assemblée locale ainsi que de représentants au sein d'un organe exécutif régional.

Les 22 membres du conseil cantonal de Jazia seront chargés de gérer des questions allant de la défense aux finances.

M. Muslim a expliqué que sa création était "nécessaire pour s'assurer qu'il n'y ait pas de vide politique". "Nous ne pouvons pas attendre qu'il y ait une solution politique à la crise en Syrie pour commencer à gérer les affaires sur le terrain. Les gens doivent voir leurs besoins quotidiens satisfaits".

La quasi-totalité des forces gouvernementales se sont retirées à la mi-2012 des zones kurdes, un retrait vraisemblablement destiné à encourager les Kurdes à ne pas s'allier aux rebelles. Plus récemment, des combats ont opposé les combattants kurdes aux jihadistes.

Le PYD est la force kurde la mieux armée de Syrie et est accusé par ses détracteurs de tentative d'hégémonie et d'avoir recours à des méthodes violentes pour faire taire les dissensions, mais M. Muslim a



souligné que "le conseil cantonal n'était pas exclusivement kurde": "Des musulmans et chrétiens arabes en font aussi partie. L'auto-administration ne veut pas dire que nous sommes exclusifs".

Havidar, un journaliste kurde syrien et dissident désormais basé en Turquie, a affirmé que les représentants au sein du conseil étaient "soit des membres du PYD, soit des gens ayant peur du PYD". "Je suis pour tout ce qui aide à

garantir les droits des Kurdes, mais le PYD ne s'intéresse pas à nos droits, il veut imposer son pouvoir via les armes".

"Comment peuvent-ils annoncer la création d'un conseil local s'ils ne peuvent même pas fournir de l'électricité ou des soins de base à la population?" s'est-il interrogé.

Les Kurdes représentent environ 15% de la population syrienne. Ils ont souffert des décennies de marginalisation et d'oppression. □

REUTERS

## Les Kurdes s'organisent dans le nord de la Syrie

ERBIL, Irak - 21 janv. 2014 - Isabel Coles, (Reuters)

LES KURDES de Syrie ont mis en place mardi un gouvernement local dans un district du nord du pays, autour des villes de Hassaka et de Kamichli, consolidant leur emprise sur une partie de cette région qu'ils contrôlent.

Cette initiative intervient à la veille de l'ouverture de la conférence de paix de Genève II, où les Kurdes ne seront pas directement représentés.

Un conseil doté d'un président et de plusieurs "ministres" (Affaires étrangères, Défense, Justice, Education) gèrera les affaires publiques dans l'un des trois districts administratifs déjà mis en place par les Kurdes, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'ONG basée en Grande-Bretagne ajoute que des élections seront organisées dans cette zone d'ici quatre mois.

Les ambitions autonomistes des Kurdes de Syrie inquiètent notamment la Turquie voisine, confrontée depuis 1984 à l'insurrection du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les Kurdes syriens, tout aussi critiques envers le régime de Bachar al



Près de Hassaka, dans le nord de la Syrie, graffiti en faveur du Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation politique kurde de Syrie. Les Kurdes de Syrie ont mis en place mardi un gouvernement local dans un district du nord du pays, autour des villes de Hassaka et de Kamichli, consolidant leur emprise sur une partie de cette région qu'ils contrôlent. /Photo prise le 30 novembre 2013/REUTERS/Rodi Said

Assad qu'envers l'opposition syrienne, ont demandé à envoyer leur propre délégation à la conférence de Genève II, ce qui leur a été refusé.

Selon le Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation politique kurde de Syrie, ce refus est principalement dû à l'opposition de la Turquie, des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite.

Le PYD a annoncé la prochaine création de gouvernements locaux dans les deux autres districts qu'il contrôle. □

# IRAQ ON THE BRINK

Spiraling sectarian violence and weak rule of law could tip the country back into civil war **BY NED PARKER**

**A**S I WALK THROUGH A CROWDED market in Bayaa on a late afternoon in December, the mostly Shi'ite neighborhood of western Baghdad is bustling. On either side are vendors selling umbrellas, children's clothing, bottles of perfume and other household goods. Hundreds of shoppers slowly move past the stalls, sometimes stopping to look and buy. The whole area is a soft target, full of civilians, most of them probably Shi'ite. Two weeks before, a suicide bomber took advantage of that vulnerability, walking into a coffee shop next to the market and blowing himself up, killing 15 people.

The blast was one of at least 41 suicide bombings in Iraq in the last two months of 2013, the deadliest year since 2008, and while no one claimed responsibility, the people of Bayaa assume that the bomber was Sunni—and that the bombing was part of an increasingly murderous campaign by al-Qaeda. In a phone shop, the owner voices a sentiment I hear repeated frequently: the army and police have done nothing to stop the new wave of suicide bombings in Baghdad. He credits the followers of the often bellicose Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr with stopping a mob from attacking local Sunnis after the blast. He wonders aloud what would happen if the terrorists sent a truck bomb down the street, killing dozens. Who would be able to prevent the people then from turning on their Sunni neighbors?

The day I visit Bayaa feels like a horrifying replay of 2004 and 2005, when the country stood on the verge of a sectarian civil war that saw death squads slaughtering people because of their faith. That conflict began in earnest in 2006 and lasted through spring 2008, by which time it had claimed the lives of at least 58,000 Iraqis. The war was brought to an end by a confluence of events, primarily a buildup of U.S. military forces to combat both Shi'ite and Sunni armed groups and the decision by Sunni tribes to revolt against al-Qaeda, which then controlled much of Anbar

province in western Iraq and other areas in and around Baghdad.



**Dangerous game** Tribal fighters patrol Fallujah streets Jan. 5 as the Iraqi government faces off against al-Qaeda forces

The same political actors who started the civil war are now making similarly aggressive moves—but this time around, there is no U.S. military to help the weak Iraqi government restore order. “We are not, obviously, contemplating returning,” U.S. Secretary of State John Kerry told reporters on Jan. 5. Although Washington would stand by to help, he added, the Iraqis must resolve their own conflicts.

Right now, the leaders in Baghdad are giving little indication they can do that. The catalog of disasters is growing. The headline-grabber is the ongoing fighting in the two largest cities in Anbar—Ramadi and Fallujah—between the government forces and the combined Iraqi and Syrian al-Qaeda franchise known as the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS). Anbar was the heart of the Sunni insurgency during the U.S.-led occupation. While the new conflict threatens to widen the chasm between the Shi'ite and Sunni populations—the government of Prime Minister Nouri al-Maliki is dominated by Shi'ites—there are other ongoing crises contributing to the sense that Iraq is slipping back into violent chaos.

## Root Cause

DRIVING TENSIONS IS AL-MALIKI'S DECISION to confront his foes rather than

making deals with them—particularly his Sunni opponents in the Iraqi parliament. That has led to very public divisiveness within the Iraqi political elite and to fracturing within the security forces. As the country has become increasingly unstable, security officers' political and religious affiliations are tending to outweigh their loyalty to the state.

The fragmentation goes deep. Radical Shi'ite militias are competing for dominance. Sunni tribes are battling al-Qaeda—and one another. Death squads are once again killing people because they are Shi'ite or Sunni. Iraqis are being forced from their homes because of their faith. “If the politics stay the same, it will be like in 2006,” says lawmaker Izzat Shabander, a former al-Maliki ally.

Al-Maliki's government could hardly make it clearer that it is dominated by one part of the Iraqi population. Pictures of the Shi'ite saint Hussein decorate almost every entrance to the bunkered Green Zone, the government's seat of power, nearly every security checkpoint around the city and many of the military and police vehicles that race through the capital. The pictures commemorate the anniversary of Hussein's death, which fell in November and started a 40-day mourning period that lasted until the close of December. Hus-

sein's death marks the formal schism between the Sunni and Shi'ite worlds.

Three days before the anniversary of Hussein's death, I visit Kadhimiya, one of the holiest spots in Shi'ite Islam, where pilgrims come to mourn the saint. There, the fragmented state of Iraq's security forces is in plain view. Policemen pat down men at block intervals, to prevent suicide bombings at the Imam Kadhim shrine, one of the gathering points for mourners. Other men in plain clothes stand alongside the police and watch every man who passes through. These are not government employees; they are members of al-Sadr's paramilitary Mahdi Army, among the most powerful forces in this area.

Al-Sadr isn't the only religious leader with men in these streets. Members of the rival organization—Asaib al-Haq (the League of the Righteous)—also circulate through the crowds in plain clothes, residents tell me. The group once belonged to the Mahdi Army militia and was considered the movement's main arm against al-Qaeda during the civil war. But its leader, Qais Khazali, broke off from al-Sadr in 2007. The police seem unable or disinclined to prevent the militias from operating.

People in Kadhimiya express real anger over the Shi'ite political elite's tolerance or sponsorship of groups like Asaib al-Haq and the Mahdi Army. Abu Benin, a police officer who is carrying his 3-year-old son to the Imam Kadhim shrine, tells me he has been in the national police since 2005. After joining, he fought Sunni terrorists in the northern city of Mosul. During that period, he was injured by a bomb that exploded near him. He still has shrapnel in his head from the blast. But if he hates al-Qaeda—and he does—he also has no affection for Iraq's political leaders, including the Shi'ite politicians.

Parts of Benin's neighborhood, Hurriya, are dominated by Asaib al-Haq, he says. To sell or buy property on his street, one has to pay Asaib al-Haq a commission. And the militia can expel people at will. His father-in-law, a Sadrism, returned to Baghdad in 2012 after years in exile in Canada but was ordered out of his old home by Asaib al-Haq within months and fled to the city of Najaf. "They are all criminals," Benin says of the militias.

The immediate roots of today's instability can be found in Iraq's last national election, in 2010. Then, the Sunni-supported Iraqiya coalition—headed by Ayad Allawi, a secular Shi'ite—won the largest share of seats in parliament, but al-Maliki secured a second term by forming a weak coalition with other Shi'ite parties. He then began alienating potential Sunni allies. He refused to let the main Sunni-backed political bloc hold



one of the security ministries, started a vocal media campaign denouncing Sunni terrorists, real and imagined, and often spoke publicly about Shi'ite suffering. Frustrated, Sunnis began pushing for their own semiautonomous region.

Iraq's political elite had chances to reverse course. The last great opportunity came with a wave of protests by Sunnis that started in December 2012 in Anbar. The protests erupted after al-Maliki arrested the bodyguards of Finance Minister Rafia al-Issawi, a Sunni from Anbar.

But the demonstrations were about far more than one Sunni politician. Overwhelmed by hopelessness and looking with envy at the thrilling revolts that had taken place in other parts of the Arab world, Sunnis mobilized in Anbar, Baghdad and the northern provinces. Their demands focused on the status of tens of thousands of Sunni detainees, held in prisons for years, many without charge.

### Abandoned Allies

I SPENT A WEEK AT THE PROTESTS IN Ramadi in February 2013 as a guest of a Sunni tribal leader, Sheik Ali Hatem Suleiman. Suleiman was a reminder of the lost promise of the U.S.-backed Sunni tribal uprising against al-Qaeda. He had come to prominence in 2006 as part of a small circle of Sunni tribesmen who led the initial rebellion. He had formed an alliance with the Americans and al-Maliki. Suleiman accepted that Iraq would be ruled by the Shi'ites, and he understood the need for Sunnis to find their place in that new order. But in the aftermath of the 2010 election, he had fallen out with al-Maliki; the end of their alliance was just one of the many consequences of the Prime Minister's broader failure to court Sunnis. When the Sunni protests broke out last year, Suleiman became one of its leaders.

In the meantime, al-Qaeda was growing in strength. After the U.S. troop surge

ended in 2008, al-Qaeda fighters carved out strongholds in rural areas outside Baghdad. The group bided its time until last spring, when it saw opportunity in the stalemate between al-Maliki and the Sunni protest movement. In April, instead of reaching out to strike a deal with old Sunni allies like Suleiman, al-Maliki ordered a full-scale attack on a protest camp in Hawija, north of Baghdad. (The assault was in response to the shooting of a soldier there.) The attack left 51 people dead and ushered in days of fighting around Iraq. The monthly death toll soared to its highest level since the last days of the civil war, in May 2008.

In recent days, the government has fought both ISIS and onetime allies like Suleiman, who are opposed to al-Qaeda but also now see the government as an enemy. Without a real effort to address Sunni grievances by the government, there will likely be more confrontations between the security forces and the regular Sunni population—and not just in Anbar.

Raad Dahlagy, a Sunni member of parliament from Baqubah, capital of Diyala, a province to the east of Baghdad, says Diyala is now the scene of tit-for-tat sectarian killings and expulsions that started in July when an al-Qaeda suicide bomber blew himself up at a Shi'ite funeral. "Put these ingredients together and you have a total lack of security," Dahlagy says, referring to the political crisis and the violence. "It's ripe for criminals and anyone to exploit the situation."

With a national election due in April, the chance of a credible turnout in Sunni regions is looking doubtful. That would further undermine the legitimacy of the next government. The vote, which is unlikely to hand outright victory to any party, could also leave al-Maliki and his Shi'ite rivals jostling over who should form the government. A similar stalemate followed the election of 2006. Within months of that vote, the civil war was raging out of control. Iraq's politicians may be too late to stop the country from going back to that bloodstained past. ■

# President Barzani Urges European Support for Kurdistan

By Alexandra Di Stefano Pironti  
22/1/2014  
rudaw.net

**B**ARCELONA, Spain – In a speech before the European Parliament on Tuesday, Kurdistan Region President Massoud Barzani called for support in building democratic institutions, and complained of scant international aid to help Erbil support tens of thousands of Syrian and other refugees.

“We are at the beginning of the road to build democratic institutions in Kurdistan, and we need your help in order to build these institutions,” Barzani said in the speech in Brussels.

He called on European Union countries to open representative offices in Kurdistan, and “to make every effort in order to recognize the genocide against the people of



*Kurdistan Region President Massoud Barzani at the EU parliament in Brussels. Photo: Rudaw*

Kurdistan.”

Barzani said that Kurdistan’s policy of openness and understanding had meant that 250,000 Syrian refugees – mostly Kurds but also Arabs, Christians and others – had settled in Kurdistan. “We also host 200,000 dis-

placed people of our fellow Arabs from central and southern Iraq who came to the Kurdistan Region to escape the terror and to seek security and safety. Nearly 10,000 Christian families have been living in the Kurdistan Region. In addition to these fami-

lies, 26,000 more Christian families from various parts of Iraq came to Kurdistan because of terrorism and because of their exposure to murder and intimidation. And now 15,000 people from Anbar province have come to Kurdistan due to harsh conditions,” Barzani said.

“We are proud for the Kurdistan Region to be the shelter for anyone who takes refuge there. But at the same time, the international attention to help these refugees has not been at the required level,” he complained.

Barzani added that, “The Kurdistan Region and the Kurds are the factor of stability and not of provocation or creating problems” in Iraq and the region. “We will continue this policy and make every effort with the rest of the forces in Iraq to solve problems and to build the institutions of the state and we are committed to the constitution,” he added.

In Europe, Barzani is taking part for a second year in the World Economic Forum that opened in Davos on Wednesday. □

# Baghdad Row Pushing Kurds to Consider Independence, Official Warns

rudaw.net

**E**RBIL, Kurdistan Region – The autonomous Kurdistan Regional Government will be pushed to consider independence from Iraq unless Baghdad agrees to work out differences over the budget, the KRG deputy finance minister warned.

“Action begets reaction; if Baghdad cuts the budget then KRG and the Kurdish leadership will make their own decision,” Rashid Tahir said.

He added that one of the main issues was funding for the Kurdish Peshmarga forces, reiterating complaints that Baghdad has refusing to grant the KRG its 17 percent constitutional share of the federal budget since 2007.

“They never give us 17 percent. They only give us 10 percent,” Tahir noted in an interview with Rudaw.

Asked what the KRG would

do if Baghdad withheld this year’s share of the budget, which the central government has warned it would do if the Kurds go ahead with independent oil exports to Turkey, Rashid warned that only one choice would remain.

“If Baghdad took such a step then we would send the oil revenue (from exports) to Baghdad after subtracting the Peshmarga salary. If this solution did not satisfy Baghdad, then we have no choice but to separate,” he warned.

“It would be like a father who encourages his son to separate from the family. If they want us to separate, we thank them and we take our own path,” he said.

He added that the KRG could finance itself through oil exports and internal revenues, and that revenues of approximately 10.5 trillion Iraqi dinars last year could be raised further.



*KRG Deputy Finance Minister Rashid Tahir.*

A draft budget sent to parliament by the government in Baghdad, but which has yet to be debated, sets an oil export target for the Kurdistan Region at 400,000 barrels per day, well above present capacity. It also threatens to withhold funding from the budget if that target is unmet.

A senior official from the dominant Kurdistan Democratic Party (KDP) said that the KRG has other options in case Baghdad refuses funding. “If they cut the KRG’s budget, they ask us to give them up. If we give them up, then Kurds have other alternatives,” he warned. □

# Iraqi Kurdish leader sees little gains at Syria conference

BRUSSELS - Agence France-Presse

Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani said Jan. 21 he expected very little from the Geneva II peace conference on Syria and warned of the dangers of extremist groups gaining ground.

"The Geneva II conference will be the opportunity for the Syrian people to decide their own destiny but personally, I am not very optimistic," Barzani told the foreign affairs committee of the European Parliament.

The situation in neighbouring Syria is "very worrying for Iraq in general and Kurdistan province in particular because everything which happens in Syria has a direct knock-on effect," he said.

Groups linked to Al-Qaeda were very

active in Syria and were a "direct menace" to the Kurdish area, he said.

"In no case can it be allowed that such terrorist groups gain power in Syria," he said, warning that the groups making up the rebel FSA seeking to oust President Bashar al-Assad did not appear well placed to take his place.

In September, the capital of Iraq's Kurdish region Arbil was hit by several attacks, blamed on extremist groups fighting in Syria.

The Kurdish autonomous region has backed Kurds in Syria against the extremists and has taken in some 200,000 refugees from the bloody conflict.

The Geneva II conference, which opens Jan. 22 in Switzerland, is aimed at agreeing a political transition in Syria but the talks promise to be difficult, with the rebels divi-



United Nations Secretary-General Ban Ki-moon shakes hands with Iraqi Kurdish Regional Government President Masoud Barzani in Arbil, Jan. 14. REUTERS photo

ded and suspicious and Assad showing no signs he will step down of his own wish. ■

# KRG Oil Revenues Cannot Replace Iraqi Budget, Expert Says

www.rudaw.net

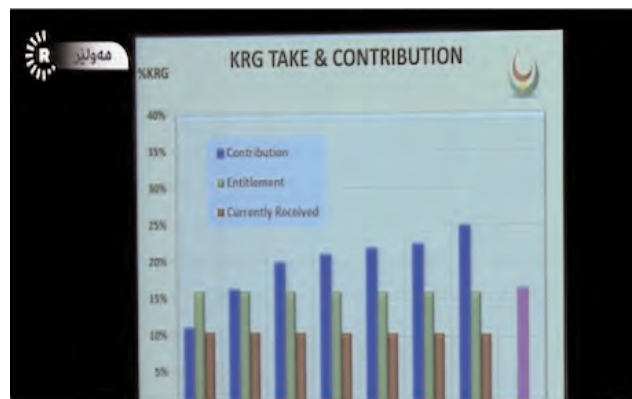
ERBIL, Kurdistan – Even in the best of circumstances, the Kurdistan Region's total revenues from oil exports would be less than half of its entitled share of the Iraqi budget, an energy expert said.

Responding to a statement by Iraqi deputy prime minister for energy, Hussein Shahrastani, who said that Erbil could keep revenues from its controversial oil exports in lieu of what it receives from the national budget, Dr. Qaiwan Siwaili said the two figures were wildly unequal.

"We have reached the conclusion that even if several assumptions were true... instead of receiving the \$14.6 billion the Kurdistan Regional Government (KRG) is entitled to from the budget, it would only receive \$8.398 billion from annual oil revenues," he said.

"In fact, the real amount will be much less than this," he added, citing many costs and variables that have not been included in his calculations.

Kurdish officials consistently complain that Baghdad has never



Kurdish officials consistently complain that Baghdad has never allotted more than 10 percent of the budget to the Kurdistan Region, whereas Erbil is constitutionally entitled to 17 percent.

allotted more than 10 percent of the budget to the Kurdistan Region, whereas Erbil is constitutionally entitled to 17 percent.

"The real question is whether the KRG can survive with such a budget, considering factors such as the huge administration costs, considerable number of government employees, corruption, lack of governing experience and hundreds of other economic difficulties," Siwaili said.

His calculations were based

on analyzing a best-case but unlikely scenario, under which oil prices remain at \$100 per barrel for the entire year, exports remain uninterrupted at 400,000 barrels per day (bpd) and there are no additional costs such as transit or other fees.

Baghdad has strongly opposed independent oil exports by Erbil, bound for markets in Turkey and beyond. Baghdad and the Kurds are currently at loggerheads over how the revenues

would be shared. In its anger, one of Baghdad's suggestions has been that Erbil can keep the revenues, as long as it does not insist on its share of the national budget.

"Assuming that the exported oil through Turkey will be sold at the price of the international market is a weak premise as well, because according to the agreement between the Kurdistan Region and Turkey, 50 percent of the exported oil will be sold to Turkey at a lower price than on the international market, and only the other half will be sold at the price on the international market," Siwaili explained.

Other assumptions are that the process of collecting oil revenues would be completely transparent and honest.

Siwaili also offered a reminder that the KRG is bound by revenue sharing agreements with foreign oil companies extracting the oil, meaning that the cash finally ending up in Erbil's coffers would be even smaller than his calculations.

The KRG intends to boost current oil exports of 150,000 bpd to 400,000 bpd by the end of 2014. □

## Le président du Kurdistan irakien pessimiste avant Genève II

BRUXELLES, 21 janvier 2014 (AFP)

**LE PRÉSIDENT** du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a déclaré mardi ne pas attendre grand chose de la conférence Genève II sur la Syrie et a mis en garde contre une percée des groupes terroristes.

"La conférence de Genève II sera l'occasion pour le peuple syrien de décider de son propre destin même si, personnellement, je ne nourris pas un optimisme excessif. Je n'ai pas beaucoup d'attentes concernant cette conférence", a dit M. Barzani devant la commission des Affaires étrangères du Parlement européen à Bruxelles.

La situation en Syrie est "très préoccupante pour l'Irak en général et la province du Kurdistan en particulier car tout ce qui se passe en Syrie a une incidence directe", a-t-il indiqué. Or, a-t-il fait remarquer, "des organisations et groupuscules terroristes liés à Al-Qaïda sont très actifs" en Syrie et constituent "une menace directe" pour le Kurdistan.

"En aucun cas il ne faut donner la chance de donner le pouvoir en Syrie à ces organisations terroristes", a-t-il soutenu.

"Pour l'heure, il n'est pas évident de dire que les forces démocratiques, l'Armée libre de Syrie, seront l'alternative du pouvoir en place à Damas", car "ce sont les organisations terroristes qui tiennent le haut du pavé".

En septembre, des attentats meurtriers avaient frappé la ville d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien. Ces attentats ont été attribués au Front al-Nosra, un mouvement jihadiste à la pointe de l'insurrection syrienne.

Avant ces attentats, des combats avaient déjà opposé des jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et du Front al-Nosra à des éléments des Comités de protection du peuple kurde (YPG, principale milice kurde en Syrie) dans le nord-est de la Syrie.

La province du Kurdistan irakien accueille plus de 200.000 réfugiés syriens, dont de nombreux Kurdes mais aussi des chrétiens. ●



**l'Humanité**

23 janvier 2014

## Saleh Muslim sur la Syrie : "Il n'y aura pas de solutions sans les Kurdes"

<http://new.humanite.fr>

**Saleh Muslim, président du Parti de l'union démocratique (PYD), ne croit pas au succès possible de Genève 2.**

**Qu'attendez-vous de Genève 2 ?**

**Saleh Muslim.** Cette conférence ne peut pas réussir. Si on veut résoudre un conflit, il faut que toutes les parties prenantes soient présentes et se parlent. Regardez ce qui se passe : chacun y représente l'intérêt d'une des puissances étrangères qui interviennent en Syrie pour ses propres intérêts. Il y a les représentants de la France, des États-Unis, de l'Arabie saoudite, du Qatar et même de la Russie, mais pas du peuple syrien. Aucun parti représentant le peuple kurde n'est invité. Comment voulez-vous que cela donne le moindre résultat ?

**Comment analysez-vous la position de la France ?**

**Saleh Muslim.** Le jeu de la France est de défendre ses intérêts commerciaux. Elle vient de signer un contrat énorme pour livrer des armes au Liban, lesquelles sont payées par l'Arabie saoudite dans le seul but d'entretenir le conflit en Syrie. L'Arabie saoudite a payé 3 milliards de dollars à la France. Même chose avec la Turquie, où va se rendre le président français pour la mise en place d'un consortium de 22 milliards de dollars.

**Avez-vous été reçu par les autorités françaises ?**

**Saleh Muslim.** Absolument pas. Depuis que le président Hollande est arrivé au pouvoir, nous n'avons plus aucun contact avec le Quai d'Orsay. Pourtant, nous aurions des choses à discuter. Par exemple, la présence chez nous de djihadistes français ou européens, notam-

ment belges. Nous avons une vingtaine de jeunes Belges prisonniers chez nous. On leur dit qu'ils vont faire le djihad en Syrie contre le régime, en réalité nombre d'entre eux ont pris part aux attaques d'al-Qaïda contre les Kurdes.

**Quelle est la situation actuelle dans les régions kurdes ?**

**Saleh Muslim.** Elle est très difficile. Les Kurdes ont dû se battre sur tous les fronts. Au début du soulèvement populaire, nous avons dû faire face à la répression du régime et combattre ses forces. Nous avons réussi à les repousser en 2012 et à libérer notre région. Alors sont venues les attaques des salafistes soutenus par la Turquie. Plus de 3000 djihadistes ont été tués dans notre région. Nous avons dû accueillir 500 000 réfugiés du reste du pays et nous ne recevons aucune aide. Même l'aide humanitaire ne nous parvient pas.

**Comment voyez-vous l'avenir : autonomie ? Indépendance ? Fédération des régions kurdes ?**

**Saleh Muslim.** Nous avons mis en place dans nos trois régions une auto-administration populaire. C'est le peuple qui gère ses affaires comme il l'entend et de manière démocratique. Nous ne cherchons pas l'indépendance. Nous souhaitons gérer nos affaires en restant dans le cadre syrien. Nous ne remettons pas en cause les frontières. Nous avons des relations avec les Kurdes de Turquie et ceux d'Irak, mais nous n'avons ni la même histoire, ni les mêmes institutions, ni tout à fait la même culture. Notre Kurdistan, qu'on appelle le Rojava, a une population composite : il y a des Kurdes, des Arabes, des Arméniens... Nous devons respecter cela.



**Y a-t-il des mouvements islamistes dans votre Kurdistan ?**

**Saleh Muslim.** Nous combattons l'influence des religieux dans tout le Kurdistan.

Et celle du premier ministre turc Erdogan, qui a dépensé des millions de dollars pour essayer d'y implanter des partis religieux. Les institutions que nous avons mises en place sont laïques. Notre parti, le PYD, a aussi une femme à sa tête : Assiah Abdullah est ma coprésidente.

Nous avons institué le mariage civil, l'égalité entre les hommes et les femmes. Il y a 30 % de femmes parmi nos combattantes. Je suis allé l'an dernier en Turquie, pays avec lequel nous avons 845 kilomètres de frontières, pour expliquer aux responsables qu'ils n'avaient rien à craindre : nous sommes syriens, pas turcs ni irakiens, nous suivons notre propre voie et souhaitons avoir des relations amicales.

**Et vos relations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ?**

**Saleh Muslim.** Nous en avons avec ce parti comme avec le PDK ou l'UPK d'Irak. Nous sommes tous kurdes et essayons de nous entendre, bien que nous ayons des histoires et des opinions différentes. La Turquie veut faire croire que nous sommes liés au PKK pour tenter de nous faire inclure, nous aussi, dans la liste des organisations terroristes. ●

*Entretien réalisé par*

*Françoise Germain Robin*

## MONDE ARABE

# Les frontières brouillées

La guerre en Syrie accentue le regroupement communautaire au Moyen-Orient au détriment des frontières tracées en 1916.

The Washington Post | Liz Sly

Avec une moitié située en Syrie et l'autre au Liban, la ferme de Mohammed Al-Jamal à Al-Qasr est source de nombreux mystères et d'inconvénients. Le terrain était dans sa famille bien avant que les Européens ne tracent les frontières du Moyen-Orient d'aujourd'hui. Jamal n'a jamais vraiment tenu compte de cette ligne invisible qui serpente à quelques mètres de sa maison. La guerre civile non plus. Certains de ses proches ont été enlevés, des voisins se sont portés volontaires pour aller au combat [en Syrie] et des obus ont atterri sur sa propriété. Autant de preuves de l'insignifiance de cette frontière.

"Pour moi, tout ça c'est à cause de l'accord Sykes-Picot", explique-t-il en référence au pacte secret conclu en 1916 entre les Français et les Britanniques pour le partage de l'Empire ottoman. Il en est résulté la création d'Etats-nations qui n'avaient jamais existé et méconnaissaient tous les liens familiaux et communautaires antérieurs. Une grande part de l'actuelle instabilité de la région trouve ses racines dans cette époque.

Presque un siècle après leur établissement, la viabilité de ses frontières – et des Etats qu'elles forment – est mise à l'épreuve comme jamais. La guerre en Syrie déborde en Irak, au Liban, en Turquie, en Jordanie et en Israël, autant de pays et de populations qui ont vécu ensemble pendant des siècles et dont l'histoire, les croyances et le mode de vie transcendent les frontières qui les ont vus naître.

Les sunnites de toute la région convergent vers la Syrie pour se battre aux côtés des rebelles, bon nombre d'entre eux animés par des idéaux extrémistes de restauration du pouvoir sunnite. Leurs compatriotes chiïtes font de même, mais pour défendre le régime du président Bachar El-Assad, renforçant ainsi la dimension sectaire d'un conflit qui dépasse désormais la Syrie.

"Aujourd'hui, il n'y a plus de frontière de l'Irak au Liban, affirme Walid Joumblatt, chef de la minorité druze du Liban.



▲ Dessin de Schot, Pays-Bas.

Officiellement elles sont toujours là, mais existeront-elles encore dans quelques années ? Si le morcellement se poursuit, c'est tout le Moyen-Orient qui va se désagréger." Personne ne croit sérieusement que la guerre conduira à une modification formelle du tracé des frontières. Mais l'heure est aussi grave qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, explique Fawaz Gerges, de la London School of Economics.

Le désordre en Syrie a déjà commencé à brouiller les cartes, faisant émerger de nouvelles frontières plus fidèles à la réalité du terrain. Quatre drapeaux flottent désormais sur le territoire syrien, chacun représentant un courant, une identité ou une allégeance révélés par la guerre. Et une vision possible de l'avenir du pays. "Il est très difficile de prédire ce qui va se passer. Le système d'Etats mis en place au Moyen-Orient après la Première Guerre mondiale est en train de s'effondrer", poursuit Gerges. Alors que le conflit en Syrie entre dans sa troisième année, de nouvelles frontières non officielles émergent dans toute la région. Dans les zones désertiques situées entre l'Euphrate et le Tigre – autrement dit la Mésopotamie de l'Antiquité –, l'Etat islamique [sunnite] étend son influence de plus en plus loin en Irak et en Syrie, et le drapeau d'Al-Qaida flotte des deux côtés de la frontière. La volonté de restaurer le califat sunnite attire des volontaires de toute la région.

Etat-nation. Dans le nord-est de la Syrie, certaines communautés kurdes ont déclaré leur autonomie et brandissent le drapeau

kurde, nourrissant les espoirs d'indépendance de tout un peuple qui avait été frustré par la nouvelle donne de l'après-guerre. Soutenus par l'arrivée de volontaires chiïtes d'Irak et du Liban, les fidèles de Bachar El-Assad renforcent leur contrôle sur une portion du territoire allant de Damas jusqu'à la côte, où vit l'essentiel de la minorité alaouite, fidèle au pouvoir chiïte. Là flotte encore le drapeau à deux étoiles du régime baasiste, vieux de quarante ans.

Partout les massacres et les persécutions de populations ayant le malheur de ne pas être du bon côté de la frontière nient la diversité qui a toujours caractérisé la Syrie. Les chrétiens et les alaouites fuient les zones contrôlées par les rebelles, tandis que les sunnites, plus proches des insurgés, tentent de sortir des territoires aux mains des troupes gouvernementales. Ils se réfugient au Liban, en Turquie, en Jordanie et en Irak, sans trop savoir s'ils pourront bientôt rentrer chez eux.

Et derrière chaque territoire on devine l'influence de puissances étrangères qui fournissent armes et argent à leurs protégés pour mieux servir leurs intérêts. L'Arabie Saoudite, le Qatar et d'autres Etats du Golfe soutiennent les rebelles islamistes, alors que l'Irak et la Russie appuient les forces du régime. Cette situation n'est pas sans rappeler la rivalité entre grandes puissances qui a façonné la région il y a près d'un siècle.

A l'exception des Kurdes, qui réclament depuis longtemps leur propre Etat, rares sont toutefois ceux qui se disent favorables à une nouvelle partition, laquelle paraît pourtant inévitable dans ce contexte de fragmentation.

Certes leurs dirigeants n'ont pas réussi à transformer ces Etats-nations en entités viables, mais la plupart des gens adhèrent à l'identité des pays dans lesquels ils vivent, souligne Malek Abdeh, un écrivain proche de l'opposition syrienne installé à Londres.

"C'est l'incapacité des élites politiques à proposer une vision transcendant les différences qui nourrit le sectarisme, conclut-il. Le concept d'Etat-nation reste puissamment ancré dans les esprits, même si la réalité ne correspond pas aux idéaux dominants." ♦

—Liz Sly

Publié le 27 décembre 2013 dans The Washington Post (extraits) Washington

# Syrie : Loin de Genève, la population rêve de la fin des combats

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE AU CAIRE

SA VOIX FLUETTE se perd dans le staccato des tirs d'arme automatique. « Vous entendez les rafales derrière moi. Voilà un petit échantillon de ce que nous endurons nuit et jour ! » lance la jeune militante syrienne, par le biais d'une mauvaise connexion Skype. La trentaine, Susan Ahmad - c'est son « nom de guerre » -, habite dans la banlieue nord de Damas, sous contrôle du régime, à la lisière d'un quartier tenu par les rebelles. En presque trois ans d'insurrection, sa vie rangée d'universitaire s'est muée en un cauchemar quotidien. « On vit au rythme des combats entre parties adverses, des arrestations, des enlèvements. Je n'ose plus sortir de mon quartier. Il suffit d'avoir une photo pro-révolution dans votre cellulaire, et vous vous faites immédiatement arrêter. Les forces pro-Bachar sont partout. L'autre jour, elles ont stoppé un bus à un poste de contrôle, et ont arrêté tous les hommes. Depuis, on est sans nouvelles d'eux », ajoute Susan Ahmad.

Elle aussi a déjà amèrement dégusté la brutalité du régime. « L'année dernière, ils ont débarqué chez moi et tout détruit sur leur passage. J'estime pourtant que j'ai eu de la chance. Ces derniers mois, j'ai perdu trois de mes amis, torturés à mort en prison », poursuit-elle, la voix brisée. En trois ans, 11 000 prisonniers seraient morts sous la torture, selon un récent rapport. À la peur du régime se greffe la difficulté du quotidien. « Parfois, on n'a pas d'électricité pendant deux jours. Le lait fait défaut. On en trouve une fois par mois, mais à 10 euros le litre : vingt fois plus cher qu'il y a trois ans ! Dans certains quartiers, les gens meurent de faim », dit-elle.

Alors, comme beaucoup de Syriens pris en étau dans le conflit opposant un régime génocidaire à des rebelles armés, c'est avec scepticisme que Susan Ahmad suit de loin la conférence de Genève. « Genève peut offrir une solution, mais seulement si elle aboutit au départ de Bachar, au cessez-le-feu dans toutes les zones de combat et à la libération des personnes arrêtées. Sinon, c'est donner une nouvelle chance au régime », estime la jeune Damascène.

Au comble du désespoir, certains veulent pourtant y voir une « ultime chance à saisir », comme l'activiste Ahmed Khalil. Exilé à Istanbul, il suit de près la situation de son pays, où il vient de s'entretenir avec des camarades tout juste sortis des geôles du régime. « Ils m'ont confié qu'ils plaçaient leurs der-



Des enfants syriens transportent un sac de nourriture dans le champ de ruines de Deir Azzor, une ville de l'est du pays intensément bombardée par le régime. A. ABOUD/AFP

niers espoirs dans la conférence de Genève. D'après eux, 120 détenus sont récemment morts dans la prison centrale d'Alep à cause de diarrhée aiguë, de sous-nutrition, de manque de soins médicaux. Aujourd'hui, ils prient pour que les négociations facilitent la libération de leurs amis », dit-il.

**« On trouve du lait une fois par mois, à 10 euros le litre : vingt fois plus cher qu'il y a trois ans ! Dans certains quartiers, les gens meurent de faim »**

UNE SYRIENNE DE LA BANLIEUE NORD DE DAMAS

Mais si les supporters d'Assad se montrent unis autour d'un seul discours quand ils évoquent la conférence de Genève - combattre le « terrorisme » (un terme récurrent pour désigner l'opposition) -, la dissidence reste largement divisée. Le Conseil national syrien, une des principales composantes de l'opposition, a choisi de boycotter la réunion. Quant aux rebelles armés, ils sont partagés entre ceux qui, comme le Front des révolutionnaires de Syrie, soutiennent tacitement la réunion, et les combattants plus radicaux du Front al-Nosra, qui rejettent toute forme de négociation avec le régime de Damas.

Dans ce pays à feu et à sang, théâtre d'une guerre de l'ombre entre Téhéran et Riyad, beaucoup de Syriens n'ont qu'un mot à la bouche : l'arrêt des combats. D'après un nouveau sondage Avaaz-Ipsos mené auprès des réfugiés

qui ont élu domicile au Liban voisin, ils sont 78 % à faire du cessez-le-feu la priorité des négociations qui se tiennent en Suisse. L'enquête révèle également qu'ils sont 80 % à se montrer favorables à « une résolution politique et non militaire » du conflit, et 87 % à s'opposer aux groupes proches d'al-Qaïda.

Mais sur les 2,3 millions de réfugiés et les 6,5 millions de déplacés internes, nombreux sont ceux qui vivent dans une précarité telle que Genève ne leur dit strictement rien. « Je vous jure : il y a plein de Syriens qui n'ont pas accès à l'information et qui ne sont même pas au courant des discussions », confie Bachir, un jeune journaliste de 23 ans, qui fait régulièrement la navette entre la Turquie et le nord-ouest de la Syrie. « L'autre jour, j'ai visité un camp de déplacés dans la ville de Hama pour y faire des interviews. Ils se sont mis à me jeter des pierres, en hurlant qu'ils mourraient de faim. Même s'ils recevaient de l'aide de Téhéran, ils l'accepteraient, parce qu'ils ne sont même pas au courant de l'ingérence iranienne dans cette guerre », dit-il. ■



# Special Report: Amid Syria's violence, Kurds carve out autonomy

By Erika Solomon  
(Reuters)

**QAMISHLI, Syria** - In the northeast corner of Syria, a pocket of stability is emerging amid the country's civil war. Here the talk is of building, not bombing.

Local leaders have launched projects to revive normal life and encourage people to stay. They are creating a regional administration, producing cheap fuel, subsidizing seeds for crops and trying to restore electricity to an area that had lost power for nearly 24 hours a day. And so far they are fighting off the forces of both President Bashar al-Assad and the rebels who want to oust him.

The people now in control here are Kurds, an ethnic group that forms the majority of the population in parts of northern Syria, eastern Turkey, northern Iraq and western Iran.

"We have no power or water. Food is short," said Hardin, a 30-year-old teacher, shivering as cold rain began to fall at the funeral of a Kurdish fighter. "But before, our minds and spirits were repressed. Now our dreams are becoming reality. This is the Kurdish moment. Going back to the way we were is not an option. It would be a betrayal of those who sacrificed their lives."

For years the 30 million Kurds spread across those territories have been the world's largest ethnic group without an independent homeland. Only the Kurds in Iraq, who displaced Iraqi forces in the 1990s when a U.S. and British no-fly zone was in place against Saddam Hussein, have managed to carve out an area of real autonomy.

Now some of Syria's 2.2 million Kurds sense an opportunity to take another step towards the long-term dream of creating an independent state of "Kurdistan."

On Tuesday, on the eve of peace talks in Switzerland, Kurds in Syria declared a provincial government in the area. The move came after international powers denied their request to send a separate delegation to the peace talks.

Local leaders insist they have no plans for secession but say they are preparing a local constitution and aim to hold elections early this year. This is not independence but "local democratic administration," they say.

Whatever name it goes by, it is another complicating factor in a war that threatens to remake the Middle East. Syria has frac-



*Oil pumpjacks are seen at the Rumeilan oilfield, Qamishli province December 11, 2013. REUTERS/Rodi Said*

tured into statelets, with little evidence of any one group emerging as clear victor.

Both Damascus and neighboring Turkey fear the Kurds' growing autonomy will pave the way for secession. Turkey has closed its border with Syria in a bid to contain such a move. Ankara, which fought a Kurdish insurgency for decades, has already strengthened a barbed wire fence that snakes along parts of the border with Syrian Kurdish regions. Plans to build a wall there sparked large Kurdish protests.

Ankara, Tehran, Baghdad and Damascus all have a history of suppressing Kurdish ambitions, often ruthlessly. But with both Syria and Iraq torn by internal conflicts, and Turkey trying to make peace with its Kurds, Syria's Kurds see a chance to stake a claim on territory they say belongs to them.

Locals no longer call this region northeastern Syria, but "Rojava" - Western Kurdistan.

In Qamishli, a Syrian town close to the border with Turkey, journalist Mohammed Sharo talked of an emerging sense of Kurdish community ready to defy official frontiers. "Kurds in Turkey protested against Turkey's planned wall, while we protested on the other side from Syria," he said. "The way I feel now is, let them build the wall. That thing they call a border is no longer really there."

## TOWN BY TOWN

The northeastern Kurds have long been one of Syria's poorest and most oppressed minorities, with few official rights to the fertile land they live on or the oil reserves it contains. Their language, seen as a threat to the rule of Assad's Arab nationalist party, was banned. Thousands of people were never given official identity papers. Many of the villages here are no more than a maze of mud huts.

Nearly three years of rebellion and civil war, which have killed more than 100,000 people and displaced 6 million, have inflict-

ed further physical deprivation on the Kurds - but liberated them psychologically.

While Assad's forces were distracted with their fight against rebels in Syria's west, Kurdish leaders gradually seized territory. "We started near the Iraqi border - just one tiny little checkpoint," said Aldar Xelil, a leading member of the Democratic Union Party (PYD), the strongest political force in Kurdish Syria. "And from checkpoint to checkpoint we went across the entire region. Now we only have two cities to finish: Qamishli and Hassaka."

A visitor with a single permission slip from the PYD can now travel the 200 or so kilometers (124 miles) from the verdant borderlands with Iraq to the flat brown plains outside Ras al-Ain, which marks the end of Kurdish territory. Such freedom of movement is impossible in most of the rest of Syria, where the government or various rebel factions control different towns and, in some areas, even different roads.

The resurgent sense of Kurdish identity was evident at the funeral where participants celebrated even as they mourned, singing songs about "Kurdistan" and "freedom" that would have been unimaginable before the uprising against Assad.

Beyond the cemetery, rows of ploughed brown fields were ready for planting. In the town of Amuda, a lanky man with a droopy moustache was playing his own small part in the battle for autonomy. Basheer Suleiman patted a truck-sized generator that he had set up to power a market; its loud groans competed with honking cars and chatty shoppers as they inspected vegetables and queued for bread in the muddy central square.

Though Kurdish forces have staunchened most of the violence in the northeast, economic essentials, including electricity, remain in short supply. Suleiman heads the new Ronak Electric Company - a lofty name for a group that is cobbling together a power system using smuggled and ➔

⇒ looted supplies.

"I got some cables from smugglers. We bought some big generators from factories here that can no longer operate because of the war. I even sent a delegation of men east to (rebel-held) Deir al-Zor and we bought some generators from looters who ransacked companies," Suleiman said.

The main districts of Amuda now have electricity for about 10 hours a day, split between the morning and evening.

### THE OIL QUESTION

Oil could have helped the Kurds' ambitions, but production stopped after armed groups began stealing crude from the pipelines, which head to government-held refineries in central and coastal Syria. To compensate, the PYD seized large stockpiles of crude and have refined it to make diesel for use in farmers' tractors and heating stoves. The party sells it at only 30 lira (10 cents) per liter - cheaper than Assad's government can offer.

In addition to the military and political bodies, the PYD has also set up an oil company - "Sadco" - and a "Council for Economics and Development." The two bodies would not allow reporters into the Rumeilan oilfield, but they did offer an interview with Abdelrahman Hamu, head of the economic council.

Wearing a smart fitted blazer, Hamu ushered his visitors into a black BMW, shoving aside a Kalashnikov laid against the leather seats, and drove towards an isolated group of shipping containers, surrounded by a chain-link fence, that serve as a base for various development projects from making fertilizer to fuel.

PYD officials say the oilfield will remain untouched until a political deal is reached on Syria's fate. The problem, however, is what Kurds will do if the conflict lasts longer than their crude stockpiles.

If the Kurds did begin to use the Rumeilan oilfield, they would either have to send oil to Assad's refineries or launch a costly project to redirect it through Iraqi Kurdistan. Either would require a deal with forces they are not currently friendly with. Nevertheless, Hamu is confident that economic interests will ultimately trump political differences, indicating that he even hopes for foreign investment.

"We'll make it easy for any company, whatever its nationality, to invest. If their economic gain will benefit Syrians here, we will make it easy for them to do that by speeding up licensing, providing security and a place to work." Foreign companies would have a tax-free grace period of a year or two, he said.

### MANY HURDLES

Despite such optimism, many problems remain for the northeast region, both within Syria and with its neighbors in Turkey and Iraq.

In the main cities of Hassaka and Qamishli, power hangs in an uneasy bal-



Kurdish students sit in their classroom in the town of Rumeilan, near the Syrian/Iraqi border, December 10, 2013. Picture taken December 10, 2013. REUTERS/Rodi Said

ance. Assad's army and some allied militias still control parts of Qamishli, including some of the city center, a nearby military base, and the airport. You can still catch a flight from Damascus to Qamishli.

The rest of the city, which had a population of 200,000 before the conflict began, is controlled by Kurdish police forces, called "Asayish," and their allies.

For now, the two sides seem to co-exist. Fighters pass each other like ghosts. At a square in the heart of the city, Syrian soldiers on trucks mounted with anti-aircraft guns drove through a crowd of school children crossing the street, just as a Kurdish patrol drove past on the other side of the square.

Such is the co-existence of the forces that opponents of the PYD say it is either aligned with or being duped by Assad's regime.

"Government ministers still come on visits here. State employees still get their salaries, the phones still work, the health-care system is in place," said Mohammed Ismail, a member of the rival Kurdish Democratic Party (KDP). "Where is this local autonomy they speak of?"

The PYD's ambitious slate of social projects is looked on with suspicion by its opponents, who say it has been handed power by Assad in an attempt to weaken the opposition. What look like steps toward autonomy, they argue, are undermining the Syrian uprising and are actually a charade that will be revealed if Assad defeats his enemies, at which point Kurdish gains will be crushed.

Aldar Xelil shrugs with exasperation at the accusations of an under-the-table deal with the government. "Let the regime hold on to a base here or there, let it keep its administrative offices — they exist now in name only. At least they keep paying the salaries to state employees. People can continue to live. So yes, we are playing politics," he said.

There are divisions, too, between the Syrian Kurds and those over the border in Iraq. The two groups speak different dialects. Though 250,000 Kurds from Syria have moved to live in Iraqi Kurdistan, there is clear rivalry between the PYD in Syria and Massoud Barzani, the leader of the Iraqi Kurds.

The dominant fighting force in Kurdish Syria is the People's Defence Unit (YPG), which is tied to the PYD political party. Both have an ideology inspired by the Kurdistan Worker's Party (PKK) in Turkey, and posters of a potbellied and mustachioed Abdullah Ocalan, the leader of the PKK, are now common in northeastern Syria.

The YPG has stopped rival groups from entering the Kurdish enclave. Syrian Kurds suspect Barzani, the leader of the Iraqi Kurds, of wanting to extend his control into their territory. Publicly, Barzani has said only that he wants to keep the Kurds united.

Syrian Kurds also fear interference from Turkey, which has no desire to see its Kurdish population forge links with an autonomous region in Syria. Both the PYD and PKK have accused Turkey of sending Islamists to Syria to fight them - a claim Ankara denies.

### FRACTURED SYRIA

Damascus, too, sees a challenge in the growing Kurdish autonomy. The chances of recreating a unified Syria with one central government seem slim, even if a peace settlement can be reached. Kurdish nationalism adds to the challenge of reuniting a country now embroiled in the far broader power struggle between Sunni Muslims - who make up many of the rebels - and the Shia Muslims of Iran, who back Assad's Alawite sect.

Quite apart from the Kurdish ambitions, the war is creating mini statelets, some run by the Sunni Muslim rebels, others by Assad's Alawite minority. As Syria breaks apart, ethnic groups and sects elsewhere may increasingly question existing borders. In particular, Kurds and Sunnis in Iraq may argue that they have more in common with their brethren in Syria than the rest of the population of Iraq.

Given the array of competing interests, some local politicians believe a federal system might emerge in Syria. PYD leader Aldar Xelil said: "I can't imagine that an Alawite or a Sunni will be able to agree to share a single administration. There has been too much killing. The whole psychological state of these communities has changed." ⇒

⇒ "Perhaps we will have to resort to separating Alawites and Sunnis and Kurds administratively."

He foresees a federalized system, rather than Syria's Kurds carving out an entirely new land for themselves.

"A division from Syria itself, it won't happen. A federalized system though - that is possible."

Nevertheless, some ordinary Kurds still hope to realize a single, united Kurdish identity. Turkish youths continue to smuggle themselves in to join the fight in Syria; others from Turkey and Iran are trying to help Syria's Kurds revive their culture.

Iranian Kurdish activists and Turkish Kurdish writers are becoming a source of



Men carry coffins of members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) who were killed during clashes with the al Qaeda-affiliated Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL), at Khirbet Al-Banat village in the Ras al-Ain countryside, in this December 24, 2013 file photo. REUTERS/Rodi Said/Files

inspiration in Syria's Kurdish regions. As Khoshman Qado, a journalist and local poet in Qamishli, put it: "We have an opportunity to develop our ideas on social

issues, religion, politics. This could become a kind of renaissance for Kurds."♦

REUTERS

## Kurdish women fight for equality in Syria

January 22, 2014 - By Erika Solomon (Reuters)

**MALIKIYA, Syria** - Like her five sisters before her, Ahin left school to help her mother at home. Now she's training to fight.

At a remote Kurdish militia base on the grassy rolling hills near Syria's border with Iraq, the stocky 19-year-old jumps and crawls with rows of women in olive green fatigues. Their commander barks an order, and they take position and aim their Kalashnikovs.

The training camp is a powerful sign of the way Syria's Kurds are working to create an autonomous region. While both Islamist rebels and forces loyal to President Bashar al-Assad have sidelined women, in this Kurdish area, men are happy to fight alongside them. Kurdish military leaders say about a third of the Kurds' fighting force are women. Many, like Ahin, would never have dreamed of taking up arms until recently.

"I saw all these women leaving home to defend our land and was inspired. I never thought about things like women's equality before I joined the Women's Defence Brigades. It was a strange decision for me to make," she says, wiping sweaty brown curls off her forehead. "Now I've started a whole new life."

Kurdish society in Syria may be conservative by Western standards, but it is less so than other communities in the country. Now, says Nisreen, the base's 32-year-old trainer and commander, Kurdish women see an opportunity to tie their own liberation to the region's.

"When there is war, violence doesn't discriminate between men or women, so why do we? Women are just as much a part of this society. We will share in this task," she says.

Like all the women interviewed for this story, Nisreen declined to give her last name.

### SMART POLITICS

The Democratic Union Party (PYD), the most powerful group in Syria's Kurdish areas, has run the region since Assad's forces withdrew in 2012, and created both the male and female militia groups that now defend the area. The PYD has ideological ties to the



Kurdish female fighters of the Kurdish People's Protection Units (YPJ) are seen in training at a military camp in Malikiya, Hassaka province December 9, 2013. REUTERS/Rodi Said

Kurdistan Worker's Party (PKK) in Turkey, which fought a three-decade war against Ankara and pioneered women's militias and quotas.

Both groups require political and military leadership roles to have co-chairs - one man, one woman. The rule is ideological, but also smart politics in a society where women have few options in public life.

"That's a whole extra bloc of potential constituents," says Kurdish expert Aliza Marcus. "And because it offers options for advancement, women are often the most committed members."

Nojan, 20, who adorns her plain fatigues with a black scarf embroidered with flowers, said female fighters were particularly proud of helping beat back fighters from al Qaeda during battles late last year.

"When we arrived at the front, it was dark, and al Qaeda was close to our position ... we shouted to them that we were women with weapons in our hands, here to defend our people to the death," says Nojan.

"They told us to leave, they didn't want to fight women."

Ahin says that on trips home she is sparking heated debates about women's rights with her brothers and father, who bristle at her critiques of male-dominated society.

"I want them to follow my path, but they need time," she says, smiling. "When I lived at home, I was just a well-behaved girl. Here, I not only learned how to carry a gun, I learned how to speak. I became a woman."○

# Turkey shifts toward Iran on Syria

Turkey is resetting its relations with Iran, including over Syria.



Author Ali Hashem  
www.al-monitor.com

**TEHRAN, Iran** — What's going on between Iran and Turkey? Questions are being raised by allies before enemies. The two neighboring, former Islamic empires were thought to be parting with many of their differences over the Syrian crisis, which both regard as a foreign policy priority. Day after day there are indications that Ankara and Iran are heading slowly but surely toward strategic relations, which could result in the countries signing what a source in Tehran described as a "strategic cooperation treaty."

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is expected in Tehran within two weeks. Meanwhile, both countries' foreign ministers exchanged visits within a short time period; Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif visited Turkey on Jan. 4, while Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu was in Tehran a week earlier. As these words are written, Iranian Undersecretary for Arab and African Affairs Hussein Amir Abdulahyan is in Ankara to meet his counterpart. These meetings reflect a high level of coordination between Iran and Turkey. Yet some will ask, what about their differences over Syria?

There's no doubt that the Syrian crisis rattled the harmony that once brought together Tehran, Ankara, Doha and Damascus, but this meant nothing to Iran's cooperation with Turkey on a different front. A source in Tehran told Al-Monitor that security officials of both countries met frequently and shared information vital to national security. "There was cooperation, even in Syria. On several occasions Turkish and Iranian mutual efforts helped in releasing kidnapped personnel from both countries. There might be differences in the political goals, but on the security front both countries share the same objectives and won't do anything that harms the other's interests."

It's not just politics and security, the economy plays an important role in bilateral relations. Erdogan is still paying the price for the black holes he's accused of creating in the sanction system on Iran, specifically what's known as the gold-for-oil scheme. At least \$20 billion was exchanged in trade between the two countries in 2012, and this



Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu helps Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif during a news conference in Ankara. REUTERS

figure is expected to increase now that some sanctions on Iran are to be loosened.

Yet, on the political front, what are the Iranians and Turks planning?

**O**n Syria, it's nearly certain that both countries' positions are moving closer to one another. Turkey is now convinced that a political solution is the only exit from the current bloodshed. Moreover, it's feeling the heat as Islamic radical groups dominate its shared border with Syria, threatening Turkey's security and possibly its economic and political stability. There's one important last point: Turkey is being pushed out of Syria by other regional powers. Even its allies in the Syrian opposition aren't as influential as before, and on the ground, the main fighting factions — besides the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) — are closer to Saudi Arabia. As a result, Turkey's role in Syria is diminishing.

Iran is still paying a heavy price to keep Syria's defiant President Bashar al-Assad in power until the next election. This price varies from lives to money and arms. It's not a secret that the Islamic Republic gained from the crisis the power of being Syria's regional caretaker — the door that everyone knocks when needed.

Iran's relations with the region needs normalization. Both Iran and Turkey need each other. Each has its bloc of allies, and moreover, they share the same regional rivals. ♦

*Ali Hashem is an Arab journalist serving as Al Mayadeen news network's chief correspondent. Until March 2012, he was Al Jazeera's war correspondent, and prior to that he was a senior journalist at the BBC. He has written for several Arab newspapers, including the Lebanese daily As Safir, the Egyptian dailies Al-Masry al-Youm and Aldostor, and the Jordanian daily Alghad. He has also contributed to The Guardian. On Twitter: @alhashem\_tv*



## Maliki: I Did Not Say Kurdistan Budget Should Be Cut



*'It's not possible for Kurds to separate over a barrel of oil,' Maliki said.*

rudaw.net

**ERBIL, Kurdistan Region** — Following talks with Kurdistan officials in Baghdad, Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki said he favored a "language of understanding" to resolve disputes with Erbil, and that differences over oil exports cannot be a reason for the Kurds to separate from Iraq.

Meetings led by Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani in Baghdad to resolve oil and budget rows ended inconclusively on Sunday, with a decision to continue the talks at a later date.

Following the closed-door meetings, Maliki softened his

stance over threats to cut off the Kurdistan Region from the federal budget, unless there was agreement over revenues from the oil exports to Turkey.

"I have not said I would cut the KRG's share of the budget. I said there should be a language of understanding to solve the issues between Baghdad and Erbil," Maliki told Rudaw.

Meanwhile, Barzani said in an interview he had expressed to Baghdad his displeasure over the threats.

"We told them frankly that the language of threats is unacceptable and it's not in the interest of any party," Barzani told Rudaw. "This is not an issue to be resolved with threats. It needs

→ meetings and negotiations to reach an agreement.”

The main bone of contention is over revenues from oil exports through a newly-extended pipeline to Turkey. The exports have reportedly already begun. But the Turks say they are only storing the oil until an agreement over revenues.

The Kurdistan Region wants to withhold revenues to account for money owed by Baghdad, including the 17 percent annual share of the budget which Kurdish officials complain they have never received in full.

The central government, meanwhile, wants the income to

be placed into a fund, and given to the KRG as it sees fit.

Maliki has favored a "comprehensive budget that includes revenues from the south, central and north.”

Maliki emphasized that "Iraq must remain united for its wealth.”

“Erbil and Baghdad have to be within one state,” said Maliki. “Kurdistan will be weak if it separates and I am against all separation based on oil,” he added.

According to Maliki, the separation of the Kurdistan Region based on differences over oil would not be in the interest of the Kurds, Sunnis or Shiites.

Maliki also called for the formation of a National Council to oversee oil policy in the country until a hydrocarbon law, which has been languishing in the Iraqi parliament due to differences between the KRG and Baghdad, is passed.

He demanded that "the public wealth should be distributed fairly and the mechanism of the wealth distribution should be constitutional.”

“If we have disputes over the constitution, then there is the Federal Court to settle such issues. It’s not possible for Kurds to separate over a barrel of oil or money,” he stressed.

He also disclosed that, “the KRG delegation said that they would not export oil without Baghdad’s approval.” But Barzani told Rudaw that, “There is no guarantee and no such talk has taken place. No guarantee has been given to anyone.”

Meanwhile, Iraq’s deputy prime minister for energy affairs, Hussein Shahrastani, said that the two sides had agreed on a general framework.

“The brothers from the Kurdistan Region needed more time to study our proposals, but an agreement on a general framework has been reached,” he said. □

## Turkish intelligence denies claims over Paris killings but launches internal probe

ANKARA  
www.hurriyetdailynews.com

The Turkish National Intelligence Organization (MIT) has strictly denied any involvement in the killings of three Kurdish women members of groups affiliated with the outlawed Kurdistan Workers’ Party (PKK) in Paris last year, as suggested by a video recording and in an alleged MIT document. Nonetheless, the organization also announced that it has launched “an administrative investigation” internally, concerning the allegations.

In the last days, through some voice recordings and documents featured in media bodies and social media, the organization is being tried to be linked with the issue of the PKK members who were killed in Paris, the press office of the MIT Undersecretariat said in a written statement released on Jan. 15.

“It is being considered that the said reports are an operation aimed at wearing away our organization which has assumed an active role in the resolution process and aimed at bringing the personnel that has served along this process into a situation in which they cannot perform their duties, by outing them,” the statement said.

A voice recording posted online on Jan. 13 allegedly featuring the voice of Ömer Güney, who stands accused of the killing of the three women, suggested that the order for the murders came from the MIT.

On Jan. 15, a Turkish daily newspaper published a document said to have belonged to MIT. The alleged document says that 6,000 euros were sent to an MIT staff member whose code name is “Legionnaire,” so

that he would make preparations for “an operation” targeting Cansız.

“He can be used in rendering the organization member ineffective,” said the alleged document, referring to Legionnaire. The word “organization” refers to the PKK and “rendering ineffective” is a phrase frequently employed by the Turkish Armed Forces (TSK) to describe the killing of PKK militants.

“Our organization has definitely no relation with the murders of Sakine Cansız, Leyla Şaylemez and Fidan Doğan. All the same, the required administrative investigation concerning the claims in question has been launched within our internal structure,” it also said, while underlining that the intelligence organization was fulfilling the duties assigned to it by the Law No: 2937 “within the framework of laws.”

“From now on too, [our organization] will continue its duty with determination within this framework,” the statement concluded.

In late December 2012, Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan made public that intelligence agents were meeting with jailed leader of the PKK Abdullah Öcalan, exposing a “resolution/peace” process aimed at ending the three-decade long conflict between Turkey’s security forces and the PKK, in order to pave the way for the resolution of the century-old Kurdish issue.

The road was rocky, however, as seen on Jan. 9, 2013, when Cansız, 55, a founding member of the PKK; Doğan, 32, a spokeswoman for the organization in France and Europe; and a trainee named Şaylemez, 25, were assassinated in Paris. The killings sent



a shockwave through Europe’s Kurdish community. On Jan. 17, tens of thousands of people participated in a grand funeral ceremony held in Diyarbakır, a predominantly Kurdish-populated southeastern Anatolia province which has a symbolic importance for Kurds, for the three women. Despite worries of possible provocations and sabotage that would turn the ceremony into a violent protest, such fears did not materialize during the peaceful gathering, during which the women’s coffins were covered with the flags of the PKK.

The Peace and Democracy Party (BDP) Batman deputy Ayla Akat Ata, meanwhile, submitted on Jan. 15 a written motion which contained 10 specific questions about the claims concerning the Paris killings. Ata addressed her questions to Prime Minister Erdoğan.

Ata was among a parliamentary delegation who visited Öcalan on Jan. 3, 2013 when she was accompanied by independent deputy Ahmet Türk. It was the first parliamentary visit paid to Öcalan and was made public as part of the peace process. ■

# Le récit de la défection de « César », photographe de la barbarie syrienne

Les clichés du militaire syrien prouvent les tortures infligées à plus de 11 000 opposants tués

Montreux  
Envoiyé spécial

Dans le huis clos d'une chambre d'hôtel à Montreux, à l'écart de l'agitation causée par la conférence de paix sur la Syrie, un homme fait défiler des photos de cadavres sur l'écran de son ordinateur. Souvent nus ou couverts de haillons, les corps portent les traces de supplices variés : lacération, strangulation, électrocution, mutilation, etc. Sur le torse de la plupart des cadavres, le visage figé dans un ultime rictus, on distingue des numéros, tracés au marqueur. Parfois c'est sur un bout de carton, déposé au pied du torturé, que figurent les informations. « *Ce sont les numéros qui sont attribués aux détenus quand ils sont arrêtés puis quand leur décès est déclaré*, explique l'homme, un opposant syrien nommé Emadeddin Rachid. *Les numéros se suivent. C'est de l'abattage à la chaîne.* »

Ces clichés, auquel *Le Monde* a eu un accès exclusif, ont nourri le rapport, dévoilé lundi 20 janvier par la chaîne américaine CNN et le quotidien britannique *The Guardian*, qui accuse le régime syrien d'avoir torturé et tué « à l'échelle industrielle ».

Commandée par le Qatar et rédi-gée par un cabinet d'avocats londoniens avec le renfort de spécialistes de la justice internationale, cette étude se fonde sur un matériau d'une nature et d'une ampleur inédite dans l'histoire de la Syrie : un stock de 55 000 photographies représentant environ 11 000 personnes tuées en détention.

Comment leur authenticité a-t-elle pu être avérée ? Parce que la personne à l'origine de cette monumentale fuite n'est nul autre que l'auteur de la plupart des clichés : un photographe de la police militaire, qui a fait défection en 2013, désigné dans le rapport sous le nom de code « César ».

Emadeddin Rachid est l'un des cerveaux de cette opération, qui a percuté de plein fouet la conférence de Montreux et déstabilisé la délégation syrienne face à la presse internationale. Agé de 48 ans, ancien vice-doyen de la faculté de charia (lois islamique) de l'université de Damas, il est l'un des respon-

sables du Mouvement national syrien, un courant islamiste modéré représenté au sein de la Coalition nationale syrienne (CNS), la colonne vertébrale de l'opposition au régime Assad.

Selon toute vraisemblance, c'est grâce à une lointaine parenté entre un membre de son mouvement et « César » que le contact est établi. Longtemps chargé de prendre en photo des scènes de crimes ou d'accident, l'homme s'est vu affecter à une tout autre tâche après le début de la révolte syrienne, en mars 2011 : tirer le portrait des opposants, réels ou supposés, qui ont été torturés à mort ou froidement exécutés dans les geôles du régime.

Un travail de recensement photographique aussi méticuleux que mortifère, une bureaucratie de la barbarie menée dans un double but : d'une part permettre aux autorités de délivrer un certificat de décès aux familles à la recherche d'un frère ou d'un père disparu, en mettant son trépas sur le compte d'un « *problème respiratoire* » ou d'une « *attaque cardiaque* » ; d'autre part, permettre aux tortionnaires de confirmer à leur

**Les corps portent les traces de supplices variés : lacération, strangulation, électrocution, mutilation. Des numéros sont écrits sur les torsos**

hiérarchie que la sale besogne a bien été accomplie. « *Tuer ses opposants, ça fait partie de la routine du régime*, explique Emadeddin Rachid. *Consigner la tuerie, c'est simplement aller au bout de la routine.* »

A l'hôpital militaire où il est assigné, « César » reçoit jusqu'à cinquante corps par jour. Chacun d'eux nécessite quinze à trente minutes de travail, car quatre à cinq clichés sont requis pour constituer le dossier de décès. Le spectacle de la sauvagerie des services de sécurité syrien éprouve durement le photographe légiste.



Il est mûr pour passer à la rébellion. Six mois seront nécessaires pour mettre en place la filière destinée à récolter les preuves photographiques. « *Une chaîne d'anonymes, notamment des combattants de l'Armée syrienne libre, ont risqué leur vie pour réussir cette opération* », dit Emadeddin Rachid. Il aura fallu quatre mois supplémentaires pour exfiltrer « César » et sa famille.

Sollicités par le cabinet londonien Carter-Ruck, trois médecins légistes et trois anciens procureurs internationaux, qui ont officié dans les tribunaux sur la Sierra Leone et l'ex-Yougoslavie, se mettent alors au travail. Bien conscient que son hostilité notoire au régime Assad risque de nuire à la crédibilité du rapport final, le Qatar a accepté de financer cette entreprise à la condition que « *les pièces fassent l'objet d'une authentification appropriée et rigoureuse* », souligne Cameron Doley, l'un des avocats de la firme anglaise.

Les experts s'immergent dans le lot d'images et acquièrent la conviction qu'il est « *très peu probable* » qu'elles aient pu être falsifiées. Ils rencontrent à trois reprises, au mois de janvier, le témoin à charge, le pressent de questions et finissent par se convaincre que l'homme est bien ce qu'il prétend. Bien

que partisan du soulèvement anti-Assad, « *« César » a rendu compte honnêtement de son expérience* », assure le rapport, qui précise qu'il n'a par exemple jamais prétendu avoir été témoin des exécutions.

Sur la BBC, le patron de la commission d'enquête, sir Desmond de Silva, a récusé toute interférence de Doha, le commanditaire. « *L'intérêt que possède le Qatar dans cette affaire ne veut pas dire que les preuves sont fausses. Nous avons pris ce fait en compte et avons été très méticuleux dans notre façon de travailler.* »

Au *Monde*, Emadeddin Rachid a montré l'exemplaire scanné d'un dossier de décès constitué avec les photos de « César ». Le formulaire porte l'en-tête de la « *République arabe syrienne, commandement général des forces militaires* » et le cachet « *Police militaire* » est apposé sur les clichés post mortem.

*Le Monde* a également pu voir de nombreuses photos d'un hangar, transformé en charnier, avec une quinzaine de dépouilles décharnées éparpillées sur le sol. « *C'est le garage de l'hôpital militaire de Mez-zeh*, assure M. Rachid. *Quand la morgue est pleine, c'est là que les cadavres sont jetés. Tous ces corps avec la peau sur les os, ça fait immanquablement penser aux camps de concentration nazis.* »

« César » et ses compagnons révent désormais du jour où ils pourront confier leurs archives photographiques à une juridic-

tion internationale. « Si la justice ne prend pas le relais et ne fait pas ce qui est nécessaire face à de tels massacres, alors, soyez-en sûrs, il y

a aura des contre-massacres », prévient Emadeddin Rachid. ■

**BENJAMIN BARTHE  
ET STÉPHANIE MAUPAS (À LA HAYE)**

**Le Monde**

Vendredi 24 janvier 2014

# Echanges acerbes au premier jour de « Genève 2 »

La conférence de paix sur la Syrie a débuté mercredi 22 janvier à Montreux, en Suisse

**Montreux (Suisse)**  
Envoyés spéciaux

Le pire a été évité : au terme de la première journée de « Genève 2 », la conférence de paix sur la Syrie, mercredi 22 janvier à Montreux (Suisse), aucune des deux délégations syriennes présentes n'a claqué la porte. Au vu des échanges acrimonieux qui ont émaillé le début de cette rencontre, ce résultat s'apparente à une petite victoire.

Pour la suite, la prudence est de mise. Mercredi soir, l'envoyé spécial des Nations unies et de la Ligue arabe sur la Syrie, Lakhdar Brahimi, confiait à l'armada de journalistes débarqués dans la station vaudoise qu'il ne savait toujours pas s'il serait possible de réunir les deux camps autour d'une même table, vendredi à Genève, comme le prévoit le calendrier des négociations. C'est dire si les atten-

tes sont minimales à l'issue de la séance d'ouverture, qui a duré huit heures, en présence d'émissaires de quarante pays.

En fin de journée, John Kerry, la voix rauque et fatiguée, s'est efforcé de présenter un bilan encourageant. « Aujourd'hui, les deux parties se sont retrouvées dans la même pièce pour la première fois

depuis le début de la guerre » [en mars 2011], a sobrement constaté le secrétaire d'Etat américain. « Personne ne s'attend à une percée rapide, a-t-il ajouté. Les négociations pour terminer des guerres prennent longtemps. Souvenez-vous de la Bosnie, du Kosovo et même du Vietnam. »

## Discours-fleuve

Ce premier rendez-vous s'est achevé comme il avait commencé : par des échanges acerbes sur Bachar Al-Assad et le sort qui serait le sien dans la transition politique

à laquelle cette conférence internationale est censée aboutir. « Vous ne pouvez pas sauver la Syrie de la désintégration tant que Bachar Al-Assad demeure au pouvoir », a martelé M. Kerry. Lui succédant à la tribune, Bachar Al-Jaafari, le représentant de Damas auprès de l'ONU, a dénoncé la supposée « obsession » des puissances occidentales à propos du président syrien.

Dans un long réquisitoire contre les « ennemis de la Syrie », il a tenté de démonter les critiques visant le régime, à commencer par « cette soi-disant histoire d'armes chimiques ». Une allusion à l'attaque au sarin perpétrée dans la périphérie de Damas, qui a fait 1500 morts, le 21 août. Selon M. Jaafari, « 99 % des violences » commises en Syrie sont le fait des « terroristes ».

La guerre des mots avait commencé dans la matinée, avec l'intervention de Walid Mouallem. Un discours-fleuve et plein d'emphase, dans lequel le ministre des affaires étrangères syrien a tiré à boulets rouges sur les sponsors occidentaux et arabes de la rébellion, les accusant d'avoir « exporté le terrorisme » dans son pays.

Dans une allusion transparente à l'Arabie saoudite et au Qatar, les bailleurs de fonds des groupes armés, ce vétéran de la diplomatie syrienne a vilipendé « les pays qui prétendent donner des leçons de démocratie et de développement alors qu'ils s'enlisent dans l'ignorance et dans des pratiques moyennageuses ».

## « Elucubrations »

Ignorant délibérément l'ordre du jour de la conférence, M. Mouallem s'en est pris à la délégation de l'opposition, dirigée par Ahmed Jarba, le chef de la Coalition nationale syrienne (CNS), la principale formation anti-Assad. Des « traîtres » qui se sont « vendus à Israël », a-t-il estimé, dans l'espoir de saper leur légitimité.

Après cette diatribe, l'entourage de M. Jarba confiait son soulagement. « Des rumeurs disaient que le régime s'était acheté des conseils en relations publiques à prix d'or. On avait peur que Mouallem embobine toute l'assistance. Son discours totalement hors sujet nous a rendu un fier service », relevait un conseiller du chef de file de la CNS. Un sentiment partagé par Laurent Fabius. Le chef de la diplomatie française a qualifié les propos de son homologue syrien d'« élucubrations », en souhaitant que son « aveuglement et sa surdité ne soient pas communicatifs ».

Dans son intervention, Ahmed Jarba en est revenu à ce qui est censé être au cœur des débats : la formation par « consentement mutuel » d'un gouvernement de transition, « doté des pleins pouvoirs exécutifs », ce qui suppose que M. Assad n'y joue aucun rôle : « Avons-nous un partenaire syrien dans cette salle ? », a demandé M. Jarba. Pour l'instant, la réponse est non. ■

**BENJAMIN BARTHE  
ET YVES-MICHEL RIOLS**



Lakhdar Brahimi (à gauche) et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, le 22 janvier, à Montreux. PHILIPPE DESMAZES/AFP

# L'ombre de la Turquie derrière le triple assassinat de Paris

Le principal suspect, Ömer Güney, aurait agi pour des commanditaires liés à l'appareil sécuritaire de l'État turc.

LAURE MARCHAND  
ISTANBUL

**JUSTICE** Le président de la République française effectue une visite d'État en Turquie lundi et mardi prochains. Un sujet embarrassant sera du voyage ; il s'agit d'Ömer Güney, unique suspect du triple assassinat du 147, rue La Fayette, près de la gare du Nord à Paris, le 9 janvier 2013. Trois militantes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Soyilemez avaient été découvertes froidement exécutées de plusieurs balles dans la tête au pre-

mier étage de cet immeuble haussmannien, dans le local du Centre d'information du Kurdistan, chargé de la propagande de la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

En détention provisoire à Fresnes, Ömer Güney, qui se trouvait sur place à l'heure du crime, clame son innocence depuis un an mais de nouveaux éléments troublants renforcent la piste de commanditaires en Turquie. Et mènent au cœur de l'État turc. Un enregistrement sonore avec trois voix a été anonymement publié ces jours-ci sur Internet. L'une est attribuée à Ömer Güney, les deux autres à des agents du MIT, les services de rensei-

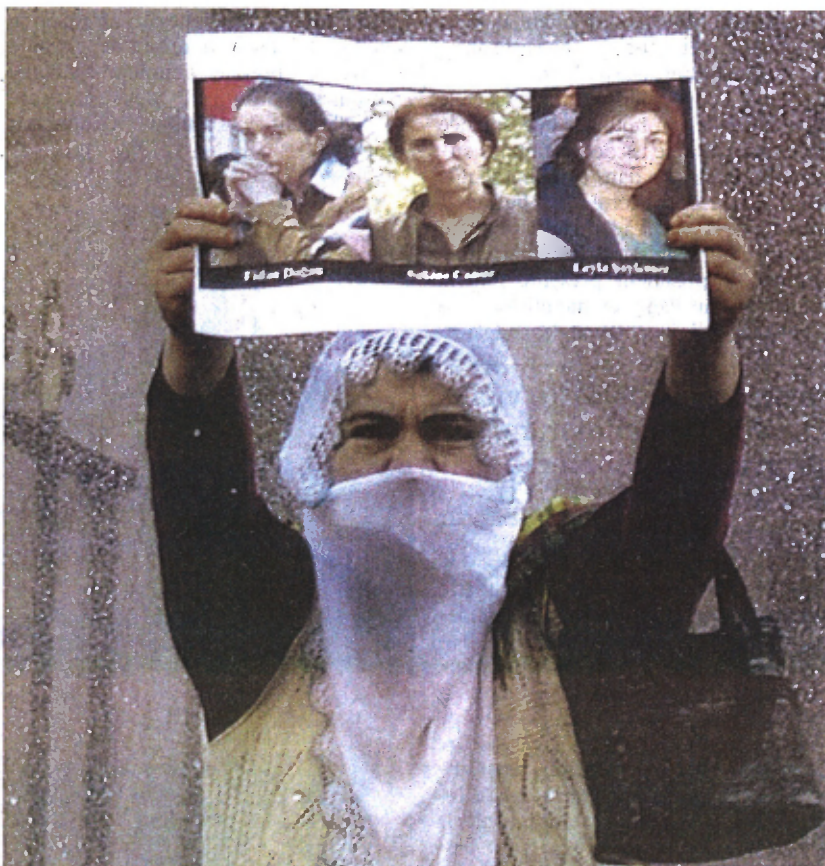
gnements turcs. La discussion porte notamment sur la reconnaissance des lieux où les meurtres de cadres du PKK réfugiés en Europe sont prévus et sur les services de renseignements français. Ömer Güney assure qu'il fait l'objet de leur part « d'une filature intense ». Un autre document mis en ligne est présenté comme étant une note d'information du MIT. Datée 18 novembre 2012, elle fait mention d'un individu, désigné par nom de code « La Source », à qui 6 000 € ont été remis afin qu'il pare aux dépenses nécessaires à la suppression de Sakine Cansiz.

## Un profil d'agent infiltré

Ces pièces sont-elles authentiques ? Leur expertise sera déterminante. Elles sont en tout cas prises très au sérieux par les milieux kurdes. « Après avoir écouté cet enregistrement, nous pouvons affirmer avec certitude qu'il s'agit bien de la voix d'Ömer Güney », affirme la Fédération des associations kurdes de France. Les personnes qui ont côtoyé ce ressortissant turc qui disait se passionner par la cause kurde reconnaissent même ses tics de langage. De son côté, le MIT a indiqué dans un communiqué qu'il n'avait « absolument rien à voir avec les meurtres ».

Pour Gülten Kisanak, coprésidente du Parti pour la paix et la démocratie, la vitrine politique du PKK en Turquie, la tuerie de Paris a donc « bien été planifiée et organisée en coordination avec des fonctionnaires de l'État turc ». Le fait que le MIT ne dise mot sur la nature des documents suscite la suspicion. « Si les documents ne proviennent pas du MIT, alors d'où viennent-ils, s'est interrogé le député pro-kurde, Altan Tan. Si vous êtes incapables d'y répondre, il ne vous reste plus qu'à fermer la boutique. »

La mise en cause du MIT va bien au-delà de l'accusation de l'implication d'un organisme de l'État. C'est ce service qui a été chargé par le premier ministre turc de conduire des pourparlers avec le PKK. Les discussions, chance historique de mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40 000 morts depuis 1984, ont été rendues publiques quelques jours avant le carnage parisien. Elles sont menées par le patron du MIT, Hakan Fidan, l'homme de confiance de Recep Tayyip Erdogan. Crimes commandités par le négociateur ? Par un groupuscule nationaliste opposé à la paix et niché à l'intérieur de l'agence ? Rumeurs destinées à distiller le poison du doute afin de saper les négociations ? Autant de questions toujours sans réponse. Le timing de la publication de la bande audio et du document écrit surgit également en plei-



Une femme kurde a manifesté, le 9 janvier dernier à Istanbul, en brandissant les portraits des trois militantes assassinées à Paris un an auparavant. BÜLENT KILIC/AFP



ne guerre entre le premier ministre, qui cherche par tous les moyens à étouffer un gigantesque scandale de corruption, et la confrérie religieuse de Fethullah Gülen, qu'il accuse d'être derrière l'offensive judiciaire contre ses proches. Viser Hakan Fidan, c'est donc atteindre par ricochet Recep Tayyip Erdogan.

« J'espère que François Hollande aura le courage de mettre le sujet sur la table »

ANTOINE COMTE, AVOCAT DE LA PARTIE CIVILE

Ces derniers rebondissements renforcent en tout cas le profil d'agent infiltré d'Ömer Güney qui apparaît après un an d'enquête. Ce Turc qui avait su se rendre indispensable dans la communauté kurde de la banlieue parisienne avait, au mieux, des accointances avec les Loups Gris, les milices d'extrême droite et a effectué au moins trois mystérieux voyages dans son pays d'origine dans les mois précédents les meurtres. Muni de cinq téléphones portables, il communiquait avec des interlocuteurs secrets en Turquie par l'intermédiaire de messageries... Ankara n'a fourni jusqu'à pré-

sent aucun renseignement susceptible d'éclaircir ces zones d'ombre. À Paris, l'entourage du président français considère qu'il « n'y a pas aujourd'hui de preuves d'une implication des services turcs ». « J'espère que François Hollande aura le courage de mettre le sujet sur la table, déclare, pour sa part, Antoine Comte, avocat de la partie civile. Depuis l'affaire Ben Barka, la France est incapable de désigner un État coupable d'un assassinat politique. » ■



29 janvier 2014

Par William Molinié  
www.20minutes.fr

**ENQUÊTE – Ce membre éminent du Congrès national du Kurdistan, mis en examen pour financement du terrorisme et soupçonné d'être un cadre du PKK, va tenter ce jeudi de faire annuler la procédure pour « preuves obtenues illégalement »...**

Ce devait être historique. Pour la première fois, la police française avait pu judiciariser un dossier dans lequel elle disait établir « des liens entre la branche politique du Parti des travailleurs kurdes (PKK) et sa faction logistique armée en Irak ». Quinze mois après l'arrestation d'Adem Uzun, membre du Congrès national du Kurdistan, le dossier semble se dégonfler. Sur fond de coups tordus et de barbouzeries dignes d'un scénario de polar transfrontalier.

La défense d'Adem Uzun assure être en mesure de prouver que les services anti-terroristes français lui ont tendu un piège. Son avocat, Me Antoine Comte, va plaider ce jeudi devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris une requête en annulation pour « preuves obtenues illégalement ».

Le 6 octobre 2012, Adem Uzun était arrêté dans une brasserie à côté de la gare Montparnasse, révélait à l'époque 20 Minutes. Présenté par les services de police comme un « haut dirigeant du PKK » -organisation classée comme terroriste par l'Union euro-

péenne et les Etats-Unis-, il était soupçonné d'avoir négocié l'achat de missiles Milan pour un contrat qui se serait monté à « 1,2 million » d'euros, précisait une source judiciaire. Pour « révéler » cette affaire, sur la base d'un « renseignement turc », la Sous-direction anti-terroriste (Sdat) avait envoyé un de ses agents infiltrer l'entourage du politique. L'agent en question, un certain « Monsieur Antoine », se présentait alors comme un vendeur d'armes chargé d'approcher le clan Uzun.

#### Adem Uzun libéré

Au cours de son enquête, l'agent a enregistré sur son téléphone les conversations qu'il a eues avec des proches d'Adem Uzun et lui-même, le jour de son arrestation à Montparnasse. Une entrevue qui aurait duré moins de dix minutes. « Des morceaux sont inaudibles. Les bandes sont brouillées », regrette Me Comte, qui estime que « la Sdat a tendu un piège » à son client. Selon lui, à aucun moment le dirigeant kurde n'a su que les discussions portaient sur un contrat d'armes. « Il n'était pas au courant. Il venait à Paris pour une réunion politique. »

Ses soupçons sont renforcés avec l'apparition dans le dossier du nom de l'intermédiaire qui aurait mis en relation l'agent infiltré et les proches d'Uzun. Un homme bien connu des policiers que certains d'entre eux qualifient d'escroc aux

## Affaire Adem Uzun: Les services anti-terroristes ont-ils poussé au crime le dirigeant kurde?



Capture d'écran d'Adem Uzun, un dirigeant du PKK en Europe, interpellé samedi 6 octobre 2012 à Paris DR

kurdes, qui l'accusent de faire le jeu des autorités turques.

À l'été 2013, le nouveau juge d'instruction en charge de l'enquête a libéré Adem Uzun, qui reste mis en examen pour trafic d'armes et sous contrôle judiciaire. L'homme poursuit son lobbying auprès des dirigeants européens en se rendant régulièrement à Bruxelles, où il bénéficie d'une carte d'accès permanente au Parlement européen. Le mois dernier, il y a été aperçu au cours d'un séminaire. Ainsi qu'à un rendez-vous avec un ancien Premier ministre danois. Preuve qu'il est encore perçu comme un interlocuteur crédible et qu'il dispose d'un réseau solide.

Même si le clan Uzun est placide, le leader, lui, ne se fait pas trop d'illusions. « Il sait que tout ne se joue pas dans les tribunaux. S'il reste serein sur les arguments judiciaires, il l'est beaucoup moins sur l'issue en raison des tenants politiques de ce dossier », assure une ancienne collaboratrice qu'il a vue au mois de décembre 2013. « Est-ce que démontrer juridiquement un dossier pièces par pièces sera suffisant? L'affaire est très politique », s'est inquiété Adem Uzun, le mois dernier, selon des propos rapportés à 20 Minutes par un proche.

renseignements. D'autres, dit-on, l'utilisent comme « indic ». Ce sulfureux personnage, proche des anciens réseaux de Kadhafi, apparaît déjà dans des affaires d'escroquerie, de financement de coup d'Etat aux Comores ou même dans un trafic de lingots d'or libyens vendus en France. Pour la défense d'Adem Uzun, l'apparition dans la procédure d'un tel personnage est une aubaine. « La question de la régularité des preuves est soulevée », lâche Antoine Comte.

#### « Il y a des couacs »

A demi-mot, un policier des services de renseignement reconnaît auprès de 20 Minutes des faiblesses dans le dossier. « Il y a des couacs. C'est dommage car au départ, on était vraiment sur quelque chose, confie-t-il. Mais de là à penser que la Sdat a été utilisée pour tendre un piège... ». Cette dernière est régulièrement sous le feu des critiques des militants

International New York Times

JANUARY 23, 2014

# Syria talks quickly turn tense with harsh words

MONTREUX, SWITZERLAND

## Charged atmosphere casts doubt on prospects for easing hostilities

BY MICHAEL R. GORDON AND ANNE BARNARD

Friction and acrimony broke out almost immediately on Wednesday with the start of a long-delayed peace conference on Syria, punctuated by a testy exchange between the Syrian foreign minister and the leader of the United Nations, casting doubt on the prospects for easing hostilities or even opening up emergency aid corridors to help besieged civilians.

The conference of delegates representing some 30 countries in the lakeside Swiss city of Montreux, already troubled by last-minute diplomatic stumbles, was described by Secretary of State John Kerry as a test for the international community. But the meeting had barely begun when the atmosphere grew even more charged over divisions between the United States and Russia and especially among the Syrians themselves.

The Syrian foreign minister, Walid al-Moallem, who led his country's delegation, was openly defiant, calling Syrian insurgents evil and ignoring appeals by Ban Ki-moon, the United Nations secre-



Walid al-Moallem, the Syrian foreign minister, in Montreux on Wednesday.

tary-general, to avoid invective or even yield the floor as a bell rang signaling that he had exceeded the allotted time for his remarks.

"You live in New York, I live in Syria," Mr. Moallem snapped after Mr. Ban asked that he conclude his speech, which lasted more than 30 minutes.

After Mr. Moallem finished, Mr. Ban lamented that his injunction that participants take a constructive approach to the crisis "had been broken."

Hanging over the gathering was the disclosure, the day before, of a cache of photographs suggesting that torture, starvation and execution are widespread and even systematic in the secret jails of President Bashar al-Assad of Syria.

Images were released by lawyers commissioned by the Qatari government, an avowed opponent of Mr. Assad. The collection was identified as having been part of a voluminous archive of torture and execution maintained by the Syrian government and smuggled out by a police photographer who defected and was given the code name Caesar.

So far, only a few photographs have actually been released, and the claims about their origins could not be independently verified.

If genuine, the trove would be new visual corroboration that Mr. Assad's government was guilty of mass war crimes against its own citizens, just as it appeared to regain some international standing and just as the talks in Switzerland were about to get underway.

On Wednesday, Syria rejected the lawyers' report, with the Justice Ministry calling it "politicized" and "lacking objectivity and professionalism," Reuters reported from Beirut, Lebanon.

But Ahmad Assi al-Jarba, the president of the Syrian opposition coalition that the West is backing, called Wednesday for independent international experts to visit Syrian jails and verify reports of torture.

"We demand today that an international commission of inquiry visit the detention centers of the regime where they carried out their torture and killings," Mr. Jarba said in closing remarks to the international conference here in Montreux.

Despite the lack of concrete progress in the talks, several Syrians expressed hope that the conference signaled the start of a process in which Syrians might eventually overcome their differences.

"It's a historic moment," said Ibrahim al-Hamidi, a journalist for the Saudi-owned newspaper Al Hayat, originally from the northern Syrian city of Idlib. "After three years of military struggle, when the opposition tried very hard to destroy the regime, and the regime tried very hard to crush the opposition, this is the first time the two delegations sit down in one room under U.N. auspices."

Another Syrian journalist, speaking on the condition of anonymity to express an opinion, pointed to the fact that many in the government delegation had probably never come face to face with an avowed opposition activist.

"These people have never seen, let alone spoken, to anyone in the opposition," he said.

"They've never seen Haytham Maleh," he added, referring to a former



Figure 5 - Belt type object on the neck with a ridged pattern highly consistent with the ligature mark seen in a different individual in Fig. 4

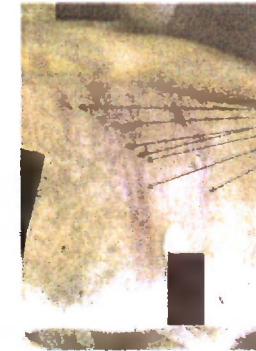


Figure 7 - Tramline injuries across the anterior chest and abdominal wall



Figure 10 - Ulceration in the lower shin and foot areas

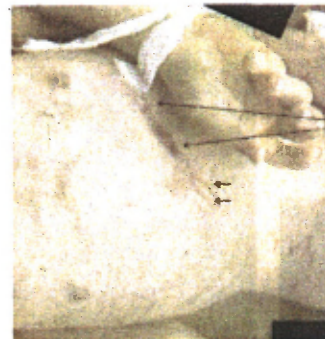


Figure 6 - Emaciated individual with tramline injuries across lower chest wall

political prisoner in his 80s who is a member of the opposition's delegation here. "So for them to sit across the table for him is historic. It is as if people from the Stalinist system suddenly sat down with the White Russians."

On the eve of the conference, Mr. Kerry, Mr. Ban and Sergey V. Lavrov, the Russian foreign minister, engaged in a calculated display of comity, a gesture that appeared intended to play

down the United States' successful lobbying effort to persuade the United Nations to withdraw its invitation to Iran to attend the meeting.

But when the conference opened on Wednesday the sharp differences re-emerged. Mr. Kerry said it was unthinkable that Mr. Assad could play a role in a transitional administration that would govern Syria as part of a political settlement. The establishment of such a transitional body by "mutual consent" of the Assad government and the Syrian opposition is the major goal of the conference.

"The right to lead a country does not come from torture, nor barrel bombs, nor Scud missiles," Mr. Kerry said. "And the only thing standing in its way is the stubborn clinging to power of one man, one family."

But Mr. Lavrov challenged the American insistence that Mr. Assad be excluded from a possible transitional administration, arguing that the conference had to "refrain from any attempt to predetermine the outcome of the process." Mr. Lavrov also revived the Russian argument that Iran, an ally of Mr. Assad, should be present, challenging the American position that Iran not be allowed to participate until it publicly endorsed the mandate for the conference.

While the stark differences between the American and Russia positions were outlined in civil tones, that diplomatic restraint was abandoned when Mr. Moallem took the floor and launched into a diatribe in which he accused Arab nations of financing terrorism and conspiring to destroy his country. "They have used their petrodollars to buy weapons," he said, "and to flood the international media with lies."

Mr. Moallem also accused insurgents of conducting "sexual jihad" by brainwashing women into becoming sex slaves and engaging in incest. After Mr. Ban repeatedly urged him to be concise, the Syrian foreign minister said he would conclude soon, adding that "Syria always keeps its promises." But he continued with his denunciations of the opposition. "Your glorious revolution," he said sarcastically, "did not leave one single evil deed on earth that it did not do."

Mr. Jarba, the president of the Syrian opposition, opened with the story of Hajar al-Khatib, 11, who he said had been shot by government forces as she rode a bus to school in Rastan, near the central city of Homs, in May 2011, in the early days of the anti-Assad protests that morphed into a civil war.

"Ten thousand children have died because of the Syrian Army," he asserted.

Syrians "waited almost a year before they fought back," he said, referring to the transformation of a largely peaceful protest movement to an armed insurgency. "Who, ladies and gentlemen, would accept to be violated in this manner? How long should they have waited?"

"We want to be sure we have a Syrian partner in this room," Mr. Jarba said, alluding to the conference's goal of establishing a transitional administration. "Do we have such a partner?" he asked, noting that the opposition would never accept a role for Mr. Assad in a transitional administration.

Foreign Minister Ahmet Davutoglu of Turkey, which supports Syria's opposition and is home to tens of thousands of Syrian refugees, reacted sarcastically to Mr. Moallem's charge that Turkey was backing terrorists. "Yes," he said, there were many "displaced terrorists in Turkey seeking food and refuge."

Laurent Fabius, the French foreign minister, was asked during his own brief remarks to the conference if the first day had been a dialogue of the deaf.

"No, one delegation was deaf and blind but no one else," Mr. Fabius said, referring to Mr. Moallem's speech. "And one delegation saw itself above all and responsible for nothing."

International New York Times JANUARY 21, 2014

## Iran starts atom deal; West eases sanctions

BY RICK GLADSTONE,  
THOMAS ERDBRINK  
AND ALAN COWELL

The first orchestrated rollback in anti-nuclear economic sanctions against Iran took effect on Monday under its temporary agreement with world powers as all sides reported that their promised steps had been fulfilled.

Under the temporary agreement, known in diplomatic language as the Joint Plan of Action, Iran began suspending most advanced uranium-fuel enrichment and halted sensitive elements of its nuclear program. In exchange, it received what the United States called "limited, targeted and reversible sanctions relief for a six-month period."

The agreement, which expires on July 20, was designed to give Iran and the so-called P5-plus 1 powers, which are the five permanent members of the Security Council — Britain, China, France, Russia and the United States — plus Germany, more time to negotiate a permanent deal to resolve the dispute over Iran's nuclear energy program.

Western powers have long contended that the program is designed to secure the technology to make weapons. Tehran says its purposes are purely peaceful.

The International Atomic Energy Agency, the nuclear monitor of the United Nations, said its inspectors in Iran had confirmed that Iranian officials had complied with their commitments: Suspending the production of 20 percent enriched uranium, disabling thousands of centrifuges used to make that fuel and beginning to convert its stockpile into a much less potent form.

In return, the European Union and the United States, which have imposed tough sanctions on Iran, suspended some on its petrochemicals, automotive and precious metals industries, and began the release of \$4.2 billion in Iranian cash frozen in overseas banks.

In a statement, Catherine Ashton, the European Union's top foreign policy official and the lead P5-plus-1 negotiator with Iran, called the implementation of the agreement an important step, and expressed hope to start new talks with Iran in the next few weeks to "use the momentum that we have got" and accelerate discussions toward a final accord.

In Iran, several officials welcomed the start of the deal, and the media reported on every step taken by the International Atomic Energy Agency's inspectors.

"They are now in the enrichment facilities of Natanz and Fordo," Behrouz Kamalvand, the spokesman of the Atomic Energy Organization of Iran, said on state television on Monday morning. "They have now disconnected certain pipes," he said later, and finally:

"Iran has voluntarily suspended enrichment up to 20 percent."

He reassured his audience that if the deal went wrong, Iran could start spinning its centrifuges producing higher-enriched uranium within 24 hours. "We do not completely trust the other side," Mr. Kamalvand said. "Therefore, activities have been foreseen so that we will not lose time if we have to come back to the previous situation."

Some of those critical of the deal chose the day the temporary agreement was implemented to voice their anger. The conservative Vatan-e Emrouz newspaper printed its front page in black and white, saying it was in mourning, with a headline saying that "Nuclear holocaust" took place on Monday.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, an outspoken critic of the agreement, on Monday compared the development of a nuclear bomb to a train that stops at the stations — uranium enriched to 3.5 percent, 20 percent and 90 percent.

"The Geneva agreement canceled the second stop at 20 percent but left the train on the tracks," he said in Parliament. "When they are ready, Iran will be able to speed toward the final station on an express track with no stops along the way."

The interim agreement, struck in broad outline in Geneva in November, was finalized this month after seven weeks of negotiations over its implementation. But Iran did not agree to all of the intrusive inspections that the International Atomic Energy Agency had said were needed to ensure that the program was peaceful.

# The rise of Syria's Kurds

Kurds declare autonomous zone in northern Syria despite some objections from brethren in Iraq.



Namo Abdulla

www.aljazeera.com

Syrian Kurds declared an autonomous government in northern Syria on Tuesday, a move that follows in the footsteps of Iraqi Kurds who have established what scholars often describe as a prosperous "quasi-state" thanks to the US-led wars in Iraq in 1991 and 2003.

Though the declaration of autonomy by Syrian Kurds defies both Turkey and the US, its timing is ideal and nobody seems to be able to reverse the move in a region mired in turmoil. Coming just a day before the Geneva II conference, where Kurds have no direct representation, the announcement has raised further doubts about the effectiveness of world powers to find a top-down solution for Syria's increasingly multi-dimensional conflict.

Announced in the predominately Kurdish-populated city of Qamishli to a cheering audience of several hundred people waving Kurdish flags, the move was led by the Democratic Union Party (PYD), the most powerful Syrian Kurdish group whose armed wing has successfully prevented al-Qaeda-affiliated rebels from controlling "Syrian Kurdistan", also known as Rojava.

The Rojava government seems to enjoy the support of most Kurds in Syria. Signatories of the declaration include representatives of more than 50 parties. The new administration will be in charge of the affairs of three provinces including Qamishli, Afrin and Kobani, where Kurds are predominant but other peoples such as Arabs and Assyrians live, too.

In many ways, Rojava is similar to the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq. After the 2003 US-led invasion of Iraq, Iraqi Kurds chose pragmatism over idealism by staying part of an oil-rich Iraq rather than declaring independence in a landlocked region. Syrian Kurds are calling for the same thing: federalism not outright secession.

## VIABILITY

Nevertheless, there are already questions raised over the viability of this fledgling autonomous zone in a country ravaged by internecine conflict. The pri-

mary threat to Rojava's existence is its location: It is surrounded by hostile powers. At present, it enjoys virtually no support, and it is not likely to gain the support of the Arab Sunni opposition, their regional backers such as Turkey and Saudi Arabia, or the United States - not immediately anyway. Rojava also lacks the kind of no-fly zone backing that the Iraqi Kurds were granted after the First Gulf War in 1991.

For Turkey and the US, support is likely to be held back due to the PYD's linkage to the Kurdistan Workers Party (PKK), an armed group designated as a "terrorist" group by both countries. The PYD itself is not listed as such by most nations and its leader, Salih Muslim, travels freely in Europe and has visited Turkey, too.

More significantly, perhaps, Rojava enjoys only lukewarm support from the top leadership of the Kurdistan Region of Iraq (KRG). Turkey has pressured KRG President Masoud Barzani to take a hostile approach towards the PYD.

Last November, Barzani issued a strong statement against the PYD's announcement of the autonomy plan, calling it "autocracy". That led to a war of words between the KRG and PYD. Local news reports said that the KRG banned Muslim from traveling through Erbil airport, forcing the PYD leader to use Baghdad as his point of departure.

Even though Turkey hopes to see stronger action taken by the KRG against the PYD, there is only so much the KRG is able - or willing - to do in that regard.

Observers of Kurdish affairs know well that it is inconceivable for Barzani to engage in an armed confrontation with the PYD. Such an action would be tantamount to political suicide when his own constituency harbours a great deal of sympathy for both the PYD and PKK rebels based in the mountains of northern Iraq.

And yet, has the KRG not tolerated an even bigger Turkish enemy, the PKK, on its soil for more than a decade? Does it not allow for weapons and aid to be (secretly) transferred to its bases in the Qandil Mountains?

It is also worth noting that other Iraqi Kurdish parties, including the PUK party of Iraqi President Jalal Talabani and Gorran, the second most popular party in



Syrian Kurds were subjected to brutal suppression by President Bashar al-Assad and his father, Hafiz [AFP]

Kurdistan, do not share Barzani's anti-PYD stance.

Moreover, Barzani might rhetorically be opposed to the PYD's advances in Syria, but he knows in practice the mere emergence of the PYD has multiple advantages. Firstly, the PYD serves as a bulwark to prevent al-Qaeda from crossing the porous border into Iraqi Kurdistan.

The Iraqi-Kurdish leader also seems to realise that the PYD, as it is the case with the PKK, provides extra political leverage for him against Turkey, which has increasingly appeared as a staunch supporter of the KRG's controversial oil policy in Iraq and internationally.

Indeed, Barzani's rhetoric ought not to be confused with his government's actions, and most would argue that Erbil's anti-PYD stance is more tactical than real. After all, Iraqi Kurds have opened their border for more than 200,000 Syrian Kurdish refugees and spent millions of dollars on housing and feeding them.

## TIMING IS EVERYTHING

The timing of the PYD's declaration could not be more ideal. It comes at a time when Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is facing a strong domestic challenge to his authority as Turkish prosecutors have opened corruption investigations targeting members of his cabinet including sons of ministers. This has made Turkey too focused on its own domestic problems to be able to pursue any concrete counter measure against Kurdish advances in Syria.

Furthermore, the corruption scandal seems to have brought the PKK - and in turn the PYD - closer to Erdogan. In an interesting turn of events, PKK's

➔ jailed leader, Abdullah Ocalan, recently made a highly pro-Erdogan statement calling the corruption investigation "a coup" attempt to remove a leader who has undertaken more reforms vis-a-vis Kurds than any of his predecessors ever had in the modern history of Turkey.

A few years ago, Turkey put aside whatever ill will it harboured toward the KRG and came to terms with it. No doubt, economic interests had a great deal to do with the change of heart. The move eventually provided Turkey with a gateway to Iraq, turning the oil-rich country into Turkey's second largest export market.

It is worth noting that Kurdish-populated northeastern Syria also sits on relatively large oil reserves. Last year, the European Union said moderate Syrian Arab rebels could sell Syrian oil. They have not been able to do so since the oil fields are not under their control. But there have reportedly been clashes between Kurdish rebels and Jabhat al-Nusra, an al-Qaeda affiliate over the oil fields.

Whatever happens, for observers of the region, history seems to be repeating itself. It might well be just a matter of time for Turkey to come to terms with another KRG in Syria.

Namo Abdulla is Washington bureau chief

for Rudaw, a 24-hour news channel in the Kurdistan Region of Iraq. He hosts an English-language show on Rudaw called Inside America, which discusses US foreign policy in the Middle East.

*The views expressed in this article are the author's own and do not necessarily reflect Al Jazeera's editorial policy.*

*Namo Abdulla is Washington bureau chief for Rudaw, a 24-hour news channel in the Kurdistan Region of Iraq. He hosts an English-language show on Rudaw called Inside America, which discusses US foreign policy in the Middle East.*



## Kurds' oil deal with Turkey 'endangers Iraq's budget'

BAGHDAD, January 24, 2014 (UPI)

www.upi.com

**THE FEUD between Iraq's central government and the minority Kurds' semiautonomous enclave over oil is reaching critical mass, the head of parliament's treasury committee says.**

Haidar Al Abadi, a senior legislator, has warned the government's projected 2014 budget will fall apart if Kurdistan does not hand over revenue from independent oil exports to northern neighbor Turkey that began recently.

Such action by the Kurdistan Regional Government, which is defying the Baghdad regime of Prime Minister Nouri al-Maliki by pursuing its own oil and gas exports outside the Oil Ministry's control, will leave the central authority no option but to halt all state spending in the enclave. Kurdistan's share amounts to around 17 percent of overall state expenditure.

The loss of that revenue could be crippling, unless the KRG, which the federal government accuses of acting illegally, can generate enough income from oil sales to sustain itself.

The KRG says the first 2 million barrels of crude, primarily from Kurdistan's Tawke field, through the newly constructed pipeline that began operating in early January, will be sold at the end of the month.

The Kurds are expected to pump 4 million barrels to Turkey's Ceyhan export terminal on the eastern Mediterranean by February.

Abadi said the draft budget for this year will have a deficit of around \$18 billion because of a sharp rise in state spending.

The deficit was calculated on the premise that the KRG would hand over revenue from oil exports of 400,000 barrels per day, although the current level is only about 225,000 bpd.

"They're not contributing, so why should they get something out of it?" he declared.

Time is running out, he stressed. The new budget must be approved before parliament is dissolved in advance of elections scheduled for April 30.

It's not known how the Kurds will respond, but they have a lot riding on this energy boom, which could lead them to declare the independent state they have long sought and fought for.

The dispute between Baghdad and the KRG in Erbil, political capital of the Kurdish zone that spans three northern provinces, is moving into dangerous ground.

Neither side is inclined toward compromise against the backdrop of renewed insurgency, in which al-Qaeda jihadists seized the western towns of Fallujah and Ramadi Dec. 30 and declared an Islamist emirate.

The last thing Maliki can afford as he seeks a third four-year term is an open conflict with the hardy Kurds who fought Baathist rule for five decades and are also locked in a face-off with Baghdad over control of the oil-rich Kirkuk region.

Lurking in the background is the expectation that once the Kurds, who have their own military forces, become economically viable through their energy reserves they'll break away from the federal Iraqi state, possibly triggering its eventual breakup.

Baghdad threatened this month to boycott Turkish companies and cancel contracts with Turkish firms as the rift with the Kurds and their new energy patron intensified.

Turkey has no energy resources, so the Kurds will be providing low-cost energy for domestic consumption, but Ankara's prime goal is transforming itself into the key energy hub between Russia, the Caspian, the Middle East and Europe.

The 4 million Kurds are sitting on, by their tally, 45 billion barrels of oil. These are listed as part of Iraq's reserves of 143.1 billion barrels, the world's fifth-largest reserve of conventional oil. Kurdistan has natural gas reserves of 110 trillion cubic feet.

The Kurds' deal with Turkey in November calls for Kurdish oil exports of as much as 2 million bpd and 454 billion tcf of gas.

The Woods MacKenzie energy consultancy of Edinburgh, Scotland, estimates most of the Kurdish reserves remain untapped, with only 12 billion barrels of oil and 24.5 tcf of gas so far discovered.

Iraq is currently producing 2.9 million bpd, with exports totaling 2.4 million bpd. Its plan to push production to 3.4 million bpd by year-end is starting to falter.

The Oil Ministry has already lowered its production targets for the next few years, mainly because these were, as industry analysts warned, far too ambitious.

This has made finding a settlement of the potentially explosive dispute with the Kurds all the more urgent. ○

# Clash or compromise near on Iraqi-Kurdish-Turkish oil dispute

By Isabel Coles, Ahmed Rasheed and Humeyra Pamuk - Reuters

**ARBIL/BAGHDAD/ANKARA (Reuters)** - A headlong collision across Middle East fault lines is drawing close as Turkey, Iraq and ethnic Kurds who run their own region in between wrangle over oil exports.

Time is running out as more oil flows through a new pipeline from Iraqi Kurdistan for export from Turkey, in defiance of Baghdad, which has threatened to punish both Ankara and Arbil for "smuggling" oil out of Iraq.

Talks have borne little fruit and, with the Kurds seeking buyers for the oil from their autonomous territory thanks to an agreement with Turkey signed in November, Ankara will soon be forced to take sides.

"Turkey must now choose either to turn its back on Baghdad and go ahead with its deal with the Kurds, or suspend direct exports from the region until an agreement is reached between the central government and Arbil," said a senior Iraqi official who asked not to be named.

"Unfortunately, facts on the ground show that Ankara eventually will go ahead with their deals with the Kurds at the expense of their relations with Baghdad."

Oil traders expect at least one symbolic cargo of the oil to be exported by the end of the month, preferably with Baghdad's consent, but without it otherwise.

"That will put additional pressure on Baghdad to negotiate with a sense of urgency," said a Kurdistan-based industry source on condition of anonymity. "We always thought that it (the pipeline) would be the catalyst for the initiation of serious discussion and resolution of the export problem."

Behind the scenes, and the hotter rhetoric, the private voices in Baghdad and Arbil are, however more united - but in pessimism that an enduring compromise can be found to a dispute that has strained Iraq's federal unity.

If a deal is elusive, the Kurds retain some powerful political cards to play in the formation of any Iraqi government after elections at the end of April. Equally, Baghdad could cut funding to the northern enclave.

Kurdish officials are positive Ankara will stand by them and publicly say they are hopeful a bargain can be struck with Baghdad, but in private admit their differences are almost insurmountable.

The latest round of talks ended inconclusively in Baghdad on Sunday. Iraq's Deputy Prime Minister for Energy Hussein al-Shahristani is due to visit the Kurdish capital Arbil for further negotiations in the coming days, although no date has been formally announced.

Turkey has sought to stay above the fray.

"We have repeatedly said, these are decisions that they will make among themselves," Turkish Energy Minister Taner Yildiz told

reporters. "I believe our brothers will meet at a good point."

Ankara may want to see a formal agreement in place before allowing continuous exports from the region, but industry sources there are skeptical any deal would hold.

"Turkey has come to a point where it has to take extra care," said one. "I don't see a lasting solution... but there could well be a temporary arrangement so that the pressure in the system can be relieved, at least in the interim."

## BARGAINING IN BAGHDAD

Autonomous since 1991, Kurdistan has often chafed against central authority, and even raised the prospect of secession from Iraq, but is nonetheless reliant on Baghdad for a slice of the OPEC producer's \$100 billion-plus budget.

Baghdad has warned it will sever that lifeline if the Kurds exports oil without its consent. The Iraqi cabinet this month approved a draft budget for 2014 that would slash the region's share of state revenues unless it exports 400,000 barrels of crude per day via State Oil Marketing Organisation (SOMO).

That is well above Kurdistan's current export capacity of around 255,000 bpd, industry sources say.

Officials in the region are confident the budget will not pass in parliament because most Sunni lawmakers are boycotting the assembly, and a Kurdish walkout would likely prevent a quorum.

Nonetheless, they are considering their options should it come to that.

"If Baghdad cuts the budget as they threatened, then Kurdistan has a lot of cards to play," said a senior official in Arbil on condition of anonymity. "Not allowing the flow of oil from Kirkuk to Ceyhan is one of them."

It is not clear how the Kurds would prevent pipeline oil flowing from the Kirkuk oilfields to Turkey's Mediterranean port of Ceyhan, but a stretch of it runs through their territory.

Another less provocative option would be to twist Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki's arm before a parliamentary election due on April 30, in which he will need Kurdish support to win a third term or form a government.

"The threats being made today only demonstrate that oil disputes are most likely going to be on the negotiating table between Kurdish and Arab parties when forming the next government," said Ramzy Mardini, non-resident fellow at the Atlantic Council.

## TURKISH GAME PLAN

For Turkey, Kurdish oil will help diversify its energy supplies away from Russia and Iran and reduce a ballooning \$60 billion energy bill, but the motive for better ties goes beyond hydrocarbons.

"Turkey's interest in the KRG is driven as much by geopolitics... as it is by Turkey's energy needs," said Soner Cagaptay, director of the Turkish Research Program at The Washington Institute.

Co-operating with the Kurdistan Regional

Government (KRG) gives Ankara additional sway over politics in Baghdad, and the relatively stable region serves as a buffer to insulate Turkey's southeastern corner against instability in the rest of Iraq.

Ankara is also counting on the KRG to help it make peace with the Kurdistan Workers Party (PKK) rebel group, which has fought a three-decade war against it, at a cost of more than 40,000 lives on both sides.

Some PKK guerillas have withdrawn from Turkey to their bases in the mountains of Iraqi Kurdistan as part of a peace process set in motion last year.

Ankara's new approach to the Kurds was stated plainly by the Turkish foreign minister in a conversation with former U.S. army chief of staff General Ray Odierno following a 2007 PKK attack.

Ahmet Davutoglu said his government had been under pressure to retaliate against the KRG.

"We could have destroyed Arbil, but we didn't. Instead, we increased our economic interdependence with the KRG," Davutoglu said, according to a U.S. diplomatic cable dated 2010 and released by Wikileaks.

Apart from providing the landlocked Kurds with an outlet to global markets, Turkey is a crucial ally for Arbil in a hostile region following the withdrawal of U.S. troops from Iraq.

"It's driven by a sense of mutual need on both sides," said Cagaptay. "Turkey and the Kurds need each other and I think that's going to persist in the long-term."

## TRADE THREAT

At Turkey's Ceyhan, three storage tanks, each with a capacity of 2.5 million barrels, have been set aside for Kurdish oil, and industry sources say around 300,000 barrels have flowed into them so far.

The KRG has already issued a tender to sell 2 million barrels by the end of January.

The Kurds insist on selling crude independently of SOMO, which Baghdad says has exclusive rights to manage all sales of Iraqi oil.

SOMO officials have traveled to Turkey along with the head of Iraq's state-run North Oil Company to meet the deputy energy minister.

Iraqi Oil Minister Abdul Kareem Luaibi said last week Baghdad was preparing legal action against Ankara and would consider cancelling all contracts with Turkish firms if exports went ahead, putting \$12 billion worth of bilateral trade a year in jeopardy.

Kurdistan used to feed crude into a Baghdad-controlled pipeline to Ceyhan, but stopped a year ago due to a row over payments.

Since then, the Kurds have been trucking smaller quantities of oil to Turkey and collecting the revenues themselves, while laying their own pipeline, which was completed late last year.

■■■

# Syria's Kurds will declare self-rule in all Kurdish regions within a week



ISTANBUL / Hürriyet  
İpek Yezdani

Syrian Kurds, who have already declared "transitional democratic autonomy" in one of the three Kurdish-majority areas of northern Syrian (Rojava), are now set to declare self-rule in the other two Kurdish regions within a week, local politicians have said.

"The preparations in the other two regions are still continuing; we will declare democratic autonomy in Afrin and Kobani," Zohat Kobani, one of the prominent leaders of the Democratic Union Party (PYD), told daily Hürriyet.

Rojava Kurds first declared autonomy in Jazeera.

The Kurdish parties in Syria close to the PYD who were not invited to the Geneva II meetings are planning to spread the declarations of democratic autonomy to all majority-Kurdish regions in the north of Syria. Kurdish parties are divided among themselves in Syria; several of them have merged with the main opposition Syrian National Council, while

around 10 have allied with the PYD.



Kobani said the project of declaring autonomous Kurdish regions started around six months ago under a PYD initiative, adding that Kurdish parties other than those close to the leader of the Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG), Massoud Barzani, had accepted the PYD's offer.

"We have reached this point after six months of preparations," he said.

Kobani also stressed that the self-rule of Kurdish regions in Syria did not threaten any neighboring countries, including

Turkey. "On the contrary; the declaration of autonomous regions will enhance the border security of Turkey. Turkey's border with Syria in these regions will become much more secure, especially at a time when the presence of jihadist groups along the border threatens Turkey's stability and security," he said.

Syrian troops mostly withdrew from majority-Kurdish areas in summer 2012, focusing their attention on rebel fighters and allowing the Kurds to develop semi-autonomy in their areas.

Kurdish fighters, especially those affiliated with the PYD, have since fought fierce battles against extremist opposition groups. The jihadist Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) sees the Kurds as "heretics" and an obstacle to setting up an Islamic "caliphate" stretching from Iraq, which borders Hasake, to Syria.

The 22-member Jazeera council includes representatives tasked with leading defense, interior, planning and finance portfolios. Syrian Kurds constitute 15 percent of the population and have suffered decades of marginalization at the hands of authorities. ■

L'EXPRESS 24 janvier 2014

## Irak: les combats avec les islamistes font fuir 140 000 personnes

L'EXPRESS.fr

L'arrivée de l'Etat islamique en Irak et au Levant dans l'ouest de l'Irak a engendré des combats intenses avec les forces policières dans la région. Depuis le mois de décembre 2013, 140 000 personnes ont fui la province d'Al-Anbar.

C'est le déplacement de population le plus important depuis sept ans. Plus de 140 000 personnes ont fui les combats entre les forces de sécurité et les insurgés dans la province d'Al-Anbar, dans l'Est irakien, a annoncé l'ONU ce vendredi.

Depuis fin décembre, les soldats et les policiers mènent des opérations pour tenter de reprendre plusieurs zones à des insurgés, dont des combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), un groupe lié à Al-Qaïda. Les affrontements ont encore fait trois morts ces dernières heures dans cette province de l'ouest irakien.

**Impossible de quitter la zone**

"Depuis le début des combats à la fin

de l'année dernière, plus de 140 000 personnes ont fui leurs maisons selon les chiffres du ministère irakien des Emigrés et des Déplacés", a dit Peter Kessler, le porte-parole de l'agence de

l'ONU pour les réfugiés (HCR). Selon le porte-parole du HCR, "de nombreux civils ne peuvent pas quitter ces zones de conflit, où la nourriture et l'essence commencent à manquer".

Parmi les déplacés, des milliers ont fui vers Bagdad ou d'autres provinces proches, mais certains sont allés jusqu'aux régions kurdes du nord du pays. Le HCR a déploré la situation de ces Irakiens qui n'ont "ni argent ni nourriture", manquent de vêtements d'hiver et dont les enfants "ne vont pas à l'école".

"Il s'agit du plus grand déplacement en Irak depuis les violences confessionnelles de 2006-2007, a-t-il ajouté en soulignant que 65 000 personnes avaient fui en seulement une semaine. Il y a sept ans, ces centaines de milliers d'Irakiens avaient abandonné leurs foyers alors que les troupes américaines étaient toujours déployées. Une grande partie sont depuis rentrés chez eux.

**L'armée montrée du doigt**

Fin décembre, des quartiers entiers de la ville de Rama ainsi que la totalité de la ville voisine de Fallouja, ont été conquis par les rebelles. Depuis, les troupes gouvernementales tentent de les reprendre. Les habitants de Fallouja accusent l'armée d'être derrière ces bombardements, mais des responsables ont affirmé que les militaires n'y étaient pour rien.

Mercredi, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, un chiite, a appelé les habitants de la province à "prendre position" contre les insurgés, martelant qu'il était "temps d'en finir avec cette question et de mettre fin à la présence de gangs dans cette ville".

Le président américain Barack Obama, qui a reçu mercredi le chef du Parlement irakien Oussama al-Noujaifi, a de son côté appelé Bagdad à "continuer le dialogue pour que les revendications légitimes de toutes les communautés puissent être prises en compte à travers le processus politique".

Diplomates et experts craignent que la violence ne connaisse pas de fin tant que la communauté sunnite se sentira marginalisée. Or, les élections législatives d'avril approchant, il est à craindre que chaque partie joue la carte communautaire, n'apaisant pas les violences qui ont fait plus de 700 morts depuis début janvier. ■

# La Turquie risque-t-elle une dérive autoritaire?

Par Catherine Gouëset,  
<http://www.lexpress.fr>

François Hollande se rend en Turquie ce lundi. Le pays est plongé dans une sévère crise politique après le déclenchement d'un scandale de corruption sur fond d'affrontement entre Recep Tayyip Erdogan et la confrérie de Fethullah Gülen. Cinq questions pour comprendre cette crise.

La Turquie vit-elle sa pire crise depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002? La livre turque a perdu plus de 10% de sa valeur en un mois de tempête politique provoquée par le scandale de corruption qui éclabousse Recep Tayyip Erdogan. Le Premier ministre s'époumone à dénoncer un complot de ses ex-alliés de la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen destiné à le faire tomber, accélère les purges et met en branle une inquiétante réforme judiciaire. Comment en est-on arrivé là ; quelles peuvent être les conséquences de ces tensions?

## LA CONFRÉRIE GÜLEN C'EST QUOI ?

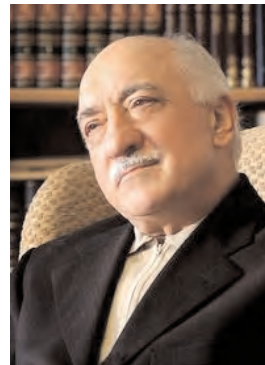
Se faisant appeler Hizmet ("le service"), ce réseau est né dans les années 1970 autour de l'imam Fethullah Gülen. Le prédicateur de 73 ans, vit en Pennsylvanie (Etats-Unis), depuis son départ de Turquie en 1999, pour échapper à des poursuites de la justice turque pour "activités anti laïques". L'organisation s'articule autour d'un ensemble d'écoles privées. Le réseau dispose aussi de chaînes de télévision et du quotidien le plus vendu de Turquie, Zaman.

La confrérie revendique plusieurs millions de partisans et des relais influents dans la police, la magistrature et les affaires, où elle a créé sa propre organisation patronale, la Tüskon. "Il n'y a pas de véritable hiérarchie. Fethullah Gülen, donne des avis, des prêches. Ses "proches", comme se qualifient eux-mêmes les membres du réseau, suivent à la lettre ses recommandations", explique Samim Akgönül, historien et enseignant-chercheur à l'université de Strasbourg.

Le but du mouvement est "de former un Etat conservateur et de faire de la Turquie une puissance régionale porteuse de sa vision de l'islam", expliquait l'universitaire Hakan Yavuz à L'Expansion en 2011. "En termes de mœurs, le mouvement est assez réactionnaire, notamment pour ce qui est de la place des femmes dans la société. Sa 'modernité' affichée s'applique surtout aux



Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan est empêtré dans la plus grave crise politique de son règne de 11 ans.



Fethullah Gülen

questions économiques ses positions diplomatiques sont souvent pro-américaines", observe Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales. Pour Samim Akgönül, "elle l'est sur certains sujets de société, mais elle est aussi très nationaliste, plus que l'AKP, notamment sur les questions arménienne et kurde."

## QUELLES SONT LES RELATIONS DE GÜLEN AVEC ERDOGAN ET L'AKP?

Depuis que l'AKP domine la vie politique turque, en 2002, Hizmet a été l'un des principaux alliés du gouvernement. La confrérie s'appuie sur les mêmes milieux sociaux-culturels que l'AKP, la classe moyenne inférieure d'Anatolie. Cette catégorie de la population, dont une partie a migré à Istanbul, a connu une véritable promotion sociale depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste. La confrérie a contribué à asseoir l'autorité de l'AKP sur des institutions jusque-là très proches de l'ancien régime kémaliste laïque, et le parti islamiste a de son côté appuyé les nominations de proches de Gülen dans les administrations.

Après de premières tensions entre l'AKP et Gülen sur des questions de politique étrangère, "la brouille a enflé à propos de la question kurde, ligne rouge des nationalistes turcs, complète Samim Akgönül: les gülenistes se sont opposés au dialogue amorcé en 2011 par le chef des services de renseignements (MIT), Hakan Fidan avec le PKK. Un procureur güleniste a demandé la tête de ce proche du Premier ministre". La guerre a été déclarée en novembre lorsque le gouvernement a annoncé son intention de supprimer les dersane, des écoles de soutien scolaire pour préparer les concours d'entrée à l'université. La confrérie en dirige plusieurs centaines en Turquie, qui contribuent à sa puissance financière et lui servent de pépinière pour recruter des adeptes. La réponse du mouvement a été le

spectaculaire coup de filet anticorruption qui a visé l'entourage du Premier ministre le 17 décembre.

## LA CORRUPTION EST-ELLE AVÉRÉE?

Cette enquête anti-corruption a provoqué la démission de trois ministres, leurs proches ayant été inculpés, et a contraint Recep Tayyip Erdogan, dont le fils Bilal serait également ciblé par l'enquête, à conduire en urgence un remaniement ministériel. "Si les accusations sont vraies, croire que l'objectif est de lutter contre la corruption est ridicule, les partisans de Gülen ont juste attendu le bon moment pour les sortir, en fonction de leurs propres intérêts", explique Gareth Jenkins, chercheur au Central Asia-Caucasus Institute, cité par le Figaro.

Dénonçant un complot ourdi par des juges gülenistes, le Premier ministre a réagi en lançant une vaste purge et une série de mutations au sein de la police et de la justice. Près de 2500 policiers ont été sanctionnés, selon la presse turque, et une centaine de procureurs et juges de haut rang ont été réaffectés à d'autres fonctions. Pour reprendre le contrôle de la justice, le pouvoir a également déposé au Parlement une réforme très controversée.

Pour autant, "l'une des grandes réussites d'Erdogan est d'avoir fait porter toute l'attention sur son bras de fer avec la confrérie, et détourné ainsi les regards de l'enquête. La corruption est pourtant avérée. Des centaines de millions d'euros sont en jeu", fait valoir Samim Akgönül.

La corruption a toujours existé en Turquie, comme dans bon nombre d'autre pays, et sur les rives du Bosphore, "le seuil de tolérance de la société est élevé", ajoute le chercheur. "On disait qu'elle 'huilait les rouages'. La très forte croissance économique de ces dernières années ➤



► en a augmenté le niveau de façon presque mécanique, complète Dorothee Schmid. Le paradoxe tient au fait qu'à ses débuts, l'AKP avait fait du social et de la lutte anti-corruption son credo, y compris par le choix du nom du parti": en turc, l'adjectif Ak veut dire blanc. Depuis décembre, les gülenistes ont repris à leur compte ces deux antennes.

#### CETTE CRISE RENVOIE-T-ELLE LA TURQUIE À SES VIEUX DÉMONS?

Depuis son arrivée au pouvoir, le parti islamiste a réussi à renvoyer dans leurs casernes les militaires, responsables de plusieurs putschs au nom de la préservation des valeurs laïques de la République, et commanditaires de nombreux assassinats d'opposants politiques. Les méga-procès -une pratique judiciaire courante en Turquie- contre les militaires de ces dernières années pour les affaires Ergenekon et Balyoz ont envoyé derrière les barreaux plusieurs centaines de gradés. Pour Samim Akgönül, "Il faut admettre que ces enquêtes ont constitué une véritable opération 'mains propres' contre l'Etat profond", cette alliance d'intérêts entre services de sécurité, ultranationalistes et mafieux. Mais "la justice en a profité pour éliminer dans la foulée des opposants et des personnalités emblématiques de l'opposition", complète le chercheur.

Depuis deux ans, le Comité de protection des journalistes fait de la Turquie le "premier géolier mondial" de journalistes. "Le paradoxe est que le discrédit provoqué par ces abus pourrait aboutir à blanchir des

personnes qui ont été condamnées à juste titre dans le cadre de ces grands procès. Or l'Etat profond n'a pas entièrement disparu", remarque Samim Akgönül.

"La Turquie reste plus démocratique aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a dix ans", souligne Dorothee Schmid. En grande partie grâce au rôle de carotte joué par l'Union européenne depuis 1999. La perspective de l'entrée dans l'UE a permis de moderniser les institutions turques: abolition de la peine de mort, réforme du système carcéral, reconnaissance de l'identité kurde et début de normalisation des relations avec l'Arménie...). "Mais depuis le milieu des années 2000, en refusant de donner une date d'adhésion prévue, l'Union a cessé de jouer ce rôle d'aiguillon. La visite d'Erdogan à Bruxelles, cette semaine, a été marquée par l'indifférence sur les rives du Bosphore, alors qu'il y a quelques années, elle aurait fait la une des médias pendant plusieurs jours", regrette Samim Akgönül.

#### QUELLES CONSÉQUENCES POLITIQUES À CETTE CRISE?

La Turquie est à la veille de trois scrutins: municipales en mars, présidentielle en août et législatives en 2015 -ces dernières pourraient être avancées. L'AKP, qui n'a cessé d'améliorer ses scores d'année en année depuis 2002, sera-t-il sanctionné? Un sondage récent attribue 42% des intentions de vote au parti au pouvoir en cas de législatives immédiates, en deçà des 50% atteint lors des élections de 2011. Mais l'AKP reste le premier parti en Turquie. "Il est le seul à représenter la diversité turque,

avance Dorothee Schmid, sur le plan social comme ethnique -il a su inclure des Kurdes en son sein. Les partis au pouvoir auparavant ne représentaient qu'une petite élite occidentalisée.

L'opposition a été incapable de tirer profit de l'agitation de la place Taksim, l'été dernier". Au point que certains analystes voient comme seule alternance envisageable à cette domination une scission de l'AKP. "Personnellement, je ne crois pas que le président Abdullah Gül puisse constituer une menace pour Erdogan, remarque la chercheuse. Le président est beaucoup moins populaire que le Premier ministre. Erdogan est doté d'un puissant charisme; son style impérieux et ses discours conservateurs et moralistes plaisent à une large partie de l'opinion".

"Erdogan est une personnalité autoritaire, dans un pays où la tradition autoritaire est encore très prégnante. Il a entendu le signal d'alarme des manifestations de Taksim, l'été dernier, mais il a réagi par une chasse aux sorcières. "Comme ils ont connu la clandestinité les membres du parti islamiste savent ce que peut signifier perdre le pouvoir. Cela les pousse à un certain jusqu'au boutisme, admet Dorothee Schmid. "Il est sain que ces déballages se produisent avant ces trois échéances électorales, juge Samim Akgönül. Mais si le score de l'AKP ne baisse quand même pas, on peut effectivement craindre une accentuation de l'autoritarisme d'Erdogan". ■

## Turquie : Hollande sort l'arme du référendum

En visite hier à Ankara, qui frappe à la porte de l'Europe depuis des années, le chef de l'Etat a annoncé que, sur ce sujet sensible, le peuple français aura le dernier mot.

ÉRIC HACQUEMAND  
www.leparisien.fr

« Je n'ai plus de gouvernement! » Hier, constatant le retard de ses ministres autour de la table pour un entretien élargi avec le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, François Hollande n'a pas pu s'empêcher de faire une petite blague. Au moins en public. Trois jours à peine après sa rupture avec Valérie Trierweiler, le président a semble-t-il retrouvé le sourire. Loin du tumulte de Bombay, il s'est employé à afficher sa sérénité lors de son déplacement en Turquie, renouant avec les dossiers diplomatiques les plus chauds.

Concernant l'épineuse question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, Hollande a ainsi évoqué un référendum. « Les Français auront le dernier mot », a lâché le chef de l'Etat en conférence de presse. Aux termes de la Constitution, le président a deux possibilités quand un pays frappe à la porte des 28 comme la Turquie : soit réunir la majorité des 3/5 du Parlement réuni en Congrès, soit organiser un référendum. Hier le président a, pour la première fois, choisi publiquement la seconde option. « On verra ce que le jour venu les peuples français et turc diront », a-t-il lancé... mais sans donner aucune date.

83% des Français hostiles à l'entrée de la



Ankara (Turquie), hier. François Hollande, ici au côté du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a, semble-t-il, retrouvé le sourire trois jours après sa rupture avec Valérie Trierweiler. (Reuters/Pool.)

#### Turquie dans l'UE

Il y a certes la lecture de la Constitution qui, selon l'entourage du président, « fait primer le référendum » sur la voie parlementaire. Mais il y a aussi la donne politique : à cinq mois des élections européennes de mai, ➔

⇒ François Hollande veut éviter toute crispation en France sur le sujet. L'épouvantail de l'adhésion turque à l'UE peut, d'après un conseiller présidentiel, « être repris par tous les populistes, il n'est donc pas question de leur donner des arguments ». Il est vrai que, selon un récent sondage du magazine « Valeurs actuelles », 83% des Français sont hostiles à l'entrée de la Turquie. Marine Le Pen est aux aguets. « J'ai toujours considéré que la Turquie n'avait pas vocation à entrer dans l'UE », a déjà prévenu la présidente du FN qui, selon

un sondage Ifop paru dimanche, devancerait les autres partis politiques, avec 23% d'intentions de vote aux prochaines élections européennes. « Inutile d'agiter quelque peur que ce soit, le peuple français aura de toute manière le dernier mot », a donc préféré déminer le président.

Pour Hollande, il est donc urgent de... ne pas se presser. Car, avant même de parler de référendum, il faudra d'abord que la Turquie remplisse toutes les conditions pour intégrer l'Europe. Notamment sur le respect de

l'Etat de droit. Sa première demande d'adhésion remonte au 14 avril 1987! Et les négociations n'ont été ouvertes officiellement qu'en 2005. Hier, Abdullah Gül, le président turc, et François Hollande se sont employés à ne pas précipiter le mouvement. « Les négociations doivent se poursuivre, y compris avec les sujets les plus difficiles », a estimé le Français, alors que le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, procède actuellement à une vague d'épuration dans la justice et la police. La prudence est donc plus que jamais de mise. ♦



## Population of Turkish Kurdistan is over 15.5 million: Statistical institute

January 30, 2014  
www.ekurd.net

**ANKARA,**— According to the Statistical Institute of Turkey (TÜİK), the population of Turkey as of 31 December 2013 was 76,667,864. When looking at the figures according to province the population of Turkey's Kurdistan is fifteen and a half million.

According to the statistics based on registered addresses the population of Turkey has risen by 1,040,480 in a year. The proportion of males is 50.2 per cent (38,473,360), while that of females is 49.8 (38,194,504).

When looking at the detail of the provinces of North Kurdistan, the most populous provinces are Antep, Urfa, Amed and Van. Dersim is the only province with a population below 100,000. The total population of the 22 provinces of North Kurdistan is 15,573,860. However, the

total number of Kurds, who are scattered throughout Turkey, is unknown, although Istanbul is known to have the largest Kurdish population. The total population of all four parts of Kurdistan (Iran, Iraq, Turkey and Syria) is estimated to be between 35 and 40 million.

The population of the Kurdish provinces according to TÜİK is as follows:

Adıyaman: 597,184  
Ağrı: 551,177  
Bingöl: 265,514  
Bitlis: 337,156  
Amed: 1,607,437  
Elazığ: 568,239  
Erzincan: 219,996  
Erzurum: 766,729  
Antep: 1,844,438  
Hakkari: 273,041  
Kars: 300,874  
Malatya: 762,538  
Maraş: 1,075,706  
Mardin: 779,738

Muş: 412,553  
Siirt: 314,153  
Sivas: 623,824  
Dersim: 85,428  
Urfa: 1,801,980  
Van: 1,070,113  
Batman: 547,581  
Şırnak: 475,255  
Ardahan: 102,782  
Iğdır: 190,424

In 2012, the Turkish Statistical Institute (TurkStat) published the birth records of Kurdish citizens in Turkey, around 22.5 million Kurds live in Turkey. According to these records, there are 22,691,824 Kurds in Turkey, mostly born in Kurdish cities in the southeast of the country. Therefore, out of Turkey's 74.7 million citizens in 2012, more than 30 per cent are Kurds. These records only include people who have been registered at official government institutions. ○



## Efrin Canton in Syrian Kurdistan officially declared autonomy

January 29, 2014  
www.ekurd.net

**EFRIN, Syrian Kurdistan,**— Following Jazeera (Cizîre) and Kobanê (Ayn al-Arab) cantons, Efrin (Afrin) has officially proclaimed the establishment of its government of Democratic Autonomy on Wednesday.

The President of the canton's Legislative Council, Hêvîn Reşîd, opened the the council session after a moment of silence to remember those who had been killed in the fighting to make autonomy possible. Reşîd greeted all the participants before moving on to the endorsement of a formal declaration of autonomy.

Hêvî Îbrahîm Mustefa was chosen as the president of the canton's governing council. Mustefa will be the first female president of a Rojava (Syrian Kurdistan) canton. The declaration of autonomy followed declarations in the Cizîre canton on January 21st and the Kobanê canton on January 27th. Each of three cantons is composed of a legislative council as well as 22 government ministries. All three cantons will hold general elections within the next four months.

Following the most recent proclamation of autonomy celebrations broke out around North and West Kurdistan (Rojava). ○



Efrin Canton declares democratic autonomy in Syrian Kurdistan on January 29, 2014. Photo: ANF

# Russia's Kurdish dilemma

Russia seeks to place its Kurdish policies in the broader context of a changing Middle East.



Author Vitaly Naumkin  
www.al-monitor.com

When a couple of days ago the Kurdistan Regional Government of Iraq (KRG) decided to grant the citizens of the United Arab Emirates, Qatar and Kuwait the right of non-visa entry to the region, it further worsened Erbil and Baghdad's relationship after many attempts to improve it. As a Kurdish activist explained to me, this step is a sign of "the Kurdish awakening" and a necessary measure to secure full "economic self-reliance" in the region.

For some analysts here in Moscow, this act represents more than that. It can be interpreted as an expression of the KRG's plan to achieve full independence, at least in the distant future. An Iraqi representative in Moscow, who preferred to remain anonymous, told me earlier this week that the Iraqi government was especially concerned about the provision of free access to Iraq — without Baghdad's approval — for the citizens of Qatar, given the Qatari attitude toward the Iraqi government. Qatari politicians and media regularly accuse Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki of supporting President Bashar al-Assad's regime in Syria and discriminating against Iraq's Sunni community.

New tensions between Erbil and Baghdad are further complicating Moscow's objective to equally develop broad cooperation with both the central government of Iraq and the KRG.

Russia has a long history of friendly relations with the Kurds. They still remember Moscow's support for the Kurdish Autonomous Republic declared in Mahabad (Iranian Kurdistan) on Jan. 22, 1946, as well as Russia giving refuge to Mulla Mustapha Barzani, the famous Iraqi Kurdish leader who crossed the Iranian-Soviet border on June 18, 1947, and then spent 12 years in Russia.

As KRG President Massoud Barzani said during his Feb. 12, 2013, visit to our Institute of Oriental Studies, during his first official visit to Russia, "Moscow opened up to Kurds at the time when all doors in the world were closed to them." He estimated there are 45 million Kurds and called them "a divided nation."

"However, we know well that there is a real world in which we live, and we have to take this reality into account. The Kurdish nation is not of less importance than the Turkish or the French one," he said. He stressed the significance of the Iraqi federal system for the Kurds, praised Turkey for its attempt to solve the Kurdish problem and mentioned that in Iran the Kurds are deprived of their rights.

By the way, after the beginning of the popular rebellion in Syria, Assad granted citizenship to about 200,000 Kurds who had been deprived of it under the rule of his father and during more than a decade of his rule. He also permitted the use of the Kurdish language in their schools. This means that no government can give the Kurds less than that. Barzani also emphasized that, with any changes in Syria, the rights of the Kurds have to be protected.

Barzani's official visit attested Moscow's decision to diversify its economic cooperation with Iraq. The Lukoil giant is already exploring the West Qurna-2 field, but another giant, Gazprom Neft, followed ExxonMobil, Chevron and Total SA, which had outrun them in Kurdistan, by signing agreements with the KRG. In 2013, Gazprom Neft was planning to invest \$1 billion in Kurdistan until 2015. Needless to say, Baghdad's reaction to this deal was negative, but the KRG's reaction toward the Russian arms deal with Baghdad was



Kurdistan region president Massoud Barzani. Photo: Reuters

not favorable either. So far, all these deals involve certain risks.

Any diversified policies toward Turkey and Syria related to the Kurdish issue are also accompanied by risks. In this decade, Turkey turned into one of Russia's main economic partners. The volume of trade between the two is expected to reach \$100 billion next year. Moscow and Ankara agreed to close their relations accordingly with the Kurdistan Workers Party (PKK) and the Chechen separatists, demonstrating their common interests in combating terrorism and protecting their territorial integrity. However, Russia has not put the PKK on its list of terrorist organizations because the group does not threaten Russian security. (One can suggest that Moscow is also avoiding steps that can damage its relationship with the Kurds.) In Russia, the Kurds are regarded as a moderate Sunni force of great importance in confronting jihadists, who represent a serious threat to the national security of Russia.

Despite all that, disagreements between Moscow and Ankara about Syria revitalize old suspicions. Sedat Laciner, rector of Turkey's Canakkale University, said, "Russia, Iran and Assad's Syria see the the PKK among the most important tools for stopping Turkey in the region." Russia is also suspected of close cooperation with the most influential party of the Syrian Kurds — the Democratic Union Party (PYD). Professor Beril Dedeoglu of Galatasaray said this is not a surprise since the PYD is "struggling against Jabhat al-Nusra."

When Salih Muslim, PYD co-chair, came to Moscow for meetings with Russia's Foreign Affairs Ministry, unconfirmed rumors circulated in the media that the Russians were in favor of the PYD joining the Geneva II conference under the umbrella of the National Coordination Committee for Democratic Change in Syria.

In general, Russian policymakers constantly stress the importance of engaging Syrian Kurds in the Syrian talks. First, it reflects Russia's general strategy of broadening the makeup of the participants in this process by incorporating all segments of Syria. Second, it demonstrates Russia's concern for the integrity of Syria. Third, it manifests Russia's sympathy toward the Kurds and their national aspirations.

Though the declaration of Kurdish autonomy around Qamishli was met with some anxiety, Moscow remained calm, as long as there was no indication of Kurdish intention to secede from Syria. It was logical that Russian Foreign Minister Sergey Lavrov emphasized this issue in his press conference in Montreux after the first day of the Geneva II talks.◆

*Dr. Vitaly Naumkin is a columnist for Al-Monitor. He is the director of the Institute of Oriental Studies, Russian Academy of Sciences. He is also professor and chair at the faculty of world politics, Moscow State University, and president of the Moscow-based Center for Strategic and Political Studies.*

# Turkey deals with terrorist blowback on Syria

*Turkey may be resetting its regional policies in response to popular discontent and the threat from terrorist groups operating in Syria.*

Author Week in Review

<http://www.al-monitor.com>

**G**ENEVA — The future of Syria may ultimately be influenced as much by a shift in Turkey's Syria policies as it will be by the talks in Geneva.

The testy exchange between Syrian Foreign Minister Walid Moallem and his Turkish counterpart Ahmet Davutoglu at the opening plenary of the Geneva II conference in Montreux on Jan. 22 revealed the depth of animosity between the two countries.

But beyond the public acrimony of the foreign ministers in Montreux, Turkey is, more than ever, threatened by al-Qaeda-linked terrorists who are operating in Syria.

On Jan. 20, two days before the start of the Geneva II conference, twin car bombs went off on the Turkey-Syria border at the Bab al-Hawa crossing, killing 16 and prompting Turkey to close the crossing.

Turkey had earlier closed the Bab al-Salameh, Carablus and Tal Abyad crossings after the Islamic State of Iraq and al-Sham (ISIS) had taken them from Free Syrian Army (FSA) forces on the Syrian side of the border.

Fehim Tastekin reported this week how Turkey's National Intelligence Organization (MIT), which is considered the agency responsible for Syria policy, yet again prevented border security personnel from searching trucks suspected of carrying weapons into Syria on Jan. 19.

Turkey, Qatar and Saudi Arabia back the Islamic Front and Syrian Revolutionary Front fighters, with the direct lines of support often blurred, and there are well-documented accounts of how foreign fighters from around the world — some perhaps with links to terrorist organizations — have made their way to Syria via Turkey, including Fehim Tastekin's report for Al-Monitor from October 2013.

Turkey is now on alert that ISIS may be planning terrorist attacks inside Turkey against targets associated with the Istanbul-based Syrian opposition groups, including hotels, as also reported by Tastekin for Al-Monitor this week.

It will be daunting for Turkish security forces to implement a crackdown on jihadists entering or leaving Syria, which it has so far failed to do. While the target of such an effort would be ISIS and al-Qaeda-affiliated groups, Syrian opposition forces would no doubt be affected by redoubled security efforts at the border, as it is difficult, on any border, including the US-Mexican border, to distinguish the good guys from the bad. Tastekin describes a queue of trucks stretching 19 miles at Bab al-Hawa after the Jan. 20 bombing. Turkey's tougher border controls, if implemented, would therefore have consequences for Syrian opposition forces.

If Turkey cracks down, the opposition might look elsewhere for more secure supply lines. The Syrian border with Iraq is controlled by ISIS and related forces, so that is an unlikely option for the opposition, and it is an open question if Jordan, which has so far been spared from Syria-related terrorism — unlike Iraq, Lebanon and now Turkey — would want to get even more deeply engaged in military efforts against the Bashar al-Assad government.

**T**he blowback from terrorists is connected to popular discontent with Turkey's Syria policies. The vast majority of Turks want their government to stay neutral and keep out of the Syria conflict. Turkish President Abdullah Gul made public the "open secret" of his own dissatisfaction with Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's Syria policy. In a Jan. 13 speech to Turkey's ambassadorial corps, he said, "When developments in Syria are considered in particular, the threats and potential threats that have emerged are growing." He added, "In view of the realities that have emerged on our country's southern flank, we have to recalibrate



*A man stands near a burning motorbike at the site of a car bomb attack at the Bab al-Hawa border crossing between Syria and Turkey, in Idlib, Jan. 20, 2014. (photo by REUTERS/Amer Alfaj)*

our diplomacy and security policies by also taking into consideration the threat perceptions that have emerged around us."

As Semih Idiz writes for Al-Monitor, "While Ankara appears to be on the margins vis-a-vis efforts to end the Syrian civil war, developments beyond Ankara's control could ironically and inadvertently make Turkey an important player in Syria by default, and not by merit."

It will be worth watching Erdogan's visit to Iran this week, where Syria will be on the agenda. Ali Hashem reported last week from Tehran on the potential for a thaw in Turkey-Iran relations, including over Syria. This may take some time, but the trend lines, which Al-Monitor has covered closely, seems to be toward a reset — now openly backed by Gul — of Turkey's failed policies toward Iran, Syria and the region over the past three years, especially as Syrian terrorism now threatens Turkey.

**M**eanwhile, Lakhdar Brahimi, the special envoy of the UN and the Arab League for Syria, said on Saturday night in Geneva that the first two days of negotiations "haven't achieved much," as he gently laid out an agenda that sought to address humanitarian relief for Homs and prisoner exchanges and to avoid, for now, the sensitive topic of a transitional governing body.

The National Coalition of Syrian Revolutionary and Opposition Forces (SOC), backed by the United States and others, interprets the Geneva communique as ruling out any future for Assad.

The communique does not, however, stipulate that Assad must step down. It calls for a "transitional governing body" with "full executive powers," which "could include members of the present government and the opposition and other groups and shall be formed on the basis of mutual consent." After the establishment of the transitional body, the next steps include a "National Dialogue process" ("It is for the Syrian people to determine the future of the country"); a "review of the constitutional order and legal system ... the result of the constitutional drafting would be subject to popular approval"; and, ultimately, "free and fair multi-party elections."

US Secretary of State John Kerry, the National Coalition and its backers say that because "mutual consent" means the opposition will not agree to a role for Assad, he cannot be part of a future Syrian government. The Syrian government is not giving in on this point, and it, too, must give consent to the members of the transitional governing body. So, not unexpectedly, there is a deadlock on transition discussions with as yet no clear road map or compromise.

There has been some concern in Geneva about the influence of the National Coalition team inside Syria. In his Jan. 22 press conference following the plenary session, Russian Foreign Minister Sergey Lavrov said, "... [O]ther groups of the Syrian opposition should be involved →

⇒ in the dialogue during direct negotiations between the Syrian parties, because the internal opposition is not represented at the negotiation right now.”

The National Coordination Committee for Democratic Change (NCC), an internal umbrella organization comprised of various leftist and nationalist opposition parties, refused to participate in the Geneva talks, despite being offered two seats in the 15-member delegation organized by the SOC to the opening plenary in Montreux, as Antoun Issa reported.

The National Coalition delegation so far lacks representatives from armed opposition groups in Syria, such as the Islamic Front, FSA and Syrian Revolutionary Front, although the SOC and its supporters have

been trying to enlist someone “from the ground,” including and especially Jamal Maarouf, leader of the Syrian Revolutionary Front, which is supported by Saudi Arabia, to participate in the negotiations.

Walid Moallem told Al-Monitor on Jan. 23 that he plans to test the influence of the National Coalition to deliver on a cease-fire, saying, “We want to see how much this opposition is related to the armed group in Aleppo.” The Syrian foreign minister said that his Jan. 17 proposal to halt military operations in Aleppo was in response to Kerry’s appeal for a “localized cease-fire,” beginning in Aleppo. Moallem added, “I still wait for the response from the American side.” ♦

TODAYS ZAMAN

24 January 2014

## Hizmet movement and Kurdish question in Turkey

by Erkan Toğuşlu\*  
www.todayszaman.com

The Kurdish issue is one of the major, complex issues that have dominated Turkish politics for the last two decades. During the bribery and corruption investigations and debates on the closure of exam preparatory schools (dershane) in Turkey, the Hizmet movement has been accused of manipulating these debates to block and slow the talks and negotiations between the government and the Kurdistan Workers' Party (PKK) and its leader, Abdullah Öcalan.

The pro-government media and columnists argue that these investigations are a plot targeting the national peace project started by the Justice and Development Party (AKP) government, saying the Hizmet movement is just a puppet in this plot. Some intellectuals and journalists have strongly defended this allegation, saying the Hizmet movement is anti-Kurdish, it has strong Turkish nationalist ideals and that the schools opened by the Hizmet movement assimilate Kurds. They claim that the Hizmet movement intended to infiltrate the Oslo talks between the state and PKK leaders.

To support their arguments, some of these journalists claim that the Gezi Park events, dershane debates and the corruption-bribery operation all targeted the government to place it in a fragile position. The aim is to create instability and chaos in order to block the ongoing negotiations. If we say that the Hizmet movement is behind this plot against the talks between the PKK and the government, there is a contradiction with the Hizmet movement’s activity in Eastern Turkey, because of its pro-Kurdish initiatives in various areas. The reaction of Fethullah Gülen and the Hizmet movement to the reform packages from the AKP government is also important, and it is puzzling if they have welcomed the reform packages. To look at the plausibility of these allegations, we should look at what Gülen thinks about the Kurdish issue and what the Hizmet movement’s position is vis-à-vis the

Kurds in Turkey.

For Gülen, based on a statement made in October 2011 and an interview with the Rudaw Media Network in June 2013, the Kurdish question is a human issue and is linked with the acceptance of ethnic-cultural diversity. Separating it from violent and terrorist acts, Gülen sees the Kurdish issue as one that relates to fundamental human rights. Gülen urged the government to grant Kurds their natural human rights just as Western nation-states do to their ethnic minorities. He opposes any kind of violence to defend a right or an idea. He is against the ban on speaking and teaching Kurdish. He emphasized and empathized with the rights of Kurds, and he advised society as a whole to feel responsible for the situation and to resolve it positively.

### GÜLEN-INSPIRED INITIATIVES

People inspired by Gülen have begun initiatives in the southern part of Turkey, where most of its Kurdish citizens live, to ameliorate the social, cultural and economic rights of the people in this region by opening learning centers and schools, organizing days where aid is provided and families in the villages are visited. These initiatives and activities strengthen the socioeconomic ability of the Kurds to participate actively in the democratization of Turkey in various areas: education (schools in Eastern Turkey, tutorial centers), health (hospitals and dispensaries), charity (Kimse Yok Mu), media (the Dünya TV channel in the Kurdish language) and discussion forums (Abant Platform) specifically targeting Kurds in Eastern Turkey to strengthen their rights in many respects, reducing the socioeconomic and cultural gap between groups in Turkey. In these various activities, a direct, inclusive and humanistic approach is fostered that opens up a civilian solution to the Kurdish issue, and these activities strive to formulate a human solution through gradual, non-political measures, such as education, charity, media and discussion forums.

In the study centers established by businessmen affiliated with the Hizmet move-

ment in Eastern Turkey, thousands of children attend mathematics and science courses for free. Gülen has also inspired teachers to give voluntary lessons in these reading halls. These educational institutions are not a state apparatus of “ideological propaganda,” and the Hizmet movement aims for better quality education to enrich the local culture. The educational initiatives offer an impetus for the redefinition of Turkish identity and Turkish citizenship to become more multicultural and multi-ethnic. At the grassroots level, the movement is preparing the ground for this mixture and a multi-ethnic, multicultural climate, as seen in the example of Kurdish-language education.

Kurdish-language education is one of the thickest red lines in the Kurdish issue, and the movement announced that it is ready for education in Kurdish in Turkey. The AKP government allowed teaching in Kurdish only in private secondary schools; even though these reform packages seem insufficient to Kurds, the reforms were received favorably by people in the Hizmet movement. Through these educational projects, the Hizmet movement helped to alter the social fabric of Turkish people who consciously or otherwise supported the institutional resistance of state and governmental bodies. Through dialogue and face-to-face encounters, Turkish people have had the chance to experience and feel the grievances of their Kurdish brothers and sisters and listen to their stories.

Despite this positive development, there are many reforms waiting to be made, including on the Kurdish issue. In recent years, this question has been seen as an obstacle to the democratization of Turkey. It is not logical to suggest that the Hizmet movement is a hindrance in the Kurdish issue, particularly given the fact that the movement supports the Kurdish people and has a reformist position on education in native languages and the redefinition of Turkishness and citizenship.

\*Erkan Toğuşlu is an instructor at the University of Leuven and works with the Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre in Belgium.

International New York Times

JANUARY 30, 2014

# Syrian rebels seize oil fields to pay for war

BEIRUT, LEBANON

BY BEN HUBBARD,  
CLIFFORD KRAUSS  
AND ERIC SCHMITT

Islamic rebels and extremist groups have taken control of most of Syria's oil and gas resources, a rare generator of cash in an economy that has been battered by war, and are using the proceeds to underwrite their fights against one another as well as against President Bashar al-Assad, American officials say.

While the oil and gas fields are in serious decline, control of them has bolstered the fortunes of the Islamic State of Iraq and Syria and the Nusra Front, both of which are offshoots of Al Qaeda. The Islamic State of Iraq and Syria is even selling fuel to the Assad government, lending weight to allegations by opposition leaders that it is secretly working with Damascus to weaken the other rebel groups and discourage international support for their cause.

There is no clear evidence of direct tactical coordination between the group and Mr. Assad, but American officials say the government has facilitated the group's rise not only by purchasing its oil but also by exempting some of its headquarters from the airstrikes that have tormented other rebel groups.

The Nusra Front and other groups are providing fuel to the government, too, in exchange for electricity and relief from airstrikes, according to opposition activists in Syria's oil regions.

The scramble for Syria's oil is described by analysts as a war within the broader civil war, one that is turning what was once an essential source of income for Syria into a driving force in a conflict that is tearing the country apart. "Syria is an oil country and has resources, but in the past they were all stolen by the regime," said Abu Nizar, an antigovernment activist in Deir al-Zour. "Now they are being stolen by those who are profiting from the revolution."

He described the situation in his oil-rich province as "overwhelming chaos."

The Western-backed rebel groups do not appear to be involved in the oil trade, in large part because they have not taken over any oil fields.

Syria was once an important supplier of oil to Europe and attracted international oil companies like Royal Dutch Shell and Suncor to develop its fields. The oil industry, declining even before the anti-Assad uprising began, has taken a beating since, with production down to no more than 80,000 barrels a day at the end of 2013 from about 400,000 barrels a day in



A fuel tank in Homs, Syria, that was hit by mortars. The scramble for Syria's oil has been called a war within the broader civil war.

2011. Violence has damaged pipelines and other infrastructure, aggravating energy shortages and leaving the country heavily dependent on imports from its allies.

As the war has progressed, rebel groups have seized control of the oil and gas fields scattered across the country's north and east, while Kurdish militias have taken over areas near the border with Iraqi Kurdistan.

Filling the void left by the government's withdrawal is a patchwork of local efforts to try to wring any possible profit from the remnants of the oil industry. In some areas, locals have used primitive methods to extract usable products from crude they drain from pipelines or storage tanks.

Trade networks have also evolved, with oil being smuggled across borders in plastic jugs and transported by trucks and on donkeys into Iraq and Turkey.

"The government practically doesn't control anything anymore," said Dragan Vuckovic, president of Mediterranean International, an oil service company that operates across the Middle East and North Africa. "The oil is controlled by crooks and extremists. They sell it for a bargain wherever they can find a buyer."

Oil has proved to be a boon for the extremists of the Islamic State of Iraq and Syria, who have seized control of most of the oil-rich northern province of Raqqa. The group typically sells oil to middlemen who resell it to the government, but it sometimes sells directly to the government, said Omar Abu Laila, a spokesman for the rebels' Supreme Military Council.

"Selling the oil brings in more cash, so why not sell it to the regime, which of-

fers higher prices?" he asked.

An American official said the United States had received multiple credible reports that the Syrian government had purchased crude oil from the Islamic State of Iraq and Syria that was delivered in tanker trucks from areas the group controls to behind Syrian government lines.

The official also said Mr. Assad's government had refrained from bombing the group's headquarters in Raqqa and elsewhere, although their locations are well known and clearly marked with black flags and banners.

A second American official said that while Mr. Assad's government is growing ever more desperate for oil, the group is becoming increasingly independent of wealthy donors in the Gulf and other funding sources. As the group has gained control of more territory, it has been able to sustain its operations through a combination of oil revenue, border tolls, extortion and granary sales, the official said.

While other American officials discounted the possibility of tactical military cooperation between the group and Mr. Assad's government, they said that Syrian intelligence had almost certainly infiltrated opposition groups, including the Islamic State of Iraq and Syria and the Nusra Front, to track their activities.

"The Syrian regime is as Machiavellian as they come, and there is little it won't do to hold on to power," said an American counterterrorism official. "If the regime could strike a tactical accord with an enemy faction to achieve its larger strategic goals, it probably would."

Denied access to Syria's oil regions, Mr. Assad's government has become increasingly dependent on its foreign al-

lies and imports most of its fuel from Iran and Iraq, while Hezbollah smuggles diesel and gasoline over the border from Lebanon, according to regional oil experts. The opposition also accuses Syria's Kurds of providing the government with oil.

While the rebels' oil revenue is small by world market standards, it can help groups exercise local power as well as

finance their operations.

"Even sold at discounted prices, this oil could be generating significant revenue for rebels to arm themselves," said Badr H. Jafar, chairman of Crescent Petroleum, a regional oil and gas company based in the United Arab Emirates.

The politics of the local oil trade can be complex, insiders say. When the Nusra Front and other rebel groups took over a

natural gas facility in the northern province of Hasaka, they sought to cut the supply to a government facility, said Amer Abdy, a local activist.

But local tribal leaders objected, saying that would simply invite government airstrikes to destroy the plant. So they brokered a deal to keep a limited amount of gas flowing so the area would not be bombed, Mr. Abdy said.

International New York Times JANUARY 30, 2014

## Iran media report visit by U.N. to uranium site

LONDON

BY ALAN COWELL AND RICK GLADSTONE

United Nations nuclear inspectors began a visit on Wednesday to a uranium mine in southern Iran, the state news media reported, describing Tehran's readiness for the scrutiny as a good-faith gesture to demonstrate peaceful intent.

The inspection followed a temporary international agreement aimed at resolving a longstanding dispute over the Iranian nuclear program, which Tehran says is for energy and medical use but which Western nations and Israel suspect is a cloak for developing the ability to make bombs. Under the accord, which was negotiated in November and took effect on Jan. 20, Iran agreed to freeze most uranium-enrichment activities for six months and to allow inspectors deeper access in return for a relaxation of some Western economic sanctions.

Iranian and American officials said on Monday that talks aimed at achieving a permanent agreement would begin in mid-February in New York.

Behrouz Kamalvandi, a spokesman for the Atomic Energy Organization of Iran, said three inspectors from the International Atomic Energy Agency had traveled to Bandar Abbas to visit the Gachin mine, according to the Iranian satellite broadcaster Press TV. The visit was the first by I.A.E.A. inspectors since 2005. The group arrived in Tehran on Tuesday. In the past, it has questioned whether the Gachin mine, which produces yellowcake uranium for conversion to nuclear fuel, is linked to Iran's military.

Yukiya Amano, the director general of the I.A.E.A., said in November that Iran had agreed to permit "managed access" to at least two suspect sites, the Gachin mine and the Arak heavy-water plant. In the parlance of nuclear inspections, the term "managed access" usually denotes a level of scrutiny that allows host countries to protect some information, while

## Some movement is seen in peace talks on Syria

GENEVA

BY NICK CUMMING-BRUCE

After days of deadlock and dispute, Syrian peace talks appeared to inch forward on Wednesday when a spokesman for the opposition said the Syrian government had agreed to negotiate within a framework that calls for it to give way to a transitional government.

The spokesman, Louay Safi, spoke to reporters after emerging from a two-hour morning meeting with the delegation representing President Bashar al-Assad at the United Nations headquarters in Geneva. He said the talks had made "a positive step forward, because for the first time now we are talking about the transitional governing body."

The two sides were scheduled to meet separately in the afternoon with Lakhdar Brahimi, the special United Nations envoy for Syria. Talks involving both delegations were scheduled to continue on Thursday and Friday, when the opposition intends to discuss issues like the size and responsibilities of a transitional government, Mr. Safi said.

Speaking to reporters on Wednesday, Mr. Brahimi said that the first phase of the talks would end Friday, as scheduled, and that the gap between the government and the opposition remains "quite large." The Associated Press reported.

He added that he did not expect any substantial achievements over the next two days, but he said the "ice is breaking slowly." Mr. Brahimi said both sides would decide on Friday when the second phase of the talks would take place.

The Syrian government delegates in Geneva did not immediately comment on Mr. Safi's remarks, but they received some corroboration from Syrian state television. It said, according to Reuters, that the government side had announced its "full readiness" to discuss "paragraph by paragraph" the framework for the talks, which was set out in the communiqué issued at the end of the

first Geneva conference on Syria.

That appeared to represent an advance from the position taken by the Syrian foreign minister, Walid Muallem, when the current conference opened in Montreux, Switzerland, last week. At that time, Mr. Muallem said the focus of the talks should be on the Syrian opposition's "terrorism," and he dismissed any idea of transferring power.

"They seemed to be more ready to discuss the issue" of a transitional government, Mr. Safi said of the Assad delegates. But he said the government's negotiators still wanted to "change the order of the discussion in a way that will make the talks not successful."

The two sides have apparently not made any progress so far on humanitarian issues related to the conflict, like prisoner exchanges or getting aid supplies to the besieged residents of the Old City section of Homs.

The desperation of civilians, who have been largely cut off for more than a year, was detailed in a videotaped appeal posted online this week by the patriarch of the Syriac Orthodox Church. "We, Muslims and Christians, live in hard conditions and suffer from a lot of problems, the biggest of which is hunger — people cannot find food," he is heard to say in the video, in Arabic with English subtitles. "We do not want to die out of pain and hunger."

International aid workers said they were worried that the attention being paid to the Homs situation was obscuring the plight of Syrians trapped in other areas besieged by government or opposition forces. The United Nations lists seven such areas in which a total of about 250,000 people are trapped.

As he prepared to board a van after discussing the state of the Geneva talks, Mr. Safi appeared to retreat a bit from his initial optimism. "These negotiations are going to be very tough," Mr. Safi said. "The other party is apparently not willing to give in to the demands of the Geneva communiqué."

inspectors are able to garner some data.

The Iranian state news media said Tehran was not obliged under international treaties to permit inspections of either the Arak or Gachin facilities.

Press TV said, "The voluntary move is a good-will gesture on the part of Iran to clear up ambiguities over the peaceful nature of its nuclear energy program."

# Syrie : le régime bloque les négociations

Damas a refusé lundi de discuter de la transition politique. Mais aucun des deux camps ne veut rompre.

GEORGES MALBRUNOT  
gmalbrunot@lefigaro.fr

**MOYEN-ORIENT** Le blocage n'a pas tardé, et comme prévu, il est intervenu sur la question explosive d'un transfert du pouvoir. Au troisième jour des négociations entre le régime et ses opposants, chaque partie a présenté lundi sa lecture de l'accord dit de Genève 1, adopté en juin 2012, sur la mise en place d'un organe de gouvernement de transition, qui constitue la base de ces pourparlers. Mais lorsque les opposants à Bachar el-Assad ont pris connaissance de la « déclaration de principes » rédigée par le régime, leur réaction n'a pas tardé. « Elle n'aborde pas la question centrale », regrettait quelques instants après Hadi al-Bahra, le chef négociateur de l'opposition. Si elle traitait abondamment de la lutte antiterroriste, la feuille de route du pouvoir syrien ignorait toute référence à une quelconque transition du pouvoir à Damas. Les anti-Assad ont donc rejeté ce texte.

## « Petit pas » à Homs

C'est la première crise de ces pourparlers. Elle ne constitue pas vraiment une

surprise. La veille même de son arrivée en Suisse, il y a exactement une semaine, Walid el-Mouallem, le ministre des Affaires étrangères qui conduit la délégation de Damas, avait affirmé que « Bachar el-Assad était une ligne rouge ». Pas question à ses yeux de parler d'un changement du pouvoir. Ses représentants consentaient au mieux à évoquer la création d'un gouvernement d'union nationale. Après les invectives du premier jour de la conférence, samedi, les délégations pouvaient enfin se faire face pour la première fois. Et à la surprise générale, dans la soirée, le médiateur international Lakhdar Brahimi annonçait même une avancée humanitaire pour les 600 femmes et enfants, assiégés depuis près de deux ans dans la vieille ville de Homs par les loyalistes.

« Le gouvernement nous a bien dit que l'évacuation des femmes et des enfants peut être immédiate », confiait dans la nuit de dimanche à lundi un membre de l'équipe Brahimi. Deux cents d'entre eux étaient prêts à quitter Homs lundi alors que les États-Unis réclamaient également l'acheminement d'une aide humanitaire dans la ville. « En revanche, précisait le diplomate onusien, pour les hommes, le régime veut savoir qui ils



GARY CAMERON/AFP

Walid el-Mouallem, ministre des Affaires étrangères et chef de la délégation syrienne, le 22 janvier à Montreux.

sont. Il veut une liste et il nous a dit qu'il verrait au cas par cas. Mais si certains sont des rebelles qui appartiennent à al-Nosra ou à d'autres groupes liés à al-Qaida, il ne leur permettra pas de sortir comme cela. » Bref, Homs est « un tout petit pas » à concrétiser sur le terrain. Les obstacles ne manquent pas. À la crainte de voir les hommes arrêtés en sortant de la vieille ville de Homs, s'ajoute l'influence réduite des opposants de Genève sur les groupes armés. Pour pallier cette carence, l'ONU a envoyé en Turquie des émissaires auprès des factions opposées à Genève 2, et les États parrains de ces derniers (Qatar, Arabie saoudite) ont fait de même. « On observe des prémices de changement de la part de certains groupes, se félicite le diplomate onusien. Ils nous disent que si Genève progresse, ce sera bien. »

Dimanche soir, Lakhdar Brahimi a pu ainsi se déclarer « content » en annonçant l'accord sur Homs à la presse. En fait, le très habile diplomate algérien a cherché à forcer la main à ses interlocuteurs syriens, aucun des deux camps ne voulant prendre le risque d'être tenu pour responsable d'un échec. « Ils ne s'insultent plus entre eux, c'est mieux que ce que l'on redoutait », ajoutait son collaborateur, qui restait tout de même prudent à la veille d'aborder la transition politique. D'autant que l'examen de la douloureuse question des prisonniers avait déjà alourdi l'ambiance. L'opposition a bien présenté une liste de 47 000 détenus. Mais Damas a répondu que « 60 % » de ces personnes n'avaient jamais été détenues ou qu'elles avaient été libérées.

Malgré l'impasse, « nous allons rester à Genève », répétaient les deux délégations. C'est bien le seul point commun entre pro et anti Assad. Aucun d'entre eux ne tenant à apparaître comme celui qui claque la porte. ■

## Des juristes internationaux appelés au chevet de l'accord de Genève

Pour trancher le différend sur Genève 1, des experts politiques et en droit international devraient venir expliquer aux deux délégations le contenu de cet accord conclu en juin 2012 sur la transition du pouvoir en Syrie, a annoncé un membre de l'opposition à Genève. Ce texte prévoit la mise en place d'un organe gouvernemental de transition. Ce qui pour les opposants et leurs parrains occidentaux revient au départ rapide de Bachar el-Assad et de son appareil sécuritaire, responsable de la répression des opposants. Damas en a une lecture radicalement différente : « Genève 1 est un package, nous sommes prêts à en discuter, mais nous avons des

réerves sur certains points, Genève 1 n'est pas une bible », répètent ses représentants aux pourparlers, qui ont commencé la semaine dernière à Montreux. Et même sur les questions humanitaires, pourtant moins difficiles à résoudre, les anti-Assad redoutent le piège qu'a commencé de leur tendre le régime. Ce dernier prétend vouloir trouver une solution-non seulement aux assiégés de Homs, mais à tous ceux également qui vivent dans des conditions épouvantables à travers la Syrie. « Le régime sait bien que ses opposants ne peuvent imposer leurs vues partout et à tous les groupes armés », résume un bon connaisseur du pouvoir à Damas. G. M.



# François Hollande se rend en Turquie pour « sortir de l'impasse » diplomatique

La visite du président français a notamment pour but de solder les différends des années Sarkozy

Ankara  
Envoyés spéciaux

Il n'est plus aux affaires depuis près de deux ans, mais Nicolas Sarkozy continue de hanter Recep Tayyip Erdogan. Devant les présidents de groupes au Parlement européen, à Bruxelles, mardi 21 janvier, le premier ministre turc continuait d'adresser quelques piques à l'ancien président français, à ses yeux coupable d'avoir mis un frein aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). Lors de sa présidence, M. Sarkozy n'avait pas accordé à la Turquie plus qu'une visite de travail de cinq heures dans la capitale, Ankara, ce qui avait été perçu comme une preuve supplémentaire du mépris de la France.

C'est donc en partie pour rattraper le temps perdu et solder les différends du quinquennat précédent que François Hollande entame, lundi 27 janvier, une visite d'Etat en Turquie. « La première depuis vingt-deux ans », insistent ses conseillers. La dernière fois, en 1992, François Mitterrand avait inauguré à Istanbul l'université francophone Galatasaray, aujourd'hui un symbole de la coopération culturelle franco-turque. Mardi, François Hollande prononcera un discours devant les étudiants de la faculté.

Le chef de l'Etat, qui sera accompagné d'une importante délégation de ministres, dont Laurent Fabius, Jean-Yves Le Drian, Arnaud Montebourg ou Stéphane Le Foll, ambitionne de « sortir de l'impasse dans laquelle la France à l'époque avait conduit cette relation » et d'une « relation bilatérale qui s'était dégradée et révélée particulièrement inefficace », selon l'Elysée.

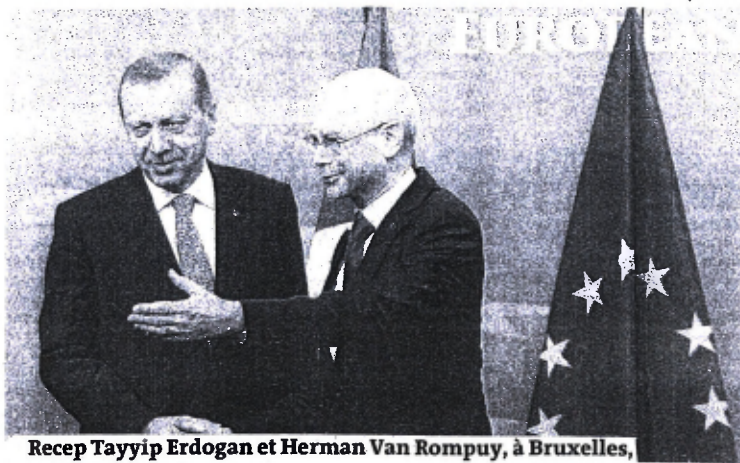
La visite, pourtant, ne tombe pas au meilleur moment. D'abord parce que François Hollande, bien qu'à Ankara, subit encore l'effet de souffle de sa situation privée, mais aussi parce que cette visite coïncide avec la publication officielle, lundi, des chiffres du chômage de décembre. La politique française pourrait donc rattraper M. Hollande. La présence en Tur-

quie de son conseiller politique Aquilino Morelle, qui ne participe aux déplacements diplomatiques que dans les moments particulièrement délicats, en est un bon indice.

Mais il est d'autres écueils qui l'attendent sur place. M. Hollande est le premier chef d'Etat d'un grand pays à se rendre en Turquie depuis la mobilisation citoyenne de la place Taksim d'Istanbul, au printemps 2013. La répression, qui avait entraîné la mort d'au moins six manifestants, avait été condamnée sans appel par les institutions européennes. A deux mois des prochaines élections municipales, test pour la popularité de M. Erdogan, « le timing est vraiment mal choisi. Cela ne peut qu'être perçu comme un soutien » à M. Erdogan, estime Cengiz Aktar, politologue à l'université Sabanci d'Istanbul.

Depuis les manifestations de Taksim, le gouvernement turc traverse une crise politique sans précédent, et c'est dans une atmosphère délétère que le président français arrive à Ankara. Des opérations judiciaires anticorruption ont poussé au moins trois ministres à la démission et le propre fils du premier ministre, Bilal Erdogan, a vu son nom cité dans une affaire. M. Erdogan dénonce une « tentative de coup d'Etat » qui serait orchestrée par la confrérie de Fethullah Gülen, un prédicateur turc influent exilé aux Etats-Unis, dont les membres ont massivement « infiltré » l'appareil d'Etat. Depuis, l'AKP, le parti du premier ministre au pouvoir depuis 2002, s'est lancé dans une vaste purge de l'administration turque. Plusieurs milliers de fonctionnaires ont été limogés.

De plus, entre la France et la Turquie, les désaccords se sont accumulés ces dernières années. En premier lieu, la « question arménienne », à laquelle est très sensible M. Hollande, provoque des poussées de fièvre récurrentes depuis la



Recep Tayyip Erdogan et Herman Van Rompuy, à Bruxelles, mardi 21 janvier. JOHN THYS/AFP

reconnaissance du génocide de 1915 par le Parlement français en 2001. Le président français sera également poussé à clarifier sa position sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. Après trois ans de statu quo dans les négociations, la France a levé, en novembre 2013, son blocage d'un chapitre consacré aux politiques régionales, « pour sortir de l'impasse ». Mais quatre autres volets, gelés

## Un sondage IFOP révèle que 83 % des Français se déclarent majoritairement hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union

par Nicolas Sarkozy, le demeurent. Ankara réclame leur déblocage et souligne le manque de clarté de la position française, hésitante sur l'issue des pourparlers.

A cinq mois d'élections européennes qui s'annoncent comme un désastre pour le PS, l'adhésion de la Turquie à l'UE est toujours un sujet délicat. Un sondage IFOP, publié jeudi, révélait que 83 % des Français se déclarent majoritairement hostiles à l'entrée du voisin turc.

M. Hollande, sur ce dossier, devrait donc se montrer d'une prudence extrême. Même si l'approche sarkozyste n'est plus de mise : l'opposition de principe aurait privé Paris « d'un levier d'influence

sur l'évolution de la Turquie », explique l'Elysée.

La relance, même timide, des négociations d'adhésion pourrait donc permettre à la France d'exprimer ses exigences en matière d'indépendance de la justice, de respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme, elle qui s'est jusqu'ici montrée très discrète sur ces questions.

Le sort de la sociologue Pinar Selek, condamnée en 2013 à la prison à vie pour un « attentat » qui aurait été commis à Istanbul en 1998 et réfugiée politique en France, devrait notamment être évoqué au cours de la visite, estime la presse turque. Lundi 20 janvier, depuis Strasbourg où elle vit, son comité de soutien a demandé à M. Hollande qu'il « réclame vigoureusement l'acquiescement définitif de Pinar Selek à l'occasion de sa visite ».

Dernier sujet potentiellement explosif : l'assassinat à Paris, il y a un an, de trois militantes proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), n'a toujours pas été élucidé, alors que de récentes révélations ont renforcé la piste d'un crime commandité par les services secrets turcs (MIT). Les autorités judiciaires françaises attendent des éclaircissements de la part de la Turquie. Mais, sur l'ensemble de ces dossiers, le président arrive à Ankara avec l'ambition « non pas de juger mais d'encourager, de porter un message », indique son entourage. ■

GUILLAUME PERRIER ET  
DAVID REVULT D'ALLONNES

# Syrian Kurds not united behind opposition delegation to Geneva talks

**Abdulhamid Darwish, veteran Kurdish leader of the Kurdish Democratic Progressive Party, is representing the Kurdish National Council in Geneva.**



Author Wladimir van Wilgenburg  
www.al-monitor.com

The Kurdish parties failed to have a united voice in the Geneva II conference, and the Kurdish National Council (KNC) will now be the only party that claims to represent the Kurds in Geneva II, leading to more tension on the ground in Syria.

Abdulhamid Darwish, veteran Kurdish leader of the Kurdish Democratic Progressive Party, will represent the KNC as part of the Syrian National Coalition negotiation team that will deal with the Syrian government.

Moreover, Ibrahim Biro, a leading member of the Kurdish Unity Party, will be part of the technical team. The Kurdish Unity Party, a member of the KNC, has been heavily involved in protests against the Syrian government since 2002, while the traditional Kurdish parties opposed the protests.

"They [KNC] are part of the Syrian National Coalition, so they are automatically represented," said Zara Saleh, a member of the Kurdish Unity Party in the United Kingdom.

The Democratic Union Party (PYD) is affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK), led by imprisoned Kurdish leader Abdullah Ocalan, while the KNC is supported by Massoud Barzani, president of the Kurdistan Region of Iraq and head of the Kurdistan Democratic Party (KDP).

Barzani is involved in oil deals with Turkey, the PKK's archenemy.

The PYD and the KNC reached an agreement in December 2013 to go to Geneva II with a united Kurdish voice following an agreement between the PKK and Barzani.

But now it seems this agreement is falling apart, and the PKK is accusing the KNC of treason.

The PYD sees the hidden hand of Turkey and Barzani, who both opposed the PYD-dominated Kurdish administration in northern Syria and accused the PYD of supporting the Syrian regime.

Recently, the Syrian National Coalition rejected the PYD's autonomous government in a statement, suggesting that it "threatens the territorial integrity of Syria" and "serves the Syrian regime."

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu stated that Turkey supported the PYD in being part of the Syrian National Coalition, but that they "preferred to side with the regime" instead of joining the coalition.

But the PYD says it cannot join the coalition since it does not accept Kurdish rights.

Fuad Aliko, one of the leaders of the Kurdish Unity Party who is currently in Turkey, and Barzani met on Jan. 23 with Davutoglu at the World Economic Forum in Davos, Switzerland.

"Certain Kurdish groups were called, but it did not provide for the participation of a Kurdish identity. The Kurds who are participating there now do not have the authority to represent our people," said Salih Muslim, co-chair of the PYD, in a press conference at Geneva II.

Cemil Bayik, a leading PKK member, in an interview accused the KNC parties of treason and violating the agreement. "The Kurds would go together [as an independent Kurdish delegation to Geneva II, not as part of a delegation representing the government or opposition], or [they] would boycott it."

He suggested that if the KNC would have boycotted the meetings, the position of the Kurds would be stronger.

But Saleh said this does not violate the agreement.

"Don't forget, the last agreement in Hewler between the KNC and the PYD said that anybody who will join the Geneva II conference will be the representative of the Kurds, but now the PYD denies it," he told Al-Monitor.

Darwish, the KNC representative in the opposing negotiation team, has



*A Kurdish female fighter from the Kurdish People's Protection Units (YPG) checks her weapon near Ras al-Ain, in the province of Hassakeh, after capturing it from Islamist rebels, Nov. 6, 2013. (photo by REUTERS)*

been involved in Kurdish politics since the mid-1950s and is seen as close to Iraqi President Jalal Talabani and Talabani's Patriotic Union Party (PUK), which enjoys close ties with the Iranian and Syrian governments.

The Barzani-backed Kurdish parties within the KNC — especially the Democratic Political Union — did not accept the PYD's dominance over the Kurdish areas in Syria and the PYD's People's Protection Units (YPG) as a national Kurdish army. This while the party of Darwish joined the YPG and supported them in Serekani (Ras al-Ain). Darwish had also been critical of Barzani's policies in the past.

But in the summer of 2013, Darwish decided to back the KNC decision to join the Western-backed Syrian opposition group, and subsequently his party left the PYD's militias and stopped supporting the PYD's Kurdish administration.

Darwish told Orient TV he is not against a Kurdish administration.

"We are not against the autonomous administration, and the autonomous administration isn't only for Kurds but rather for all components of Syrian society: Arabs, Kurds, Syrians. We did not participate in the provisional autonomous administration because they did not consult us in its announcement."

Darwish, just as Barzani, accused the PYD of not accepting KNC partnership in this government.

But the PYD says the KNC initially accepted the project in an agreement on Sept. 8, 2013, but later rejected it as a result of pressure from Turkey and Barzani.

The PYD announced on Jan. 21 the official declaration of an autonomous government in the province of Hassakeh, a day before the 68th anniversary of Iran's short-lived Kurdish Republic of Mahabad that was created on Jan. 22, 1946. The PYD is planning to expand their local Kurdish administrations in the Kurdish enclaves of Kobani on Jan. 27 and in Afrin on Jan. 29.

The declaration included several KNC and PYD politicians, Arabs, Syriac Christians, Armenians and Chechens. Most likely, those KNC politicians or parties that support the PYD project will be expelled from the KNC or their membership frozen — the PYD thinks it no longer needs KNC cooperation.

These disagreements over Geneva II and the Kurdish autonomous government created by the PYD also led to tension on the ground.

YPG commander Sipan Hemo accused on Jan. 20 "Kurdish collaborating forces" of being involved in clashes in the towns of Tel Hamis and Tel Brak. The YPG started their campaign on Dec. 23, but withdrew on Jan. 7 after suffering heavy losses with 39 YPG fighters being killed. →

⇒ After the attack, members of the Kurdish Democratic Party of Syria (KDP-S) were briefly arrested and later released. Moreover, the KNC's office in Al-Mabada (Girke Lege) was burned down on Jan. 24.

Another pro-PYD news website accused members of the Barzani-backed KDP-S of providing information to Islamist fighters fighting the YPG, which was denied by the Barzani-backed parties.

The statement followed a shooting at the KDP-S office and a bomb attack carried out by an al-Qaeda-affiliated group against the PYD in Al-Malikiyah (Derik) on Jan. 22, killing 3 and wounding 20 others.

On Jan. 25, Ocalan reached out to Barzani in a letter that deals with the situation of the Syrian Kurds, the peace process in Turkey and the attempts of Kurdish parties to hold a national Kurdish congress. The letter may result in new talks between the KDP and PKK to solve problems in Syria. ♦

Wladimir van Wilgenburg is a columnist for *Al-Monitor* and a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for *Jamestown Foundation* publications and other journals, such as the *Near East Quarterly* and the *World Affairs Journal*. He currently writes for the Kurdish newspaper *Rudaw*. On Twitter: @vvanwilgenburg



January / 26 / 2014

## Jailed PKK leader says government's election plans might risk peace process

ISTANBUL

[www.hurriyetdailynews.com](http://www.hurriyetdailynews.com)

The ongoing process to find a peaceful solution to the Kurdish issue will come to an end if the Turkish government becomes engrossed in electoral arithmetic, Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan has said, according to the *Firat* news agency.

"A democratic and sustainable Constitution is a fundamental condition for the process. But sharing in line with a spirit of negotiating is a significant process for determining the fundamentals and methods of the Constitution. The greatest threat to this will be for the government to approach the issue with concerns about elections and percentages. Such an approach will cause problems which will end the process. The ongoing process has shown everyone that the democratic transition cannot be delayed," People's Democratic Party (HDP) deputy Sırrı Süreyya Önder cited Öcalan as saying during a meeting on İmralı island, where the PKK leader is serving a life sentence.



The PKK leader Abdullah Öcalan (L) is seen with the BDP lawmakers Pervin Buldan (R) and BDP co-chair Selahattin Demirtaş (C) at İmralı Island. *DHA*

Öcalan also penned a one-page letter to Iraqi Kurdish Regional Government President Masoud Barzani. The PKK leader further told Önder and Diyarbakır independent lawmaker Leyla Zana during a meeting on Jan. 25 that he had given a letter to

the authorities, Doğan news agency reported.

Önder said they expected to receive the letter on Jan. 28 or Jan. 29 from state officials. Önder and Zana will go to Kandil Mountain in northern Iraq to give Öcalan's letter to Barzani and will hold meetings with participants of the Kurdish National Congress in Arbil, Sulaymaniyah and Kandil.

Zana's Jan. 25 meeting with Öcalan was the first such meeting in the past 25 years, as the two last meet in 1991 in Lebanon's Bekaa Valley, where the PKK had camps. Zana's planned visit to Kandil will be her first visit.

Zana became a symbol of free speech across the world after serving 10 years in prison for speaking Kurdish while taking her parliamentary oath in 1991. She was ultimately released in 2004 and once again became an MP after the June 2011 elections, although she a ban remains in place preventing her from joining the country's main Kurdish party, the Peace and Democracy Party (BDP). ■



20 January 2014

<http://www.basnews.com>

**BasNews (Baghdad):** The deputy speaker of Iraq's parliament, Aref Taifur, believes that the only solution for Iraq is confederation.

Taifur's office released a statement claiming "confederation is the only solution for Iraq because for a decade people have been suffering at the hands of the central government. Iraq needs a new political system fitting to its different factions. Everybody knows that a unilateral system in Iraq will likely lead to a dictatorship."

Taifur also pointed out that a confederation



can be key in establishing the principles of a democracy and will also solve potential crises that may arise between

community and government.

"Confederation is a continuous unity between small states that have a shared agreement on the basis of a shared constitution. It is mostly used for political and defensive cases which are based on confederation principles that will solve all problems," explained Taifur.

Taifur concluded his statement by writing: "a confederation system is vital to Iraq, and it needs to be applied. It will also be necessary to curb corruption and stand against terrorist groups as well as strengthening the notion of nationality in the Iraqi people."

# Syriens réfugiés en Irak, la politique du flou

**Vingt-six mille Syriens venus se réfugier au Kurdistan irakien ont décidé de faire marche arrière et de rentrer en Syrie. Le gouvernement kurde irakien, dépassé par l'afflux des réfugiés, se cherche une stratégie d'accueil.**

[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

par Marine Courtade et  
Sophia Marchesin

Le sourire aux lèvres, Maha emballa ses affaires et celles de ses trois enfants. Elle empila vêtements d'été, couvertures et quelques produits de beauté dans cinq gros sacs en plastique. « Nous repartons avec les mêmes habits que nous avions pris en quittant la maison. Rien de plus », souffle-t-elle.

Sa tente de dix mètres carrés est maintenant vide. Plusieurs matelas légers et souples sont entassés dans un coin. « Ce sera pour les prochains réfugiés ». Sa voix rauque est calme, posée.

Elle se dit sereine car elle va enfin rentrer chez elle, là-bas, à Al Malkia, une ville pauvre au nord-est de la Syrie. Pour regagner sa maison, elle devra parcourir 260 km à partir de Kawergosk. C'est dans ce camp, l'un des huit du Kurdistan irakien, que Maha s'est réfugiée il y a quatre mois. « Nous sommes partis en vitesse, à cause des menaces d'attaques djihadistes. Mon mari est resté, il nous a dit qu'il nous rejoindrait plus tard, le temps de trouver quelqu'un pour garder la maison. Mais il n'a pas pu passer la frontière. Alors maintenant nous allons le retrouver, chez nous. »

Impossible finalement pour le mari de traverser la frontière et de rejoindre Maha et les siens. Et pour cause. La frontière serait close depuis fin septembre, une information que réfute Tariq Rasheed, le directeur général du ministère de l'intérieur kurde. « Entre 500 et 1 000 personnes rentrent chaque jour au Kurdistan, affirme-t-il. Pour des raisons de sécurité, nous faisons plus de contrôles. Un homme seul en provenance de Syrie, par exemple, peut difficilement venir en Irak. Mais pour les familles il n'y a pas de problème. »

Pourtant, selon le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), cela ne fait aucun doute. «

Les réfugiés syriens ne traversent plus. Seule une poignée de personnes, peut-être très malades ou âgées, des personnes dites "vulnérables" passeraient la frontière tous les jours », assure Liene Veide, la responsable de la communication du HCR au Kurdistan. « Mais nous sommes loin de l'afflux massif de réfugiés de l'été dernier. »

Au mois d'août 2013, en l'espace d'une semaine, près de 40 000 Syriens sont arrivés en Irak, et depuis trois ans, le HCR dénombre près de 203 000 personnes, en majorité kurde. Une situation devenue ingérable pour le gouvernement.

Si dès 2011 et le début de la guerre en Syrie, les premiers Syriens fuyaient les zones bombardées de Damas et Alep, la plupart des nouveaux réfugiés viennent de territoires kurdes du nord et du nord-est de la Syrie. Des territoires situés le long des frontières turque et irakienne, qui ne sont pas directement touchés par la guerre entre la rébellion et le régime de Bachar Al Assad. Depuis l'été 2012, le gouvernement syrien s'est retiré, laissant le contrôle au Parti de l'Union démocratique (PYD), créé en 2003 — le frère jumeau armé du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie.

## LES KURDES EN SYRIE PRIS EN ÉTAU

L'arrivée des combattants djihadistes dans le nord de la Syrie déstabilise aujourd'hui la région. Des groupes comme Al Nosra ou l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), tous deux affiliés à Al-Qaïda, essaient de s'y s'implanter pour créer un « État islamique », et prendre possession des quelques gisements de pétrole. Et c'est cette vague de violences qui a poussé des milliers de Syriens à fuir, à l'image de Maha.

« Entre les rumeurs de massacres et les pressions réelles qu'exercent Al-Qaïda dans la région, les Kurdes syriens sont partis en panique », précise Arthur Quesnay, doctorant à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), basé à Erbil, la

capitale du Kurdistan irakien. « D'autant que dans ces zones du nord du pays, ils sont pris en étau entre Al-Qaïda et le PYD, qui a une véritable mainmise sur la région. »

Beaucoup reprochent au PYD d'être soutenu par le régime de Bachar Al Assad, et, comme le Baas, de vouloir imposer un système de parti unique. Pourtant, le PYD se targue de faire face à la fois aux attaques djihadistes et aux forces du régime. « Le PYD entretient des relations ambiguës. Il s'est servi du gouvernement syrien pour appuyer son pouvoir dans les zones kurdes. Il est en parti financé par le régime syrien, et aujourd'hui, il y a une vraie passation de pouvoir, affirme le chercheur. Derrière les discours autonomiste affichés par le PYD, la situation des Kurdes a empiré. » D'ailleurs, le 12 novembre dernier, le PYD a annoncé la création d'une administration autonome, appelée le « Kurdistan occidental » à l'instar du Kurdistan irakien.

## LA CRAINTE DU DÉBORDEMENT

Pour Arthur Quesnay, ces différents facteurs ont créé une crise humanitaire et économique en Syrie qui poussent les Kurdes à s'exiler. Mais de l'autre côté de la frontière, en plus de l'afflux des réfugiés, s'ajoute la crainte d'un débordement du conflit syrien.

Le 29 septembre dernier, l'EIIL a revendiqué un attentat à Erbil, la capitale de la région kurde en Irak. L'attentat suicide visait le siège des services de sécurité, faisant six morts et soixante-cinq blessés. Un vrai choc pour les Kurdes, d'autant que les attentats dans cette région sont rares : le dernier remontait à 2007. Cette attaque a réveillé des peurs anciennes, et si les réfugiés ne sont pas associés au terrorisme, le gouvernement préfère maintenant filtrer leurs allées et venues entre la Syrie et la région.

Pour autant, cette limitation des entrées sur le territoire irakien n'étonne pas Maha, assise en tailleur dans sa tente. ➤

► « Évidemment, je préférerais que mon mari soit parmi nous, pour vivre ici, en sécurité. Mais je n'ai plus assez d'argent pour rester là. » Elle réajuste son voile et prend l'une de ses filles sur ses genoux. « Je ne critique par le gouvernement kurde. C'est normal qu'il ferme la frontière. Nous sommes déjà trop nombreux dans les camps. » Dans le camp où Maha habite — le camp de Kawergosk —, il y a aujourd'hui 13 000 réfugiés. Sa capacité maximale est de 10 000.

#### UN CAMP « CINQ ÉTOILES »

Le gouvernement kurde a mis la main à la poche. Huit camps ont été montés et près de 25 millions de dollars ont été dépensés pour l'accueil des réfugiés. Prenons l'exemple du premier camp mis en place, celui de Domiz, proche de la frontière syrienne. Ouvert en avril 2012, certains le surnomment le « camp cinq étoiles ». Près de 45 000 personnes y vivent. La plupart sous tentes, certains dans des « maisons » en dur, des pièces de vingt mètres carrés, de briques et de tôles. Cinq écoles primaires, un collège, un hôpital dans des préfabriqués, des épiceries, des coiffeurs ou encore une mosquée ont petit à petit fait surface.

Les populations autour du camp sont solidaires avec les Kurdes syriens. Aujourd'hui encore, des gérants de supermarchés font des dons de nourriture à Domiz. « Les locaux sont présents et généreux, constate Erdogan Kalkan, le représentant du HCR dans le camp. Ici, ils accueillent les Syriens comme des frères. Chaque Kurde en Irak a déjà vécu un exil. Alors pour eux, c'est normal d'être là. »

Tous les réfugiés ne sont pas confinés dans les camps. Près de 60 % des Syriens en Irak vivent dans des villes, et jusqu'à présent, ils ont tous eu accès au travail facilement. Pour cela, ils doivent obtenir une carte de résidence. Un précieux document pour circuler librement dans la région. Mais aujourd'hui, cette liberté de mouvement semble remise en cause.

#### SUSPENDRE L'ACCÈS AU TRAVAIL ?

À l'entrée du camp de Domiz, devant le grillage du bureau des enregistrements, des dizaines de familles s'entassent, des jours entiers parfois, pour obtenir un papier. « Aujourd'hui c'est très compliqué d'obtenir une carte de résidence, remarque Olivier Delbauve, le coordinateur de Médecins sans frontières. Nous avons cent cinquante Syriens dans le camp qui travaillent pour notre ONG. Et aujourd'hui, beaucoup d'entre eux se plaignent de ne pas pouvoir renouveler leur titre de résidence. Alors ils travaillent sans papiers. On sent

une volonté de limiter les déplacements des réfugiés ».

Et cela se vérifie surtout dans les nouveaux camps, situés autour de la capitale kurde. C'est le cas pour des milliers de réfugiés : ils n'ont pas de carte de résidence et donc pas le droit de se déplacer en dehors du camp. A Kawergosk, Maha n'a jamais passé ces grilles en l'espace de quatre mois. « C'est paradoxal, ce que je ressens, je suis confuse. Le seul moment où nous sommes autorisés à sortir, c'est pour rentrer chez nous ! » Elle parcourt du regard sa tente blanche en tissu. « Ce n'est pas possible de vivre comme ça », lâche-t-elle sans animosité.

Le camp, situé à une quinzaine de kilomètres d'Erbil, est fermé par des grillages, enclavé dans un creux et entouré de six postes militaires nichés sur les collines.

La délivrance des titres de séjour devrait commencer « dans une, deux semaines, voire un mois, on ne sait pas encore », précise Tariq Rasheed. A Kawergosk, les réfugiés entendent ce discours depuis l'ouverture du camp. Pour le bras droit du ministre de l'intérieur kurde, c'est à nouveau une question de sécurité. « Aujourd'hui, c'est plus compliqué pour les Syriens de sortir, nous voulons les garder dans les camps pour les protéger des attaques terroristes. Il faut assurer leur sécurité ».

Le HCR veut rester confiant. « Nous aussi, nous voudrions que ça aille plus vite, mais nous respectons les directives du gouvernement. Tous les réfugiés seront régularisés, ce n'est qu'une question de temps », assure Liene Veide.

#### RETOUR À LA CASE DÉPART

Las d'attendre, des dizaines de Syriens quittent chaque jour ces nouveaux camps quasi fermés, pour revenir en Syrie. Plus de vingt-six mille depuis le mois de janvier, selon le HCR. Une stratégie politique ? C'est ce que pense Adrian Melendez, le seul humanitaire de l'ONG italienne Un Ponte Per à vivre à l'intérieur du camp de Kawergosk. « L'idée, c'est de fatiguer les réfugiés, comme ça ils partent d'eux même. Car ici, il y en a beaucoup qui sont venus chercher du travail. Et si ça ne marche pas, c'est le départ. »

C'est le cas de Diar, 19 ans, venu seul il y a trois mois. Un baccalauréat en poche, ce jeune homme élané est arrivé de Qamichli, une ville du nord-est de la Syrie épargnée par la guerre. Mais là-bas, depuis quasiment trois ans de conflit, les prix ont été multipliés par dix. A part jouer au football entre les tentes, Diar n'a

rien à faire. « Là, je n'ai plus de patience. C'est comme une prison ici », confesse-t-il en colère, les yeux au sol. « Je vais devoir rentrer chez moi, avec zéro centime en poche, comme je suis parti. J'ai une famille très pauvre, et c'est une honte pour moi de revenir les mains vides. Mais je n'ai pas le choix. En plus, je n'ai même pas d'habits chauds pour affronter l'hiver. »

D'ailleurs, le gouvernement kurde se félicite d'aider les Syriens à faire marche arrière. « S'ils en ont besoin, explique Tariq Rasheed, nous mettons en place des bus pour les raccompagner jusqu'aux points de passages avec la Syrie. C'est gratuit. » Quant à savoir si ce n'est pas trop dangereux pour eux de les laisser partir... « Je ne sais pas », souffle le fonctionnaire après un long silence.

« Le gouvernement a été pris par surprise avec cette immigration massive, note Maria Fantappie, chercheuse en sciences politiques à l'université américaine de Souleymanieh. Maintenant, il cherche de plus en plus à limiter l'installation des Syriens ici ». Dans un discours datant du 19 août dernier, Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan, appelle à « sauver le Kurdistan syrien », et demande aux Kurdes syriens « de rester et de défendre leur terre ».

Encore un moyen de décourager les réfugiés à venir ou à rester dans la région ? Pour Arthur Quesnay, c'est avant tout une question politique. Le parti de Massoud Barzani, le Parti démocrate du Kurdistan (PDK), est un fervent opposant au PKK et à sa succursale syrienne, le PYD. « Il y a une compétition politique entre les deux partis pour savoir qui aura le plus d'influence sur les Kurdes en Syrie, avec en toile de fond un discours de propagande, l'idée de créer un jour un "Grand Kurdistan". Alors si la crise humanitaire empire chez les Kurdes dans le nord de la Syrie, le PYD va se retrouver discrédité aux yeux de la population syrienne. Et ça arrange le PDK. »

Maha salue une dernière fois ses voisins de tente. Auprès d'eux, elle a récolté l'équivalent de 170 euros pour le voyage. Elle ne craint pas le retour, au contraire. « Je préfère prendre le risque de rentrer, quitte à mourir avec mon mari, plutôt que de vivre séparée de lui. Le principal c'est que nous soyons tous réunis. »

.....  
*Marine Courtade et Sophia Marchesin  
 Journalistes.*

# IRAK : «L'autonomie contre les tensions»

*La décentralisation du pouvoir pourrait atténuer les conflits. Mais l'idée n'a guère séduit que les Kurdes jusqu'ici. Interview*

Etienne Dubuis

**L**a Constitution irakienne autorise les provinces à gagner un haut degré d'autonomie. Pourtant, les sunnites n'en ont pas profité pour s'émanciper du pouvoir chiite de Bagdad. Explications de Jordi Tejel, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève.

**Le Temps:** La réduction des tensions communautaires ne passe-t-elle pas forcément par une décentralisation du pouvoir en Irak?

**Jordi Tejel:** On peut le penser, en effet. Les Etats-Unis ont d'ailleurs favorisé la décentralisation du pays, en encourageant l'inscription d'un droit à l'autonomie dans la nouvelle Constitution. Ils s'y sont décidés non seulement pour satisfaire les Kurdes, qui le voulaient absolument, mais aussi parce qu'ils considéraient qu'une telle évolution pouvait

limiter, de manière générale, les tensions politiques. La lutte pour le pouvoir central a été une constante de l'histoire irakienne. Il était, dès lors, logique d'estimer que la dilution de l'autorité était susceptible d'atténuer les conflits.

**– Qui a profité, jusqu'ici, de ce droit?**

– Seuls les Kurdes l'ont utilisé à ce jour. Cette solution leur convenait parfaitement, puisqu'il y a dans leur cas superposition évidente d'une identité ethnique et d'un territoire. Ailleurs, les situations s'avèrent plus complexes. Les seuls autres Irakiens à y avoir sérieusement pensé sont les chiites de Bassorah, dans le sud du pays. Ils ont envisagé cette option pour des raisons économiques, parce qu'ils occupent une région particulièrement riche en pétrole et qu'ils pouvaient espérer mieux profiter de cette manne s'ils obtenaient une autonomie quelconque. Mais le projet n'a pas eu de suite.

**– Et les sunnites, n'ont-ils pas été ten-**

tés?

– Au début, pas du tout. Lorsque la nouvelle Constitution a été élaborée, ils étaient même farouchement opposés à ce concept. La tradition politique arabe sunnite est très centralisatrice, comme en a témoigné par le passé le régime baassiste de Saddam Hussein. Mais les sunnites ont commencé à changer de point de vue sous l'influence de deux facteurs: l'amélioration de leurs relations avec les Kurdes, qui a conduit à une meilleure acceptation de l'idée d'autonomie; et la politique centralisatrice du premier ministre chiite Nouri al-Maliki, qui leur est devenue de plus en plus désagréable. Ils ont ainsi très mal vécu la persécution d'un de leurs plus hauts responsables, le vice-président irakien Tariq al-Hachemi, contraint aujourd'hui à l'exil, et le sort tragique réservé à ses gardes du corps, au lendemain du retrait des troupes américaines.

**– Comment le chef du gouvernement justifie-t-il sa dérive?**

– Comme d'autres dirigeants irakiens avant lui, Nouri al-Maliki a expliqué ses actes par l'insécurité et la nécessité d'instaurer un pouvoir fort pour restaurer le calme. Mais c'est là, bien entendu, un moyen de satisfaire ses immenses ambitions personnelles et celles de son parti.

□□□

## Turkey says Kurdish oil will flow, but vows to abide by Iraqi constitution

April Yee  
www.thenational.ae

Turkey has repeated its pledge to honour the Iraqi constitution while proclaiming that "oil will flow" from the Kurdish region regardless.

Turkey is in a delicate position as it facilitates discussions between the Kurdish region and the Iraqi federal government over a new pipeline to connect Kurdish oil to global markets through a Turkish port. The pipeline became operational this month in spite of Baghdad's opposition to independent exports of Kurdish oil, which it says is produced under contracts that violate the Iraqi constitution.

"Oil will flow because the world markets will demand it," Hasan Merat Mercan, the Turkish deputy minister of energy and natural resources, said at the Gulf Intelligence UAE Energy Forum in Abu Dhabi yesterday. "The internal dynamics of KRG [Kurdistan Regional Government] and Iraq is their own issue and

we will help them to solve their problems. Political stability in that region is the most important issue. Don't expect me to say anything that would endanger the relationship between KRG and Iraq."

The outcome of the talks will be closely watched by UAE operators in Iraq's Kurdish region, including Dana Gas of Sharjah, Abu Dhabi National Energy (Taqa), and DNO International, which is part-owned by RAK Petroleum.

The disagreement escalated on Sunday, when the Iraqi prime minister Nouri Al Maliki threatened to take away the Kurdish slice of the federal budget if it pursued exporting via the pipeline, which has already loaded cargoes that are now waiting at Ceyhan.

"Turkey must not interfere in an issue that harms Iraqi sovereignty," Mr Al Maliki told Reuters. "This is a constitutional violation."

Mr Mercan repeated Turkey's pledge to not



Hasan Merat Mercan, the Turkish deputy minister of energy and natural resources, said at the Gulf Intelligence UAE Energy Forum in Abu Dhabi yesterday.

release Kurdish oil without reaching an agreement with Baghdad.

"Turkey fully agrees to abide by the constitution of Iraq," he said. "Whatever the constitution says, Turkey will have to honour this."

■■■

LES BOULEVERSEMENTS RÉGIONAUX FAVORISENT LA DIPLOMATIE IRANIENNE

# Le monde selon Téhéran

*Signé en novembre dernier à Genève, l'accord sur le nucléaire iranien marque une étape majeure dans le rapprochement entre Washington et Téhéran, après plus de trois décennies d'affrontements. Certes, les obstacles restent nombreux, mais la République islamique semble déterminée à profiter de la nouvelle donne au Proche-Orient pour développer un dialogue constructif avec les Etats-Unis comme avec ses voisins.*

PAR **SHERVIN AHMADI** \*

\* Responsable de l'édition iranienne du *Monde diplomatique*.

**V**OILÀ deux pays qui reviennent de loin. D'un côté, le rôle de la Central Intelligence Agency (CIA) dans le coup d'État contre le gouvernement nationaliste de Mohammad Mossadegh en 1953 ; de l'autre, la prise d'otages à l'ambassade américaine en 1979 : en Iran comme aux Etats-Unis, ces épisodes sont encore très présents dans la mémoire collective. Et pourtant, Téhéran semble vouloir tourner la page et accorder pour la première fois sa confiance à un gouvernement américain, celui du président Barack Obama. Une décision aux conséquences incalculables pour la politique régionale.

Loin d'avoir été improvisé, ce tournant a été préparé avec soin, comme en témoigne la façon dont a été organisée la dernière élection présidentielle. Souhaitant éviter tout risque d'affrontements entre leurs affidés, le régime a écarté les candidats les plus controversés. La population a bien perçu l'enjeu caché et a voté massivement en faveur du partisan d'une fin de la confrontation avec les Etats-Unis. Elu dès le premier tour avec une participation de 72 %, le nouveau président Hassan Rohani était en position de force pour négocier.

Ce choix ne découle pas d'une vision angélique de l'administration Obama et de ses intentions : Téhéran est convaincu que la situation sur la scène internationale et régionale a évolué et que les Etats-Unis ne sont plus en mesure d'entrer en guerre avec lui.

Les réticences du président américain à ordonner des frappes militaires contre la Syrie et son ralliement à la solution d'un démantèlement de l'arsenal chimique de

M. Bachar Al-Assad ont confirmé le changement dans l'ordre régional. Si le rôle de la Russie a été souligné par les médias occidentaux (1), les Iraniens ont toujours affirmé qu'ils étaient à l'origine de la proposition de destruction de l'arsenal chimique syrien et que c'étaient eux qui avaient convaincu Damas de l'accepter. Quoi qu'il en soit, le revirement américain a persuadé la République islamique que l'heure n'était plus à la guerre mais à la négociation, quitte à céder sur certains points afin de normaliser les relations avec Washington.

Les deux pays partagent certains intérêts stratégiques communs en Afghanistan et en Irak, et nourrissent les mêmes inquiétudes sur l'évolution du Pakistan. Mais ils entretiennent aussi des alliances militaro-politiques antagonistes. L'Iran soutient le Hezbollah libanais, la Syrie et le Hamas palestinien. Les Etats-Unis sont alliés aux monarchies pétrolières du Golfe et à Israël ; et, même si le Proche-Orient devient moins important pour eux, il est inimaginable que ces liens soient remis en question.

## Guerre froide avec l'Arabie saoudite

**D**ANS le domaine économique, un rapprochement pourrait déboucher sur des résultats rapides, comme le déblocage des fonds iraniens gelés aux Etats-Unis et la signature de contrats fructueux dans des secteurs où l'Iran a des besoins urgents, notamment l'aviation. Les entreprises américaines sont bien placées pour les

remporter, car, malgré les sanctions, elles sont restées indirectement présentes. Autre atout : l'importante diaspora iranienne installée aux Etats-Unis, qui n'a jamais rompu avec la mère patrie. Les Etats-Unis disposent également d'une base culturelle solide en Iran, paradoxalement le seul pays de la région – avec Israël – où il n'existe pas de sentiment hostile à leur égard, la propagande antiaméricaine s'étant révélée contre-productive.

Mais la réorientation de la politique étrangère iranienne ne concerne pas seulement, loin de là, les relations avec Washington. Téhéran en a depuis longtemps défini les axes stratégiques, dictés par ses intérêts régionaux et par la prise en compte des rapports de forces plus que par l'idéologie.

Les progrès de l'Iran sur la scène régionale depuis dix ans sont impressionnants. Il a agi avec beaucoup d'habileté et de réalisme dans ce domaine, le deuxième en importance aux yeux des dirigeants après le domaine militaire. Plusieurs centres de recherche spécialisés se sont créés autour du Conseil de discernement des intérêts supérieurs du régime et du ministère des affaires étrangères. Depuis 1997, le Centre des recherches stratégiques, fondé en 1989 sous la tutelle de ce conseil, produit en permanence des rapports destinés aux dirigeants sur des questions clés. Une partie de ces études sont publiées dans le trimestriel du centre, qui fut dirigé par M. Rohani, le nouveau président (2). Très éloignées du ton de la propagande officielle, les analyses qui y sont développées relèvent de la stratégie plutôt traditionnelle, et la revue n'hésite pas à faire appel à des spécialistes étrangers.

L'Iran manœuvre dans un environnement compliqué en faisant preuve d'une grande souplesse. Sur le front oriental, le Pakistan est sa principale source d'inquiétude. Son rôle en Afghanistan, son alliance avec les Etats-Unis, l'abri qu'il offre aux islamistes les plus radicaux, sans parler de son arme nucléaire, le préoccupent, de même que l'instabilité née de ces engagements contradictoires. Evitant de soulever la question du sort des chiïtes (3), Téhéran espère stabiliser ses relations avec Islamabad en tablant sur sa dépendance énergétique. Le projet d'un « gazoduc de la paix », destiné à l'origine à acheminer le gaz d'Iran vers l'Inde via le Pakistan, a finalement été signé en mars 2013 entre Islamabad et la

République islamique. Sous la pression américaine, l'Inde a renoncé à participer au projet en 2005 (4), mais l'Iran est persuadé que les besoins énergétiques de ce géant économique l'obligeront à moyen terme à revoir sa position.

En Afghanistan, Téhéran a toujours entretenu de bonnes relations avec le gouvernement mis en place par les Etats-Unis, qu'il préfère aux talibans. Les échanges économiques auraient été multipliés par huit au cours des quatre dernières années, pour atteindre les 5 milliards de dollars. Même si ce chiffre semble exagéré, les produits iraniens ont envahi le marché afghan, en dépit des pressions des Etats-Unis, qui soupçonnent Téhéran de chercher ainsi à contourner les sanctions qu'il subit (5).

En Irak, la chute de Saddam Hussein a débarrassé l'Iran d'un de ses pires ennemis et lui a permis d'accroître son influence politique dans ce pays et dans la région. Oubliant l'une des guerres les plus longues du XX<sup>e</sup> siècle (1980-1988), les deux pays sont devenus des partenaires économiques et des alliés politiques.

Sous Hussein, Téhéran avait puissamment aidé l'opposition irakienne, chiite mais aussi kurde. Après 2003, certaines factions ont gardé des relations étroites avec lui et lui ont permis d'élargir son influence sur la scène politique irakienne. Le premier ministre Nouri Al-Maliki est considéré comme très proche de Téhéran, et le dirigeant kurde Jalal Talabani a joué un rôle important dans le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Iran. La première négociation officielle entre les deux pays visant la stabilisation de l'Irak a été organisée à son initiative en 2007.

Les relations avec Ankara, autre voisin de l'ouest, s'avèrent plus délicates. Les rapports économiques s'intensifient depuis dix ans, les échanges commerciaux étant passés de 2,1 milliards de dollars en 2002 à 21,3 milliards en 2012 (6). A la suite des sanctions américaines, les sociétés iraniennes installées dans les Emirats arabes unis, qui réalisaient une grande partie des importations du pays, ont été transférées en Turquie. Téhéran voit en Ankara un partenaire stratégique d'autant plus important que l'attrait de l'Europe faiblit et que des ambitions régionales communes peuvent rapprocher les deux pays, même s'ils restent divisés sur l'avenir de la Syrie. Mais, sur ce dossier aussi, et compte tenu du fait que l'impasse se prolonge, des évolutions sont possibles, comme l'a prouvé la visite à Téhéran, le 27 novembre, du ministre des affaires étrangères turc, M. Ahmet Davutoglu (7).

Une guerre froide persiste entre l'Iran et son voisin du sud, l'Arabie saoudite. Dans les années 1980, le royaume avait soutenu le régime de Hussein dans sa

guerre contre l'Iran, et en 1987, à La Mecque, la police avait ouvert le feu sur des pèlerins qui manifestaient contre les Etats-Unis et Israël, tuant plus de quatre cents d'entre eux, dont deux cent cinquante Iraniens. Puis les relations se sont normalisées sous la présidence de M. Hachémi Rafsandjani (1989-1997) et de M. Mohammad Khatami (1997-2005), qui se sont rendus plusieurs fois dans le royaume. En 2003, l'invasion américaine de l'Irak a créé de nouvelles tensions, Riyad s'inquiétant de l'influence grandissante de l'Iran et de la marginalisation politique des sunnites. La présidence de M. Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), avec ses prises de position provocatrices, n'a rien fait pour apaiser les tensions.

Le Hezbollah a imputé à Riyad la responsabilité de l'attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth, le 19 novembre 2013, en pleines négociations de Genève sur le nucléaire. Sur la scène libanaise aussi, les deux pays sont en concurrence, l'Arabie saoudite soutenant l'ancien premier ministre Saad Hariri mais aussi des groupes radicaux sunnites souvent proches d'Al-Qaïda.

Le dégel entre Téhéran et Washington a compliqué la donne. L'Iran va tenter de tisser des liens privilégiés avec les Américains sur certains dossiers, comme la sécurisation de la sortie des forces alliées d'Afghanistan ou l'exploitation des champs pétroliers du sud de l'Irak, ce qui risque d'affaiblir la position de l'Arabie saoudite. La guerre froide avec Riyad va donc se poursuivre.

Ces dernières semaines, l'Iran a lancé une offensive de charme en direction des autres pays du Golfe, avec la visite début décembre de M. Mohammad Javad Zarif, l'architecte de l'accord avec les Etats-Unis, à Oman, au Koweït, au Qatar et aux Emirats arabes unis. Dans ce dernier pays, M. Zarif a laissé entendre que l'Iran était prêt à réviser légèrement sa position sur le problème des îles. Les trois îles de la Petite Tomb, de la Grande Tomb et d'Abou Moussa ont été annexées par l'Iran du chah en 1968 ; elles sont revendiquées par les Emirats arabes unis.

Traditionnellement, les relations avec le Qatar ont toujours été très bonnes. Doha n'a pas soutenu l'Irak dans la guerre avec l'Iran comme les autres pays du Golfe et, en 2006, alors qu'il était membre du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, n'a pas voté les sanctions contre l'Iran. Mais le conflit syrien a ouvert un fossé entre les deux pays, l'aide du Qatar aux combattants islamistes ne pouvant laisser Téhéran indifférent. De plus, Doha a accueilli l'ancien vice-président irakien Tarek Al-Hachémi, poursuivi par la justice de son pays pour

avoir « financé des attaques terroristes ».

Afin de faire face aux bouleversements de la scène internationale, l'Iran cherche des partenaires. Déjà membre observateur de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), il rêve de devenir membre des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), même si son faible poids économique, en dehors du secteur de l'énergie, est un handicap. Les Brics ont d'ailleurs exprimé à plusieurs occasions leur inquiétude vis-à-vis des menaces militaires contre l'Iran.

Durant le mandat de M. Ahmadinejad, l'Iran s'est beaucoup investi en Amérique latine. Deux présidents, le Vénézuélien Hugo Chávez et le Bolivien Evo Morales, se sont rendus à Téhéran, et les relations commerciales se sont développées à tel point que M<sup>me</sup> Hillary Clinton s'est publiquement inquiétée en 2009, alors qu'elle était secrétaire d'Etat, de ces succès diplomatiques en Amérique latine (8).

## Paris totalement discrédité

Avec l'Europe, les relations ont fluctué depuis la révolution de 1979. L'assassinat à Berlin, en septembre 1992, de plusieurs membres du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), dont son secrétaire général Sadegh Sharafkandi, a entraîné une rupture du « dialogue critique » engagé entre l'Union européenne et Téhéran. Il a fallu attendre l'élection de M. Khatami, en 1997, pour une reprise des relations. Puis, en 2003, alors que la guerre en Irak venait juste de commencer, l'Europe, représentée par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, a entamé des négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire. Téhéran a accepté certaines concessions, dont le gel de l'enrichissement et la mise en œuvre du protocole additionnel du traité de non-prolifération nucléaire ; mais les Etats-Unis, ivres de leur « victoire facile » en Irak, ont fait échouer le processus. En décembre 2006, l'Union européenne a voté la résolution 1737 du Conseil de sécurité imposant les premières sanctions onusiennes contre l'Iran et adopté pour sa part des mesures encore plus contraignantes. En 2012, le Conseil européen a imposé un embargo sur les exportations de pétrole iranien et gelé des avoirs détenus par la banque centrale iranienne.

Malgré tout, certains pays européens ont maintenu les relations commerciales. Certes, les échanges reculent : en deux ans, les exportations iraniennes vers l'Europe sont passées de 16,5 milliards d'euros à 5,6 milliards, et les importations, de 10,5 milliards à 7,4 milliards (9). BP s'emploie à éviter des sanctions pour



peuvent investir dans le projet Chah Deniz 2 aux côtés d'une société iranienne. Londres a joué un rôle important dans les négociations qui ont abouti à un accord sur le dossier nucléaire. Depuis l'élection de M. Rohani, la chaîne BBC Farsi, très suivie en Iran, donne une image positive du pays. Téhéran cherche à utiliser les nouvelles ambitions régionales de Londres (10), alors que Paris semble désormais totalement discrédité. Si la reprise des relations avec Washington se confirmait, les sociétés européennes risqueraient de perdre la place privilégiée

qui était la leur depuis trente ans sur le marché iranien...

(1) Lire Jacques Lévesque, « La Russie est de retour sur la scène internationale », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

(2) [www.isrjournals.ir/en](http://www.isrjournals.ir/en)

(3) Lire Christophe Jaffrelot, « Le Pakistan miné par les affrontements entre sunnites et chiïtes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

(4) Michael T. Klare, « Oil, geopolitics, and the coming war with Iran », 11 avril 2005, [www.common-dreams.org](http://www.common-dreams.org)

(5) Michel Makinsky, « Iran-Afghanistan, les dimensions économiques d'une interdépendance, ou

commerce et investissements comme outils d'influence », dans « L'Afghanistan 2014 : retrait ou retraite ? », *Eur-Orient*, n° 40, Paris, 2013.

(6) Bijan Khajepour, « Five trends in Iran-Turkey trade, energy ties », 31 octobre 2013, [www.al-monitor.com](http://www.al-monitor.com)

(7) Lire Ali Mohtadi, « Damas, l'allié encombrant de Téhéran », *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.

(8) *Les Echos*, Paris, 4 mai 2009.

(9) <http://ec.europa.eu>

(10) Lire Jean-Claude Sergeant, « Londres réexamine sa relation avec Washington », *Le Monde diplomatique*, septembre 2010.

LE MONDE *diplomatique* – JANVIER 2014

## DESTRUCTION DE L'ÉTAT, VIOLENCE DES MILICES

# Irak-Syrie, mêmes combats

*En Irak, la violence s'étend chaque jour. Jamais elle n'avait atteint un tel niveau depuis la guerre des milices, entre 2006 et 2008, et le retrait des Etats-Unis, fin 2011. La crise syrienne alimente les antagonismes chez son voisin ; à Bagdad, le premier ministre Nouri Al-Maliki poursuit une politique confessionnelle. Et l'extension du champ de bataille déstabilise toute la région.*

PAR FEURAT ALANI \*

\* Journaliste, Bagdad.

« COMMENT arrêter un kamikaze ? » C'est la question que s'est posée le gouvernement de Bagdad le 30 novembre 2013, plus de dix ans après la chute du régime de Saddam Hussein. Face aux attentats meurtriers et quotidiens, l'appareil sécuritaire irakien a organisé un séminaire pour aider les propriétaires de café. Employer un garde privé, réduire le nombre d'entrées : une centaine de commerçants bagdadis ont écouté les conseils donnés par des policiers peu convaincants, pour ne pas dire impuissants. Le pays tout entier est frappé par des attentats et des attaques qui ont coûté la vie à plus de six mille personnes en 2013.

Force est de constater que le gouvernement, ne parvenant pas à éradiquer la violence, cherche à vivre avec. « C'est toujours pareil. Lorsqu'une bombe explose

sur un marché, la police et l'armée imposent un couvre-feu dans le secteur, mais elles arrivent toujours après ! Le gouvernement joue les pompiers en éteignant le feu. Mais ce sont les pyromanes qu'il faut arrêter », s'exaspère Mokhlas

Al-Jouraisy, un journaliste vivant à Bagdad.

Dans la capitale, chaque famille ressasse son histoire tragique, son amertume et ses morts. « Après la fin de l'occupation américaine, rien n'a changé. Il y avait des explosions et il y en a toujours. C'est la même chose pour le chômage et les autres problèmes dont souffrent les Irakiens. Les Américains nous ont laissé la mort en héritage. Au moins, les Anglais avaient construit des ponts et des écoles », témoigne un Bagdadi, faisant référence à l'occupation britannique du pays après la première guerre mondiale.

### « C'était notre 11-Septembre à nous »

LES raisons de la violence sont multiples. Pour les comprendre, il faut revenir à 2003, peu après la chute du régime baasiste de Hussein. M. Paul Bremer, l'administrateur américain, prend la décision de démanteler l'appareil sécuritaire

irakien et de « débaasifier ». Une politique arbitraire et néfaste qui met au ban de la société près d'un million d'hommes qualifiés et expérimentés. En l'espace de quelques jours, l'Irak passe d'un régime ultrasécuritaire à un désert administratif. Cette épuration politique visant tous ceux qui avaient collaboré de près ou de loin avec le régime explique en partie la vulnérabilité du pays.

L'affaiblissement de l'Etat a engendré presque naturellement l'exacerbation des tensions confessionnelles entre sunnites et chiïtes, qui ont atteint leur paroxysme après un attentat contre le mausolée de Samarra, un lieu saint du chiïsme, le 21 février 2006. A l'époque, cet événement a été perçu comme une déclaration de guerre. En dépit des appels au calme lancés par toutes les autorités religieuses, des militants chiïtes se sont vengés en attaquant des mosquées sunnites. « C'était notre 11-Septembre à nous », se remémore un habitant dont le frère a été assassiné par un milicien lors de ces représailles.

Durant plus de deux ans, les milices chiïtes, notamment les deux plus connues – l'Armée du Mahdi du mouvement sadriste et la brigade Badr du Conseil suprême islamique irakien (1) –, ont organisé des coups de filet contre des sunnites, enlevés et le plus souvent torturés puis exécutés. Des milices sunnites ont riposté en visant les quartiers chiïtes de Bagdad avec des voitures piégées. Tous les jours, on retrouvait une centaine de morts sur les trottoirs de la ville ou dans le Tigre. Bien que tardivement, et pour des raisons évidentes de rivalité politique, le premier ministre Nouri Al-Maliki a lancé le 24 mars 2008 une grande offensive à Sadr City pour désarmer l'Armée du Mahdi de M. Moqtada Al-Sadr. Par la suite, la

violence diminuant peu à peu sur le terrain, elle a toutefois renforcé les rivalités au sein de la classe politique.

Cette violence occupe désormais l'essentiel du discours de M. Al-Maliki, qui use d'un vocabulaire simpliste et manichéen où les mots «terroriste» et «baasiste» servent à désigner les sunnites.

Pour expliquer la crise sécuritaire depuis le départ des troupes américaines, il faut également rappeler le rôle des miliciens de la Sahwa – «réveil» en arabe. Ces membres de tribus sunnites se sont alliés à l'armée américaine pour combattre Al-Qaida en Mésopotamie. Conformément à la stratégie militaire du général américain David H. Petraeus, le *surge* (2) fonctionnera uniquement grâce à la collaboration des tribus sunnites, collaboration que symbolise le charismatique Abdul Sattar Abou Richa, tué le 13 septembre 2007 par un commando d'Al-Qaida.

Composée d'une centaine de milliers d'hommes, cette milice a remporté d'importants succès en chassant des villes la branche d'Al-Qaida en Mésopotamie. Les membres de la Sahwa devaient intégrer l'armée régulière, mais cette promesse de M. Al-Maliki n'a jamais été tenue. Seuls 20 % des miliciens ont été incorporés. Les autres ont été délaissés et montrés du doigt par un premier ministre de plus en plus méfiant à l'égard des sunnites.

Aujourd'hui, le pays a changé. Bagdad n'est plus cette ville hétérogène où toutes les provinces étaient représentées. A de rares exceptions près, les sunnites vivent dans les quartiers sunnites et les chiites, dans les quartiers chiites. Dans le reste de l'Irak, la «partition douce» rêvée par M. Joseph Biden (3) entre un Nord kurde, un centre sunnite et un Sud chiite est déjà une réalité.

En dépit de ce parcours sinueux et des promesses non tenues, la descente aux enfers de l'Irak aurait pu être enrayerée si M. Al-Maliki avait donné une réalité à son slogan électoral de «réconciliation nationale». D'autant que, depuis son arrivée au pouvoir, nombre de conseils tribaux sunnites lui avaient prêté allégeance. Or il a continué à alimenter les oppositions entre sunnites et chiites, comme entre Arabes et Kurdes, et a écarté de manière agressive tous ceux qui n'étaient pas satisfaits de sa politique. Son isolement a commencé avec l'éviction de M. Tarek Al-Hachémi, vice-président sunnite, accusé de «terrorisme». L'année suivante, ce fut au tour d'un autre sunnite, M. Rafi Al-Issaoui, ministre des finances et vice-premier ministre, sous le même prétexte.

Le 21 décembre 2012, soit un an après le retrait américain, une vaste mobilisation

populaire s'est amorcée à Fallouja sur l'axe routier menant à Bagdad, sur la «place de la dignité». Elle s'est propagée à l'ensemble du territoire sunnite. Désormais, l'alliance autrefois possible entre M. Al-Maliki et les tribus ne l'était plus.

Lors de ces manifestations, d'importants chefs de tribus sunnites, tels les Doulaïmy, Joumaily et Mahamda, ont demandé le départ du premier ministre. D'aucuns l'ont qualifié de pantin de l'Iran ou de «safavide», un terme péjoratif pour désigner les conservateurs iraniens. Dès ses débuts, ce mouvement populaire a manifesté sa solidarité avec la rébellion syrienne, M. Al-Maliki étant assimilé à M. Bachar Al-Assad. Au milieu de la foule et des drapeaux irakiens, l'emblème de l'Armée syrienne libre était clairement visible. Le combat des sunnites d'Irak a débordé le cadre national : l'ennemi n'est plus seulement M. Al-Maliki, mais l'axe chiite Damas-Bagdad-Téhéran.

Les connexions entre les sunnites de la province d'Al-Anbar et la rébellion syrienne de l'autre côté de la frontière peuvent expliquer en partie la recrudescence des violences en Irak. La lutte de pouvoir ayant pris une dimension de plus en plus confessionnelle, beaucoup d'Irakiens ont imaginé un scénario à la syrienne «pour rééquilibrer le rapport de forces dans la région», veut croire le cheikh Rafah Al-Joumaily. Selon ce chef de tribu, si le régime de Damas venait à tomber, Téhéran perdrait un allié de taille. «Si les sunnites prennent le pouvoir en Syrie, nous serons plus forts face à la montée en puissance du chiïsme à Bagdad», analyse-t-il.

## Les rebelles tiennent la frontière

**P**EU évoqué par les médias, l'équivalent irakien de l'Armée syrienne libre a été créé six mois avant les manifestations sunnites. Dans une déclaration officielle du 19 juillet 2012, l'Armée irakienne libre affichait trois objectifs : «Combattre l'invasion iranienne en Irak, soutenir le peuple syrien et l'Armée syrienne libre et rassembler les combattants sunnites en Irak sous une seule et même bannière.»

Qui est derrière cette nouvelle formation ? A-t-elle eu une réelle influence ? Il est encore trop tôt pour le dire. Elle diffusera sur Internet des vidéos de ses attaques contre l'armée régulière irakienne, puis disparaîtra progressivement des radars jusqu'à l'arrestation de son chef – à l'identité inconnue –, en février 2013 près de Kirkouk.

L'alliance entre Al-Qaida en Mésopotamie et son homologue syrien est une

autre preuve des liens «naturels» qui unissent sunnites syriens et irakiens. Rassemblés sous la bannière de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), ses combattants passent facilement la frontière irako-syrienne, tenue par les rebelles. Formé en Irak en 2006 comme une plateforme pour les divers groupes djihadistes, l'EIL est désormais un élément puissant de la terrible guerre qui sévit en Syrie. Le groupe ne rencontre pas de problèmes pour circuler et s'approvisionner. Dans cette région frontalière, les alliances tribales sont anciennes. Il est très facile pour un habitant de Fallouja ou d'Al-Qaim de se rendre et d'être accueilli côté syrien, à Abou Kamal.

Le conflit syrien a réellement débordé en Irak en mars 2013. Ce jour-là, une quarantaine de soldats et de fonctionnaires syriens ont été tués dans la province irakienne d'Al-Anbar. Ils s'y étaient réfugiés quelques jours auparavant pour fuir une attaque des rebelles. Sept soldats irakiens ont également perdu la vie.

Si les crises des deux pays sont nées de causes différentes, elles ont en commun leur tournure confessionnelle. La guerre civile syrienne oppose une insurrection à dominante sunnite à une coalition de minorités ethniques et religieuses soutenant le gouvernement de M. Al-Assad. En Irak, le gouvernement à majorité chiite est contesté par des sunnites oscillant entre opposition politique et opposition armée.

Ce n'est probablement pas une coïncidence si les conflits confessionnels se rallument en Irak alors que la guerre civile syrienne s'intensifie. Même l'administration américaine attribue un rôle important à l'Irak dans la crise syrienne. Lors de la visite de M. Al-Maliki à Washington, fin octobre 2013, le président américain Barack Obama lui aurait demandé d'user de ses bonnes relations avec Téhéran pour demander à M. Al-Assad de quitter «en douceur» le pouvoir. L'Irak est par ailleurs soumis à des pressions croissantes de la part de l'Iran, la principale puissance chiite dans la région, ainsi que de l'Arabie saoudite et de la Turquie, deux grands pays sunnites, principaux commanditaires de l'insurrection anti-Assad.

Après dix années d'une violence inouïe, l'Irak est coincé dans un maelström de luttes de pouvoir entre sunnites et chiites se nourrissant du conflit syrien. Le gouvernement de M. Al-Maliki tente de faire fi de ces nouvelles cartes régionales. La loi électorale adoptée au Parlement et fixant les prochaines élections législatives au 30 avril 2014 est perçue comme une plaisanterie. La population rit de ses députés, de la facilité avec laquelle ils votent des lois favorisant leurs intérêts personnels et de leur incapacité à se mettre

d'accord sur des points essentiels. L'intellectuel et sociologue irakien Amir Ahmed inscrit ces élections dans le théâtre de l'absurde. Il compare la scène politique à celle d'*En attendant Godot*, de Samuel Beckett. « *A chaque échéance électorale, la classe politique nous annonce la venue d'un homme qui nous promet le changement. Mais il ne vient jamais. En attendant, ils nous occupent, ils nous distraient. Les Irakiens attendent Godot...* »

« *La présence iranienne déjà existante*

*dans le pays a accru la méfiance et la peur dans la région arabe, poursuit Ahmed. C'est ce changement brutal de politique régionale qui provoque toutes ces tensions. Il ne faut pas oublier également que l'Irak est un Etat riche en pétrole, et que cela suscite l'avidité des forces internationales. Celles-ci cherchent à alimenter la violence plus qu'à stabiliser la situation, car il est plus facile de tirer profit d'un pays faible et instable que d'un pays fort et équilibré.* »  
Le pétrole, voilà peut-être le vrai malheur de l'Irak...

(1) Le sadrisme est un courant représentant des milieux défavorisés et délaissés par l'establishment chiite. Créé en 1982, ce conseil dispose d'une aile armée, la brigade Badr, une milice regroupant entre huit mille et quinze mille soldats.

(2) Le 10 janvier 2007, M. George W. Bush décide d'envoyer trente mille soldats américains supplémentaires en Irak. Il nomme à la tête du *surge* (« renfort ») le général Petraeus.

(3) Pour résoudre le conflit irakien, M. Biden a élaboré un plan de division de l'Irak en trois blocs communautaires et confessionnels s'inspirant de l'éclatement en deux de la Bosnie en 1995. Cf. Helene Cooper, « Biden plan for "soft partition" of Iraq gains momentum », *The New York Times*, 30 juillet 2007.

## Le Monde

Mercredi 29 janvier 2014

# François Hollande appelle la Turquie à faire son « travail de mémoire » sur la tragédie arménienne

A Ankara, le président a évité le terme de « génocide » pour qualifier les massacres de 1915

Ankara  
Envoyé spécial

Le sujet était piégeux, mais François Hollande en a débattu « avec franchise » avec son homologue turc, Abdullah Gül. Au premier jour de sa visite en Turquie, lundi 27 janvier, le président a évoqué la question de la reconnaissance du génocide des Arméniens, au cours d'une conférence de presse au palais présidentiel de Çankaya, à Ankara.

« *Le travail de mémoire est toujours douloureux. Mais il doit être fait. Ce que nous avons à mener, c'est la réconciliation à travers la recherche de ce qui s'est produit et la reconnaissance de ce qui s'est fait* », a-t-il affirmé, en prenant soin de ne pas qualifier de « génocide » les massacres de plus d'un million d'Arméniens entre 1915 et 1916. Le président américain Barack Obama avait adopté la même attitude en 2009, évitant de prononcer le mot qui fâche, mais appelant la Turquie à « *aborder une histoire difficile et tragique* ».

Or, les commémorations du centenaire de 1915 approchent. Même le palais présidentiel de Çankaya est marqué par cette histoire tragique. Avant 1915, l'actuelle demeure présidentielle turque était la propriété des Kasapyan, une famille de riches commerçants arméniens. Mais ceux-ci ont

été contraints à l'exil. Leurs biens, comme ceux de centaines de milliers d'autres Arméniens de l'Empire ottoman, ont été spoliés par l'Etat turc naissant. En 1923, la maison fut « offerte » au fondateur de la Turquie moderne et républicaine, Mustafa Kemal (1881-1938).

### « Le droit et rien que le droit »

Depuis 2001 et sa reconnaissance officielle par la France, le génocide de 1915 s'imisce régulièrement dans les relations entre Paris et Ankara. Ce fut encore le cas en 2006 avec le vote par l'Assemblée nationale d'une proposition de loi pénalisant la négation du génocide arménien, finalement enterrée par le Sénat. Et plus encore avec la proposition de loi Boyer, votée par les deux Chambres avant d'être censurée par le Conseil constitutionnel en 2012.

### Soutien prudent au processus d'adhésion à l'UE

**M. Hollande a réaffirmé, lundi 27 janvier à Ankara, son soutien au processus d'adhésion à l'Union européenne : « J'ai soutenu l'ouverture des négociations avec la Turquie en 2004. Je suis toujours sur cette ligne. » Mais aucune garantie n'est donnée sur l'adhésion puisque « les peuples concernés » seront amenés à se prononcer par référendum au terme des négociations. Seuls**

Le sujet est d'autant plus sensible que M. Hollande est réputé « arménophile ». Mardi à Istanbul, il doit d'ailleurs rencontrer Rakesh Dink, la veuve de Hrant Dink, fondateur du journal arménien *Agos*, dont l'assassinat, en 2007, avait provoqué un sursaut citoyen sans précédent et accéléré le travail de mémoire en Turquie. Engagé de longue date pour la reconnaissance du génocide de 1915, le président français a fait part à plusieurs reprises de son désir de faire voter un nouveau texte pour sanctionner les propos négationnistes tenus sur le sol français. Interrogé sur ses intentions par la presse turque, lundi, il est resté évasif. « *Nous allons faire le droit et rien que le droit* », a-t-il déclaré.

M. Hollande a également rappelé l'obligation qui était faite à la France de transposer « *de la*

*meilleure des façons* », une décision-cadre européenne de 2008 qui rend punissable « *l'apologie, la négation ou la banalisation grossière publiques des crimes de génocide* ». Sur ce point, l'entourage du président se montre prudent : « *Toutes les victimes ont droit à la protection de leur mémoire, dans le cadre juridique imposé par la décision du Conseil constitutionnel et par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme* ». La CEDH a en effet jugé, en décembre 2013, que le déni du génocide arménien relevait de la liberté d'expression et a acquitté Dogu Perinçek, membre ultranationaliste du comité Talaat-Pacha, une organisation para-étatique menant des campagnes négationnistes à l'étranger. M. Perinçek avait qualifié le génocide arménien de « *mensonge international* », lors d'un voyage en Suisse.

Le cadre juridique laisse une marge de manœuvre extrêmement étroite pour une nouvelle loi de pénalisation. Ce qui provoque, en France, la colère des représentants de la diaspora arménienne. Avant la visite présidentielle en Turquie, samedi 25 janvier, le Conseil de coordination des associations arméniennes de France a manifesté à Paris, Lyon et Marseille, « *contre l'entrée de cette Turquie dans l'Union européenne* ». ■

GUILLAUME PERRIER

**14 des 35 chapitres ont été ouverts et 4 ont été bloqués par la France pendant le mandat de M. Sarkozy. « Ce processus doit se poursuivre, y compris sur les sujets les plus difficiles. (...) Certains concernent des sujets – la séparation des pouvoirs, l'Etat de droit, les libertés fondamentales, la justice – qui sont aussi liés aux débats internes en Turquie », a précisé M. Hollande.**

## Terrorisme. Pour Israël, la Turquie héberge des camps d'Al Qaïda

[www.ouest-france.fr/](http://www.ouest-france.fr/)

**Selon le chef des renseignements israéliens, des djihadistes d'Al Qaïda ont établi des camps en Turquie.**

Certains djihadistes d'Al Qaïda qui combattent le régime de Bachar al Assad en Syrie ont établi des camps en Turquie, d'où ils peuvent facilement se rendre en Europe, a déclaré mercredi le chef des renseignements militaires israéliens.

Présentant pendant une conférence sur la sécurité à Tel Aviv une carte du Proche-Orient, le général Aviv Kochavi a expliqué que des combattants se réclamant d'Al Qaïda entraient chaque semaine en Syrie mais que tous "n'y restent pas".

Le militaire israélien n'a fourni aucun chiffre à l'appui de ses déclarations. Sa porte-parole a précisé que la carte donnait une indication de la taille et de l'emplacement des camps, qui semblaient se situer dans les provinces de Karaman, Osmaniye et Sanliurfa.

Pas de commentaire du gouvernement turque

La taille des points sur la carte pour signaler la présence d'Al Qaïda en Turquie est moitié moindre que celle qui marque le Sinaï égyptien, qui abriterait environ 200 djihadistes selon l'armée israélienne.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, dont le gouvernement soutient ouvertement l'Armée syrienne libre (ASL), la branche la plus modérée de la rébellion, a régulièrement démenti héberger des groupes liés à Al Qaïda.

"La Syrie projette son conflit dans toute la région", a néanmoins assuré le général Kochavi. "Ces points en Turquie n'ont pas été mis là par erreur par l'auteur de la carte et, de là, la route vers l'Europe est courte", a-t-il ajouté.



30 janvier 2014

## Question kurde: «La France n'a aucun intérêt à contrarier la Turquie»

William Molinié  
[www.20minutes.fr](http://www.20minutes.fr)

**DECRYPTAGE – Les arrestations de Kurdes soupçonnés d'être proches du PKK se sont accélérées...**

Depuis 2007, environ 200 Kurdes soupçonnés d'entretenir des liens avec le Parti des travailleurs kurdes (PKK), classé comme organisation terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis, ont été arrêtés en France. Une accélération a été constatée sous l'ère sarkozyste. «Ce volet de la coopération franco-turque est d'ailleurs le seul qui a bien fonctionné sous Sarkozy [qui n'était pas favorable à l'entrée du pays dans l'Union européenne]», explique auprès de 20 Minutes, Dorothee Schmid, spécialiste des politiques européennes en Méditerranée et au Moyen-Orient et responsable du programme Turquie contemporaine à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

En se rendant en Turquie mardi et mercredi, 22 ans après la dernière visite d'un Président français –François Mitterrand en 1992–, l'objectif de François Hollande était de relancer les échanges économiques. Mais surtout de tourner la page des relations difficiles avec Ankara, qui n'a toujours

pas digéré l'opposition de la France à son entrée dans l'UE. Sans doute, au cours de cette visite diplomatique, les dossiers d'Adem Uzun et des trois Kurdes assassinés à Paris ont été abordés.

### Tradition du complot et de la fabrication de preuves

Dans cette logique de rapprochement, «la France n'a aucun intérêt à contrarier la Turquie sur la question kurde», analyse Dorothee Schmid. Une position que regrettent les lobbies kurdes. «Pourquoi la France se préoccupe-t-elle des intérêts communautaires internes à la Turquie? s'interroge un avocat proche des milieux kurdes. Sans doute, dans les relations diplomatiques, l'échange de renseignements se négocie. Surtout en ce moment, à l'heure où des djihadistes transitent par ce pays pour se rendre en Syrie. Par ailleurs, on s'aperçoit que lorsque d'importants contrats sont signés entre les Turcs et d'autres pays, des dirigeants kurdes sont arrêtés dans ces pays.»

«En Turquie, il y a une tradition du complot et de la fabrication de preuves», nuance la chercheuse de l'Ifri. La frontière entre le PKK et les associations kurdes qui se sont développées un peu partout en Europe, notamment en France et à Bruxelles, peut être ténue.



*Des arrestations dans le milieu kurde à Bordeaux. S.Ortola / 20 minutes*

«Parfois, mais pas toujours, elles sont gérées en sous-main par des clandestins du PKK», explique une source du renseignement.

### Tous les Kurdes ne soutiennent pas le PKK

De son côté, la communauté européenne s'inquiète régulièrement de cet amalgame et de «l'absence de progrès sur la question kurde». Un rapport de 2012 a même pointé «la nécessité de respecter l'état de droit dans les procès en cours» et «les éventuelles utilisations abusives du code pénal et de la loi antiterroriste.»

Ce message s'adresse au traitement réservé aux anciens négociateurs kurdes qui ont tenté de trouver, au cours des discussions d'Oslo (Norvège) entre 2009 et 2011, une solution politique, non-violente et démocratique au conflit. A l'issue de ces tractations

avortées, plusieurs d'entre eux, dont Adem Uzun, ont été arrêtés en Europe et figurent sur une liste du Drug Enforcement Administration (DEA) des Etats-Unis, le service de lutte contre les réseaux de stupéfiants. Les milieux kurdes y voient un «acharnement judiciaire».

«Il ne faut pas croire que tous les Kurdes soutiennent le PKK», avance Dorothee Schmid. L'organisation perd petit à petit de l'influence, surtout auprès des jeunes générations et de la diaspora. «Le PKK, c'est aussi la terreur pour certains Kurdes. Des gens sont rackettés pour servir leur cause», poursuit la spécialiste. On soupçonne d'ailleurs des règlements de compte internes. «Au vu de la situation régionale et notamment de la crise syrienne, le PKK est divisé et a tout intérêt à durcir ses positions face aux Turcs», conclut la spécialiste.●